

ANNUAIRE

DE

LÉGISLATION FRANÇAISE

CONSEIL DE DIRECTION POUR L'ANNEE 1923

Président :

M. POINCARÉ (Raymond), membre de l'Académie française, ancien Président de la République.

Anciens Présidents :

MM. RIBOT (Alexandre), membre de l'Académie française, sénateur, ancien président du Conseil des ministres ; LYON-CAEN (Charles), doyen honoraire de la Faculté de droit de l'Université de Paris, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences morales et politiques ; CARTIER (Ernest), ancien bâtonnier de l'Ordre des avocats à la Cour d'appel de Paris ; FALCIMAIGNE (Ch.), président à la Cour de cassation ; ARNAUD (Auguste), membre de l'Institut, conseiller-maître à la Cour des comptes ; LARNAUDE (Ferdinand), doyen de la Faculté de droit de l'Université de Paris.

Anciens Vice-Présidents :

MM. DUBOIS (Georges), CHAUMAT, BERTRAND (Edmond), DARESTE (Pierre), CHALLAMEL (J.), HÉRON DE VILLEFOSSE (Etienne), CHAVEGRIN (Ernest), HAMEL (Paul), DRIOUX (Joseph), LE POITTEVIN (Alfred), FROMAGEOT (Henri), FRÉREJOUAN DU SAINT, BERGE.

Vice-Présidents :

MM. DUFOURMANTELLE (Maurice), professeur au Collège libre des Sciences sociales.

GEOUFFRE DE LAPRADELLE, professeur à la Faculté de droit de Paris.

NOURRISSON (Paul), avocat à la Cour d'appel de Paris.

TROULLIER (Albert), président de Chambre au Tribunal de commerce de la Seine.

Membres du Conseil :

MM. BEUDANT (Robert), doyen de la Faculté de droit de Strasbourg.

BINOCHÉ (Edmond), avocat à la Cour d'appel de Paris.

CAPITANT (Henri), avocat à la Faculté de droit de Paris.

DECUGIS (Henri), avocat à la Cour d'appel de Paris.

DEMOGUE, professeur à la Faculté de droit de Paris.

DUBOIS (Joseph), directeur de l'Office de législation étrangère et de droit international.

DUCHESNE (Maurice), avocat à la Cour d'appel de Paris.

GODET, membre secrétaire de la Chambre de commerce de Paris.

Le colonel LAMOUCHE.

LAVERGNE (Alex. de), maître des requêtes honoraire au Conseil d'Etat.

LÉMONON (Ernest), avocat à la Cour d'appel de Paris.

LÉVY-ULLMANN, professeur à la Faculté de droit de Paris.

PRUDHOMME (Henri), conseiller à la Cour d'appel de Douai.

SCHISSELÉ (A.), avocat-avoué à Saverne.

SERRE (Henri), juge assesseur au Tribunal de la Seine.

TISSIER (Albert), conseiller à la Cour de cassation.

Anciens Secrétaires généraux :

MM. DUBOIS (Georges), ancien magistrat, ancien chef du contentieux de la Compagnie du chemin de fer d'Orléans.

DIETZ (Jules), avocat à la Cour d'appel de Paris.

Secrétaire général :

M. GOULÉ (Paul), ancien magistrat.

Secrétaire général adjoint :

M. HENRY (Paul), avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation.

Secrétaires :

MM. BOUTELOUP (Maurice), directeur de la dette et des pensions d'Alsace.

LAVOLLEE (Henri), ancien avocat à la Cour d'appel de Paris.

VACHETTE (Henri), avocat à la Cour d'appel de Paris.

BOUTERON (Jacques), conseiller juridique de la Banque de France.

Secrétaires adjoints :

MM. THÉVENIN (André), bibliothécaire à l'Office de législation étrangère.

SIRE (Pierre), rédacteur au Ministère de la Justice.

CUQ (Ed.), avocat à la Cour d'appel de Paris.

LÉGAL (Alfred), avocat à la Cour d'appel de Paris.

Trésorier :

M. ALIX (Edmond), avocat à la Cour d'appel de Paris.

Commission des comptes :

MM. HÉRON DE VILLEFOSSE, CHALLAMEL, LAURENT-BAILLY.

ANNUAIRE
DE
LÉGISLATION FRANÇAISE,

PUBLIÉ PAR LA
SOCIÉTÉ DE LÉGISLATION COMPARÉE,

CONTENANT LE TEXTE
DES
PRINCIPALES LOIS VOTÉES EN FRANCE
EN 1922.

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE.

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^e et Ancienne Librairie F. Pichon réunies

F. PICHON ET DURAND AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'État et de la Société de Législation comparée.

20, rue Soufflot (5^e Arr.).

—
1923

LISTE DES COLLABORATEURS

- MM. ALIX (Ed), avocat à la Cour d'Appel de Paris.
BINOCHÉ (Ed.), avocat à la Cour d'Appel de Paris.
CHALLAMEL (Jules), avocat à la Cour d'Appel de Paris.
DEDÉ, avocat au Conseil d'État et à la Cour de Cassation.
DETOURBAY (Jean), juge au Tribunal de Commerce de la Seine.
DETOURBET (Ed.), ancien avocat général, avocat à la Cour d'Appel de Paris.
DUFOURMANTELLE (M.), professeur au Collège libre des Sciences sociales.
HENRY (Paul), avocat au Conseil d'État et à la Cour de Cassation.
HÉRON DE VILLEFOSSE (E.), docteur en droit.
KLECZKOWSKI, ancien avocat à la Cour d'Appel de Pétersbourg.
LAVOLLÉE (H.), ancien avocat à la Cour d'Appel de Paris.
LEFORT (J.), ancien avocat au Conseil d'État et à la Cour de Cassation.
LELOIR (G.), vice-président à la Cour d'Appel de Paris.
MILLIOT (L.), professeur de législations algérienne, tunisienne et marocaine à la Faculté de droit d'Alger.
NIBOYET, professeur à la Faculté de droit de Strasbourg.
PLAISANT (Marcel), avocat à la Cour d'Appel de Paris, député du Cher.
POURTIER (E), arbitre-rapporteur près le Tribunal de Commerce de la Seine.
SIRE (P.), rédacteur au Ministère de la Justice.
TROULLIER (A.), président de Chambre au Tribunal de Commerce de la Seine.
-

FRANCE.

NOTICE GÉNÉRALE SUR LES TRAVAUX DU PARLEMENT FRANÇAIS ET LES ACTES RÉGLEMENTAIRES DU POUVOIR EXÉCUTIF PENDANT L'ANNÉE 1922.

Par MM. Jules CHALLAMEL et Edmond BINOCHÉ, *docteurs en droit, avocats à la cour d'appel de Paris*, avec le concours de M. Henri LAVOLLÉE, *ancien avocat à la cour d'appel de Paris*, pour la rubrique *Finances*.

Le cabinet Poincaré, constitué le 15 janvier 1922, est resté en fonction toute l'année, non sans avoir subi de nombreux assauts de la part des partis de gauche.

Prenant la contre-partie de la politique à laquelle s'était abandonné le ministère Briand, sous la pression de l'Angleterre et de la finance internationale, il s'est efforcé de vivifier le traité de Versailles, en revendiquant pour la France une plus grande liberté d'action et en préparant, d'accord avec la Belgique, l'occupation de la Ruhr.

I. — MATIÈRES CONSTITUTIONNELLES ET PARLEMENTAIRES

Une loi du 18 février réduit par voie d'extinction le nombre des députés, conformément aux résultats du dénombrement de la population française recensée le 6 mars 1921 (*J. Off.*, 19 févr. 1922).

II. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Conventions et traités. — Deux lois du 24 mars 1922 portent approbation de deux conventions entre la France et la Serbie, l'une signée à Corfou le 9 novembre 1916 sur l'éducation des Serbes en France, l'autre signée à Paris le 27 novembre 1917 relative à l'admission des Serbes dans les écoles techniques et professionnelles de France (*J. Off.*, 26 mars 1922).

Une loi du 8 avril 1922 porte approbation de la convention monétaire signée à Paris le 9 décembre 1921 entre la France, la Belgique, la Grèce, l'Italie et la Suisse (*J. Off.*, 9 avril 1922).

Une loi du 24 avril 1922 porte approbation de la convention internationale conclue à Paris le 21 juin 1920 pour la création à Paris d'un institut international du froid (*J. Off.*, 2 mai 1922).

Une loi du 11 mai 1922 porte approbation de la convention conclue le 14 février 1921 entre la France et la Belgique, ayant pour objet de garantir à leurs nationaux, travaillant dans les mines françaises ou belges, le bénéfice du régime spécial de retraites des ouvriers mineurs, en vigueur dans chacun des deux pays (*J. Off.*, 12 mai 1922). Un décret du 10 juillet porte promulgation de cette même convention (*J. Off.*, 12 juillet 1922).

Une loi du 11 mai 1922 porte approbation de la convention conclue à Paris le 25 octobre 1921 entre la France et la Belgique, relative au règlement des conflits d'attribution en matière de réparation des dommages de guerre (*J. Off.*, 12 mai 1922). Un décret du 11 juillet porte promulgation de cette convention (*J. Off.*, 12 juillet 1922).

Une loi du 11 mai 1922 porte approbation : 1° de la convention signée à Paris le 16 octobre 1912 entre la république Argentine, le Danemark, la France, la Hongrie, l'Italie, le Mexique, la Norvège, le Portugal et l'Uruguay pour l'unification de la présentation des résultats d'analyse des matières destinées à l'alimentation de l'homme et des animaux ; 2° de la convention signée à Paris le 16 octobre 1912 entre la république Argentine, la France, la Hongrie, le Mexique, le Portugal et l'Uruguay pour la création d'un bureau international permanent de chimie analytique concernant les matières destinées à l'alimentation de l'homme et des animaux (*J. Off.*, 12 mai 1922).

Une loi du 16 mai 1922 approuve la convention relative à l'assistance et à la prévoyance sociales, conclue à Varsovie le 14 octobre 1920 entre la France et la Pologne (*J. Off.*, 17 mai 1922).

Une loi du 29 juin 1922 porte approbation de la convention internationale conclue à Paris, le 23 juillet 1921, entre la France, la Belgique, la Grande-Bretagne, la Grèce, l'Italie, la Roumanie, le royaume des Serbes, Croates et Slovènes, la république tchécoslovaque, l'Allemagne, l'Autriche, la Bulgarie et la Hongrie, à l'effet d'établir le statut définitif du Danube internationalisé. — Un décret du 25 septembre promulgue cette convention ainsi que le protocole final qui la suit (*J. Off.*, 27 septembre 1922).

Une loi du 10 juillet 1922 modifie l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} juillet 1906 relative à l'application en France des conventions internationales concernant la propriété industrielle (*J. Off.*, 11 juillet 1922).

Une loi du 20 août 1922 porte approbation de la convention conclue à Paris le 31 janvier 1921 entre la France et la Hongrie, relative aux modalités d'application de la section III de la partie X (clauses économiques) du traité signé à Trianon le 4 juin 1920

(*J. Off.*, 22 août 1922). Un décret du 14 octobre porte promulgation de cette convention (*J. Off.*, 15 octobre 1922).

Une loi du 24 août 1922 promulgue la convention internationale pour la création à Paris d'un institut international du froid, signée à Paris le 21 juin 1920 (*J. Off.*, 27 août 1922).

Une loi du 22 septembre 1922 porte approbation de l'arrangement signé à Paris, le 24 janvier 1921, entre la France et la Belgique, ayant pour objet de régler la nationalité des fils de Belges qui, par suite des événements durant la période d'hostilités, ont été empêchés de répudier la qualité de Français dans l'année de leur majorité (*J. Off.*, 24 septembre 1922). Un décret du 6 octobre porte promulgation de cet arrangement (*J. Off.*, 7 octobre 1922).

Un décret du 22 février 1922 porte approbation et publication de l'arrangement commercial signé à Lisbonne le 30 janvier 1922 entre la France et le Portugal (*J. Off.*, 24 février 1922).

Un décret du 25 mai 1922 porte promulgation : 1° du traité signé à Saint-Germain-en-Laye, le 10 septembre 1919, par la France, les Etats-Unis d'Amérique, l'empire britannique, l'Italie, le Japon et l'Etat tchéco-slovaque ; 2° du traité signé à Saint-Germain-en-Laye, le 10 septembre 1919, par la France, les Etats-Unis d'Amérique, l'Empire britannique, l'Italie et le Japon, acte auquel l'Etat serbe-croate-slovène a accédé par déclaration en date du 5 décembre 1919 ; 3° du traité signé à Paris, le 9 décembre 1919, par la France, les Etats-Unis d'Amérique, l'Empire britannique, l'Italie, le Japon et la Roumanie (*J. Off.*, 29 mai 1922).

Un décret du 27 mai 1922 porte promulgation du protocole conclu à Londres le 6 août 1914 entre la France et la Grande-Bretagne, modifiant en ce qui concerne les Nouvelles-Hébrides la convention de Londres du 20 octobre 1906 (*J. Off.*, 4 juin 1922).

Un décret du 16 juin 1922 porte promulgation de la convention signée à Londres le 2 février 1922 entre la France et la Grande-Bretagne pour faciliter l'accomplissement des actes de procédure entre personnes résidant dans leurs territoires respectifs (*J. Off.*, 20 juin 1922).

Un décret du 19 juin 1922 porte publication et mise en application, à titre provisoire, de la convention commerciale entre la France et la Pologne, signée à Paris le 6 février 1922 (*J. Off.*, 20 juin 1922).

Un décret du 19 juin 1922 porte promulgation : 1° de la convention conclue à Saint-Germain-en-Laye, le 10 septembre 1919, entre la France, les Etats-Unis d'Amérique, la Belgique, l'Empire britannique, l'Italie, le Japon et le Portugal sur le régime des spiritueux en Afrique, ainsi que du protocole portant la même date ; 2° de la convention conclue à Saint-Germain-en-Laye, le 10 septembre 1919, entre la France, les Etats-Unis d'Amérique, la Belgique, l'Empire britannique, l'Italie, le Japon et le Portugal, portant

revision de l'acte général de Berlin du 26 février 1885 et de l'acte général et de la déclaration de Bruxelles du 2 juillet 1890 (*J. Off.*, 24 juin 1922).

Un décret du 19 juin 1922 porte approbation et publication de la déclaration signée à Paris le 24 mai 1922 entre la France et la Tchéco-Slovaquie relative à la transmission des actes judiciaires et extrajudiciaires et à l'exécution des commissions rogatoires en matières civile et commerciale (*J. Off.*, 24 juin 1922).

Un décret du 8 juillet 1922 promulgue la convention relative à la navigation aérienne, en date à Paris du 13 octobre 1919, conclue entre la France, les Etats-Unis d'Amérique, la Belgique, la Bolivie, le Brésil, l'Empire britannique, la Chine, Cuba, l'Equateur, la Grèce, le Guatemala, l'Italie, le Japon, le Panama, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, l'Etat serbe-croate-slovène, le Siam, l'Etat tchéco-slovaque, l'Uruguay — et le protocole additionnel à la convention du 13 octobre 1919 portant réglementation de la navigation aérienne, en date à Paris du 1^{er} mai 1920, conclu entre la France, les Etats-Unis d'Amérique, la Belgique, la Bolivie, l'Empire britannique, la Chine, Cuba, l'Equateur, la Grèce, le Guatemala, l'Italie, le Japon, le Panama, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, l'Etat serbe-croate-slovène, le Siam, l'Etat tchéco-slovaque et l'Uruguay (*J. Off.*, 14 juillet 1922).

Un décret du 11 juillet 1922 porte publication et mise en application, à titre provisoire, de la convention commerciale entre la France et l'Espagne, signée à Madrid, le 8 juillet 1922 (*J. Off.*, 12 juillet 1922).

Un décret du 27 juillet 1922 porte publication et mise en application, à titre provisoire, de la convention commerciale entre la France et l'Esthonie signée à Paris le 7 janvier 1922 (*J. Off.*, 16-17 août 1922).

Un décret du 2 novembre 1922 porte promulgation de la convention internationale pour l'unification de la présentation des résultats d'analyse des matières destinées à l'alimentation de l'homme et des animaux, signée à Paris le 16 octobre 1912, entre la France, la république Argentine, le Danemark, la Hongrie, l'Italie, le Mexique, la Norvège, le Portugal et l'Uruguay (*J. Off.*, 5 novembre 1922).

Un décret du 2 novembre 1922 porte promulgation de la convention internationale pour la création d'un bureau international permanent de chimie analytique concernant les matières destinées à l'alimentation de l'homme et des animaux, signée à Paris le 16 octobre 1912, entre la France, la république Argentine, la Hongrie, le Mexique, le Portugal et l'Uruguay (*J. Off.*, 5 novembre 1922).

Un décret du 22 novembre 1922 porte promulgation de la convention concernant les équipages des bateaux rhénans, conclue

entre la France et l'Allemagne le 27 juillet 1922 (*J. Off.*, 26 novembre 1922).

Un décret du 26 novembre 1922 porte publication et mise en application, à titre provisoire, de l'avenant à l'accord commercial du 21 novembre 1898 et à l'accord de Turin du 30 mai 1917 signé à Rome le 13 novembre 1922 (*J. Off.*, 27, 30 novembre 1922).

Un décret du 8 décembre 1922 porte approbation de la déclaration signée à Bruxelles le 29 novembre 1922 en vue de supprimer la légalisation des actes de l'état-civil (*J. Off.*, 14 décembre 1922).

La Finlande a adhéré aux conventions internationales relatives à la répression de la traite des blanches, signées à Paris les 18 mai 1904 et 4 mai 1910 (*J. Off.*, 4 octobre 1922).

Un arrangement a été conclu le 5 juillet par les gouvernements français et hongrois relativement à l'application aux Alsaciens et aux Lorrains de la partie X du traité de Trianon (*J. Off.*, 25 octobre 1922).

Un arrangement a été conclu le 7 novembre 1922 pour l'exécution de la convention conclue le 14 février 1921 entre la France et la Belgique au sujet des retraites des ouvriers mineurs (*J. Off.*, 26 novembre 1922).

Le Portugal a dénoncé, le 1^{er} septembre 1922, la convention signée entre la France et le Portugal le 11 juillet 1866 pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art (*J. Off.*, 1^{er} décembre 1922).

Matières diverses. — Un loi du 24 mars autorise le gouvernement français à négocier avec le gouvernement chinois l'affectation d'annuités dues à la France à une opération de crédit ayant pour objet la sauvegarde des intérêts matériels et moraux de la France en extrême-Orient. Ce texte vise à désigner une opération ayant pour but de porter aide à la Banque industrielle de Chine (*J. Off.*, 26 mars 1922).

Une loi du 22 juin autorise le ministre des Finances à consentir des avances au gouvernement autrichien jusqu'à concurrence de 55 millions (*J. Off.*, 23 juin 1922).

Une loi du 21 juillet ouvre au ministre des Affaires étrangères un crédit pour l'organisation des Jeux Olympiques de 1924 (*J. Off.*, 27 juillet 1922).

Un décret du 12 avril 1922 promulgue le protocole concernant le statut de la Cour permanente de justice internationale, en date à Genève du 16 décembre 1920 (*J. Off.*, 22 avril 1922).

Un décret du 29 avril accorde le tarif minimum, à l'importation en France, à certaines marchandises espagnoles (pommes de terre, oranges, citrons, bananes, etc.) (*J. Off.*, 24 juin 1922).

Un décret du 11 juillet concerne les vins de liqueurs, vermouths et mistelles (*J. Off.*, 12 juillet 1922).

Un décret du 11 juillet modifie le coefficient de majoration des droits de douane afférents aux vins provenant exclusivement de la fermentation des raisins frais (*J. Off.*, 12 juillet 1922).

Un décret du 20 août est relatif à l'organisation de l'Office des biens et intérêts privés (*J. Off.*, 24 août 1922).

Un décret du 4 novembre 1922 étend les dispositions du décret du 11 juin 1921 à la liquidation des biens séquestrés des ressortissants hongrois en France (*J. Off.*, 9 novembre 1922).

III. — ARMÉE

Organisation. — Cadres. — Récompenses. — Une loi du 18 février concerne le rengagement des militaires libérés (*J. Off.*, 19 février 1922).

Une loi du 23 juin augmente le contingent de croix de la Légion d'honneur sans traitement mis à la disposition du ministre de la Guerre pour récompenser les officiers rayés des cadres au cours de la guerre 1914-1918 (*J. Off.*, 24 juin 1922).

La loi du 19 juillet institue une médaille commémorative interalliée de la guerre, dite « Médaille de la Victoire » (*J. Off.*, 23 juillet 1922).

Une loi du 21 juillet augmente le nombre de décorations sans traitement de la Légion d'honneur et de la médaille militaire, destinées aux militaires de l'armée active et de l'armée territoriale (*J. Off.*, 23 juillet 1922).

Une loi du 5 décembre fixe les obligations militaires des élèves des écoles formant des officiers de l'armée de mer, des élèves officiers de la marine marchande et des élèves libres de l'école d'application du génie maritime (*J. Off.*, 8 décembre 1922).

Une loi du 8 décembre fait de l'aéronautique une arme spéciale (*J. Off.*, 9 décembre 1922).

Une loi du 23 décembre est relative au recensement, à la révision et à l'appel de la classe 1923 (*J. Off.*, 24 décembre 1922).

Un décret du 18 janvier 1922 a pour but de réunir en un seul texte tout ce qui concerne les attributions en temps de paix du commandant en chef désigné de nos armées. Ce texte, coordonnant les dispositions des décrets du 23 janvier 1920 et de l'arrêté ministériel du 30 décembre 1920 qui ont réglé le fonctionnement des organes supérieurs de la guerre et les attributions du commandant en chef désigné des armées en temps de guerre, déclare ce dernier, en temps de paix, « inspecteur général de l'armée » et fixe son rôle vis-à-vis des divers services du ministère de la Guerre (*J. Off.*, 22 janvier 1922).

Un décret du 14 février 1922 modifie le décret du 20 mai 1903 sur

l'organisation et le service de la gendarmerie (*J. Off.*, 22 février 1922).

Un décret du 22 février 1922 modifie celui du 14 février 1905 sur le recrutement du corps de l'intendance et l'avancement dans ce corps (*J. Off.*, 26 février 1922).

Un décret du 22 février 1922 modifie celui du 5 février 1889 relatif à la composition et aux attributions de la commission militaire supérieure des chemins de fer (*J. Off.*, 5 mars 1922).

Deux décrets du 18 mai 1922 modifient l'un le décret du 20 mai 1903 sur l'organisation et le service de la gendarmerie, l'autre le décret du 3 février 1914 sur le service intérieur de la gendarmerie (*J. Off.*, 4 juin 1922).

Un décret du 13 juin 1922 modifie celui du 5 février 1889 sur l'organisation de la commission militaire supérieure des chemins de fer en y faisant entrer l'officier général commandant la brigade des chemins de fer (*J. Off.*, 17 juin 1922).

Un décret du 30 juin 1922 modifie le décret du 8 novembre 1903 sur les conseils d'enquête de sous-officiers rengagés ou commissionnés (*J. Off.*, 30 juillet 1922).

Un décret du 22 juillet 1922 modifie le décret du 13 mars 1894 portant règlement sur l'organisation de l'Ecole polytechnique (*J. Off.*, 27 juillet 1922).

Un décret du 27 juillet modifie le décret du 12 septembre 1911 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 avril 1911 créant pour les officiers la position dite « en réserve spéciale » (*J. Off.*, 30 juillet 1922).

Un décret du 5 octobre 1922 modifie celui du 19 septembre 1919 concernant la réorganisation du service de santé militaire (*J. Off.*, 8 octobre 1922).

Conseils de guerre. — Une loi du 27 février abaisse la limite d'âge des commis-greffiers devant les conseils de guerre de l'armée de terre (*J. Off.*, 28 février 1922).

Un décret du 31 mai est relatif aux frais fixes de procédure devant les conseils de guerre (*J. Off.*, 2 juin 1922).

Pensions. — Sépultures. — Une loi du 28 juin concerne les lieux de sépulture à établir pour les militaires des armées allemandes décédés en France pendant la durée de la guerre (*J. Off.*, 1^{er} juillet 1922).

Une loi du 15 juillet révisé le taux des majorations pour enfants accordées aux veuves de guerre pensionnées (*J. Off.*, 15-16 juillet 1922).

Une loi du 18 juillet 1922 accorde le bénéfice des pensions de la loi du 31 mars 1919 aux anciens militaires et marins réformés antérieurement au 2 août 1914 pour blessures ou infirmités et à leurs enfants, veuves ou ascendants (*J. Off.*, 20 juillet 1922).

Une loi du 21 juillet 1922 modifie l'article 64 de la loi du 31 mars 1919 sur les pensions (*J. Off.*, 23 juillet 1922).

Un décret du 10 juillet 1922 modifie le décret du 26 février 1918, modifié et complété par les décrets des 24 septembre 1918, 18 mars et 7 octobre 1919, 4 mars, 12 octobre et 27 décembre 1920 et 10 janvier 1922, déterminant les mesures d'exécution de la loi du 2 janvier 1918 concernant la rééducation professionnelle et l'office national des mutilés et réformés de la guerre (*J. Off.*, 18 juillet 1922).

Un décret du 17 octobre 1922 porte règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 18 juillet 1922, accordant le bénéfice des taux de pension prévus par la loi du 31 mars 1919 aux anciens militaires gratifiés antérieurement au 2 août 1914 pour blessures ou infirmités (*J. Off.*, 19 octobre 1922). — Une instruction ministérielle a été prise le 19 octobre pour l'application de ce décret (*J. Off.*, 22 octobre 1922).

Un décret du 21 octobre 1922, suivi d'une instruction ministérielle du même jour, concerne l'attribution aux grands invalides, victimes civiles de la guerre, d'allocations spéciales et de majorations supplémentaires (*J. Off.*, 22 octobre 1922).

IV. — MARINE

Marine militaire. — Une loi du 21 mars 1922 modifie le décret du 15 mai 1910 sur le service à bord des bâtiments de la marine militaire par l'addition de dispositions relatives à la pratique des sports (*J. Off.*, 1^{er} avril 1922).

Une loi du 27 juin 1922 modifie les art. 2 et 3 de la loi du 15 mars 1916 déterminant le mode d'attribution des prises maritimes (*J. Off.*, 29 juin 1922).

Une loi du 26 juillet 1922 proroge les dispositions de l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1920, modifiant les articles 34, 35, 36, 37 de la loi du 10 juin 1896 relative à l'organisation du corps des officiers de marine et du corps des équipages de la flotte (*J. Off.*, 6 août 1922).

Un décret du 21 mars 1922 modifie celui du 20 février 1914 fixant les règles de recrutement, d'avancement, de discipline, etc., du personnel technique des directions de travaux de la marine (*J. Off.*, 25 mars 1922).

Un décret du 21 mars 1922 modifie celui du 15 mai 1910 sur le service à bord des bâtiments de la marine militaire (*J. Off.*, 1^{er} avril 1922).

Deux décrets du 18 mai sont relatifs le premier à la législation des pensions de l'armée de mer, le second à la législation des pensions des marins des divers corps indigènes (*J. Off.*, 4 juin 1922).

Un décret du 12 juin 1922 porte règlement d'administration publique pour l'application aux fonctionnaires de tous grades du contrôle de la marine de l'art. 1^{er} de la loi du 30 avril 1920 sur les pensions (*J. Off.*, 18 juin 1922).

Un décret du 28 juin 1922 modifie l'article 14 du décret du 27 décembre 1921 portant organisation du commandement de la défense des frontières maritimes (*J. Off.*, 4 juillet 1922).

Un décret du 17 juillet concerne le personnel affecté à la surveillance des ports (*J. Off.*, 25 juillet 1922).

Marine marchande. — Une loi du 30 novembre concerne les comptes spéciaux de la marine marchande (*J. Off.*, 1^{er} décembre 1922).

Un décret du 28 janvier 1922 règle l'application de l'article 5 de la loi du 5 août 1921 tendant à la clôture du compte « flotte en gérance » et à l'attribution des navires de commerce appartenant à l'Etat (*J. Off.*, 19 février 1922).

Un décret du 4 février réorganise le personnel de l'administration centrale.

Un décret du 5 février 1922 modifie les dispositions du décret du 18 février 1911 relatif à l'organisation du personnel des syndics des gens de mer et des gardes maritimes (*J. Off.*, 9 février 1922).

Des décrets des 18 mai et 1^{er} août 1922 modifient celui du 2 novembre 1920 relatif aux brevets et diplômes de la marine marchande (*J. Off.*, 28 mai, 8 août 1922).

Un décret du 30 juin 1922 modifie le décret du 13 juillet 1921 sur le mode de recrutement et l'instruction du corps des administrateurs de l'inscription maritime (*J. Off.*, 8 juillet 1922).

Un décret du 8 juillet modifie les décrets organiques du Conseil supérieur de la marine marchande (*J. Off.*, 14 juillet 1922).

Un décret du 5 septembre 1922 porte application de la loi du 2 août 1919 fixant à 8 heures par jour la durée du travail sur les navires affectés à la navigation maritime (*J. Off.*, 15 septembre 1922).

Un décret du 27 décembre 1922 modifie le règlement d'administration publique du 21 décembre 1915 relatif à la concession des établissements de pêche sur le domaine public (*J. Off.*, 14, 16 janvier 1923).

V. — MATIÈRES ADMINISTRATIVES

Une loi du 25 mars 1922 modifie les articles 145 et 149 de la loi municipale du 5 avril 1884, en soumettant au président de la République l'approbation du budget des villes dont le revenu excède 9 millions de francs, et en lui permettant d'inscrire d'office certaines dépenses au budget de ces communes (*J. Off.*, 26 mars 1922).

Une loi du 13 juillet est relative à la participation de l'Etat à la commémoration du centenaire de Pasteur (*J. Off.*, 22 juillet 1922).

Une loi du 17 juillet 1922 modifie la loi du 16 mars 1915 relative à l'interdiction de l'absinthe et des liqueurs similaires (*J. Off.*, 19 juillet 1922) (1).

Une loi du 24 octobre fixe au 11 novembre la commémoration de la victoire et de la paix sans en faire une fête légale (*J. Off.*, 26 octobre 1922).

Une loi du 15 novembre 1922 modifie l'article 143 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale. Le 2^e paragraphe de cet article est modifié en ce sens qu'il est statué par un décret rendu en Conseil d'Etat en matière d'emprunts des communes dépassant 3 millions (*J. Off.*, 17 novembre 1922).

Un décret du 13 mai 1922 modifie le décret du 17 novembre 1921 portant réorganisation du Conseil supérieur de la défense nationale et de sa commission d'études (*J. Off.*, 17 mai 1922).

Un décret du 6 juin est relatif à la délivrance d'un sauf-conduit et d'une carte d'identité aux travailleurs étrangers (*J. Off.*, 19 juillet 1922).

Un décret du 15 juillet 1922 porte dérogation aux dispositions de l'ordonnance du 10 juillet 1916 concernant les projets de monuments à élever en dehors des cimetières militaires, à la mémoire des soldats morts (*J. Off.*, 19 juillet 1922).

Un décret du 8 août 1922 modifie le décret du 19 octobre 1911 relativement au classement des préfectures (*J. Off.*, 12 août 1922).

VI. — JUSTICE

A. — ORGANISATION. — JURIDICTIONS

Avocats. — Une loi du 20 février règle l'exercice de la profession d'avocat et la discipline du barreau en Alsace et Lorraine (*J. Off.*, 4 mars 1922).

Un décret du 13 juin 1922 alloue pour droits de plaidoirie à chaque avocat 7 fr. 50 dans les instances par défaut et 22 fr. 50 dans les instances contradictoires. Le décret prévoit le cas où un barreau serait autorisé, conformément à l'art. 96 de la loi du 31 décembre 1921, à appliquer ces allocations aux besoins des œuvres de prévoyance fonctionnant sous son contrôle (*J. Off.*, 18 juin 1922).

Un décret du 16 juin, faisant une première application de celui du 13 juin, autorise l'ordre des avocats à la Cour d'appel de Paris à appliquer aux besoins des œuvres de prévoyance fonctionnant

(1) Un décret du 24 octobre 1922 (*J. Off. du 26*) pris en application de cette loi fixe les caractères des liqueurs similaires à l'absinthe.

sous son contrôle les allocations fixées par les tarifs pour droit de plaidoirie, sauf en matière d'assistance judiciaire. C'est sans doute le premier jalon de l'institution, depuis longtemps projetée, des retraites du Barreau (*J. Off.*, 18 juin 1922).

Un décret du 5 septembre règle le mode de liquidation et de perception des droits de plaidoirie pour le compte des barreaux appelés à bénéficier des dispositions de l'article 96 de la loi du 31 décembre 1921 (*J. Off.*, 13 septembre 1922).

Magistrature. — Une loi du 27 juillet maintient 30 postes de juges assesseurs au tribunal de la Seine jusqu'au 4 octobre 1923 (*J. Off.*, 30 juillet 1922).

Une loi du 27 juillet maintient jusqu'au 4 octobre 1923 les emplois de magistrats et le poste de chef de bureau institués au ministère de la justice par l'article 7 de la loi du 4 octobre 1919 (*J. Off.*, 30 juillet 1922).

Une loi du 22 novembre 1922 proroge d'une nouvelle année le délai d'application de la loi du 19 juin 1920 relative à la délégation des juges de paix non licenciés en droit dans les tribunaux de première instance (*J. Off.*, 23 novembre 1922).

Une loi du 19 décembre 1922 modifie la loi du 21 juillet 1914 en admettant au droit à pension les juges suppléants de carrière recrutés antérieurement au 13 février 1908 (*J. Off.*, 20 décembre 1922).

Un décret du 30 mai 1922 modifie celui du 29 décembre 1919 portant règlement d'administration publique pour l'avancement des magistrats (*J. Off.*, 3 juin 1922).

Prud'hommes. — Un décret du 20 mai 1922 réglemente la comptabilité tenue par les secrétaires des conseils de prud'hommes (*J. Off.*, 1^{er} juin 1922).

B. — LOIS EN MATIÈRE CIVILE

La loi du 6 janvier 1922 tend à surseoir jusqu'au 1^{er} avril à l'expulsion des locataires de bonne foi, tels qu'ils sont définis par la loi du 1^{er} mars 1921, et ce sous certaines conditions, celle notamment de subir une majoration de loyer (*J. Off.*, 7 janvier 1922).

Une loi du 28 février modifie l'article 73 du code civil, relatif au consentement des parents ou de la famille au mariage en disposant que : « Hors le cas prévu par l'article 159 du code civil, cet acte de consentement est dressé soit par un notaire, soit par l'officier de l'état-civil du domicile ou de la résidence de l'ascendant et, à l'étranger, par les agents diplomatiques ou consulaires français. Lorsqu'il est dressé par un officier de l'état-civil, il ne doit être légalisé, sauf conventions internationales contraires, que lorsqu'il y a lieu de le produire devant les autorités étrangères. » (*J. Off.*, 1^{er} mars 1922).

Une loi du 28 février 1922 modifie celle du 2 juillet 1915, relative aux actes de décès des militaires et civils morts pour la France (*J. Off.*, 1^{er} mars 1922). Elle étend le bénéfice de la mention « mort pour la France » aux actes de décès d'un nombre plus considérable de militaires et de civils.

Une loi du 28 février règle le fonctionnement de l'état-civil aux armées et dans les communes libérées de l'occupation ennemie, et modifie notamment les articles 93 et 95 du code civil (*J. Off.*, 2 mars 1922). Son but est de prévenir les contestations sur la validité d'actes dressés pendant la guerre.

Une loi du 10 mars est relative : 1^o à la reconstitution des archives hypothécaires détruites ou disparues au cours de la guerre ; 2^o à la modification de l'article 2200 du code civil pour permettre l'envoi des doubles des registres de dépôt dans un greffe situé dans le ressort d'une cour d'appel autre que celle dont dépend la conservation (*J. Off.*, 15 mars 1922).

La loi du 31 mars 1922 porte fixation définitive de la législation sur les loyers (*J. Off.*, 1^{er} et 15 avril 1922).

Une loi du 28 avril modifie les articles 151 et 76 du code civil relativement à l'âge de la majorité matrimoniale et aux mentions que doit contenir l'acte de mariage (*J. Off.*, 6 mai 1922).

Une loi du 1^{er} juillet complète l'article 333 du code civil en disposant que les enfants légitimés par le mariage subséquent ont les mêmes droits que s'ils étaient nés de ce mariage, et que l'expédition de l'acte de naissance produite par l'enfant légitimé à l'officier de l'état-civil appelé à célébrer son mariage doit être conforme aux prescriptions de l'article 57, dernier alinéa, du code civil, avec l'indication de la qualité d'époux de ses père et mère (*J. Off.*, 2 juillet 1922).

Une loi du 22 juillet, modifiant l'article 57 du code civil, supprime dans les actes de naissance des enfants naturels les mentions relatives au père ou à la mère lorsque ceux-ci sont inconnus ou non dénommés (*J. Off.*, 25 juillet 1922).

Une loi du 28 octobre modifie l'article 34 du code civil sur la rédaction des actes de l'état-civil (*J. Off.*, 29 octobre 1922).

Une loi du 7 novembre complète l'article 1384 du code civil, en disposant que : « Celui qui détient, à un titre quelconque, tout ou partie de l'immeuble ou des biens mobiliers dans lesquels un incendie a pris naissance ne sera responsable, vis-à-vis des tiers, des dommages causés par cet incendie que s'il est prouvé qu'il doit être attribué à sa faute ou à la faute des personnes dont il est responsable.

« Cette disposition ne s'applique pas aux rapports entre propriétaires et locataires, qui demeurent régis par les articles 1733 et 1734 du code civil. » (*J. Off.*, 9 novembre 1922).

Une loi du 9 décembre complète l'article 249 du code civil con-

cernant le divorce. A la disposition de ce texte ainsi conçue : « Le jugement ou l'arrêt qui prononce le divorce n'est pas susceptible d'acquiescement », la loi nouvelle ajoute : « A moins qu'il n'ait été rendu sur conversion de séparation de corps » (*J. Off.*, 10 décembre 1922).

Une loi du 9 décembre abrège en certains cas le délai de viduité imposé à la femme par les articles 228 et 296 du code civil.

L'article 228, suivant lequel la femme ne peut contracter un nouveau mariage qu'après 10 mois révolus depuis la dissolution du mariage précédent, est ainsi complété : « Ce délai prend fin en cas d'accouchement survenu depuis le décès du mari ».

De même l'article 296, qui prescrit à l'égard de la femme divorcée un délai de viduité de 10 mois après que le divorce sera devenu définitif, est ainsi complété : « Ce délai prend fin en cas d'accouchement survenu depuis la transcription du jugement ou de l'arrêt ayant prononcé le divorce » (*J. Off.*, 10 décembre 1922).

Une loi du 15 décembre étend aux exploitations agricoles la législation sur les accidents du travail (*J. Off.*, 16 décembre 1922).

Une loi du 18 décembre porte révision et unification des droits d'expédition des actes de l'état-civil (*J. Off.*, 21 décembre 1922).

Une loi du 20 décembre modifie et complète l'article 93 du code civil sur les actes de l'état-civil concernant les militaires et les marins de l'Etat (*J. Off.*, 21 décembre 1922).

La loi du 30 décembre 1922 prescrit qu'il pourra être sursis, sous la forme d'un délai de grâce, à l'expulsion des locataires de locaux d'habitation ou de locaux commerciaux attenants aux locaux d'habitation ou situés dans le même immeuble.

Ce sursis ne pourra dépasser le 1^{er} juillet 1923.

Le droit d'occupation du propriétaire, conformément aux articles 4 et 13 de la loi du 31 mars 1922, est réservé.

Lorsque les locaux auront déjà été loués à un autre locataire, celui-ci devra être appelé devant le juge par le propriétaire.

La juridiction compétente pour accorder ces sursis est le juge de paix pour les loyers ne dépassant pas 1.000 francs, et le juge des référés pour les loyers au-dessus de 1.000 francs.

Ces mesures ne sont prévues que pour les loyers ne dépassant pas 8.000 francs (*J. Off.*, 1^{er} janvier 1923).

Un décret du 31 janvier détermine les conditions dans lesquelles il sera statué sur les demandes de naturalisation formées par les Allemands en vertu des dispositions du paragraphe 3 de l'annexe à la section V de la 3^e partie du traité de Versailles (*J. Off.*, 8, 12 février 1922).

Procédure civile. — Une loi du 13 mars modifie les articles 5, 51, 72, 73, 153, 156, 416 et 1033 du code de procédure civile relativement aux délais de citation et d'ajournement (*J. Off.*, 15 mars

1922). Un décret du 13 mai fixe au 1^{er} juin 1922 l'entrée en vigueur de cette loi (*J. Off.*, 14, 16 mai 1922).

C. — LOIS EN MATIÈRE COMMERCIALE

Une loi du 8 février modifie certains articles du code de commerce (art. 110, 113, 116, 137, 138 et 188) concernant la lettre de change et le billet à ordre (*J. Off.*, 9 février 1922).

Une loi du 20 février 1922 règle la situation de certaines sociétés au regard de la loi du 17 mars 1905 (*J. Off.*, 22 février 1922).

Une loi du 28 avril 1922 modifie plusieurs articles de la loi du 2 juillet 1919 instituant le règlement transactionnel (*J. Off.*, 30 avril, 2 mai 1922).

Une loi du 14 juin assure le règlement des sommes demeurées impayées par l'effet des dispositions légales concernant les ventes et achats à terme antérieurs au 4 août 1914 ainsi que les opérations de report s'y rattachant (*J. Off.*, 15 juin 1922).

D. — LOIS EN MATIÈRE RÉPRESSIVE

Une loi du 29 mai 1922 règle la procédure applicable en vue de la répression des dissimulations frauduleuses de bénéfices de guerre (*J. Off.*, 30 mai 1922).

Une loi du 15 juin sur le secret des lettres complète l'art. 187 du code pénal en punissant de peines correctionnelles toute ouverture de correspondances adressées à des tiers, faite de mauvaise foi (*J. Off.*, 17 juin 1922).

Une loi du 13 juillet 1922 complète la loi du 19 juillet 1845 sur la vente des substances vénéneuses, modifiée par la loi du 12 juillet 1916, concernant l'importation, la détention et l'usage des substances vénéneuses (*J. Off.*, 14 juillet 1922).

Une loi du 17 juillet 1922 proroge les dispositions de l'article 16 de la loi du 29 avril 1921 sur l'amnistie (*J. Off.*, 19 juillet 1922).

Une loi du 21 octobre 1922 décide que l'article 10 de la loi du 20 avril 1916, prorogé par la loi du 23 octobre 1919, continuera d'être appliqué même après le 23 octobre 1922 pour les infractions commises antérieurement à cette date. Mais le bénéfice, c'est-à-dire l'écart entre le prix de revient ou d'achat et le prix de vente, ne pourra être retenu comme élément constitutif du délit. La nouvelle loi maintient l'application aux délits de cette nature de la loi du 17 juillet 1922 sur la grâce amnistielle (*J. Off.*, 22 octobre 1922).

Une loi du 27 octobre 1922 aggrave la répression des vols commis en chemin de fer (*J. Off.*, 28 octobre 1922).

Une loi du 20 décembre porte modification des articles 334 et 335 du code pénal en vue de la répression de la tentative des délits

commis sous le nom de « Traite des femmes » (*J. Off.*, 21 décembre 1922).

Un décret du 12 janvier 1922 porte règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes, en ce qui concerne le commerce des eaux minérales et des eaux de boisson (*J. Off.*, 22, 29 janvier 1922).

Un décret du 23 septembre porte habilitation des brigades des douanes à la recherche et à la constatation des délits de pêche maritime commis sur toute l'étendue du littoral (*J. Off.*, 4 octobre 1922).

VII. — RÉGIONS LIBÉRÉES

Une loi du 12 avril 1922 fixe les pouvoirs du tribunal des dommages de guerre en ce qui concerne les indemnités allouées à des incapables. A l'article 25 de la loi du 17 avril 1919 sont ajoutées les dispositions suivantes : « En l'absence de recours de l'Etat contre la décision de la commission cantonale, les indemnités allouées aux incapables visés par cet article ne peuvent être diminuées par le tribunal des dommages de guerre ». La nouvelle loi donne un délai de deux mois permettant de frapper d'appel les jugements antérieurs qui auraient abaissé l'indemnité allouée par la commission cantonale (*J. Off.*, 19 avril 1922).

Une loi du 12 avril 1922 fixe au 31 juillet 1922 le dernier délai pour le dépôt des demandes de délimitation et de remembrement formées par application de l'article 59 de la loi du 17 avril 1919, sur la réparation des dommages causés par les faits de guerre (*J. Off.*, 19 avril 1922). Une loi du 13 juillet proroge ce délai jusqu'au 31 décembre 1922 (*J. Off.*, 14 juillet 1922).

Une loi du 20 avril 1922 modifiant l'article 1^{er} de la loi du 4 octobre 1919, permet l'allocation de subventions de l'Etat aux communes directement atteintes par les événements de guerre, pour leur permettre de faire face à leurs dépenses budgétaires (*J. Off.*, 26 avril 1922).

Une loi du 20 avril 1922 simplifie les formalités d'expropriation en ce qui concerne les immeubles endommagés par faits de guerre à racheter par l'Etat en vertu de l'article 46 de la loi du 17 avril 1919 ; il n'y a pas lieu à déclaration d'utilité publique. — Une décision du ministre des Régions libérées fixe les limites des zones dans lesquelles l'Etat se réserve la faculté de rachat. Le préfet prend un arrêté établissant la liste des immeubles dont le rachat est envisagé. A la suite d'une certaine publicité, les titulaires de droits réels et les fermiers doivent se révéler.

La commission cantonale et, s'il y a lieu, le tribunal des dommages de guerre fixent l'indemnité éventuelle de rachat.

Si le ministre décide qu'il y a lieu à rachat, le préfet prend un

arrêté de cessibilité, puis huit jours après sa notification, saisit le tribunal qui prononce l'expropriation. Ce jugement vaut purge et transfère à l'Etat la propriété sauf règlement ultérieur des indemnités. Il doit être transcrit au bureau des hypothèques (*J. Off.*, 26 avril 1922).

Une loi du 18 juillet est relative aux cessions des droits à indemnités pour dommages de guerre et aux conditions de remploi de ces indemnités (*J. Off.*, 19, 26 juillet 1922).

Un décret du 20 février 1922 modifie et complète celui du 9 octobre 1920 pris en application de la loi du 15 août 1920 portant fixation du régime légal des sociétés coopératives de reconstruction (*J. Off.*, 5 mars 1922).

Un décret du 24 février porte réorganisation du personnel du greffe de la commission spéciale des dommages de guerre causés aux bateliers et entreprises de transports par voies navigables et remorquage (*J. Off.*, 26 février 1922).

Un décret du 27 février 1922 modifie celui du 29 juin 1921 relatif à l'organisation du service d'inspection des commissions cantonales et tribunaux de dommages de guerre (*J. Off.*, 5 mars 1922).

Un décret du 27 mai est relatif à la confédération générale des sociétés coopératives de reconstruction (*J. Off.*, 28 mai 1922).

Un décret du 25 juillet fixe la rémunération des techniciens appelés à collaborer au contrôle technique des opérations de remploi immobilier, de reconstitution mobilière et de réinvestissement (*J. Off.*, 28 juillet 1922).

Un décret du 1^{er} août 1922 réorganise les services départementaux des régions libérées et modifie le décret du 16 juin 1920 (*J. Off.*, 5 août 1922).

VIII. — INSTRUCTION PUBLIQUE ET BEAUX-ARTS

Instruction publique. — Une loi du 13 juillet est relative à la participation de l'Etat à la commémoration du centenaire de Pasteur (*J. Off.*, 22 juillet 1922).

Une loi du 26 octobre 1922 modifie diverses dispositions de celle du 27 juillet 1917 instituant des pupilles de la Nation (*J. Off.*, 27 octobre 1922). Un décret du 20 janvier 1923 porte règlement d'administration publique pour l'application de cette loi (*J. Off.*, 25 janvier 1923).

Un décret du 4 février 1922 modifie celui du 25 mars 1921 sur l'attribution des palmés académiques (*J. Off.*, 9 février 1922).

Un décret du 8 février 1922 modifie les articles 1 et 2 du décret du 12 novembre 1886 relativement à la désignation des membres électifs du Conseil départemental de l'enseignement primaire (*J. Off.*, 18 février 1922).

Un décret du 20 mars autorise des dispenses exceptionnelles

d'examens ou de parties d'examens en vue des grades et diplômes de l'enseignement supérieur (*J. Off.*, 23 mars 1922).

Un décret du 15 juillet 1922 modifie le décret du 21 février 1921 relatif aux brevets de capacité de l'enseignement primaire et au certificat d'aptitude pédagogique (*J. Off.*, 19 juillet 1922).

Un décret du 23 juillet 1922 modifie celui du 21 juillet 1897 sur les Conseils des universités (*J. Off.*, 27 juillet 1922).

Deux décrets du 1^{er} août sont relatifs au concours pour l'école normale supérieure (*J. Off.*, 5, 6 août 1922).

Un décret du 2 août modifie le régime des études et des examens en vue de la licence en droit (*J. Off.*, 5 août 1922).

Beaux-Arts. — Une loi du 27 octobre 1922 modifie les dispositions de la loi du 20 mai 1920 établissant un droit au profit des artistes sur les ventes publiques d'objets d'art (*J. Off.*, 29 octobre 1922).

Une loi du 30 octobre institue un droit d'entrée pour la visite des galeries, ménageries, collections du Muséum d'histoire naturelle, et assujettit au paiement d'une taxe spéciale la délivrance des permis de peindre, dessiner, photographier et cinématographier dans cet établissement (*J. Off.*, 1^{er} novembre 1922).

Un décret du 29 juin porte règlement d'administration publique pour la perception du droit d'entrée et de la taxe spéciale pour peindre, etc..., dans les musées, collections et monuments appartenant à l'Etat (*J. Off.*, 5 juillet 1922).

Un arrêté du 11 juillet règle les conditions de perception du droit d'entrée dans les musées et monuments appartenant à l'Etat et affectés à l'administration des beaux-arts et de la taxe spéciale institués par les articles 118 et 119 de la loi du 30 décembre 1921 (*J. Off.*, 12 juillet 1922).

IX. — COMMERCE ET INDUSTRIE

La loi du 18 avril 1922 dispense de l'immatriculation au registre du commerce, institué par la loi du 18 mars 1919, les caisses de crédit agricole mutuel constituées suivant la loi du 5 août 1920 (*J. Off.*, 25 avril 1922).

Deux lois du 29 juin 1922 portent ratification des décrets des 28 et 29 juin 1921 relatifs aux coefficients de majoration de droits de douane (*J. Off.*, 1^{er} juillet 1922).

Une loi du 10 juillet 1922 modifie l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} juillet 1906 relative à l'application en France des conventions internationales concernant la propriété industrielle (*J. Off.*, 11 juillet 1922).

Une loi du 29 décembre crée un office national des recherches scientifiques et industrielles et des inventions (*J. Off.*, 30 décembre 1922).

Un décret du 5 avril 1922 met en harmonie celui du 5 avril 1919 sur les droits de vérification des poids et mesures avec l'article 16 de la loi du 31 décembre 1921 relatif à la taxe annuelle des poids et mesures (*J. Off.*, 16 avril 1922).

X. — AGRICULTURE

Une loi du 10 mai 1922 alloue pour la moisson de 1921 des primes aux surfaces ensemencées en blé, méteil et seigle dans les régions dévastées (*J. Off.*, 17 mai 1922).

Une loi du 15 juillet tend à assurer une meilleure utilisation du blé et des farines (*J. Off.*, 18 juillet 1922). Un décret du 28 juillet fixe les conditions d'application de cette loi (*J. Off.*, 29 juillet 1922).

Une loi du 7 décembre 1922 modifie celle du 5 août 1920 sur le crédit mutuel et la coopération agricoles (*J. Off.*, 12 décembre 1922).

Une loi du 8 décembre 1922 accorde aux départements et aux communes des avances spéciales prélevées sur les fonds du crédit agricole et destinées à faciliter l'application de la loi du 31 octobre 1919 sur l'accession à la petite propriété des travailleurs et des familles peu fortunées (*J. Off.*, 12 décembre 1922).

Une loi du 15 décembre 1922 étend aux exploitations agricoles la législation sur les accidents du travail (*J. Off.*, 16 décembre 1922).

Une loi du 30 décembre 1922 complète l'article 23 de la loi du 5 août 1920 sur le crédit mutuel et la coopération agricoles (*J. Off.*, 31 décembre 1922).

Un décret du 11 mars réorganise le Conseil supérieur de l'agriculture (*J. Off.*, 15 mars 1922).

Eaux et Forêts. — Une loi du 28 avril (*J. Off.*, 4 mai 1922) est relative aux forêts de protection. Les bois et forêts sont divisés en deux catégories : 1° les forêts de protection soumises pour cause d'utilité publique à un régime forestier spécial concernant l'aménagement, l'exercice du pâturage et des droits d'usage, le régime des exploitations, les fouilles et extractions de matériaux. Les forêts classées dans cette catégorie sont celles dont la conservation sera reconnue nécessaire au maintien des terres sur les montagnes et sur les pentes et à la défense contre les avalanches et contre les érosions et envahissements des eaux et des sables. — 2° Les forêts soumises aux seules dispositions du code forestier (art. 1 à 3). Le classement est prononcé par décret (art. 4). Le propriétaire peut exiger l'acquisition par l'Etat s'il justifie que le

classement le prive de la moitié du revenu normal qu'il retire de sa forêt (art. 5).

Un décret du 22 juillet 1922 modifie celui du 30 août 1912 fixant le statut du personnel des eaux et forêts (*J. Off.*, 1^{er} août 1922).

XI. — TRAVAUX PUBLICS

Une loi du 14 mars 1922 abroge celle du 6 février 1920 sur l'avance de l'heure, tout en maintenant pour l'année 1922 cette avance d'une heure, qui aura lieu du dernier samedi de mars au premier samedi d'octobre (*J. Off.*, 15 mars 1922).

Une loi du 22 mars 1922 modifie celle du 22 juillet 1909 relative au recensement, au classement et à la réquisition des voitures automobiles (*J. Off.*, 24 mars 1922).

Une loi du 19 juillet 1922 autorise la création de réseaux de transport d'énergie électrique à haute tension et modifient la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie (*J. Off.*, 21 juillet 1922).

Deux décrets du 7 janvier 1922 portent règlement d'administration publique de la loi du 29 avril 1921 pour l'organisation et le régime financier de l'école nationale des ponts et chaussées (*J. Off.*, 9, 12 janvier 1922).

Chemins de fer. — Un décret du 11 février fixe les conditions d'organisation et de fonctionnement du Conseil supérieur et du Comité technique et commercial des chemins de fer (*J. Off.*, 15, 16 février 1922). Ce décret a été modifié par un décret en date du 14 mars (*J. Off.*, 15, 18 mars 1922).

Une loi du 22 juillet est relative aux retraites des agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways (*J. Off.*, 25 juillet 1922) (1).

Un décret du 14 septembre 1922 porte règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 aux agents des grands réseaux d'intérêt général autres que les mécaniciens, chauffeurs et agents des trains (*J. Off.*, 15 septembre 1922).

Mines. — Une loi du 16 décembre 1922 porte modification de la loi du 21 avril 1810-27 juillet 1880 sur les mines (*J. Off.*, 18 décembre 1922).

Postes et télégraphes. — Une loi du 30 juin 1922 modifie diverses dispositions de la loi du 29 mars 1920 portant relèvement et de la loi du 31 décembre 1921 portant abaissement de taxes postales, télégraphiques et téléphoniques (*J. Off.*, 8 juillet 1922).

(1) Voir pour l'exécution de cette loi le règlement d'administration publique du 30 janvier 1923 (*J. Off.*, 31 janvier).

Roulage. — Un décret du 31 août 1922 avait déjà modifié celui du 27 mai 1921 relatif à la réglementation de la police de la circulation et du roulage (*J. Off.*, 3 septembre 1922). Ce dernier, connu sous le nom de Code de la route, a été ensuite abrogé par le décret du 31 décembre 1922, portant règlement général sur la police de la circulation et du roulage (*J. Off.*, 6 janvier 1923).

XII. — TRAVAIL ET PRÉVOYANCE SOCIALE

Accidents du travail. — Une loi du 12 avril 1922 modifie l'article 4, § 1^{er} de la loi du 9 avril 1898 en mettant à la charge du chef de l'entreprise les frais médicaux et pharmaceutiques et les frais funéraires. Ceux-ci sont évalués à la somme de 200 francs au maximum (*J. Off.*, 20 avril 1922).

Une loi du 18 avril 1922 fixe, pour une nouvelle période de cinq ans, le taux des contributions au fonds de garantie des exploitants non patentés, en matière d'accidents du travail (*J. Off.*, 26 avril 1922).

Une loi du 15 juillet 1922 institue des allocations temporaires en faveur de certaines catégories de bénéficiaires de rentes au titre de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail (*J. Off.*, 15-16 juillet 1922).

Un décret du 20 juillet 1922 détermine les conditions d'application de la loi du 15 juillet 1922 instituant des allocations temporaires en faveur de certaines catégories de bénéficiaires de rentes au titre de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail (*J. Off.*, 22 juillet 1922).

Un décret du 11 décembre 1922 modifie les barèmes fixés par le décret du 5 août 1921, portant règlement d'administration publique pour l'exécution du 4^e alinéa de l'article 5 de la loi du 12 avril 1906, modifiée par la loi du 26 mars 1908, en matière d'accidents du travail (*J. Off.*, 14 décembre 1922).

Assurances. — Retraites. — Hygiène, assistance et prévoyance sociales. — Une loi du 4 janvier 1922 modifie certaines dispositions de la loi du 1^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels en faveur des caisses de retraites fondées par les associations d'anciens combattants (*J. Off.*, 12 janvier 1922).

Une loi du 17 février 1922 proroge le délai prévu par les articles 2, 3 et 5 de la loi du 24 avril 1919 réglant la situation créée par la guerre aux sociétés de crédit immobilier, aux sociétés d'habitations à bon marché, etc. (*J. Off.*, 21 février 1922).

Une loi du 20 février 1922 règle la situation de certaines sociétés au regard de la loi du 17 mars 1905 relative aux sociétés d'assurances sur la vie (*J. Off.*, 22 février 1922).

Une loi du 10 mars 1922 proroge le délai de prescription prévu

par la loi du 16 juillet 1921 et en étend le bénéfice à certains titulaires de pensions et de rentes viagères (*J. Off.*, 12 mars 1922).

Une loi du 18 avril 1922 modifie la loi des retraites ouvrières et paysannes (*J. Off.*, 26 avril 1922).

Une loi du 28 avril est relative à l'achèvement des maisons à bon marché commencées avant le 1^{er} août 1914 (*J. Off.*, 10 mai 1922).

Une loi du 6 mai 1922 modifie l'article 6 de la loi du 30 novembre 1892 sur l'exercice de la médecine en permettant aux internes des hôpitaux et aux étudiants en médecine munis de vingt inscriptions, d'être autorisés à exercer la médecine pendant une épidémie ou à titre de remplaçants de docteurs en médecine ou d'officiers de santé (*J. Off.*, 13 mai 1922).

Une loi du 6 mai 1922 modifie l'article 14 de la loi du 18 décembre 1915 sur les sociétés coopératives ouvrières de production et le crédit au travail en France (*J. Off.*, 9 mai 1922).

Une loi du 15 juin 1922 proroge au 1^{er} novembre 1925 le délai de vente accordé aux héritiers d'officines de pharmacie bénéficiaires de la loi du 9 février 1916, lorsque ces héritiers sont étudiants en pharmacie, ou épouses d'étudiants en pharmacie (*J. Off.*, 2 juillet 1922).

Une loi du 27 juin 1922 modifie l'art. 5 de la loi du 14 juillet 1913 sur l'assistance aux familles nombreuses (*J. Off.*, 29 juin 1922).

Une loi du 13 juillet 1922 complète la loi du 19 juillet 1845 sur la vente des substances vénéneuses, modifiée par la loi du 12 juillet 1916, concernant l'importation, la détention et l'usage des substances vénéneuses (*J. Off.*, 14 juillet 1922).

Une loi du 5 décembre porte codification des lois sur les habitations à bon marché et la petite propriété (*J. Off.*, 10 décembre 1922).

Une loi du 19 décembre tend à imposer aux soumissionnaires des marchés de travaux publics passés au nom de l'Etat, des départements et des communes, l'obligation de servir des allocations familiales à leur personnel (*J. Off.*, 21 décembre 1922).

Un décret du 9 février 1922 porte règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 14 février 1921 portant fixation des prix de journée dans les établissements hospitaliers (*J. Off.*, 14 février 1922).

Un décret du 8 mars 1922 porte règlement d'administration publique, en exécution de la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés, pour la constitution des sociétés d'assurances (*J. Off.*, 15 mars 1922).

Un décret du 13 mars 1922 modifie le règlement d'administration publique du 24 août 1908 pour l'application de la loi du 10 avril 1908 relative à la petite propriété et aux habitations à bon marché (*J. Off.*, 18 mars 1922).

Un décret du 15 mars 1922 modifie les articles 9, 38, 41, 43 et 44

du décret du 13 juillet 1914 portant règlement d'administration publique pour la loi du 25 février 1914 créant une caisse autonome de retraites des ouvriers mineurs (*J. Off.*, 21 mars 1922).

Un décret du 9 mai 1922 modifie quelques articles du décret du 1^{er} décembre 1913 relatif à l'assistance aux familles nombreuses (*J. Off.*, 18 mai 1922).

Un décret du 9 mai 1922 modifie quelques articles du décret du 14 avril 1906, relatif à l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables privés de ressources (*J. Off.*, 18 mai 1922).

Un décret du 9 mai 1922 modifie quelques articles du décret du 26 décembre 1913 relatif au service de l'assistance aux femmes en couches (*J. Off.*, 18 mai 1922).

Un décret du 27 juillet 1922 modifie le décret du 12 mai 1906 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 22 de la loi du 17 mars 1905 et détermine les conditions dans lesquelles pourront être constituées les sociétés d'assurances sur la vie à forme mutuelle ou tontinière (*J. Off.*, 31 juillet 1922).

Un décret du 10 octobre porte règlement d'administration publique pour la détermination des conditions dans lesquelles la caisse nationale d'assurances en cas de décès pourra consentir des assurances vie-entière et des assurances mixtes (*J. Off.*, 17 octobre, 17 novembre 1922) (1).

Un décret du 9 janvier 1923, suivi d'une circulaire, concerne les conditions d'application de la loi du 8 décembre 1922 donnant des facilités nouvelles aux départements et aux communes pour l'acquisition des familles nombreuses à la petite propriété rurale (*J. Off.*, 10 janvier 1923).

Travail (Durée, organes, etc.). — Une loi du 16 février modifie l'article 36 du livre II du code du travail et de la prévoyance sociale (*J. Off.*, 18 février 1922).

Un décret du 28 mars détermine les attributions des contrôleurs du Ministère du Travail (*J. Off.*, 30 mars 1922).

Un décret du 11 décembre 1922 modifie le décret du 31 décembre 1920 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans l'industrie de la meunerie (*J. Off.*, 15 décembre 1922).

(1) Voir les 2 décrets des 28 février 1923 (*J. Off.* 17 et 28 mars).

XIII. — FINANCES

BUDGET DE 1921. — L'exercice 1921, dont le *budget général* avait été voté en avril 1921 (1) et le *budget spécial des dépenses recouvrables* sur les versements à recevoir en exécution des traités de paix en mai suivant, nécessita des crédits additionnels. Ils furent consacrés par une loi du 12 avril (2) que le Sénat ne vota qu'à regret et en protestant contre cette pratique des crédits additionnels ou supplémentaires (3).

BUDGET DE 1922. — Le *budget général* de 1922 voté en décembre 1921 (4), ainsi que nous l'avons vu dans le précédent *Annuaire* (5), donna lieu aussi à des crédits additionnels. C'est ainsi qu'intervinrent successivement les lois des 30 juin (6), 8 et 11 juillet, 28 octobre, 30 novembre et 31 décembre 1922 (7).

Quant au *budget spécial* des dépenses recouvrables sur les versements à recevoir en exécution des traités de paix, il n'a été définitivement fixé que par la loi du 31 mars 1922 (8) ; le montant des crédits s'élevait à 10 milliards 558.534.577 francs dont 1 milliard 121.106.000 francs pour les pensions. Pour janvier, février et mars les crédits provisoires avaient été ouverts par les lois des 31 décembre 1921, 31 janvier et 28 février 1922 (9).

BUDGET DE 1923. — En ce qui concerne le budget de 1923, le vote ne put en être effectué, malgré le désir du Gouvernement, avant la fin de l'année et il devait même se trouver, par la suite, ajourné de plusieurs mois. Il fallut en revenir au système, que l'on croyait avoir abandonné pour toujours en 1922, des douzièmes provisoires. Deux lois du 31 décembre 1922 (10) fixèrent provisoirement les crédits applicables aux mois de janvier et février 1923, l'une au titre du *budget général* et l'autre au titre du *budget spécial des dépenses recouvrables* sur les versements à recevoir en exécution des traités de paix.

Ce n'est pas que le projet de loi concernant ce budget n'ait pas

(1) V. *Annuaire*, XLI, 1922, pp. 27 et 28.

(2) *J. Off.*, 21 avril 1922.

(3) Séance du Sénat du 7 avril 1922.

(4) Loi du 31 décembre 1921.

(5) *Annuaire*, XLI, 1922, pp. 28 et 29.

(6) *J. Off.*, 1^{er} juillet 1922.

(7) *J. Off.*, 9 et 12 juillet, 29 octobre, 1^{er} décembre 1922 et 1^{er} janvier 1923.

(8) *J. Off.*, 1^{er} avril 1922.

(9) *J. Off.*, 1^{er} janvier, 1^{er} février et 1^{er} mars 1922.

(10) *J. Off.*, 1^{er} janvier 1923.

été déposé en temps utile, mais, en raison des dispositions proposées pour augmenter les ressources et faire face aux prévisions budgétaires (1), l'accord n'avait pu se faire au sein des commissions. Tour à tour avaient été examinées sans résultat mille combinaisons : modification et application plus stricte de l'impôt sur le revenu, réalisation d'économies, modification de l'impôt sur le chiffre d'affaires, suppression des titres au porteur, établissement d'un carnet de coupons, application d'un décime à tous les impôts, enfin emprunt sous forme d'émission de bons à lots.

Au surplus, le problème des réparations nécessitées par la guerre demeurait entier, malgré les conférences interalliées multiples et successives ne permettant pas de prévoir le remboursement des sommes dues par l'Allemagne (2).

Nous devons signaler particulièrement certaines dispositions législatives ou réglementaires, ainsi que des arrêtés survenus en 1922, concernant le remboursement des avances de la Banque de France, les différents emprunts, le taux d'intérêt des bons de la Défense nationale et l'exportation des capitaux.

Remboursement des avances de la Banque de France. — L'amortissement annuel de 2 milliards prévu par la convention passée entre l'Etat et la Banque de France le 29 décembre 1920 fut réduit exceptionnellement pour 1923 à un milliard par une nouvelle convention du 21 décembre 1922 ratifiée par loi du 31 décembre (3).

Emprunts. — Comme en 1921, il fallut, en 1922, faire un certain nombre d'appels au crédit public et plusieurs emprunts furent effectués. C'est ainsi qu'une émission de bons du Trésor 6 % à 3 ou 5 ans eut lieu, en vertu d'un décret du 20 septembre 1922, suivi d'un arrêté du 28 du même mois (4) ; cette émission produisit plus de 8 milliards.

Le Crédit National pour le relèvement des régions dévastées fut, de son côté, autorisé à faire deux émissions successives, garanties par l'Etat, de bons à lots de 500 francs portant intérêt à 6 % ;

(1) Les prévisions originales comprenaient :

Pour les dépenses ordinaires et extraordinaires : 23 milliards 180 millions.

Pour les dépenses recouvrables : 10 milliards 148 millions.

(2) Des déclarations du ministre des Finances, M. de Lasteyrie, il résultait que les sommes avancées dans le budget pour le compte de l'Allemagne avaient été :

En 1919, de 15,481 millions ;

En 1920, de 22,279 millions ;

En 1921, de 21,423 millions ;

Et en 1922, il était prévu 23,084 millions.

(3) *J. Off.*, 1^{er} janvier 1923.

(4) *J. Off.*, 1^{er} octobre 1922.

l'une eut lieu en vertu d'un arrêté du 12 janvier 1922 (1) et l'autre d'un arrêté du 10 juin (2). Cette dernière portait sur 3 milliards 290 millions.

De plus, la France ne pouvait se désintéresser du sort des Etats étrangers et, ne s'en tenant pas à la loi du 12 juillet 1922 qui avait autorisé une avance de 55 millions au Gouvernement autrichien, on vota une loi du 31 décembre 1922 (3) autorisant à garantir l'emprunt émis par ce Gouvernement, conformément aux conditions stipulées par les protocoles II et III des accords préparés par la Société des Nations et signées à Genève le 4 octobre 1922.

Taux de l'intérêt des bons de la Défense nationale. — Un arrêté du 25 février 1922 (4) a abaissé entre 4 fr. 50 et 3 pour 100, suivant leur durée, à partir du 12 mai, le taux de l'intérêt des bons de la Défense nationale et des bons du Trésor ordinaires.

Exportation des capitaux. — Pour l'exportation des capitaux, la loi du 31 décembre 1922, dont nous avons déjà parlé et qui accorda les douzièmes provisoires au titre du budget général, pour janvier et février 1923, prorogea dans son article 19, jusqu'au 28 février 1923, les dispositions de la loi du 3 avril 1918 réglementant cette exportation ainsi que l'importation des titres et valeurs mobilières. Cette réglementation de la loi du 3 avril 1918 avait d'ailleurs été modifiée par la loi du 31 mars 1922 dont nous parlons plus bas, en ce qui concerne les prohibitions et limitations.

Nous mentionnerons, dans leur ordre chronologique, les autres principales lois votées, en matière de finances, pendant l'année 1922.

Loi du 7 janvier 1922 complétant la dotation des banques populaires (*J. Off.*, 8 janvier 1922).

Loi du 9 février 1922 portant règlement définitif du budget de l'année 1912 (*J. Off.*, 12 février 1922).

Loi du 30 mars 1922 ratifiant le décret du 22 mars 1920 concernant l'application dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle des dispositions législatives relatives aux contributions indirectes (*J. Off.*, 5 avril 1922).

Loi du 31 mars 1922 modifiant les dispositions de la loi du 3 avril 1918 sur l'exportation des capitaux et l'importation des valeurs mobilières (*J. Off.*, 1^{er} avril 1922).

Cette loi a étendu au « transport » à l'étranger des titres ou coupons l'interdiction prononcée par la loi de 1918 pour leur « expé-

(1) *J. Off.*, 21 janvier 1922.

(2) *J. Off.*, 16 juin 1922.

(3) *J. Off.*, 1^{er} janvier 1923.

(4) *J. Off.*, 26 février 1922.

dition ». En outre, elle a, par suite de la reprise des relations commerciales, admis certaines exceptions aux prohibitions primitives, mais uniquement quand les intéressés auraient un compte chez une personne ou dans une banque tenant le répertoire des opérations de change.

Loi du 31 mars 1922 fixant, pour l'année 1922, les coefficients minima et maxima applicables, par nature de culture, à la valeur locative des terres exploitées pour l'évaluation devant servir de base à l'impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole (*J. Off.*, 1^{er} avril 1922).

Loi du 31 mars 1922 prorogeant au delà du 1^{er} avril 1922 les exonérations d'impôt sur les prix de transport applicables sur les grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général (*J. Off.*, 1^{er} avril 1922).

Loi du 8 avril 1922 portant approbation de la convention monétaire signée à Paris le 9 décembre 1921, entre la Belgique, la France, la Grèce, l'Italie et la Suisse (*J. Off.*, 9 avril 1922).

Loi du 12 avril 1922 relative au mode de calcul de l'impôt sur les chemins de fer d'intérêt général et les voies ferrées d'intérêt local (*J. Off.*, 14 avril 1922).

Loi du 12 avril 1922 fixant les pouvoirs du tribunal des dommages de guerre en ce qui concerne les indemnités allouées à des incapables (*J. Off.*, 19 avril 1922).

Ce tribunal ne peut, à moins d'un recours de l'Etat, diminuer l'indemnité allouée aux incapables par décision de la Commission cantonale.

Loi du 12 avril 1922 concernant l'attribution d'une indemnité temporaire de cherté de vie aux petits retraités et pensionnés de l'Etat (*J. Off.*, 21 avril 1922).

Cette indemnité, susceptible d'être réduite ou supprimée, a été fixée à 60 francs par mois dans les mêmes conditions que l'indemnité exceptionnelle de cherté de vie allouée aux personnels civils de l'Etat.

Loi du 12 avril 1922 réduisant à cinq années l'effet des oppositions pratiquées entre les mains des comptables des départements, communes et autres établissements publics (*J. Off.*, 21 avril 1922).

Cette loi fait l'objet d'une notice spéciale (V. *infra*).

Loi du 12 avril 1922 accordant l'immunité fiscale à la chicorée et autres succédanés du café employés à des usages industriels ou agricoles (*J. Off.*, 21 avril 1922).

Loi du 18 avril 1922 modifiant la loi des retraites ouvrières et paysannes (*J. Off.*, 26 avril 1922).

On a fixé à 10.000 francs le chiffre de la rémunération annuelle au-dessus duquel les salariés ne sont point soumis aux obligations de la loi. Ceux qui y étaient antérieurement soumis et cesseraient de l'être conserveront leurs droits acquis et pourront, s'ils

le demandent, continuer à n bénéficier quand ils ont plus de 15 ans de versement.

Loi du 18 avril 1922 ayant pour but d'apporter des modifications aux statuts du Crédit Foncier de France (*J. Off.*, 25 avril 1922).

Loi du 20 avril 1922 modifiant l'article 1^{er} de la loi du 4 octobre 1919 relative aux subventions et avances de l'Etat aux communes atteintes par les événements de guerre pour leur permettre d'équilibrer leur budget (*J. Off.*, 26 avril 1922).

Loi du 20 avril 1922 simplifiant les formalités d'expropriation en ce qui concerne les immeubles endommagés par faits de guerre à racheter par l'Etat en vertu de l'article 46 de la loi du 17 avril 1919 (*J. Off.*, 26 avril 1922).

Loi du 28 avril 1922 ayant pour objet de rétablir la situation financière des Chambres de commerce des régions libérées (*J. Off.*, 30 avril 1922).

Le ministre des Finances a été autorisé, à cet effet, à emprunter à la Caisse des Dépôts et Consignations 15.500.000 francs remboursables en cinq annuités.

Loi du 29 mai 1922 réglant la procédure applicable en vue de la répression des dissimulations frauduleuses des bénéfices de guerre (*J. Off.*, 30 mai 1922).

Cette loi confère à l'administration la faculté de se porter partie civile et adopte des dispositions en vue de rendre plus rapide la solution des informations judiciaires ainsi que la détermination des bases d'imposition.

Loi du 30 juin 1922 prorogeant les délais d'attribution des indemnités exceptionnelles de cherté de vie allouées aux agents et aux petits retraités de l'Etat (*J. Off.*, 1^{er} juillet 1922).

Loi du 7 juillet 1922 relative à des modifications de diverses dispositions de la loi du 29 mars 1920 portant relèvement et de la loi du 31 décembre 1921 portant abaissement des taxes postales, télégraphiques et téléphoniques (*J. Off.*, 8 juillet 1922).

Loi du 11 juillet 1922 relative aux contributions directes (impositions départementales et communales) de l'année 1923 (*J. Off.*, 12 juillet 1922).

Loi du 12 juillet 1922 complétant les dispositions de la loi du 16 juillet 1921 relative à l'établissement d'un régime transitoire pour la perception des impôts dans les régions libérées (*J. Off.*, 14 juillet 1922).

Pour les immeubles détruits, notamment, la loi permet à l'intéressé de choisir le mode d'évaluation, soit d'après leur état au 1^{er} août 1914, soit d'après leur valeur vénale au 11 novembre 1918 majorée de l'indemnité pour perte subie.

Loi du 12 juillet 1922 modifiant les règles relatives à la prescription et à l'exercice du privilège du Trésor en matière de contributions directes (*J. Off.*, 14 juillet 1922).

Loi du 15 juillet 1922 revisant le taux des majorations pour enfants accordées aux veuves de guerre pensionnées (*J. Off.*, 16 juillet 1922).

Loi du 20 juillet 1922 modifiant l'article 11 de la loi du 18 octobre 1919 relatif aux indemnités pour charges de famille attribuées aux fonctionnaires civils de l'Etat (*J. Off.*, 22 juillet 1922).

Loi du 10 août 1922 réglementant l'exercice du privilège du Trésor pour le recouvrement de la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre (*J. Off.*, 11 août 1922).

Le privilège du Trésor institué par l'article 20 de la loi du 25 juin 1920 portant pendant quinze ans sur les immeubles de l'assujetti à l'impôt faisait naître de nombreuses difficultés en cas de vente de ces immeubles.

La loi du 10 août impose la nécessité d'une déclaration au trésorier-payeur général du département lors de la vente ou d'un prêt immobilier ; dans le mois de la signification, le privilège du Trésor devra être inscrit, faute de quoi il ne sera pas opposable à l'acquéreur ayant, dans les six mois, réalisé l'acquisition et rempli les formalités hypothécaires.

Cette loi détermine aussi les conditions dans lesquelles le redevable de l'impôt pourra faire limiter les effets du privilège sur des immeubles d'une valeur supérieure au montant des cotes mises en recouvrement ou affranchir ses immeubles du privilège en offrant une garantie d'une valeur double du montant de l'impôt à recouvrer.

Loi du 10 août 1922 relative à l'organisation du contrôle des dépenses engagées (*J. Off.*, 14 août 1922).

Loi du 30 octobre 1922 instituant un droit d'entrée pour la visite des galeries, ménageries, collections du Muséum d'histoire naturelle, et assujettissant au payement d'une taxe spéciale la délivrance des permis de peindre, dessiner, photographier et cinématographier dans ces établissements (*J. Off.*, 1^{er} novembre 1922).

Loi du 30 novembre 1922 relative aux comptes spéciaux de la marine marchande (*J. Off.*, 1^{er} décembre 1922).

Loi du 30 novembre 1922 concernant l'attribution d'indemnités exceptionnelles et temporaires aux fonctionnaires des cadres supérieurs des administrations centrales et de divers services extérieurs (*J. Off.*, 2 décembre 1922).

Loi du 1^{er} décembre 1922 concernant la liquidation des comptes spéciaux du Trésor (*J. Off.*, 2 décembre 1922).

Loi du 8 décembre 1922 accordant aux départements et aux communes des avances spéciales prélevées sur les fonds de crédit agricole et destinées à faciliter l'application de la loi du 31 octobre 1919 sur l'accession à la petite propriété (*J. Off.*, 12 décembre 1922).

Loi du 18 décembre 1922 portant révision et unification des

tarifs des droits d'expédition des actes de l'état-civil (*J. Off.*, 21 décembre 1922).

Loi du 19 décembre 1922 tendant à imposer aux soumissionnaires des marchés de travaux publics passés au nom de l'Etat, des départements et des communes, l'obligation de servir des allocations familiales à leur personnel (*J. Off.*, 21 décembre 1922).

Loi du 27 décembre 1922 portant abrogation de l'article 30 de la loi du 16 mai 1863 sur les douanes (*J. Off.*, 9 janvier 1923).

Loi du 28 décembre 1922 portant régularisation au titre du budget général de crédits ouverts par décrets pour l'exercice 1922 (*J. Off.*, 29 décembre 1922).

Les articles 23 et 24 de cette loi soumettent formellement au droit de timbre et à la taxe de transmission le droit incorporel de l'actionnaire ou du titulaire d'une part de fondateur de société par actions, même alors que les titres constatant son droit n'ont pas été matériellement créés. Cette disposition a eu pour but de réduire à néant la jurisprudence de la Cour de Cassation qui, dans un arrêt du 2 mai 1922, avait refusé au fisc le droit de percevoir la taxe de transmission tant que l'action n'était pas matérialisée sous la forme d'un titre.

Loi du 30 décembre 1922 portant modification des taxes d'alimentation du fonds de garantie prévu par l'article 24 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, ainsi que des taxes visées au dernier alinéa de l'article premier de la loi du 25 novembre 1916 pour la constitution du fonds de prévoyance des blessés de la guerre victimes d'accidents du travail (*J. Off.*, 31 décembre 1922).

Nous noterons, d'autre part, un certain nombre de décrets intervenus au cours de l'année 1922.

Décret du 4 janvier 1922 fixant le mode de justification des dépenses qui n'excèdent pas 50 francs (*J. Off.*, 15 janvier 1922).

Décret du 9 janvier 1922 complétant le tableau des coefficients de majoration des droits de douane en ce qui concerne certaines huiles (*J. Off.*, 11 janvier 1922).

Décret du 12 janvier 1922 prorogeant le privilège de la banque de l'Indo-Chine (*J. Off.*, 15 janvier 1922).

Décret du 12 janvier 1922 fixant le prix de vente des tabacs fabriqués à l'étranger (*J. Off.*, 17 janvier 1922).

Décret du 12 janvier 1922 modifiant le décret du 6 décembre 1918 relatif au fonctionnement des comptes courants postaux ouverts aux comptables publics (*J. Off.*, 28 janvier 1922.)

Décret du 12 janvier 1922 fixant les conditions d'allocation d'indemnités de gestion aux percepteurs (*J. Off.*, 18 janvier 1922).

Décret du 12 janvier 1922 fixant le montant du cautionnement des agents comptables et des fonctionnaires supérieurs de l'administration des douanes (*J. Off.*, 1^{er} février 1922).

Décret du 13 janvier 1922 fixant les qualités et les types des timbres fiscaux (*J. Off.*, 25 janvier 1922).

Décret du 20 janvier 1922 portant délégation au ministre des Régions libérées de crédits ouverts au ministre des Finances sur l'exercice 1921 au titre du budget spécial des dépenses recouvrables sur les versements à recevoir en exécution des traités de paix (*J. Off.*, 22 janvier 1922).

Décret du 24 janvier 1922 portant fixation des taxes d'affranchissement pour les colis postaux à destination de divers pays étrangers (*J. Off.*, 2 février 1922).

Décret du 30 janvier 1922 ayant pour objet la constatation des prix des denrées alimentaires à la production et à la consommation (*J. Off.*, 31 janvier 1922).

Décret du 30 janvier 1922 prorogeant les délais pour l'échange ou le remboursement des timbres pour l'acquittement de la taxe sur les paiements (*J. Off.*, 16 février 1922).

Décret du 13 février 1922 relatif à la reprise du timbrage par l'administration, pour le compte des particuliers, des cartes postales, cartes-lettres, enveloppes et bandes (*J. Off.*, 1^{er} mars 1922).

Décret du 14 février 1922 portant régularisation des dépenses des exercices 1914 et 1915 payées sur les crédits de l'exercice 1920 (*J. Off.*, 27 février 1922).

Décret du 15 février 1922 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 28 de la loi de finances du 31 décembre 1922 (*J. Off.*, 19 février 1922).

Décret du 16 février 1922 modifiant le règlement du 28 novembre 1855 sur la comptabilité des dépenses de l'Imprimerie nationale (*J. Off.*, 7 mars 1922).

Décret du 17 février 1922 portant modification du règlement de comptabilité des dépenses du ministère des Affaires étrangères (*J. Off.*, 22 juin 1922).

Décret du 21 février 1922 modifiant le décret du 29 décembre 1910 portant organisation de l'administration des contributions directes (*J. Off.*, 19 mars 1922).

Décret du 22 février 1922 relatif au régime fiscal des cartes d'identité en Algérie (*J. Off.*, 28 février 1922).

Décret du 22 février 1922 complétant le règlement du 15 octobre 1880 sur la comptabilité du Service des postes et télégraphes (*J. Off.*, 17 mai 1922).

Décret du 24 février 1922 modifiant le régime douanier des graines de betteraves (*J. Off.*, 25 février 1922).

Décret du 4 mars 1922 relatif aux conditions d'allocation de subventions aux compagnies qui assurent des Services réguliers de transports aériens (*J. Off.*, 11 mars 1922).

Décret du 7 mars 1922 modifiant le règlement et les tarifs de l'entrepôt réel des douanes de Calais (*J. Off.*, 18 mars 1922).

Décret du 9 mars 1922 modifiant le régime douanier applicable aux poissons de pêche étrangère (*J. Off.*, 10 mars 1922).

Décret du 9 mars 1922 portant fixation des prix de vente pour l'exportation d'explosifs de mines (*J. Off.*, 19 mars 1922).

Décret du 13 mars 1922 modifiant le règlement du 3 avril 1869 sur la comptabilité des dépenses du département de la guerre (*J. Off.*, 23 mai 1922).

Décret du 21 mars 1922 fixant les conditions d'application de l'article 21 de la loi du 31 décembre 1921 relatif au régime fiscal des emprunts faits à l'étranger par les sociétés françaises (*J. Off.*, 23 mars 1922).

Décret du 21 mars 1922 relatif à la restitution par voie d'imputation de la taxe sur les coupons des valeurs mobilières étrangères aux abonnés (*J. Off.*, 8 avril 1922).

Décret du 12 avril 1922 relatif au paiement de l'impôt sur le chiffre d'affaires au moyen du mandat-contributions (*J. Off.*, 23 avril 1922).

Décret du 24 avril 1922 modifiant le règlement du 26 décembre 1866 sur la comptabilité du ministère des Finances (*J. Off.*, 6 mai 1922).

Décret du 6 mai 1922 relatif à la création des papiers timbrés spéciaux pour les expéditions et registres de l'état civil (*J. Off.*, 21 mai 1922).

Décret du 23 mai 1922 modifiant le décret du 29 juin 1920 réglementant les conditions d'attribution de l'indemnité exceptionnelle de cherté de vie aux fonctionnaires publics (*J. Off.*, 26 mai 1922).

Décret du 31 mai 1922 fixant les conditions dans lesquelles sera délivrée la carte de commerce prévue par l'article 7 de la loi du 31 décembre 1921 ainsi que le mode de détermination des sommes au versement desquelles cette délivrance sera subordonnée (*J. Off.*, 2 juin 1922).

Décret du 29 juin 1922 portant règlement d'administration publique pour la perception du droit d'entrée et de la taxe spéciale pour peindre, dessiner, photographier ou cinématographier dans les musées, collections et monuments appartenant à l'Etat (*J. Off.*, 5 juillet 1922).

Décret du 3 juillet 1922 portant modification au décret du 21 avril 1866 en ce qui concerne le droit à pension des veuves et orphelins des fonctionnaires indigènes polygames de l'Algérie (*J. Off.*, 11 juillet 1922).

Décret du 6 juillet 1922 portant extension du pouvoir de statuer en ce qui concerne les remises et transactions des pénalités en matière de chiffre d'affaires (*J. Off.*, 8 juillet 1922).

Décret du 7 septembre 1922 portant création en Algérie d'un type unique de timbre mobile (*J. Off.*, 12 septembre 1922).

Décret du 20 septembre 1922 relatif à une émission de bons du Trésor 6 % à trois et cinq ans (*J. Off.*, 30 septembre 1922) (1).

Décret du 17 octobre 1922 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 18 juillet 1922, accordant le bénéfice des taux de pension prévus par la loi du 31 mars 1919 aux anciens militaires gratifiés antérieurement au 2 août 1914 pour blessures ou infirmités (*J. Off.*, 19 octobre 1922).

Décret du 31 octobre 1922 modifiant le règlement du 26 décembre 1866 sur la comptabilité des dépenses du ministère des Finances (*J. Off.*, 4 novembre 1922).

Décret du 2 novembre 1922 modifiant le décret du 23 mai 1922 sur les conditions d'attribution de l'indemnité exceptionnelle de cherté de vie (*J. Off.*, 4 novembre 1922).

Décret du 28 novembre 1922 relatif au régime prévu en cas de perte des bons du Trésor 6 p. 100 à trois et cinq ans (*J. Off.*, 30 novembre 1922).

(1) Arrêté du 28 septembre 1922 (*J. Off.* du 30 septembre).

I

LOI DU 8 FÉVRIER 1922 AYANT POUR OBJET LA MODIFICATION DE CERTAINS ARTICLES DU CODE DE COMMERCE CONCERNANT LA LETTRE DE CHANGE ET LE BILLET A ORDRE (1).

Notice par M. ALBERT TROULLIER, *président de Chambre au Tribunal de Commerce de la Seine.*

La loi du 8 février 1922 était réclamée par le commerce et l'industrie depuis de bien longues années.

C'est en 1910, au moment où l'on espérait que les questions posées en 1908 à La Haye pourraient amener les divers pays à une unification du droit de change, que la question a pris la plus grande importance. Tous les Tribunaux de commerce, toutes les Chambres de commerce ont étudié les réformes considérées comme nécessaires et la lecture des rapports documentés qui ont été rédigés par des hommes également compétents, choisis dans les groupements industriels et commerciaux, révèle une unanimité de vues complète. (Rapport présenté au nom de la Commission de Législation commerciale et industrielle, par M. Gateclout en 1911. Rapport du Tribunal de commerce de la Seine, M. Petit, président. Assemblée générale du 12 février 1911, conférence des Tribunaux de commerce. *Bulletin de la Société d'études législatives*, année 1911, nos 2, 4, 5, 6).

Cette fameuse obligation de l'endossement complet (art. 137 et 138) ne présentait aucun avantage certain et par contre, au rebours de toutes les lois étrangères, modifiait entièrement les droits du porteur, lorsque des formalités rigoureuses n'étaient pas respectées. Les conséquences étaient telles que la jurisprudence, dans des cas multiples, admettait que, malgré l'irrégularité de l'endossement, l'endossataire pouvait prouver contre l'endosseur qu'il avait en réalité fourni la valeur de l'effet à lui transmis, et qu'il devait être considéré, non pas comme un simple mandataire, mais comme légitime propriétaire de cet effet, la preuve pouvant être

(1) *J. Off.*, 9 février.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Chambre* : Proposition de M. Louis Dubois, 16 juin 1914, doc. parl., p. 1396, annexe 82 ; rapport de M. Serre, 4 avril 1916, doc., p. 584, annexe 1992 ; adoption sans discussion 18 avril 1916. — *Sénat* : Transmission, 20 avril 1916, annexe 182 ; rapport de M. Serre, 2 juin 1921, annexe 397, doc. parl., p. 1043 ; adoption sans discussion, 24 janvier 1922.

BIBLIOGRAPHIE. — *Lois nouvelles*, n° 5, 1^{er} mars 1922, p. 193. *Recueil général des lois, décrets et arrêtés*, 6, rue de Mézières, Paris (6^e), 1922, 3^e livraison, p. 44 (article de M. Chosson).

faite par toute espèce de moyens. Un premier arrêt de la Cour de cassation, le 24 février 1806, en avait déjà décidé ainsi.

Des arrêts du 10 mars 1824, du 14 avril 1856, du 7 août 1867, avaient jugé dans le même sens. Aussi les tribunaux usaient-ils, en la matière, de leur large pouvoir d'appréciation et la tendance était nettement en faveur de l'attribution des mêmes droits au tiers porteur irrégulier qu'au tiers porteur régulier. La jurisprudence adoucissait ainsi les rigueurs de la loi, mais cette interprétation n'était pas sans danger. Les interprétations ne sont pas « éternellement » constantes et les jurisprudences qui semblent les mieux établies sont sujettes à des modifications complètes. Le fait a été tout particulièrement constaté pendant les années qui viennent de s'écouler.

Quand une loi est mauvaise ou désuète, il y a le plus grand intérêt pour le justiciable à ce qu'elle soit supprimée ou remplacée par une disposition nouvelle.

Le retour à la France de l'Alsace et de la Lorraine rendait encore plus nécessaire les modifications proposées. Le *Wechselordnung* de 1848 admettait la validité de l'endossement en blanc, et les Alsaciens et Lorrains tenaient absolument à ce qu'aucune modification ne fût apportée à la législation de ce chef. En 1921, la Fédération des industriels et commerçants français s'est occupée des effets de commerce. Aux travaux de sa Commission législative, avaient pris part notamment MM. Houpert pour Metz, Thomas pour Mulhouse, Lucius pour Strasbourg, et, à l'unanimité, ils avaient réclamé la complète validité de l'endossement en blanc conformément à la loi allemande.

La nouvelle loi a réparé l'omission du législateur en imposant la signature ; elle a aussi abrogé la mention inutile de valeur fournie. Enfin, elle présente le très grand avantage d'être incorporée au Code de commerce, à sa place, et n'alourdit pas l'arsenal des lois nouvelles. Aussi a-t-elle été partout accueillie avec la plus grande satisfaction.

La modification de l'article 116 peut cependant donner lieu à une critique justifiée.

Avant la loi du 8 février 1922, la jurisprudence admettait très nettement que le porteur de la traite est rendu propriétaire de la provision. Le paragraphe 2 nouveau de l'article 116 sanctionne cette interprétation. La provision devient ainsi un gage exclusif de paiement pour le porteur.

Le tireur ne peut donc plus reprendre cette provision qui n'est pourtant exigible qu'à l'échéance, et le tiré non accepteur peut ignorer qu'une lettre de change a été tirée sur lui, et payer avant échéance sa dette. Il est bien probable que, dans la pratique, de sérieuses difficultés s'élèveront à ce propos. Cet art. 116, ainsi

modifié, donne au porteur un droit sur une chose qui n'existera qu'à une époque postérieure à l'émission.

Article premier. — L'article 110, 2^e alinéa, du Code de commerce est complété comme suit :

« Elle est datée et signée ».

Art. 2. — L'alinéa 7 de l'article 110 du Code de commerce est abrogé.

Art. 3. — L'article 113 du Code de commerce est abrogé.

Art. 4. — L'article 116 du Code de commerce est complété ainsi qu'il suit :

« La propriété de la provision est transmise de droit aux porteurs successifs de la lettre de change. »

Art. 5. — L'article 137 du Code de commerce est ainsi modifié :
« L'endossement n'a besoin en la forme que de la signature de l'endosseur. »

Art. 6. — L'article 138 du Code de commerce est ainsi modifié :
« L'endossement opère le transport ; il n'est une procuration que si telle a été la volonté clairement exprimée des parties contractantes. »

Art. 7. — L'alinéa final de l'article 188 du Code de commerce est abrogé.

Art. 8. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.

II

LOI DU 28 FÉVRIER 1922 RELATIVE AUX CONSENTEMENTS A MARIAGE (1).

Notice par M. E. HÉRON DE VILLEFOSSE, *docteur en droit*.

Lorsque des ascendants sont empêchés d'assister au mariage de leurs descendants, l'article 73 du Code civil leur permet d'y sup-

(1) *J. Off.*, 1^{er} mars 1922.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES : — *Sénat* : Proposition de loi de M. Mando, 21 juin 1921, doc. parl. p. 812, annexe 458 ; rapport de M. Catalogne, 10 novembre 1921, doc. parl., p. 81 (S. E.), annexe 697 ; urgence et adoption sans discussion, 25 novembre. — *Chambre* : Transmission, 30 novembre, annexe 3436 ; rapport de M. Oudin, 19 janvier 1922, doc. parl., p. 19, annexe 3762 ; adoption sans discussion, 16 février.

BIBLIOGRAPHIE. — *Lois nouvelles*, 15 mars 1922 (n° 6), commentaire de M. Edouard Lévy.

pléer par un acte de consentement. Primitivement, cet acte ne pouvait être dressé que par un notaire ; mais, depuis la loi du 20 juin 1896, il a pu l'être aussi par l'officier de l'état-civil du domicile des ascendants.

La loi du 25 ventôse an XI (art. 28) impose au notaire qui reçoit cet acte de consentement la formalité de la légalisation. Devait-elle être imposée aussi à l'officier de l'état-civil ? L'affirmative a été admise par une circulaire ministérielle du 25 juillet 1896. Mais, depuis lors, une circulaire du Garde des Sceaux du 24 décembre 1907 a démontré que la légalisation de la signature du maire apparaissait comme une formalité superflue, retardant sans profit pour personne la célébration des mariages, et qu'elle pourrait être supprimée sans inconvénients.

Conformément à ces vues, la loi du 9 août 1919 modifia l'article 45 du Code civil et ne laissa subsister cette légalisation que lorsque l'expédition de l'acte de l'état-civil devait être produite devant des autorités étrangères, sauf le cas où des conventions internationales dispenseraient de la légalisation.

A la suite de cette loi et de la circulaire explicative du Garde des Sceaux du 22 septembre 1919, la presque totalité des mairies accepta, pour la préparation des dossiers de mariage, des actes de consentement non-légalisés. Des doutes surgirent cependant dans certains esprits. M. Aiguier, député du Var, demanda au Ministre de la Justice quelle était la doctrine qui devait être adoptée. Il lui fut répondu que la légalisation était maintenue pour tous les actes de consentement à mariage, qu'ils fussent dressés par les notaires ou les officiers de l'état-civil (*J. Off.*, annexe à la séance de la Chambre du 11 mars 1921, p. 1.233, première colonne).

On hésita beaucoup à accepter cette réponse de la Chancellerie comme une certitude. « Toujours est-il, dit M. Oudin (rapport à la Chambre), qu'elle provoqua un grand désarroi dans les mairies, car presque partout on ne fut pas convaincu de la concordance entre l'opinion émise en 1921 par la Chancellerie et celle qui semblait résulter de sa circulaire du 22 septembre 1919 ».

Dans ces conditions, M. Mando, sénateur des Côtes-du-Nord, déposa une proposition de loi tendant à introduire, dans l'article 73 du Code civil, les termes mêmes que la loi du 9 août 1919 avait employés dans l'article 45, en vue de limiter la nécessité de la légalisation au cas où l'acte devrait être produit devant les autorités étrangères. Cette proposition, établissant l'uniformité en cette matière entre les copies des actes de l'état-civil et les actes de consentement au mariage, a été facilement adoptée par le Parlement. Elle est devenue la loi du 28 février 1922.

Article premier. — Le second alinéa de l'article 73 du Code civil est ainsi modifié :

« Hors le cas prévu par l'article 159 du Code civil, cet acte de consentement est dressé soit par un notaire, soit par l'officier de l'état-civil du domicile ou de la résidence de l'ascendant et, à l'étranger, par les agents diplomatiques ou consulaires français. Lorsqu'il est dressé par un officier de l'état-civil, il ne doit être légalisé, sauf conventions internationales contraires, que lorsqu'il y a lieu de le produire devant les autorités étrangères. »

Art. 2. — La présente loi est applicable à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion.

III

LOI DU 13 MARS 1922 MODIFIANT LES ARTICLES 5, 51, 72, 73, 153, 156, 416 ET 1033 DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE (1).

Notice et notes par M. EDMOND ALIX, docteur en droit, avocat à la Cour d'appel de Paris.

Cette loi n'est qu'un premier pas modeste, mais de valeur pratique, dans la voie de la réforme depuis si longtemps projetée du Code de procédure civile. Elle se rapporte à deux ordres de matières distincts. Elle contient en effet : 1° des dispositions relatives aux délais d'ajournements devant les tribunaux de paix, les tribunaux civils et les tribunaux de commerce (articles 5, 51, 72, 73, 416 et 1033) ; 2° des dispositions concernant les jugements par défaut (articles 153 et 156). Mais l'ensemble de la loi a été inspiré par la même idée directrice, le désir de rendre plus rapide l'expédition des affaires et de simplifier la procédure.

I. — Délais

a) *France continentale*. — D'après les anciens textes (2), l'augmentation des délais de comparution à raison de la distance était

(1) *J. Off.* du 15 mars.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Sénat* : Proposition de M. Catalogne, 14 février 1918, annexe 51, doc. parl., p. 79 ; rapport sommaire de M. Deloncle, 22 mars 1918, annexe 112, doc., p. 157 ; rapport de M. Catalogne, 30 juillet 1919, annexe 387, doc., p. 507 ; discussion et adoption, 10 février 1920. — *Chambre* : Transmission, 24 février 1920, annexe 375 ; rapport de M. Roquette, 16 février 1922, annexe 3914, doc., p. 204 ; adoption sans discussion, 2 mars 1922.

BIBLIOGRAPHIE. — *Lois nouvelles*, 1^{er} juillet 1922, n° 12, commentaire de M. Cézair-Bru. *Recueil général des lois, décrets et arrêtés* (6, rue de Mézières), 6^e livraison, commentaire de M. Viatte.

(2) L'article 5 contenait l'indication des délais de citation en justice de paix, mais les articles 51 (citations en conciliation), 72 (assignations

calculée d'après le nombre de myriamètres séparant la juridiction saisie du domicile du défendeur. Ce système était compliqué dans l'application et risquait d'amener des erreurs rendant nécessaire un nouvel exploit aux frais du demandeur, ce qui était une cause de frais et de lenteurs. D'autre part, on pouvait, pour certaines régions de la France, arriver à une prolongation des délais disproportionnée avec la rapidité des moyens actuels de communication. (32 jours pour assigner à Paris un défendeur domicilié à Nice). Par contre, le délai minimum d'un jour pour citer en justice de paix et devant le Tribunal de commerce était vraiment trop court.

Les nouveaux textes ont beaucoup simplifié le calcul des délais en adoptant pour la France continentale le système des zones déjà en vigueur dans le cas de l'article 73 (pays situés hors de la France continentale). En outre, les délais sont ramenés à une durée plus raisonnable tant en ce qui concerne le minimum que le maximum.

Le système nouveau est très simple.

Citation devant le juge de paix pour jugement (art. 5) ou *préliminaire de conciliation* (art. 51). — Trois jours pour le canton ou les cantons limitrophes, cinq jours pour le reste du département ou pour les départements limitrophes, quinze jours pour le reste de la France continentale.

Assignment devant le tribunal civil (art. 72). — Huit jours pour le département ou les départements limitrophes, quinze jours pour le reste de la France continentale.

Assignment devant le tribunal de commerce (art. 416). — Trois jours dans le ressort, huit jours dans le département ou les départements limitrophes, quinze jours pour le reste de la France continentale.

b) *Pays situés en dehors de la France continentale* (art. 73 et 51 *in fine*). — Les dispositions de l'article 73 sont applicables à toutes les assignations (justices de paix, tribunaux civils, tribunaux de commerce). Le système des zones (1) est maintenu, mais on a raccourci les délais les plus longs (cinq mois au lieu de huit mois),

devant le Tribunal civil) et 416 (assignations devant le Tribunal de Commerce), ne mentionnaient que les délais minimum d'un jour et de huit jours. Pour les délais de distance, il fallait dans ce cas se référer aux dispositions générales de l'article 1033, paragr. 2, 3 et 4.

(1) Le système des zones est le plus pratique. Il est adopté par de nombreux pays, tels que la Belgique, la Hollande, le Luxembourg. Le système allemand, suivi également par le Chili, est trop arbitraire, la durée du délai étant laissée à l'appréciation du juge. Le système anglais, basé sur la durée des communications postales, est très rationnel, mais peut présenter des lacunes,

et l'on a indiqué d'une façon plus nette les pays faisant partie de chaque zone.

Mais la réforme la plus importante est énoncée dans l'article 51 *in fine*. Quand il s'agit d'un défendeur habitant en dehors de la France continentale, le préliminaire de conciliation n'est vraisemblablement qu'une formalité; il ne faut pas qu'il devienne une cause sérieuse de retard. Dans ce cas, la citation en conciliation « pourra, en prévision du cas de non comparution du défendeur ou de non-conciliation, contenir éventuellement assignation à comparaître devant le tribunal à trois jours, à compter de la date fixée pour la comparution en conciliation ». On évitera ainsi de nouveaux délais de distance pour l'assignation, et l'on réalisera aussi, dans certains cas, une économie de temps considérable.

c) *Dispositions générales de l'article 1033.* — Les modifications apportées à cet article ont eu surtout pour but de le mettre en harmonie avec le nouveau mode de calcul des délais. Lorsque, d'une manière générale, il y aura lieu à augmentation du délai ordinaire, les délais prescrits pour *tous actes faits à personne ou à domicile* seront des délais égaux à ceux de l'article 5 (France continentale) ou de l'article 73 (hors de la France continentale).

En outre, le législateur, en supprimant l'énumération du paragraphe 1^{er} de l'ancien texte, et en se bornant à considérer comme francs les délais concernant « tous actes faits à personne ou à domicile », a tranché dans le sens admis par la jurisprudence la vieille controverse relative aux actes bénéficiant du délai franc.

Le dernier alinéa (délais expirant un jour férié) n'a pas été modifié.

II. — Dispositions relatives aux parties défaillantes

La proposition de M. le sénateur Catalogne était très radicale et supprimait purement et simplement le défaut profit joint (art. 153) et le défaut faute de conclure (art. 149). Le projet de la commission, qui est devenu loi, ne touche pas à l'article 149 et se borne à simplifier la procédure du défaut profit joint. Par contre, il apporte une modification très intéressante aux règles relatives à la péremption des jugements par défaut et à l'opposition aux dits jugements dans le cas où le défendeur est domicilié hors de la France continentale.

a) *Défaut profit joint.* — Lorsque, dans un procès, il y a plusieurs défendeurs dont les uns ont constitué avoué et les autres sont défaillants, il y a un gros inconvénient à ce que le jugement rendu contradictoirement à l'égard des comparants, soit susceptible d'opposition de la part des défaillants. D'autre part, il est grave de priver un défendeur défaillant du droit de faire opposition au jugement qui le condamne. Le Code de procédure (art. 153)

avait adopté une solution permettant d'éviter les contrariétés de jugements tout en sauvegardant, dans une très large mesure, les intérêts des parties défaillantes. Le demandeur, avant de faire juger le fond du procès, devait obtenir préalablement contre les défaillants un jugement donnant *défaut* contre eux et « *joignant le profit du défaut* » pour être statué ultérieurement par un seul et même jugement rendu entre toutes les parties et auquel les défaillants ne pouvaient pas faire opposition. Ce jugement était appelé jugement de *défaut profit joint*. Il devait être signifié par huissier commis aux intéressés, et cette signification contenait assignation desdites parties au jour où la cause serait appelée pour tous les défendeurs. La théorie du défaut profit joint était fondée sur cette idée qu'avant de rendre contre des défaillants un jugement qui serait considéré comme contradictoire à leur égard, il fallait appeler leur attention sur leur état de défaut et les mettre à même de régulariser leur situation en leur adressant une nouvelle assignation sous le contrôle de la justice, dans des conditions offrant des garanties spéciales, et en les prévenant des conséquences de leur inaction. Mais il n'était pas nécessaire que le contrôle de la justice s'exercât sous la forme d'un jugement dont l'obtention et la levée entraînaient des lenteurs et des frais, alors surtout, qu'en fait, ce jugement, rendu sans débats, ne constituait qu'une simple formalité. C'est ce qu'a reconnu avec raison la loi nouvelle. Désormais, le *jugement* est remplacé par une *ordonnance sur requête*. L'article 153 nouveau dispose qu'à l'expiration des délais d'ajournement les parties défaillantes « seront réassignées par huissier commis par ordonnance du président avec mention dans la réassignation que le jugement à intervenir aura les effets d'un jugement contradictoire ». Ce n'est qu'après l'expiration des nouveaux délais d'ajournement que ce jugement pourra être rendu. En réalité, le défaut profit joint est maintenu ; les formalités en sont seulement simplifiées.

b) *Délais de péremption, d'opposition (et d'appel)*. — L'article 156 du Code de procédure exigeant, pour que la péremption d'un jugement par défaut ne fût pas encourue, qu'il fût exécuté dans les six mois de son obtention, et l'article 158 déclarant l'opposition recevable jusqu'à l'exécution, étaient d'une application souvent impossible *quand la partie condamnée résidait hors de la France continentale*, le premier à raison de la brièveté relative du délai qu'il édictait, le second à raison des exigences toutes particulières de l'article 159 en ce qui concerne les actes d'exécution pouvant rendre l'opposition non recevable. Sous la forme d'adjonction d'un paragraphe au seul article 156, la loi nouvelle a remédié à cette situation tant au point de vue de la péremption que de l'opposition. Dans ces conditions : 1° La *péremption* ne sera pas

encourue, si le jugement n'a pu être exécuté, en raison du délai des distances, dans les termes et les délais prescrits par le paragraphe 1^{er}, pourvu qu'il ait été signifié au plus tard dans les trois mois de son obtention ; 2° En ce qui concerne l'*opposition*, il n'est même plus question d'exécution. La signification du jugement fera courir le délai d'opposition (2 mois à compter de la signification) ; 3° Le législateur de 1922 a cru devoir ajouter (1) « ainsi que le délai d'*appel* qui sera de deux mois à compter de l'expiration du délai d'opposition. »

D'ailleurs, qu'il s'agisse de péremption, d'opposition ou d'appel, ces dispositions ne seront applicables qu'à charge par le demandeur de *faire dans l'ajournement*, et de *réitérer dans la signification* du jugement, la *déclaration* qu'il entend s'en *prévaloir*.

Article premier. — L'article 5 du Code de procédure civile est modifié ainsi qu'il suit :

« Il y aura, entre le jour de la citation et le jour indiqué pour la comparution, un délai qui sera : de trois jours si la partie est domiciliée dans le canton ou dans les cantons limitrophes ; de cinq jours si elle est domiciliée dans les autres parties du département ou dans les départements limitrophes ; de quinze jours si elle est domiciliée dans les autres parties de la France continentale. Hors la France continentale, l'article 73 ci-après sera appliqué. »

Art. 2. — L'article 51 du même Code est ainsi modifié :

« Le délai de la citation sera de trois jours si la partie citée en conciliation est domiciliée dans le canton ou dans les cantons limitrophes ; de cinq jours si elle est domiciliée dans les autres parties du département ou dans les départements limitrophes ; de quinze jours si elle est domiciliée dans les autres parties de la France continentale. Hors la France continentale, l'article 73 sera appliqué.

« Dans ce dernier cas, la citation en conciliation pourra, en prévision du cas de non-comparution du défendeur ou de non-conciliation, contenir, éventuellement, assignation à comparaître devant le tribunal, à trois jours, à compter de la date fixée pour la comparution en conciliation. »

(1) Il n'était pas nécessaire de parler spécialement du délai d'appel en présence du caractère général de l'article 443, d'après lequel « le délai « pour interjeter appel sera de deux mois ; il courra.... pour les jugements par défaut du jour où l'opposition ne sera plus recevable ».

Art. 3. — L'article 72 du même Code est modifié ainsi qu'il suit :

« Le délai ordinaire des ajournements sera de huit jours pour ceux qui sont domiciliés dans le département où siège le tribunal compétent, ou dans les départements limitrophes ; de quinze jours pour ceux qui sont domiciliés dans les autres parties de la France continentale. Hors la France continentale, l'article 73 sera appliqué.

« Dans les cas qui requerront célérité, le président pourra, par ordonnance rendue sur requête, permettre d'assigner à bref délai. »

Art. 4. — L'article 73 du même Code est modifié ainsi qu'il suit :

« Si celui qui est assigné demeure hors de la France continentale, le délai sera :

« 1° D'un mois pour ceux qui demeurent en Corse, en Algérie, en Tunisie, au Maroc, dans les Iles britanniques et dans les Etats soit de l'Europe, soit du littoral de la Méditerranée et de celui de la mer Noire, à l'exception de l'Asie Mineure, qui figure dans la deuxième zone ;

« De deux mois pour ceux qui demeurent en Afrique (à l'exclusion de l'Algérie, de la Tunisie, du Maroc et des Etats du littoral de la Méditerranée qui figurent dans la première zone), dans l'Amérique du Nord et dans l'Asie Mineure ;

« 3° De trois mois pour ceux qui demeurent dans l'Amérique centrale et dans l'Amérique du Sud ;

« 4° De cinq mois pour ceux qui demeurent en Asie (à l'exception de l'Asie mineure qui figure dans la deuxième zone), dans l'Océanie et dans tous les autres pays non compris dans le présent article.

« Les délais ci-dessus seront doublés pour les pays d'outremer en cas de guerre maritime. »

Art. 5. — L'article 153 du même Code est modifié ainsi qu'il suit :

« Si, de deux ou plusieurs parties assignées, toutes ne constituent pas avoué, les parties défaillantes seront, à l'expiration

des délais d'ajournement, réassignées par huissier commis par ordonnance du président, avec mention, dans la réassignation, que le jugement à intervenir aura les effets d'un jugement contradictoire.

« A l'expiration des nouveaux délais d'ajournement, il sera statué par un seul jugement contradictoire entre toutes les parties, qu'elles soient ou non représentées par un avoué. »

Art. 6. — L'article 156 du même Code est complété ainsi qu'il suit :

« Toutefois, la péremption du jugement rendu par défaut contre une partie domiciliée hors de la France continentale ne sera pas encourue, si ce jugement n'a pu être exécuté en raison du délai des distances dans les termes et délais prescrits au paragraphe 1^{er} du présent article, pourvu que ce jugement ait été signifié, au plus tard, dans les trois mois de son obtention. En outre, la signification de ce jugement fera courir à l'encontre de la partie défaillante le délai d'opposition, qui sera de deux mois à compter de cette signification, ainsi que le délai d'appel, qui sera de deux mois à compter de l'expiration du délai d'opposition, le tout à charge par le demandeur de faire, dans l'exploit d'ajournement, et de réitérer dans la signification du jugement la déclaration qu'il entend se prévaloir des dispositions contenues dans le présent paragraphe. »

Art. 7. — L'article 416 du même Code est modifié ainsi qu'il suit :

« Le délai d'ajournement sera :

« De trois jours, pour ceux qui sont domiciliés dans le ressort du siège du tribunal de commerce saisi ;

« Et de quinze jours, pour ceux qui sont domiciliés dans les tement ou dans les départements limitrophes ;

« Et de quinze jours, pour ceux qui sont domiciliés dans les autres parties de la France continentale ;

« Hors de la France continentale, l'article 73 sera appliqué. »

Art. 8. — L'article 1033 du même Code est modifié ainsi qu'il suit :

« Le jour de la signification et celui de l'échéance ne sont

point comptés dans le délai fixé pour tous actes faits à personne ou à domicile.

« Lorsqu'en vertu des lois, décrets et ordonnances, il y aura lieu à augmentation du délai ordinaire, les délais prescrits pour tous actes faits à personne ou à domicile seront, selon les cas, augmentés des délais égaux à ceux prévus par les articles 5 et 73 pour les citations et ajournements.

« Lorsque le dernier jour d'un délai quelconque de procédure est un jour férié, ce délai sera prorogé jusqu'au lendemain. »

Art. 9. — La présente loi ne sera exécutoire qu'en vertu d'un décret qui fixera la date de sa mise en vigueur (1).

IV

LOI DU 31 MARS 1922 PORTANT FIXATION DÉFINITIVE DE LA LÉGISLATION SUR LES LOYERS (2).

Notice et note par M. L. PAUL HENRY, *avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation.*

Pour la septième fois depuis 1918, le législateur est intervenu pour essayer de régler les rapports entre locataires et propriétaires, soustraits au droit commun depuis le début de la guerre, et ainsi que l'indique, sans doute un peu présomptueusement, le titre de la loi, il a espéré que le nouveau texte adopté mettrait

(1) Décret du 13 mai 1922 (*J. Off.* du 14 mai) fixant cette mise en vigueur au 1^{er} juin 1922.

(2) *J. Off.* du 1^{er} avril 1922.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Chambre des Députés* : Projet de loi de M. Bonnevey, ministre de la Justice, 4 mars 1921, doc. parl., p. 803, annexe 2257 ; rapport de M. Guibal, 14 juin 1921, doc., pp. 1879, 2528, 2529, ann. 2792 ; discussion les 4 juillet 1921, 2^e s., 5 juillet, 1^{re} et 2^e s., 8, 10, 11, 15, 16, 17 et 18 novembre, 1^{re} s., 22, 23, 24 et 25 novembre, 1^{re} s., 29 et 30 novembre, 1^{re} s., 1^{er} décembre, 1^{re} s. ; adoption le 3 décembre 1921, 2^e s. — *Sénat* : Transmission, 17 décembre 1921, doc., p. 192, annexe 801 ; rapport de M. Morand, 2 février 1922, doc. p. 4, ann. 45. Avis de la Commission des Finances par M. Milan, 23 février 1922, doc. p. 84, ann. 116. Discussion les 28 février 1922, 1^{re}, 7, 8, 9 et 10 mars 1922, 1^{re} s. ; adoption, 10 mars 1922, 2^e s. — *Chambre des Députés* : Retour, 16 mars 1922, 2^e s., doc. p. 405, ann. 4082 ; rapport de M. Guibal, 16 mars 1922, 2^e s., doc., p. 405, ann. 4083 ; avis de la Commission des Finances par M. Landry, du 21 mars 1922, 2^e s., doc. p. 445, ann. 4118 ; discussion les 21, 22, 23, 24 et 25 mars, 1^{re} s. ; adoption le 25 mars 1922, 2^e s. — *Sénat* : Retour le 27 mars 1922, doc. p. 247, ann. 234 ; rapport de M. Morand, 27 mars 1922, doc. p. 247, ann. 239 ; discussion et adoption le 30 mars 1922, 1^{re} s.

définitivement fin au régime exceptionnel auquel est soumise la propriété bâtie.

Le projet de loi envisageait surtout le retour progressif au droit commun et s'efforçait de ménager une période transitoire avant de restituer aux propriétaires la libre disposition de leurs immeubles. Il se préoccupait également de préciser certaines des dispositions de la loi du 9 mars 1918, qui avaient donné lieu à des difficultés d'interprétation.

Mais, au fur et à mesure de la discussion devant le Parlement, la nouvelle loi sur les loyers a pris un caractère quelque peu différent. La législation antérieure envisageait seulement la qualité de locataire et assurait à ce dernier une série d'avantages, quelle que soit la situation du propriétaire.

La législation nouvelle se préoccupe surtout du degré d'intérêt que présente le locataire ou le bailleur qui aura à supporter l'application de la loi. C'est ainsi qu'elle assure un statut privilégié aux victimes de la guerre et qu'elle réserve diverses faveurs aux vieillards et aux familles nombreuses. Le souci d'assurer les bienfaits de la loi aux situations les plus intéressantes, a conduit à l'adoption d'un texte extrêmement complexe pour parvenir à assurer les avantages ainsi institués, tour à tour, aux propriétaires et aux locataires en tenant compte de leurs titres respectifs.

Ces nouvelles conceptions ont amené le législateur à modifier sur certains points la loi du 9 mars 1918 et à imposer, notamment, diverses charges pécuniaires aux locataires bénéficiant d'une prorogation légale de la durée de leur bail. Les dispositions modificatives de la loi du 9 mars 1918, qui constituent le titre I^{er} de la loi du 31 mars 1922, atténuent donc, en quelque sorte, une partie des avantages concédés antérieurement aux locataires et leur imposent une participation équitable à l'accroissement des charges supportées par la propriété.

Si le titre I^{er} de la loi du 31 mars 1922 ne porte pas une nouvelle atteinte aux droits des propriétaires, il n'en est pas de même du titre II, qui confère au locataire le droit de rester en possession des lieux loués pour une période pouvant s'étendre jusqu'au 1^{er} janvier 1925. Sans doute, le nouveau régime de prorogation,

— *Chambre des Députés* : Deuxième retour le 30 mars 1922, 1^{re} s., doc., p. 485, ann. 4178. Lecture du rapport de M. Guibal, discussion et adoption le 30 mars 1922, 2^e s. — *Sénat* : Deuxième retour le 30 mars 1922, 3^e s., doc., p. 315, ann. 261 ; rapport de M. Morand, doc. p. 315, ann. 262 ; déclaration d'urgence, discussion et adoption le 30 mars 1922, 3^e s.

BIBLIOGRAPHIE. — *Lois nouvelles*, n° 9, 1^{re}-15 mai 1922, 1^{re} partie, p. 114, commentaire de MM. Louis et Jean Guibal. *Recueil général des lois* (6, rue de Mézières, Paris, VI^e), année 1922, 5^e livraison, 1^{re} partie, p. 109, commentaire de M. Laurent.

ainsi institué, ne dépend plus de la seule volonté du locataire : il est subordonné, en effet, à l'appréciation du juge qui fixe, non seulement la durée du maintien du locataire dans les lieux loués, mais encore les conditions pécuniaires de cette prorogation. Si les intérêts matériels du propriétaire sont ainsi, dans une certaine mesure, sauvegardés, les droits de ce dernier n'en continuent pas moins à subir une regrettable restriction. Une semblable atteinte nouvelle à la propriété pouvait-elle être évitée ? il ne le semble pas. La législation sur les loyers ne doit pas, en effet, être envisagée uniquement au point de vue des avantages et inconvénients qu'elle peut présenter pour les locataires et les propriétaires pris individuellement. Elle doit être considérée au point de vue des facilités qu'elle peut donner à la population de conserver un local d'habitation et des dangers qui résulteraient, pour l'ordre social, de l'impossibilité où se trouverait un grand nombre d'individus de se procurer un logement.

Le véritable remède à la situation présente serait la construction de nouveaux immeubles, mettant fin à la pénurie des logements d'habitation. Mais les conditions économiques rendent difficiles les constructions nouvelles et il est à craindre que, la crise de l'habitation se perpétuant, le législateur soit, de nouveau, obligé, malgré le titre de la présente loi, d'intervenir encore entre bailleurs et locataires.

Titre I^{er}. — L'art. 1^{er} fixe les conditions dans lesquelles les locataires pourront continuer à jouir des locaux occupés en vertu de la prorogation instituée par la loi du 9 mars 1918.

Sauf les droits résultant d'une décision judiciaire ou d'accords intervenus entre les parties, le point de départ de la prorogation est fixé au 24 octobre 1919 pour les baux expirés antérieurement à cette date et à la date de l'expiration du bail pour ceux expirant postérieurement ; la durée de prorogation doit d'ailleurs être accrue d'un délai suffisant pour coïncider avec les termes d'usage. L'effet de la prorogation ne peut avoir pour conséquence de prolonger la location au delà de neuf ans pour les locaux d'habitation et de quinze ans pour les locaux professionnels, à compter du 24 octobre 1919.

Pendant la période de prorogation, le locataire est tenu de participer à l'augmentation des charges subies par la propriété depuis le 1^{er} août 1914 ; celles résultant des dépenses d'entretien sont fixées à 5 %.

Cette double augmentation n'est pas imposée aux locataires ayant subi une augmentation depuis le 1^{er} août 1914, et à ceux qui jouissent de la prorogation à titre de mobilisés ou de réfugiés de guerre (art. 1^{er}).

Le bénéfice de prorogation est reconnu aux sous-locataires et

cessionnaires de locaux à usage professionnel ou commercial. La loi de 1922 interprète sur ce point la loi de 1918, contrairement aux solutions admises par la jurisprudence (art. 2).

Les articles 3 et 4 assurent un certain nombre d'avantages aux mobilisés et aux victimes de la guerre. Aucune prorogation n'est opposable aux propriétaires mobilisés qui veulent reprendre les locaux qu'ils occupaient avant la guerre. Il en est de même pour les bailleurs mutilés ou réformés et des veuves de guerre propriétaires qui désirent reprendre un local loué pour leur habitation personnelle, sauf le cas où ils se trouvent en présence de locataires pouvant revendiquer une qualité analogue de victimes de la guerre.

Titre II. — L'art. 7 prévoit l'institution de la prorogation exceptionnelle, pouvant s'étendre jusqu'au 1^{er} janvier 1925, en faveur de tous les locataires habitant diverses catégories de localités, indiquées par la loi, mais comprenant, en réalité, toutes les communes d'une certaine importance. Cette prorogation n'est accordée que si le locataire accepte de payer une majoration du prix du loyer, en rapport avec la valeur réelle du loyer (art. 10).

Certains locataires à raison de leur situation personnelle (étrangers, pluralité de locaux d'habitation, etc.), sont exclus du bénéfice de cette nouvelle prorogation. De même, le propriétaire qui veut occuper par lui-même ou par ses descendants ou ascendants un local d'habitation dans un immeuble lui appartenant, n'aura pas à la subir, sauf le cas où le locataire peut invoquer sa qualité de victime de la guerre, sa situation de famille, son âge ou son état de santé.

Afin d'empêcher que le propriétaire ne soit tenté d'abuser de la faculté qui lui est donnée de faire obstacle à une demande de prorogation, en invoquant sa volonté de reprendre les lieux loués pour son usage personnel, l'art. 14 prévoit que, lorsque cette occupation n'aura pas été effective, le locataire pourra prétendre à une indemnité égale à deux années de loyer.

Pour éviter la raréfaction des locaux d'habitation, ainsi que la spéculation à laquelle donnent lieu les locations, le législateur, par l'art. 15, a interdit, jusqu'au 1^{er} janvier 1925, la désaffectation des locaux consacrés à l'habitation et, par l'art. 17, il a frappé de nullité toute convention, qui, sous une forme quelconque, imposerait au locataire un prix de location disproportionné avec la valeur réelle des locaux loués. Les infractions à ces deux articles peuvent, dans les cas les plus graves, avoir pour sanction une condamnation pénale.

Le législateur a enfin réglé par l'article 18 les règles de procédure relatives à toutes les contestations en matière de locations prorogées.

Les Commissions arbitrales instituées par la loi du 9 mars 1918 sont supprimées et les attributions conférées à cette juridiction exceptionnelle sont confiées au Tribunal civil, lorsque le litige porte sur une location d'un loyer annuel de 1.000 francs et au Juge de paix lorsque le montant du loyer est inférieur à cette somme.

Les décisions rendues par le Tribunal ou par le Juge de paix sont en dernier ressort et ne peuvent être attaquées que par la voie du recours en cassation devant la Commission supérieure des loyers instituée par la loi du 14 décembre 1920.

Titre III. — La loi du 31 mars 1922 contient en outre certaines dispositions ne se rattachant pas à la législation sur les loyers, et destinées à encourager les constructions nouvelles. Toutes les constructions nouvelles achevées avant le 31 décembre 1927 et consacrées à l'habitation bénéficieront pendant quinze ans, à compter de leur achèvement, d'une exemption temporaire de l'impôt foncier. Elle exclut, en outre, de l'application de la législation sur les loyers tous les immeubles construits ou affectés à l'habitation postérieurement à la promulgation de la loi.

TITRE I^{er}

Article premier. — Sauf les droits résultant d'une décision judiciaire ayant acquis l'autorité de la chose jugée ou d'accords intervenus entre les parties, le point de départ de la prorogation accordée aux locataires par l'article 56 de la loi du 9 mars 1918, complété par l'article 1^{er} de la loi du 23 octobre 1919, est fixé au 24 octobre 1919 pour les baux expirés antérieurement à cette date et à la date d'expiration du bail pour ceux venus ou venant à expiration postérieurement.

Pour les locations verbales, la prorogation a commencé à courir, qu'il y ait eu congé ou non, le premier jour du terme qui a suivi la notification faite par lettre ou par acte extrajudiciaire de la volonté du locataire de profiter des dispositions des lois susindiquées. Si la notification a été faite antérieurement au 24 octobre 1919, la prorogation n'a commencé à courir qu'à partir de cette date.

Toutefois, ladite prorogation ne pourra avoir pour effet de prolonger le bail ou la location au delà de neuf ans pour les locaux d'habitation, ou de quinze ans pour les locaux commerciaux, industriels ou professionnels, à compter du 24 octobre 1919.

Les locataires appelés à bénéficier des prorogations prévues par les lois des 9 mars 1918 et 23 octobre 1919 devront, en sus du prix du loyer et à compter du terme qui suivra la promulgation de la loi, contribuer, chacun pour sa part et au prorata du prix de son loyer, à l'augmentation qui s'est produite, depuis le 1^{er} août 1914, dans les impôts et taxes de toute nature grevant l'immeuble loué, à l'exception de l'impôt sur le revenu de la propriété foncière, et à l'augmentation subie depuis le 1^{er} août 1914 des prestations pour la commodité des locaux.

Ils devront, en outre, pour contribuer dans les mêmes conditions à l'augmentation subie par les dépenses d'entretien, payer 5 p. 100 du prix du loyer tel qu'il était en 1914.

Ne supporteront pas cette double augmentation :

1° Les locataires dont le loyer a été augmenté, en vertu d'une convention postérieure au 1^{er} août 1914 ;

2° Les locataires qui bénéficient de la prorogation au titre de mobilisés et qui l'ont été dans la zone des armées ;

3° Les réfugiés des régions libérées, lorsqu'ils sont petits locataires, aux termes de l'article 15 de la loi du 9 mars 1918, et qu'à raison de la destruction de leur domicile d'avant guerre, ils ne peuvent pas se réinstaller dans les régions dévastées par la guerre.

Dans tous les cas, la durée de ces prorogations sera prolongée d'un délai suffisant pour achever le terme d'usage.

A dater de la promulgation de la présente loi, tout locataire qui, appelé à bénéficier d'une prorogation, a sous-loué ou sous-louera avec bénéfices, sans accord préalable avec le propriétaire, devra supporter, pour le temps correspondant à la durée de cette sous-location, une augmentation du prix du loyer originaire proportionnée aux bénéfices réalisés.

Aucune prorogation n'est opposable par un locataire qui n'a pas été mobilisé à un propriétaire qui, l'ayant été, voudra réintégrer l'immeuble qu'il habitait avant la guerre ou dans lequel il exerçait sa profession.

Art. 2. — Pour les locaux à usage commercial, industriel ou

professionnel, les articles 56 et 58 de la loi du 9 mars 1918, ainsi que l'article 1^{er}, paragraphe 3, de la présente loi sont applicables aux cessionnaires ou sous-locataires, quelle que soit la date de la cession ou de la sous-location.

Cette disposition ayant un caractère interprétatif, les cessionnaires ou sous-locataires seront recevables à réclamer la prorogation, nonobstant toute décision contraire, même passée en force de chose jugée, à l'exception seulement des décisions qui auraient été exécutées et à la condition de formuler leur réclamation dans les formes prévues par la présente loi et au plus tard dans les trois mois de sa promulgation.

Art. 3. — Sont réputés locaux à usage professionnel, au sens de l'article 56 de la loi du 9 mars 1918, les locaux dans lesquels les locataires exercent effectivement leur art ou leur profession et ceux-ci seront admis à réclamer la prorogation, nonobstant toute décision contraire, même passée en force de chose jugée, à l'exception seulement des décisions qui auraient été exécutées et à la condition de formuler leur réclamation conformément à l'article qui précède.

Il en est de même pour les locaux occupés par des établissements d'utilité publique et des œuvres de bienfaisance, d'assistance et de prévoyance sociales.

Art. 4. — Les prorogations prévues à l'article 56 de la loi du 9 mars 1918 cesseront d'être opposables à partir du 31 décembre 1922 aux bailleurs mutilés ou réformés de guerre, aux veuves de guerre, aux ascendants ayant recueilli la veuve ou les enfants de militaires ou de marins morts pour la France, aux bénéficiaires des lois du 31 mars 1919 et du 24 juin 1919, aux sinistrés dont l'habitation a été détruite ou rendue inhabitable par fait ou accident de guerre, à moins cependant que le locataire ne rentre dans une des catégories ci-dessus visées. Les bailleurs susdésignés, à peine de forclusion, devront faire connaître, dans le délai de deux mois, à partir de la promulgation de la présente loi, leur volonté de reprendre les locaux loués pour leur habitation personnelle. La notification aura lieu par acte extrajudiciaire, conformément à l'article 58 de la loi du 9 mars 1918.

Art. 5. — Les bailleurs dont le droit à indemnité de 50 p. 100 pour pertes de loyers a été consacré par l'article 29 de la loi du 9 mars 1918 et qui ont été déclarés forclos, à raison de retard dans la production de leur demande d'indemnité, sont admis à présenter une nouvelle demande dans un délai d'un an à dater de la promulgation de la présente loi.

Art. 6. — Les ministères et administrations publiques dépendant de l'Etat, autres que les services des finances, des postes et des télégraphes, des pensions et des régions libérées, devront avoir abandonné, avant le 1^{er} juillet 1922, les locaux privés à usage d'habitation qu'ils ont occupés postérieurement au 1^{er} août 1914.

TITRE II

Art. 7. — Tous les locataires pouvant invoquer le bénéfice du titre II de la présente loi seront maintenus de plein droit, jusqu'au terme d'usage qui précédera le 1^{er} janvier 1923, en possession des locaux par eux occupés, aux conditions de la loi du 6 janvier 1922.

En outre, à titre exceptionnel, à raison de la pénurie des logements et en l'absence de conventions contraires intervenues postérieurement au 23 octobre 1919, dans le département de la Seine et dans un rayon de 50 kilomètres des fortifications de Paris, dans les communes d'une population totale d'au moins 10.000 habitants, et dans les agglomérations distantes de 5 kilomètres de ces communes, dans celles où le recensement de 1921 accuse soit un accroissement de la municipale, soit un accroissement du nombre des foyers, et dans les régions libérées, quelle que soit l'importance de la population, il pourra être accordé une prorogation de jouissance à tous les locataires, cessionnaires et sous-locataires dont les baux et locations sont venus ou viendront à expiration avant le 1^{er} janvier 1925. Cette prorogation pourra être accordée dans toute la France aux réfugiés des départements dévastés qui justifieront que les immeubles de leur commune d'origine sont encore détruits ou, s'ils sont propriétaires, que leur immeuble d'habitation n'est pas encore reconstruit.

En aucun cas, les prorogations accordées aux locataires, cessionnaires, sous-locataires, ne pourront être opposées aux cautions dont les obligations prendront fin aux dates fixées primitivement par la convention.

Art. 8. — La durée de la prorogation prévue au paragraphe 2 de l'article 7, qui ne devra être ni inférieure à trois mois, ni dépasser le 1^{er} janvier 1925, sera fixée suivant la condition respective des parties, l'état des locaux vacants dans la région et toutes les circonstances de la cause, l'expiration devant toujours coïncider avec un terme d'usage.

Art. 9. — N'ont pas droit au bénéfice des prorogations de l'article 7 :

1° Les étrangers n'ayant pas combattu ni servi, ou dont les enfants ou gendres n'auront pas combattu ou servi dans les diverses formations des armées françaises, alliées ou associées ;

2° Les locataires, sous-locataires et cessionnaires de locaux de plaisance ;

3° Les locataires, cessionnaires et sous-locataires ayant plusieurs habitations, à moins qu'ils ne justifient que leur fonction ou leur profession les y oblige, ou que les locaux d'habitation loués par eux en sus de leur habitation personnelle sont occupés par leurs ascendants ou descendants ou ceux de leur conjoint ;

4° Les occupants de locaux d'habitation pour lesquels le logement constitue un des accessoires du contrat du louage de services.

Art. 10. — Pour être admis au bénéfice des prorogations de l'article 7, les locataires, cessionnaires et sous-locataires devront :

1° Avoir satisfait à toutes les obligations imposées par leurs contrats, les usages locaux ou les décisions judiciaires intervenues ;

2° Occuper et s'engager à occuper, dans la plus grande partie, par eux-mêmes ou par les membres de leur famille l'occupant antérieurement avec eux, l'immeuble objet de la prorogation ;

3° S'engager à payer et payer, pendant toute la durée de la

prorogation, une majoration du prix du loyer en rapport avec l'augmentation des charges, les améliorations et la valeur réelle des locaux.

Le juge pourra refuser la majoration, s'il estime que, pour des locations récentes, elle n'est pas justifiée.

Dans le cas où le preneur n'exécuterait pas, en cours de prorogation, l'une des conditions énoncées ci-dessus, il sera déchu du bénéfice de la prorogation et sera dès lors régi par le droit commun.

Le loyer des locaux reconnus insalubres ne pourra être l'objet d'aucune augmentation.

L'insalubrité des locaux sera établie :

a) Dans les villes de plus de 20.000 habitants, par le bureau de l'hygiène prévu par la loi du 15 février 1902 ;

b) Dans les autres communes, par les commissions sanitaires de circonscription.

Ces décisions seront susceptibles d'appel devant les conseils de préfecture, qui pourront ordonner une expertise.

La liste de ces locaux sera consignée sur un registre déposé à la mairie.

Art. 11. — L'assiette du privilège ou des droits et actions du bailleur pourra être limitée par les parties à une portion déterminée et suffisante du mobilier garnissant les locaux loués et servant de gage spécial à sa créance. Le bailleur pourra, si le locataire quitte les lieux loués avant le complet paiement des loyers encore dus et sans fournir une caution suffisante, réaliser le gage affecté à sa créance.

Néanmoins, le privilège du bailleur ne pourra s'exercer sur les meubles, effets mobiliers, ustensiles et objets nécessaires à la nourriture, au coucher et au travail du locataire et des membres de sa famille.

Art. 12. — Les locataires dont les loyers d'avance ont été utilisés conformément à l'article 25 de la loi du 9 mars 1918 ne sont pas tenus de les reconstituer.

Art. 13. — Le droit à la prorogation instituée par le paragraphe 2 de l'article 7 n'est pas opposable au propriétaire qui justifiera d'un motif légitime pour occuper par lui-même ou faire

occuper par ses ascendants ou descendants ou par ceux de son conjoint, à titre d'habitation, un local d'habitation, sauf si le locataire appartient à une des catégories suivantes : mutilés ou réformés de guerre, veuves de guerre, ascendants ayant recueilli la veuve ou les enfants de militaires ou de marins morts pour la France, bénéficiaires des lois des 31 mars et 24 juin 1919, sinistrés dont l'habitation a été détruite ou rendue inhabitable par fait ou accident de guerre, chefs de famille ayant au moins trois enfants mineurs habitant avec eux ou à leur charge, ou si le locataire est âgé de soixante-dix ans ou atteint d'une maladie ou infirmité grave dûment constatée ; si le propriétaire lui-même ou ses enfants appartiennent eux-mêmes à une de ces catégories, le droit à une prorogation ne leur est pas opposable.

La disposition du premier alinéa du présent article n'est pas applicable aux propriétaires de fractions d'immeubles dont les acquisitions, autrement que par succession, n'ont pas date certaine avant le 1^{er} février 1922 ou qui, postérieurement à cette date, auront acquis un appartement provenant d'un fractionnement d'immeuble effectué antérieurement.

Ce droit ne pourra être exercé qu'une seule fois au profit de chacun des bénéficiaires ci-dessus énoncés.

Art. 14. — Le propriétaire ayant excipé des dispositions du paragraphe 1^{er} de l'article précédent et qui, dans le délai de trois mois à dater du départ du locataire et pendant une durée minima d'une année, n'aura pas occupé l'immeuble, devra au locataire congédié une indemnité qui ne pourra pas être inférieure à deux années de loyer du local précédemment occupé.

Art. 15. — Aucun local affecté à l'habitation ne pourra être transformé en établissement de spectacles publics ou de danse, ou en local commercial ou industriel, jusqu'au 1^{er} janvier 1925.

Toute infraction à la présente disposition constitue une contravention poursuivie en vertu du paragraphe 15 de l'article 471 du Code pénal. Le juge de police devra ordonner la réaffectation des lieux en locaux d'habitation dans le délai qu'il impartira.

Faute d'exécution dans le délai imparti, le propriétaire et l'occupant seront traduits devant le tribunal correctionnel et passibles d'une amende de deux mille francs à dix mille francs

(2.000 francs à 10.000 francs). Le tribunal devra, en outre, ordonner l'exécution, aux frais des parties, des travaux de réaffectation.

Art. 16. — Les prorogations accordées par les différentes lois, y compris la présente, ne pourront ouvrir droit à des dommages-intérêts au profit soit d'un acquéreur de l'immeuble, soit d'une personne ayant loué à bail dans cet immeuble antérieurement à la promulgation de la présente loi. D'autre part, si la prise de possession d'un local loué à bail dans ces conditions se trouve retardée, le locataire futur qui voudrait résilier la convention devra, en ce cas, déclarer sa volonté de résilier la convention dans les trois mois de la promulgation de la présente loi.

Art. 17. — Lorsqu'il s'agit de locaux à usage d'habitation, toute exigence du bailleur, de ses agents ou préposés, ou toute convention tendant à imposer au preneur, soit sous forme de reprise de mobilier, soit sous forme de remise d'argent supplémentaire, un prix de location qui ne serait pas proportionné à la valeur du local, seront considérées comme illicites et frappées comme telles de nullité. En outre, toutes personnes les ayant frauduleusement exigées seront passibles des peines prévues à l'article 419 du Code pénal, les dispositions des articles 1116 et suivants du Code civil restant applicables, s'il y échet, pour les locaux à usage commercial ou industriel.

Art. 18. — A défaut d'accord amiable, pour obtenir le bénéfice de la prorogation prévue à l'article 7, le locataire devra, soit par lettre recommandée, soit par acte extrajudiciaire, faire connaître au bailleur la durée et les conditions de la prorogation sollicitée.

Cette demande devra être formée trois mois au moins avant l'expiration du bail écrit ou de la prorogation déjà acquise. S'il s'agit d'une location verbale déjà dénoncée par congé, la demande doit être formée dans les trois mois de la promulgation de la présente loi ; s'il s'agit d'une location verbale en cours, la demande doit être formée dans les vingt jours de la réception du congé, lequel, à peine de nullité, devra expressément mentionner ce délai.

Aucune forclusion ne pourra être invoquée avant l'expiration

du délai de trois mois à compter de la promulgation de la présente loi.

Dans les vingt jours de la réception de la demande de prorogation, le bailleur notifiera, en la même forme, au locataire s'il accepte la proposition ou sur quels points il entend la contester.

Faute de réponse dans ledit délai ou en cas de désaccord, la partie la plus diligente saisira, par lettre recommandée ou déclaration faite au greffe, le juge de paix, quand le prix du loyer en cours ne dépassera pas mille francs (1.000 fr.), et, dans tous les autres cas, le président du tribunal civil de la situation de l'immeuble, lequel pourra se faire remplacer par un magistrat du siège ou un juge assesseur.

Le juge de paix, le président ou le juge délégué convoquera, par lettre recommandée du greffier avec avis de réception, les parties qui, sauf en cas d'excuse jugée valable, comparaitront en personne et pourront se faire assister ou représenter devant le juge de paix par tous mandataires de leur choix et, pour les affaires ressortissantes du tribunal de première instance, par un avocat régulièrement inscrit ou un avoué exerçant près ce tribunal.

Le juge aura pour mission de concilier les parties. Il devra dresser procès-verbal, soit de la non-conciliation, soit de l'accord intervenu. Dans ce dernier cas, le procès-verbal sera revêtu de la formule exécutoire. Les parties pourront, par une demande signée de chacune d'elles, donner au juge tout pouvoir de trancher leur différend comme arbitre amiable compositeur en dernier ressort, avec dispense de toutes formalités judiciaires et s'engager à tenir sa décision comme règle de leurs accords réciproques.

Faute de comparution ou de représentation, ou à défaut de conciliation, l'affaire sera portée par le juge de paix à son audience, ou par le juge conciliateur devant le tribunal qui statuera en chambre du conseil, sur son rapport et sans autre procédure, et dont pourront faire partie les juges assesseurs.

Les parties seront avisées huit jours au moins à l'avance du jour de l'audience par lettres recommandées, expédiées par le

greffier ; elles pourront s'y présenter ou s'y faire représenter de la manière et en la forme susindiquées.

La décision du juge de paix ou du tribunal sera rendue en dernier ressort et ne pourra être attaquée que par la voie du recours devant la commission supérieure instituée par la loi du 14 décembre 1920, en se conformant aux règles de l'article 51 de la loi du 9 mars 1918 et de l'article 4 de la loi du 14 décembre 1920.

Le greffier recevra les émoluments fixés par le tarif général du décret du 29 décembre 1919.

La même procédure sera suivie pour toutes les instances non encore introduites, ainsi que pour le jugement des affaires renvoyées après cassation par arrêt postérieur à la promulgation de la présente loi, relatives à l'application des lois des 9 mars 1918, 4 janvier et 23 octobre 1919, et 4 mai 1920, et le titre 1^{er} de la présente loi concernant les loyers.

Les commissions arbitrales sont supprimées, leurs archives seront déposées aux greffes des tribunaux dans le ressort desquels elles fonctionnent. Elles continueront à juger les affaires inscrites au greffe pour conciliation.

En raison de la suppression des commissions arbitrales, au cas d'accord intervenu entre les parties avant la promulgation de la présente loi, dans la procédure de conciliation prévue par la loi du 9 mars 1918, le procès-verbal de l'accord sera délivré aux parties, sur leur demande, revêtu de la formule exécutoire.

TITRE III

Art. 19. — Dans les villes placées sous l'empire du décret du 26 mars 1852, l'article 5 de ce décret cessera d'être applicable jusqu'au 31 décembre 1924.

Dans celles où, en vertu d'arrêtés ou de règlements municipaux, des réparations de peinture ou de blanchiment des maisons pourraient être ordonnées, celles-ci seront suspendues jusqu'à la même date.

Les réparations aux façades des maisons et aux murs des cours intérieures ne pourront être imposées aux propriétaires que par voie d'arrêtés individuels exclusivement fondés sur la sécurité ou l'hygiène publique.

Sont caducs tous arrêtés antérieurement pris contraires à la présente disposition.

Art. 20. — L'exemption temporaire d'impôt foncier dont bénéficient, en vertu de l'article 9 de la loi du 8 août 1890, les constructions nouvelles, les reconstructions et les additions de construction, est portée à quinze ans, à compter de l'année qui suivra celle de leur achèvement, pour les constructions nouvelles, reconstructions et additions de construction commencées et non encore terminées, ainsi que pour celles qui seront entreprises postérieurement à la promulgation de la présente loi pourvu qu'elles soient achevées avant le 31 décembre 1927.

Elle est, en outre, étendue, en ce qui concerne les mêmes immeubles ou portions d'immeubles, à la contribution des portes et fenêtres, ainsi qu'aux taxes spéciales perçues au profit des départements et des communes.

Sont toutefois exclus du bénéfice des dispositions qui précèdent :

1° Les immeubles ou portions d'immeubles affectés à un autre usage que l'habitation ;

2° Les immeubles ou portions d'immeubles construits par les sinistrés de la guerre ou leurs ayants droit et ayant donné lieu à l'attribution de l'indemnité prévue par le premier alinéa de l'article 4 de la loi du 17 avril 1919, relative à la réparation des dommages de guerre ;

3° Les habitations d'agrément, de plaisance ou servant à la villégiature.

Les immeubles ou portions d'immeubles appelés à bénéficier des immunités fiscales instituées par le présent article qui seraient ultérieurement affectés à un autre usage que l'habitation cesseront d'avoir droit à ces immunités à compter de l'année immédiatement postérieure à celle de leur transformation, sans toutefois pouvoir être soumis à la contribution foncière avant l'expiration du délai d'exemption fixé par l'article 9 de la loi du 8 août 1920.

Art. 21. — Aucune des dispositions provisoirement restrictives du droit de propriété pouvant résulter soit de la présente loi, soit

des lois du 9 mars 1918, du 23 octobre 1919 et du 1^{er} mars 1921, n'est applicable aux immeubles construits ou affectés à l'habitation postérieurement à la promulgation de la présente loi.

Art. 22. — Toute modification des immeubles actuellement existants, quand elle aura pour but de créer de nouveaux locaux d'habitation, ne pourra ouvrir aucun droit à une demande d'indemnité de la part des locataires de la même maison, jusqu'au 1^{er} janvier 1928.

Si, cependant, les travaux étaient de telle nature qu'ils rendent inhabitable ce qui est nécessaire au logement du locataire et de sa famille, celui-ci pourra demander la résiliation du bail ou une diminution du loyer.

Art. 23. — Toute renonciation au bénéfice de la présente loi et antérieure à sa promulgation sera réputée non écrite, sauf dans les cas formellement prévus par la présente loi.

Art. 24. — La présente loi est applicable à l'Algérie.

Des décrets, rendus dans un délai de six mois, édicteront, dans les colonies et pays de protectorat français autres que la Tunisie et le Maroc, les dispositions qui pourront être nécessaires.

Art. 25. — Toutes dispositions contraires à la présente loi sont abrogées.

V

LOI DU 12 AVRIL 1922 RÉDUISANT A CINQ ANNÉES L'EFFET DES OPPOSITIONS PRATIQUÉES ENTRE LES MAINS DES COMPTABLES DES DÉPARTEMENTS, COMMUNES ET AUTRES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS (1).

Notice par M. HENRI LAVOLLÉE, *ancien avocat à la Cour d'appel de Paris*.

Bien avant la guerre, en 1912, l'utilité d'une disposition spéciale s'était manifestée pour mettre fin aux divergences d'application

(1) *J. Off.* du 21 avril 1922.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Chambre* : Projet de loi de M. Steeg, 12 mars 1912, doc. parl., annexe 1755 ; rapport de M. Emile Bender, 4 février 1914, doc. parl., annexe 3470 ; déclaration d'urgence et adoption sans discussion, 12 février 1914. — *Sénat* : Transmission, 17 février 1914 ; rapport de M. Catalogne, 16 février 1922, doc. parl. p. 74, annexe 95 ; adoption sans discussion le 21 mars 1922.

BIBLIOGRAPHIE. — *Lois nouvelles*, n° 13, 15 juillet 1922, 1^{re} partie, p. 245, commentaire de M. E. Bender,

des règles de la saisie-arrêt ou opposition sur des sommes dues par les départements, les communes, les asiles publics d'aliénés, les dépôts de mendicité, les monts-de-piété et tous les établissements publics. Mais, simplement votée par la Chambre, la réforme entreprise fut suspendue par les hostilités et ne put être votée par le Sénat qu'en 1922.

La loi nouvelle règle trois points : 1° A. qui doivent être signifiées les saisies-arrêts ou oppositions ? ; 2° Quelle est la durée de leur validité ? ; Sous quelle forme doivent-elles être effectuées ?

Sur le premier point, elle a mis fin à une jurisprudence établie par certaines cours d'appel (1) et par la Cour de cassation (2) elle-même, aux termes de laquelle le transport d'une cession était valable, conformément à l'article 1690 du Code civil, du moment qu'elle avait été signifiée au maire, seul représentant de la commune débitrice de la créance cédée, bien qu'elle ne l'eût pas été au receveur municipal, simple détenteur des fonds. C'est, désormais, entre les mains des comptables sur les caisses de qui les mandats sont délivrés que devront être faites les oppositions sur les sommes dues par les départements, les communes et les établissements publics.

En ce qui concerne la durée de la validité des oppositions ainsi effectuées, avant la loi du 9 juillet 1836, cette durée était de trente ans, quel que soit le tiers saisi, Etat, département, commune ou établissement public. Mais cette loi réduisit à cinq ans la durée au profit de l'Etat ; une loi du 8 juillet 1837 fit de même à l'égard de la Caisse des dépôts et consignations et la loi du 20 juillet 1895 pour les caisses d'épargne. Il était donc tout naturel que cette règle fût généralisée et s'appliquât à tous les organismes de comptabilité publique sans exception. C'est cette extension qui constitue la réforme la plus importante de la loi du 12 avril 1922. Le créancier saisissant devra donc désormais renouveler son opposition avant l'expiration du délai de cinq ans à dater du jour de l'opposition originaire, faute de quoi elle sera périmée. A titre transitoire, un délai d'un an, à dater de la promulgation de la loi, a été donné aux créanciers dont l'opposition remontait à plus de cinq ans à cette date pour leur permettre de procéder au renouvellement nécessaire à la sauvegarde de leurs droits.

Enfin, la loi nouvelle, réglant la forme dans laquelle l'opposition doit être pratiquée, décide qu'elle doit l'être comme le sont les notifications de saisies-arrêts entre les mains des receveurs ou administrateurs de caisses ou deniers publics, conformément à la loi du 18 août 1807, l'acte devant contenir les énonciations et précisions spéciales exigées.

(1) Arrêt de la Cour de Nîmes du 28 novembre 1910 (S. 1911, 2.204).

(2) Arrêt de la Chambre des Requêtes du 16 avril 1913 (S. 1913, 1.436).

Il n'est d'ailleurs pas dérogé aux lois des 15 juin 1872 et 8 février 1902 pour les oppositions en cas de perte ou de vol de titres au porteur.

Article 1^{er}. — Toutes saisies-arrêts ou oppositions sur des sommes dues par les départements, les communes, les asiles publics d'aliénés, les dépôts de mendicité, les monts-de-piété et tous les établissements publics, toutes significations de cession ou transport desdites sommes, et toutes autres ayant pour objet d'en arrêter le paiement, devront être faites entre les mains des comptables sur les caisses desquels les mandats sont délivrés.

Néanmoins, à Paris, en ce qui concerne les paiements à effectuer pour le compte du département de la Seine par la caisse centrale du Trésor public, elles devront être exclusivement faites entre les mains du conservateur des oppositions au ministère des Finances.

Seront considérées comme nulles et non avenues toutes oppositions ou significations qui seraient faites à l'avenir à d'autres personnes que celles ci-dessus indiquées.

Seront déclarées valables et régulières les significations de cession ou transport faites antérieurement à la promulgation de la présente loi entre les mains des comptables et conservateur susindiqués.

Art. 2. — Ces saisies-arrêts, oppositions et significations n'auront d'effet que pendant cinq années à compter de leur date, si elles n'ont pas été renouvelées dans ledit délai, quels que soient d'ailleurs les actes, traités ou jugements intervenus sur lesdites oppositions et significations.

En conséquence, elles seront rayées d'office des registres dans lesquels elles auraient été inscrites et ne seront pas comprises dans les certificats délivrés par les comptables ou par le conservateur des oppositions.

Art. 3. — Les saisies-arrêts, oppositions et significations ci-dessus ayant plus de cinq ans de date à ce jour seront rayées d'office, en quelques mains qu'elles aient été formées, si elles n'ont pas été renouvelées soit à la caisse des comptables susindiqués, soit au bureau du conservateur des oppositions, selon les

cas, dans le délai d'un an à compter de la promulgation de la présente loi.

Art. 4. — Les dispositions du décret du 18 août 1807 sur les saisies-arêts ou oppositions entre les mains des receveurs de caisses ou deniers publics sont déclarées applicables aux départements, aux communes et aux établissements susvisés.

Il n'est pas dérogé aux dispositions édictées par les lois des 15 juin 1872 et 8 février 1902, pour les oppositions en cas de perte ou de vol de titres au porteur.

Toutes dispositions contraires à la présente loi sont abrogées.

VI

LOI DU 28 AVRIL 1922 MODIFIANT LA LOI DU 2 JUILLET 1919 INSTITUANT LE RÈGLEMENT TRANSACTIONNEL (1).

Notice par M. JEAN DETOURBAY, *juge au Tribunal de Commerce de la Seine.*

On ne saurait trop regretter que la loi du 28 avril 1922 ait été promulguée seulement lorsque la loi du 2 juillet 1919 (2) touchait presque à la fin de sa carrière. Elle l'a, en effet, très utilement modifiée et surtout a déterminé les règles qui devaient présider à son application. De nouvelles précisions étaient indispensables.

S'inspirant de l'esprit du législateur manifestement exprimé par le texte de la loi : « Du règlement transactionnel entre les commerçants et leurs créanciers pour cause générale de guerre », de nombreux tribunaux de commerce avaient fréquemment basé le rejet des demandes introduites devant eux sur la constatation que

(1) *J. Off.* du 30 avril 1922.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Sénat* : Proposition de loi de M. H. Roy, 30 juin 1921, annexe 513, doc. parl., p. 868 ; rapport de M. H. Roy, 8 juillet 1921, 2^e s., annexe 591, doc., p. 901 ; avis présenté au nom de la Commission de législ. civ. et crim. par M. Boivin-Champeaux, S. E., 8 novembre 1921, annexe 694, doc., p. 60 ; urgence, discussion et adoption, 29 novembre et 1^{er} décembre 1921. — *Chambre* : Transmission, 6 décembre 1921, 2^e s., annexe 3492 ; rapport de M. René Lefebvre, 7 février 1922, annexe 3846, doc., p. 121 ; avis présenté au nom de la Commission de législ. civ. et crim. par M. Lafarge, 8 mars 1922, annexe 4028, p. 348 ; adoption sans discussion, 15 mars 1922, 2^e s. — *Sénat* : Retour, 17 mars 1922, annexe 187 ; rapport de M. H. Roy, 23 mars 1922, annexe 208, doc., p. 228 ; adoption sans discussion, 30 mars 1922, 2^e s.

BIBLIOGRAPHIE. — V. *Recueil général des lois* (6, rue de Mézières, Paris, VI^e), année 1922, 6^e livraison, 1^{re} partie, p. 145, commentaire par M. Viatte.

(2) V. *Annuaire de législ. franç.*, 1919, p. 171.

la gêne des débiteurs n'était ni directement ni indirectement la conséquence de la guerre.

Un arrêt de la Cour d'appel est alors intervenu qui a infirmé l'un de ces jugements, motif pris de ce que « les tribunaux n'auront pas la tâche qui pourrait être parfois délicate de rechercher si la situation du débiteur provient ou non du fait de la guerre, qu'il suffira que l'état d'insolvabilité se soit produit au cours de la guerre ou de la période transitoire », etc...

Il est vrai que le titre seul et non un article de la loi du 2 juillet 1919, subordonnait à une cause générale de guerre l'obtention du bénéfice du règlement transactionnel.

Aussi, beaucoup de commerçants, surtout parmi les aventureux négociants improvisés qui s'étaient multipliés au cours des hostilités, après avoir bénéficié de la hausse qui avait persisté sur toutes les marchandises pendant plusieurs années, ont-ils trouvé dans cette interprétation de la loi un encouragement à se soustraire à leurs obligations dès que celles-ci devenaient onéreuses par suite de la stabilisation ou de la baisse des cours.

Si nombreux sont devenus les abus de cet ordre que le commerce, l'opinion publique, le Parlement se sont émus. Les insuffisances de la loi du 2 juillet 1919, les dangers de son application trop fréquente et trop facile sont apparus et la nécessité d'y remédier s'est imposée.

Le règlement transactionnel avait causé trop de désillusions pour que sa prorogation au delà de la période prévue de trois ans et surtout son incorporation définitive dans notre législation pussent être envisagées. Il n'était pas sans intérêt cependant de l'amender pour les quelques mois d'existence qu'il avait encore devant lui, et le législateur s'y est efficacement employé. Sans entrer dans le détail des dispositions nouvelles, nous allons en dégager les principes et tendances essentiels.

Conformément à l'intention des auteurs de la loi, le bénéfice de celle-ci a été limité aux commerçants de bonne foi et victimes des circonstances de la guerre, en faveur desquels elle avait été édictée.

L'obtention du règlement transactionnel a cessé d'être un avantage accordé aux débiteurs qui entendaient réduire leur passif au détriment de leurs créanciers.

Enfin une publicité restreinte a permis à la banque et au commerce de connaître quelle était, au regard de la loi du 2 juillet 1919, la situation des firmes qui sollicitaient leur crédit.

En effet, l'art. 1^{er} de cette loi disposait que « tout commerçant qui ne peut faire face à ses engagements, peut demander à ses créanciers le bénéfice du règlement transactionnel ». Le nouveau texte, en intercalant, entre les mots « engagements » et « peut demander » ceux de « pour cause générale de guerre », a formelle-

ment déterminé les cas dans lesquels le débiteur peut être admis au bénéfice de la loi : Il faut qu'il justifie que son insolvabilité provient d'une cause générale de guerre.

Alors que l'ancien art. 2 disposait : « Le répertoire (qui mentionne les requêtes à fin de règlement transactionnel) est communiqué sans déplacement et sans frais à quiconque justifie d'un intérêt pour obtenir cette communication », il négligeait d'indiquer les conditions à remplir pour être considéré comme ayant intérêt à la communication, et, de manière inquiétante, il édictait une pénalité contre les contrevenants. Le danger du caractère trop rigoureusement occulte du règlement transactionnel est conjuré par la modification apportée à l'art. 2 par le nouveau texte : « Toute personne peut obtenir communication du répertoire sans frais et sans déplacement et s'en faire délivrer un extrait par le greffe ».

Non moins importante est la disposition qui modifie si profondément l'art. 12 et qui remplace le second alinéa de cet article par le suivant : « Le règlement sollicité ne peut comporter aucune réduction sur le chiffre des créances et ne peut impliquer que la concession de délais qui ne devront, en aucun cas, dépasser cinq années..... Le tribunal peut imposer au débiteur le paiement d'intérêts moratoires dont il fixe le point de départ et le taux dans la limite du taux légal ».

Ainsi, plus de réduction sur le capital dû, plus de délais exagérés atteignant souvent jusqu'à dix ans, parfois au delà. Cela seul a suffi pour réfréner l'ardeur de beaucoup de solliciteurs plus désireux d'obtenir des rabais sur le règlement de leurs dettes que des facilités pour s'en acquitter.

Enfin, pour les sociétés anonymes ou en commandite par actions, l'ancien art. 22 donnait à l'assemblée générale seule qualité pour décider s'il y a lieu de présenter la requête en vue d'obtenir le règlement transactionnel ; sage mesure au point de vue de la sauvegarde des droits des actionnaires, mais, dans la pratique, il a été reconnu que la nécessité de convoquer plusieurs assemblées successives pour obtenir le quorum voulu entraînait de telles pertes de temps, qu'au cours de ces retards, la situation, de critique, risquait de devenir désespérée et le règlement transactionnel sans objet. Aussi une procédure plus expéditive a-t-elle été instituée qui permet à l'administrateur-délégué, au directeur ou à un administrateur spécialement autorisé par une délibération du Conseil d'administration de signer la requête pour sa société.

Malgré ces utiles retouches à l'œuvre de 1919, le règlement transactionnel disparaît de notre législation sans laisser de regrets, mais non probablement sans y laisser de traces, car il est question de remanier la loi qui régit la liquidation judiciaire en utilisant ses meilleures dispositions, bien peu de chose par con-

séquent, en la différenciant davantage de la faillite et en y adaptant certaines dispositions du règlement transactionnel sur lesquelles l'expérience de ces trois années a attiré favorablement l'attention des milieux commerciaux et judiciaires.

Article premier. — Les articles 1^{er}, 2, 4, 12, 13, 22, 23, 26 et 27 de la loi du 2 juillet 1919 relative à l'institution d'un règlement transactionnel pour cause générale de guerre entre les commerçants et leurs créanciers sont modifiés et complétés ainsi qu'il suit :

« Art. 1^{er}. — A dater de la promulgation de la présente loi et jusqu'à l'expiration des trois années qui suivront la ratification du traité de paix, tout commerçant qui ne peut faire face à ses engagements pour cause générale de guerre peut demander à ses créanciers le bénéfice du règlement transactionnel dans les formes et conditions prescrites ci-après :

« Art. 2. — Le début du deuxième alinéa est modifié comme suit :

« 1° Du bilan du débiteur contenant l'indication complète de la situation active et passive et notamment de tous les marchés à livrer tant à son profit qu'à sa charge ;

« 2° »

L'avant-dernier alinéa de cet article est remplacé par la disposition suivante :

« Toute personne peut obtenir communication de ce répertoire sans déplacement et sans frais et s'en faire délivrer un extrait par le greffe. »

« Art. 4. — Le dernier alinéa de cet article est complété comme suit :

« Le jugement admettant la requête est mentionné au répertoire prévu par l'alinéa 4 de l'article 1^{er}, ainsi qu'au registre du commerce. Il n'est l'objet d'aucune autre publicité à peine de l'amende et des dommages-intérêts prévus à l'article 2.

« Il n'est susceptible d'aucun recours et ne peut être attaqué par la voie de la tierce opposition. »

« Art. 12. — Le second alinéa de cet article est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le règlement sollicité ne peut comporter aucune réduction sur le chiffre des créances et ne peut impliquer que la concession de délais, qui ne devront en aucun cas dépasser cinq années. Le règlement est soumis à l'homologation facultative du tribunal sur requête déposée au greffe par l'administrateur. »

L'avant-dernier alinéa de cet article est complété par la disposition suivante :

« Le tribunal peut imposer au débiteur le paiement d'intérêts moratoires dont il fixe le point de départ et le taux dans la limite du taux légal. »

« Art. 13. — Cet article est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le jugement d'homologation est mentionné au répertoire prescrit par l'alinéa 4 de l'article 2 ci-dessus, ainsi qu'au registre du commerce.

« Il n'est l'objet d'aucune autre publicité, à peine de l'amende et des dommages-intérêts prévus audit article.

« Mention sera faite au registre du commerce du jugement de décharge qui vaudra radiation. »

« Art. 22. — Cet article est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les sociétés qui entendent obtenir de leurs créanciers autres que les obligataires le règlement transactionnel prévu par les articles 1^{er} et 2 ci-dessus sont tenues de procéder en la forme déterminée ci-après :

« Pour les sociétés en nom collectif ou en commandite, la requête est signée par celui ou par ceux des associés qui disposent de la signature sociale.

« Pour les sociétés anonymes ou en commandite par actions, la requête est signée par l'administrateur-délégué, le directeur, ou l'un des administrateurs spécialement autorisé à cet effet par une délibération du conseil d'administration prise conformément à la règle indiquée par les statuts.

« Jusqu'à la date à laquelle le jugement d'homologation devient définitif, toutes les dispositions, notamment celles des articles 4, 5, 6 et 7 du titre I^{er} de la présente loi reçoivent leur appli-

cation dans la mesure où il n'y est pas expressément dérogé par le titre II. »

« Art. 23. — Le premier alinéa de cet article est modifié ainsi qu'il suit :

« Si le règlement transactionnel est réclamé par une société ayant émis des obligations nominatives ou au porteur ou autres titres analogues, le jugement admettant la requête est publié conformément à l'article 442 du Code de commerce. »

« Art. 26. — Cet article est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le règlement transactionnel ne peut être voté qu'à la majorité représentant plus de la moitié des obligations émises et non éteintes, déduction faite des obligations qui sont en possession de la société provenant de rachat, amortissement, non-attribution, quoique créées matériellement, ou toutes autres opérations.

« Chaque obligataire dispose d'autant de voix qu'il possède d'obligations.

« La société n'a pas le droit de voter avec les titres restés en sa possession.

« Toute infraction à cette dernière disposition rend les administrateurs ou directeurs passibles d'un emprisonnement d'un mois au moins et de six mois au plus et d'une amende de cinquante francs (50 fr.) au moins et de trois mille francs (3.000 fr.) au plus.

« Les dispositions de l'article 463 du Code pénal sont applicables aux pénalités prévues par le présent article.

« Le juge délégué pourra, avant toute délibération, proroger l'assemblée et fixer une nouvelle date, éloignée de dix jours au moins, pour une convocation qui aura lieu dans les conditions de publicité fixées pour la réunion précédente. »

« Art. 27. — Les dispositions de cet article sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Si les propositions de la société débitrice, sans réunir la majorité prévue à l'article précédent, ont cependant recueilli l'adhésion de la majorité des obligataires présents ou représentés à la première réunion, la délibération sera continuée par une

seconde assemblée, sur une nouvelle convocation ordonnée par le juge.

« Les votes émis à la première assemblée et non rapportés à la seconde par un vote en sens contraire resteront acquis pour le calcul de la majorité.

« Quel que soit le nombre des obligataires présents ou représentés à la deuxième assemblée, le règlement transactionnel sera déclaré acquis s'il a obtenu l'adhésion d'obligataires représentant la majorité absolue des obligations émises et non éteintes. »

Art. 2. — La présente loi sera applicable aux colonies où a été promulguée la loi sur le règlement transactionnel.

DISPOSITION TRANSITOIRE

Art. 3. — La présente loi ne sera applicable, en ce qui concerne les instances en cours, qu'aux demandes de règlement transactionnel dont les requêtes n'auront pas été, antérieurement à sa promulgation, admises par le tribunal, conformément aux dispositions de l'article 4 de la loi du 2 juillet 1919.

VII

LOI DU 28 AVRIL 1922 RELATIVE À L'ÂGE DE LA MAJORITÉ MATRIMONIALE (1).

Notice par M. E. HÉRON DE VILLEFOSSE, *docteur en droit*.

Sous l'empire du Code civil de 1804, les fils âgés de moins de 25 ans et les filles âgées de moins de 21 ans ne pouvaient contracter mariage sans le consentement de leurs père et mère. S'ils avaient dépassé cet âge, ils ne pouvaient se marier, à défaut de consentement des père et mère ou des aïeuls ou aïeules, sans recourir au préalable à la formalité des trois actes respectueux notifiés de mois en mois jusqu'à l'âge de 30 ans, et d'un seul acte respectueux à partir de cet âge. Il leur fallait, au surplus, atten-

(1) *J. Off.*, 6 mai.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Chambre* : Proposition de loi présentée par M. Lemire, 19 mai 1921, doc. parl. p. 1533, annexe 2648 ; rapport de M. Lafayette, 1^{er} décembre 1921, doc. p. 252 (S. E.), annexe 3454 ; adoption sans discussion, 16 février 1922. — *Sénat* : Transmission, 23 février 1922, annexe 111 ; rapport de M. Catalogne, 23 mars 1922, doc. p. 233, annexe 215 ; adoption sans discussion, 6 avril.

BIBLIOGRAPHIE. — *Lois nouvelles*, 15 juin 1922, 1^{re} partie, p. 197, commentaire de M. Edouard Lévy.

dre l'expiration d'un mois à compter du dernier acte respectueux. Depuis longtemps, ces prescriptions légales ont mis en lutte les partisans de l'autorité paternelle et ceux qui en voulaient tout au moins l'atténuation en vue de faciliter les mariages. L'évolution législative en cette matière a commencé il y a plus de 25 ans, sur l'initiative de M. l'abbé Lemire, et n'est peut-être pas encore arrivée à son terme.

La loi du 20 juin 1896 a commencé par ne plus exiger qu'un *seul* acte respectueux.

Il en fut ainsi jusqu'à la loi du 21 juin 1907 qui innova sur trois points : elle réalisa l'égalité des sexes en ramenant à 21 ans l'âge à partir duquel le mariage devint possible malgré le refus des père et mère un mois après l'acte respectueux qui, désormais, prit le nom de notification ; elle supprima l'acte respectueux adressé aux aïeuls et aïeules des futurs époux ayant 21 ans ; elle supprima également l'acte respectueux pour les futurs époux de l'un et l'autre sexe âgés de 30 ans.

Enfin, la loi du 9 août 1919 simplifia encore : elle réduisit de trente à quinze jours l'intervalle obligatoire entre la notification et la célébration du mariage, et elle supprima la notification adressée aux père et mère des futurs époux contractant un second ou subséquent mariage.

Cette loi ne devait pas être la dernière étape de la réforme. En effet, lors de sa discussion, la Chambre, sur un amendement de M. E. Bender, député du Rhône, abaissa par deux fois de trente à vingt-cinq ans l'âge de la pleine majorité matrimoniale. Mais le Sénat rétablit l'âge de trente ans, estimant qu'à vingt-cinq ans l'enfant n'est pas à l'abri de l'entraînement des passions. « Doit-on d'ailleurs admettre, disait en ce sens M. Catalogne, rapporteur, qu'il puisse contracter mariage, non seulement sans avoir obtenu, mais sans même avoir demandé le consentement de ses père et mère, et probablement à leur insu ? » La Chambre s'inclina, bien qu'à regret, devant la volonté du Sénat. Mais, en 1921, M. l'abbé Lemire, député du Nord, reprit la question en proposant, d'accord avec plusieurs de ses collègues des pays envahis, de modifier l'article 151 du Code civil dans le sens de la réforme. Cette fois, celle-ci aboutit sans difficulté. Dans un nouveau rapport au Sénat, M. Catalogne exposa très impartialement les motifs de divers qui, après son échec précédent en 1918-1919, devaient maintenant la faire prévaloir. D'abord, dit-il, dans les centres ouvriers des départements dévastés par l'invasion allemande, où convergent des travailleurs accourus de toutes parts, l'obligation de fournir un consentement à mariage est un gros obstacle et souvent une impossibilité. En second lieu, dans toutes les régions de la France, de nombreux majeurs peuvent déjà se marier à partir de 21 ans sans aucune autorisation, savoir : les enfants dont les père et mère

sont prédécédés, disparus ou dans l'impossibilité de manifester leur volonté, ceux qui contractent un second mariage, les enfants naturels non reconnus, etc. Un troisième argument consiste dans l'exemple des législations étrangères dont la plupart font coïncider la pleine majorité matrimoniale avec la majorité civile ou de droit commun. Enfin et principalement, malgré tout le respect familial dû à l'autorité paternelle, la crise de la natalité en France exige impérieusement l'introduction dans nos lois de facilités pour le mariage aussi grandes que dans les pays environnants. « Les statistiques, déclare M. Catalogne, dans son rapport, prouvent surabondamment que chez nous la natalité baisse, que la nuptialité, très élevée en 1919 et en 1920, a fléchi en 1921 d'une façon inquiétante... Et voilà pourquoi, après avoir pesé le pour et le contre, votre commission de législation civile et criminelle vous propose d'homologuer la thèse de la Chambre en confiant au rapporteur des lois de 1907 et de 1919 de se désouer, non toutefois sans avoir fourni les raisons plausibles de ce changement d'opinion à une époque où s'accroît, hélas ! en France, une natalité de plus en plus défaillante en face d'une Allemagne dont la population s'accroît de plus en plus. »

Article premier. — Le premier alinéa de l'article 151 du Code civil est ainsi modifié :

« Les enfants ayant atteint l'âge de vingt et un ans révolus et jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans révolus sont tenus de justifier du consentement de leurs père et mère ou du survivant d'eux. »

Art. 2. — Le premier alinéa de l'article 76 du Code civil est ainsi modifié :

« L'acte de mariage énoncera :

« 1° Les prénoms, noms, professions, âges, dates et lieux de naissance, domiciles et résidences des époux (1) ;

« 2° Les prénoms, noms professions et domiciles des pères et mères ;

(1) La modification du 1^{er} alinéa de l'article 151 du Code civil ne permettait pas de laisser à l'article 76 la forme que lui avait donnée la loi du 9 août 1919. Le nouveau texte, amélioré dans sa rédaction, précise que l'acte de mariage énoncera : 1° les dates et lieux de naissance des époux ; 2° leurs âges par l'indication de leur nombre d'années, les mots *majeurs* et *mineurs* ne figurant plus dans l'acte. « Ces deux énonciations ne font pas double emploi : la première est une référence à l'acte de naissance en marge duquel sera mentionnée la célébration du mariage, la seconde indique quelle est la situation juridique du futur époux quant à la nécessité du consentement des ascendants. » (Sénat, rapport de M. Catalogne.)

« (Le reste sans modification autre que celle du numérotage des paragraphes de l'alinéa.) »

Art. 3. — La présente loi est applicable aux colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion.

VIII

LOI DU 1^{er} JUILLET 1922 COMPLÉTANT L'ARTICLE 333 DU CODE CIVIL
(DROITS DE L'ENFANT LÉGITIMÉ PAR LE MARIAGE SUBSÉQUENT
DE SES PÈRE ET MÈRE) (1).

Notice par M. HENRI LAVOLLÉE, ancien avocat à la Cour d'appel de Paris.

Sur la proposition de M. Humblot au Sénat, certaines dispositions ont été adoptées pour compléter et modifier l'article 333 du Code civil en ce qui concerne les droits de l'enfant légitimé par le mariage subséquent de ses père et mère. Ces dispositions ont fait l'objet de la loi du 1^{er} juillet 1922.

Elles portent sur deux points, savoir : précision de l'étendue des droits de l'enfant légitimé et dispense pour cet enfant de produire au moment de son mariage une expédition *in extenso* de son acte de naissance révélant l'origine de sa filiation.

Sur le premier point, le législateur a substitué au temps futur employé dans l'ancienne rédaction le temps présent en affirmant que « les enfants légitimés par le mariage subséquent *ont* (et non pas seulement *auront*) les mêmes droits que s'ils étaient nés légitimes. » Il est à rappeler, en effet, que depuis la loi du 30 décembre 1915 (modifiant l'article 331 du Code civil) des difficultés s'étaient présentées, en raison du caractère non rétroactif des effets de la légitimation, quand des enfants n'ont été reconnus par leurs parents qu'ultérieurement au mariage de ceux-ci et n'ont obtenu une déclaration de légitimation que par jugement du tribunal. Les effets de cette légitimation ne pouvaient incontestablement se produire ni de la naissance de l'enfant, ni du mariage subséquent des parents, mais on se demandait s'ils devaient partir de la reconnaissance ou du jugement. La jurisprudence avait, tout en admettant l'absence de rétroactivité, en raison de ce que la loi de 1915 dit

(1) *J. Off.*, 2 juillet 1922.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Sénat* : Proposition de M. Humblot du 14 février 1922, doc. parl. p. 66, annexe 78; rapport de M. Maranget du 21 mars 1922, doc. p. 214, annexe 200; urgence, discussion et adoption, 30 mars 1922, 2^e s. — *Chambre* : Transmission, 6 avril 1922, annexe 4251; rapport de M. Oudin du 8 juin 1922, 1^{re} s., doc. p. 800, annexe 4412; adoption sans discussion, 22 juin 1922, 2^e s.

que le jugement « emportera » légitimation, décidé que la reconnaissance avait des effets immédiats homologués par le tribunal. C'est cette situation que la loi nouvelle a consacrée.

L'autre réforme, et la plus profonde, contenue dans la loi du 1^{er} juillet 1922, porte sur la dispense pour l'enfant légitimé de produire au moment de son mariage une expédition *in extenso* de son acte de naissance révélant l'origine de sa filiation.

L'article 57 du Code civil, complété sur la proposition de M. Raoul Péret par la loi du 30 novembre 1906, avait décidé qu'il ne pourrait plus être délivré à tout requérant une copie littérale de l'acte de naissance, mais un simple extrait de cet acte portant, entre autres énonciations, uniquement les nom, prénoms, profession et domicile des père et mère. De la sorte, l'origine de la filiation n'apparaîtrait plus et les mentions seraient les mêmes pour l'enfant naturel ou légitimé que pour l'enfant légitime quand les père et mère sont connus ; rien ne révélerait qu'il y a eu légitimation ultérieure ou qu'il s'agit d'un enfant naturel reconnu.

Toutefois, en raison des différentes situations de famille qui peuvent se rencontrer et pour assurer l'application des règles relatives au consentement à obtenir en cas de mariage, on a continué à exiger dans ce cas (art. 70, § 1^{er} du Code civil) une expédition *in extenso* de l'acte de naissance avec copie littérale des mentions de reconnaissance et de légitimation. La production de cette pièce à l'officier de l'état-civil a paru, en effet, indispensable pour le renseigner dans les trois circonstances suivantes :

1^o Si l'enfant étant mineur, les père et mère sont décédés. Les règles diffèrent suivant que l'enfant est légitimé ou naturel ; dans la première éventualité, le consentement des grands parents est nécessaire, dans la seconde c'est le consentement du tribunal ;

2^o Si l'enfant étant mineur, l'un des parents seul consent au mariage. Le consentement du père suffit à l'enfant légitimé, mais l'enfant naturel doit avoir le consentement de celui de ses parents qui l'a reconnu le premier ;

3^o Si l'enfant âgé de plus de 21 ans prétend qu'il n'a pas été reconnu par sa mère nommée dans l'acte de naissance, et qu'il n'a pas besoin de son consentement.

C'est cette exigence de portée générale de l'article 70 du Code civil que la loi du 1^{er} juillet 1922 a supprimé pour les enfants légitimés en décidant qu'il leur suffira de produire pour leur mariage une expédition de leur acte de naissance portant les seules énonciations de l'article 57 du Code civil et indiquant uniquement « la qualité d'époux » des père et mère sans mention de légitimation.

Cette réforme a été entreprise sur de nombreuses réclamations formulées auprès des officiers de l'état-civil par les parents des

futurs époux se plaignant de voir, par la divulgation de l'irrégularité première de leur union, diminuer leur autorité morale et par suite le respect de leurs enfants à leur égard. En outre, le Parlement a considéré qu'à une époque où la France subit une terrible crise de natalité, il ne devait négliger aucune occasion, si petite soit-elle, d'encourager les mariages. Au surplus, on a estimé que, pour édifier l'officier de l'état-civil en ce qui concerne les conditions de consentement au mariage, le seul extrait constatant la qualité d'époux des père et mère suffit puisque l'enfant légitimé a les mêmes droits que l'enfant légitime.

Art. 1^{er}. — L'article 333 du Code civil est ainsi modifié :

« Les enfants légitimés par le mariage subséquent ont les mêmes droits que s'ils étaient nés de ce mariage.

« L'expédition de l'acte de naissance produite par l'enfant légitimé à l'officier de l'état-civil qui doit célébrer son mariage est conforme au dernier alinéa de l'article 57 du Code civil, avec l'indication de la qualité d'époux de ses père et mère. »

Art. 2. — La présente loi est applicable à la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion.

IX

LOIS DES 15, 18 ET 21 JUILLET 1922, MODIFICATIVES DE LA LOI DU 31 MARS 1919 SUR LES PENSIONS MILITAIRES.

La loi du 31 mars 1919 sur les pensions militaires, dont nous regrettons de n'avoir pu donner le texte intégral dans l'*Annuaire* de 1920, a été modifiée sur divers points importants :

1^o La loi du 15 juillet 1922 a révisé le taux des majorations pour enfants accordées aux veuves de guerre pensionnées. Cette majoration, qui était primitivement de 300 francs par enfant jusqu'à l'âge de 18 ans (art. 19 et 20), a été portée à 500 francs.

2^o La loi du 18 juillet 1922 assimile aux militaires réformés de la grande guerre ceux qui ont été réformés antérieurement. De même, les dispositions de la loi de 1919 en faveur des enfants, veuves et ascendants s'appliqueront désormais, d'une façon générale, à quelque époque que le militaire ait été tué ou frappé d'invalidité.

3^o Enfin, la loi du 21 juillet 1922 a étendu notablement et précisé les dispositions de la loi de 1919 relatives aux soins médicaux, chirurgicaux et pharmaceutiques dus aux militaires pensionnés.

1° *Loi du 15 juillet 1922, revisant le taux des majorations pour enfants accordées aux veuves de guerre pensionnées (1).*

Article unique. — Les articles 19 et 20 de la loi du 31 mars 1919, concernant les pensions des armées de terre et de mer, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Art. 19. — Le paragraphe 5 est remplacé par le suivant :

« La pension est majorée de cinq cents francs (500 fr.) pour chaque enfant âgé de moins de dix-huit ans ; les majorations ainsi accordées remplacent, s'il y a lieu, celle de l'article 13. »

Art. 20. — Le quatrième paragraphe est modifié comme suit :

« Il est alloué, en outre, pour chaque enfant de moins de dix-huit ans, une majoration annuelle fixée à cinq cents francs (500 fr.). »

2° *Loi du 18 juillet 1922, accordant le bénéfice des pensions de la loi du 31 mars 1919 aux anciens militaires et marins réformés antérieurement au 2 août 1914 pour blessures ou infirmités et à leurs enfants, veuves ou ascendants (2).*

Article premier. — Les anciens militaires ou marins titulaires de pensions concédées pour blessures reçues ou pour infirmités contractées en service antérieurement au 2 août 1914, pourront réclamer, à dater du 1^{er} janvier 1922, le bénéfice des taux de pension figurant aux tableaux annexés à la loi du 31 mars 1919,

(1) *J. Off.*, 16 juillet 1922.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Chambre* : Proposition de loi de M. le colonel Picot, 29 juin 1921, 2^e s., doc. parl., p. 2041, annexe 2917 ; rapport de M. About, 16 novembre 1921, doc., p. 156, annexe 3355 ; avis de la commission des finances, par M. Defos du Rau, 7 avril 1922, doc., p. 570, annexe 4285 ; rapport suppl. de M. About, 7 avril 1922, doc., p. 571, annexe 4286 ; adoption sans discussion, 8 juin 1922, 2^e s. — *Sénat* : Transmission, 9 juin 1922, annexe 366 ; rapport de M. le colonel Stuhl, 4 juill. 1922, doc., p. 526, annexe 487 ; adoption sans discussion, 8 juillet 1922.

(2) *J. Off.*, 20 juillet 1922.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Chambre* : Proposition de loi de M. Bouiloux-Lafont, 16 juin 1920, 1^{re} s., doc. parl., p. 1742, annexe 1079 ; proposition de loi de M. E. Lamy, 25 novembre 1920, doc., p. 311, S. E., annexe 1695 ; proposition de loi de M. H. Paté, 30 novembre 1920, doc. p. 337, annexe 1719 ; proposition de loi de M. Goude, 21 octobre 1921, doc. p. 65, annexe 3240 ; rapport de M. Eymond, 10 décembre 1921, 2^e s.,

ainsi que le bénéfice des articles 10 et 13 de cette loi et du décret du 5 août 1920 complété par la loi de finances du 31 décembre 1921, article 138.

Pour l'application du paragraphe précédent l'équivalence des infirmités sera établie conformément aux dispositions de la loi du 23 décembre 1919.

Un règlement d'administration publique déterminera, dans les trois mois de la présente loi, les conditions dans lesquelles des dispositions analogues seront étendues aux titulaires de gratifications de réforme (1).

Art. 2. — A partir de la même date, les pensions concédées aux veuves ou orphelins des militaires ou marins décédés à la suite de blessures ou infirmités contractées en service antérieurement au 2 août 1914, seront portées au taux des pensions figurant aux tableaux annexés à la loi du 31 mars 1919 et majorées conformément aux paragraphes 5 et 6 de l'article 19 de ladite loi. Les ascendants de ces militaires ou marins pourront obtenir le bénéfice des articles 28 à 34 de la loi du 31 mars 1919.

Art. 3. — Les majorations résultant de l'application des taux prévus par les dispositions qui précèdent remplaceront les allocations temporaires accordées par les lois des 23 février et 21 octobre 1919. Toutefois, les titulaires de pensions qui bénéficiaient de ces allocations avant la promulgation de la présente loi, et pour lesquels la pension liquidée par application des articles précédents n'atteindrait pas le montant de leur ancienne pension augmentée de l'allocation, recevront à titre temporaire, et aussi longtemps que seront applicables les dispositions législatives concernant les allocations, un supplément de pension suffisant pour que leur situation actuelle ne soit pas modifiée.

doc. p. 406, annexe 3540; discussion et adoption, 28 décembre 1921, 2^e s. — *Sénat* : Transmission, 28 décembre 1921, 2^e s., annexe 1870; rapport de M. Mauger, 30 mars 1922, 3^e s., doc. p. 385, annexe 264; avis de la commission des finances par M. le colonel Stuhl, 4 juillet 1922, doc. p. 527, annexe 488; discussion et adoption, 8 juill. 1922. — *Retour à la Chambre*, annexe 4785; lecture du rapport de M. Eymond et adoption sans discussion, 8 juillet 1922, 2^e s.

(1) Décret du 17 octobre 1922 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 18 juillet 1922 (*J. Off.* du 19 octobre.)

Art. 4. — Les dispositions qui précèdent seront applicables aux fonctionnaires civils bénéficiant de la législation des pensions militaires.

3° Loi du 21 juillet 1922, portant modification à l'article 64 de la loi du 31 mars 1919 (1).

Article unique. — L'article 64 de la loi du 31 mars 1919 est modifié comme suit :

« Les paragraphes 1^{er}, 4, 5, 6, 7 dudit article sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« L'Etat doit à tous les militaires et marins bénéficiaires de la présente loi, leur vie durant, les soins médicaux, chirurgicaux et pharmaceutiques nécessités par la blessure ou la maladie contractée ou aggravée en service, et qui a motivé la pension.

« Les bénéficiaires de la présente loi auront droit au libre choix du médecin, du chirurgien et du pharmacien.

« Les frais des soins médicaux, chirurgicaux et pharmaceutiques seront supportés par l'Etat.

« Si l'hospitalisation est reconnue nécessaire, les malades pourront être admis, à leur choix, dans les salles militaires ou les salles civiles des hôpitaux de leur ressort ou dans les établissements privés agréés par la commission tripartite départementale. A l'hôpital public, l'Etat payera des frais de séjour au tarif des salles militaires ou des salles civiles de cet hôpital ; à l'établissement privé, l'Etat payera les frais de séjour au tarif des salles civiles de l'hôpital public le plus voisin dudit établissement.

(1) *J. Off.*, 23 juillet.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Chambre* : Projet de loi de M. Maginot, ministre des pensions, 13 décembre 1921, 2^e s., doc. parl., p. 423, annexe 3558 ; rapport de M. Ricolfi, 24 janvier 1922, doc. p. 50, annexe 3779 ; avis de la commission des finances par M. Defos du Rau, 10 mars 1922, doc. p. 375, annexe 4042 ; discussion et adoption, 28 mars 1922, 1^{re} s. — *Sénat* : Transmission, 5 avril 1922, annexe 292 ; rapport de M. Masclanis, 20 juin 1922, doc. p. 413, annexe 385 ; avis de la commission des finances par M. le colonel Stuhl, 4 juillet 1922, doc. p. 525, annexe 486 ; urgence, discussion et adoption, 8 juill. 1922. — *Retour à la Chambre* : Discussion et adoption, 8 juill. 1922, 2^e s. — *Retour au Sénat* : Dépôt et lecture du rapport de M. Masclanis, annexe 571 ; adoption sans discussion, 8 juillet 1922.

« Les frais de voyage nécessités par l'hospitalisation dans un établissement public ou privé et, en cas de décès, les frais de transport du corps au domicile seront à la charge de l'Etat, dans les conditions et limites que fixera le décret prévu ci-après.

« Dans chaque département, une commission composée de représentants de l'Etat, des associations de mutilés et des syndicats et associations médicaux et pharmaceutiques, assurera le contrôle des soins prévus aux paragraphes précédents.

« Ces décisions seront susceptibles d'appel devant une commission supérieure composée dans les mêmes conditions et qui siégera au ministère des pensions.

« Par dérogation à l'article 35 de la loi du 31 mars 1919, toutes les contestations auxquelles donnera lieu l'application de l'article 64 seront jugées en premier ressort par la commission de contrôle du domicile de l'intéressé et en appel par la commission supérieure.

« Un décret rendu sur la proposition du ministre de la guerre et des pensions et du ministre des finances déterminera les tarifs des soins médicaux, chirurgicaux et pharmaceutiques, les conditions et limites de remboursement des frais de voyage et de transport, ainsi que la composition, les attributions et le fonctionnement des commissions de contrôle (1). »

X

LOI DU 22 JUILLET 1922 SUPPRIMANT DANS LES ACTES DE NAISSANCE DES ENFANTS NATURELS LES MENTIONS RELATIVES AU PÈRE OU A LA MÈRE, LORSQUE CEUX-CI SONT INCONNUS OU NON DÉNOMMÉS (2).

Notice par M. HENRI LAVOLLÉE, *ancien avocat à la Cour d'appel de Paris.*

L'article 57 du Code civil posait en principe, dans son premier alinéa, que l'acte de naissance d'un enfant doit contenir, entre

(1) Décret du 25 octobre 1922 déterminant les tarifs applicables au titre de l'art. 64 de la loi du 31 mars 1919 sur les pensions. (*J. Off.* des 29 et 31 octobre.)

(2) *J. Off.*, 23 juillet 1922.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Chambre* : Proposition de M. Ignace, 1^{er} avril 1922, doc. parl. p. 554, annexe 4226 ; rapport de M. Oudin, 1^{er} juin 1922,

autres énonciations, les nom, prénoms, profession et domicile de ses père et mère.

Pour les enfants légitimes, cette disposition ne soulevait, en pratique, aucune difficulté, mais il n'en était pas de même au cas de filiation naturelle, soit que le père n'eût pas reconnu l'enfant soit même que le nom de la mère n'ait pas été révélé.

Dans ces différents cas, l'acte de naissance était tout d'abord rédigé avec l'indication que l'enfant était né soit « de père non dénommé », soit « de mère inconnue », soit « de père et mère non dénommés ».

Puis on estima que ces mentions n'ajoutaient rien d'utile à l'acte de naissance quand le nom de l'un des parents était indiqué, car cette énonciation unique suffisait à établir qu'il n'y avait pas omission du rédacteur de l'acte et que, si le nom de l'autre parent ne figurait pas, c'est que ce parent ne s'était pas fait connaître. Aussi le Formulaire général des actes de l'état-civil, élaboré par une commission constituée au ministère de la Justice en janvier 1913, supprima (éditions de 1913 et d'avril 1920) les deux premières de ces mentions. Mais on maintint, quand ni le père ni la mère n'était indiqué, la mention « de père et mère non dénommés ».

C'est cette dernière énonciation que la loi du 22 juillet 1922, sur la proposition de M. Ignace, a également supprimée, poussant ainsi jusqu'au bout la réforme entreprise en 1913.

Cette réforme aurait pu, il est vrai, être complétée comme elle avait été commencée, c'est-à-dire par la voie purement administrative, mais on a voulu marquer tout spécialement la volonté du législateur notamment vis-à-vis des tribunaux appelés à rendre des jugements déclaratifs de naissance en vertu de l'article 55, § 2, du Code civil (loi du 20 novembre 1919) et pour lesquels les prescriptions du Formulaire ne s'imposaient pas aussi impérativement qu'aux officiers de l'état-civil.

Comme conséquence de cette réforme et pour en assurer l'efficacité, la loi du 22 juillet 1922 a établi une disposition transitoire supprimant les mêmes énonciations, d'une part dans les actes de mariage et de décès des individus dont l'acte de naissance les contient ou dans la transcription de cet acte et, d'autre part, dans les expéditions, extraits ou copies de tous les actes de l'état-civil.

doc. p. 723, annexe 4377 ; adoption sans discussion, 22 juin 1922, 2^e s. — *Sénat* : Transmission, 27 juin 1922, annexe 435 ; rapport de M. Vallier, 6 juillet 1922, doc. p. 559, annexe 512 ; urgence et adoption sans discussion, 8 juillet 1922.

BIBLIOGRAPHIE. — *Lois nouvelles*, 1^{er} janvier 1923, 1^{re} partie, p. 1, commentaire par M. Edouard Lévy.

Article 1^{er}. — L'alinéa 1^{er} de l'article 57 du Code civil est ainsi complété :

« Si les père et mère de l'enfant naturel, ou l'un d'eux, ne sont pas désignés à l'officier de l'état-civil, il ne sera fait sur les registres aucune mention à ce sujet. »

Dispositions transitoires.

Art. 2. — A partir de la promulgation de la présente loi, les dépositaires des registres ne devront plus, dans les copies conformes des actes de l'état-civil, reproduire les mentions « de père ou de mère inconnu, ou non dénommé », ni aucune mention analogue.

Ces mentions ne devront pas non plus être reproduites sur les registres, dans les actes de l'état-civil ou dans les transcriptions concernant des personnes dont l'acte de naissance ne désigne pas les père et mère.

Art. 3. — La présente loi est applicable à la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion.

XI

LOI DU 21 OCTOBRE 1922 ASSURANT L'EXÉCUTION DE L'ARTICLE 10 DE LA LOI DU 20 AVRIL 1916 ET DE LA LOI DU 23 OCTOBRE 1919 (1).

Notice et notes par M. GEORGES LELOIR, *docteur en droit, vice-président à la Cour d'appel de Paris.*

Les lois du 20 avril 1916 et du 23 octobre 1919 sur la spéculation illicite ont été rapportées et analysées dans notre *Annuaire fran-*

(1) *J. Off.* du 22 octobre.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Chambre* : Projet de M. Barthou, garde des Sceaux, 4 juillet 1922, 2^e séance, doc. parl. p. 1277, annexe 4656 ; rapport de M. Raynaldy, 7 juillet 1922, doc. parl., pp. 1306, 1775, annexe 4742 ; avis de la commission des spéculations de guerre, par M. Bataille, doc. parl., p. 2424, annexe 4844 ; discussion et adoption, 17, 18 et 19 octobre 1922. — *Sénat* : Exposé des motifs, annexe 609 ; urgence déclarée, 20 octobre 1922 ; rapport de M. Guillier, doc. parl., p. 289, annexe 613 ; discussion et adoption, 21 octobre 1922.

BIBLIOGRAPHIE. — Commentaire de la loi du 21 octobre 1922, assurant l'exécution de l'art. 10 de la loi du 20 avril 1916 et de la loi du 23 octobre 1919, par M. G. Le Poittevin, *Journal des Parquets*, 1922, 1^{re} partie, p. 27 et s., et *Lois nouvelles*, 15 novembre 1922, 1^{re} partie, p. 293 et s.

V. la circulaire du Garde des Sceaux du 30 octobre 1922.

çais de 1920 (1). Ces lois punissaient l'une et l'autre la spéculation illicite sur les denrées ; la seconde visait en outre un délit nouveau qu'elle créait et définissait : la spéculation illicite sur les loyers. Elles n'étaient faites que pour un temps limité, pour trois ans à partir de la promulgation de celle du 23 octobre 1919. Il était donc entendu qu'à la date du 23 octobre 1922, cette législation d'exception perdrait de plein droit toute son efficacité. Or, aux termes d'une jurisprudence constante des cours et tribunaux, les délits créés par les lois en question étant abolis à cette date, non seulement les faits laissés sans poursuite ne pourraient plus être recherchés, mais toutes les poursuites en cours se trouveraient *ipso facto* caduques. Cette éventualité a paru regrettable : les raisons économiques qui avaient, au cours et au lendemain de la guerre, fait prendre des mesures exorbitantes du droit commun, étaient loin d'avoir, en 1922, perdu toute leur valeur ; la vie chère subsistait et on n'avait pas cessé, certains esprits au moins, d'en attribuer toute la responsabilité aux excès de la spéculation. Bien des gens auraient donc voulu que les mesures rigoureuses prises en 1916 et 1919 fussent prorogées pour un temps plus ou moins long. C'est en envisageant la question au point de vue du consommateur que cette thèse était soutenue par les hommes politiques qui se font le plus volontiers les organes des revendications populaires. D'autres, en plus grand nombre dans le monde des assemblées, étaient surtout impressionnés par les doléances des commerçants, pris entre la spéculation manifeste de certains producteurs et l'hostilité générale du public. Ceux-ci se plaignaient que les lois n'eussent pas été bien comprises par les juges, qu'ils eussent fait dire notamment à celle de 1916 ce que ses auteurs n'avaient ni pensé ni voulu, qu'ils eussent persisté indéfiniment dans une jurisprudence dont les petits commerçants étaient trop souvent victimes, tandis que « les gros », plus habiles ou plus puissants, passaient aisément à travers les mailles du filet. La vérité est qu'il est périlleux toujours d'adopter une législation qui, sous l'empire de nécessités inéluctables peut-être, en tout cas transitoires, méconnaît ouvertement les lois économiques de l'offre et de la demande. Rien n'est plus difficile, en fait, que de distinguer la spéculation permise et légitime de la spéculation illicite. Rien n'est plus difficile surtout que de déterminer le point précis où celui qui vend des denrées cesse d'être un *petit* pour devenir un *gros* commerçant.

C'est sous l'empire des préoccupations que l'approche de la date fatale du 23 octobre 1922 faisait naître et d'autre part, en vue d'une solution transactionnelle entre des tendances presque incon-

(1) T. XXIX, p. 235 et s.

ciliables, que le gouvernement, par l'organe du Garde des Sceaux, proposa, le 4 juillet 1922, un texte qui aurait été ainsi conçu : « les dispositions de l'art. 10 de la loi du 20 avril 1916 et de la loi du 23 octobre 1919 demeureront applicables aux infractions prévues par ces textes et commises avant le 23 octobre 1922, dans tous les cas où une information aura été régulièrement ouverte ».

Dès auparavant, l'initiative parlementaire s'était donné carrière relativement à la question. Préoccupés de la situation qui allait être faite aux commerçants et au public par la disparition subite, et en quelque sorte automatique, de la législation de guerre sur la matière, MM. Ambroise Rendu, Henri Amiot et Guibal avaient proposé une rédaction nouvelle de l'art. 419 du Code pénal dont la notoire insuffisance était cause de tout le mal. Ce texte nouveau devait avoir pour objet d'obvier d'une façon permanente aux calculs pernicieux de ceux qu'on a pris l'habitude, dans le public et dans la presse, d'appeler des « mercantis ». Cette proposition, favorablement accueillie par la commission de législation civile et commerciale, avait fait l'objet déjà d'un rapport de M. Raynaldy. Mais la question était délicate, complexe ; elle faisait prévoir de longues et copieuses discussions non susceptibles d'aboutir avant le 23 octobre 1922. D'autre part, la proposition avait pour objet de régler l'avenir et la législation proposée n'aurait pas été applicable au passé en vertu du principe, écrit dans le Code civil et dans le Code pénal, que « la loi n'a pas d'effet rétroactif ». Le projet du gouvernement répondait donc en tout cas à une nécessité.

Trois jours après son dépôt, ce projet fut rapporté par M. Raynaldy. Le rapport se prononçait énergiquement contre toute idée de proroger les lois en vigueur. Il proposait l'adoption du texte du gouvernement, mais avec une modification importante. Ce texte, en effet, n'autorisait la poursuite des faits antérieurs qu'autant qu'une information aurait été précédemment ouverte ; c'était oublier et le cas où une citation directe aurait été précédemment délivrée, et celui où avant le 23 octobre 1922, il y aurait eu plainte au juge d'instruction avec constitution de partie civile. La commission voulut que les faits antérieurs au 23 octobre pussent être poursuivis en tout cas, qu'il y eût ou non avant cette date poursuite commencée, qu'ils eussent ou non été connus avant cette date, et à la seule condition que la prescription de l'action publique ne fût pas accomplie.

Malgré l'urgence de la solution attendue, la discussion de ce rapport fut retardée de trois mois par la période des vacances. Les débats ne s'ouvrirent à la Chambre que le 17 octobre, six jours avant l'échéance du 23. Si le malheur voulait que la prépara-

l'ion du texte projeté outrepassât cette date, toutes les poursuites tombaient, il n'y avait plus rien à faire. C'eût été à l'encontre d'un vœu presque général, et cela aurait consacré une inégalité flagrante : en effet, pour les petits délinquants, les affaires avaient été simples et il y avait longtemps que les condamnations encourues étaient devenues définitives. Au contraire, les potentats de la spéculation et de la finance, dont les entreprises savamment édifiées rendent presque toujours nécessaires de longues et coûteuses expertises, dont les hommes d'affaires, solidement armés sur le terrain contentieux, savent multiplier les embûches et les moyens dilatoires, c'est pour ceux-là surtout qu'il y avait encore des affaires à juger. Dans l'intérêt d'une bonne justice, il ne fallait pas qu'ils tirassent de leur trop habile tactique le bénéfice d'une impunité aussi illicite que leur spéculation elle-même.

Dès le début de la discussion générale, le parti très puissant qui s'attachait avant tout à l'intérêt du commerce français s'appesantit sur ce qu'il pensait être l'erreur de la jurisprudence, erreur néfaste, disait-on, pour la prospérité nationale. C'est le rapporteur qui, le premier, s'efforça de mettre ce point de vue en lumière : il déclara que, dès 1918, la Cour de cassation avait, en dehors du texte en vigueur, et contrairement à la volonté bien établie du législateur, créé le délit purement imaginaire de « bénéfice exagéré », que, mieux éclairée, la Cour suprême avait, l'année suivante, cherché à atténuer les rigueurs de son interprétation, mais que, le branle étant donné, les tribunaux avaient suivi et continué jusqu'au bout à suivre l'impulsion première. Somme toute, il y avait journellement des condamnations motivées exclusivement par ce fait que le vendeur des denrées aurait au gré du juge trop gagné sur la revente par rapport à son prix d'achat (1). On est allé plus loin : on a appliqué les lois sur la spéculation illicite à des ventes de droits incorporels qui y échappent forcément, puisque ces choses-là n'ont pas de cours normal, et par exemple aux ventes de fonds de commerce. De là certaines manœuvres de chantage dont les vendeurs de fonds de commerce seraient trop souvent victimes de la part de certains agents d'affaires sans scrupule en quête d'inavouables bénéfices.

A ce moment-là même, la Chambre était saisie d'un contre-projet présenté par M. Puech, député de Paris, et par un assez grand nombre de ses collègues, dans le but de couper court à

(1) La Cour de cassation jugeait encore, dans les premiers mois de 1919, que la perception d'un bénéfice exagéré ne rentre pas dans l'exercice normal et régulier de la profession d'un commerçant, qu'elle est abusive en conséquence, et tombe par ce seul fait sous le coup de la loi pénale (Cass. crim., 30 juin 1919, *Bull. crim.*, n° 26 ; 17 et 19 juillet 1919, *Bull. crim.*, n° 180 et 185). Mais vers la fin de cette même année, les idées se rectifient (Cass. crim., 21 novembre 1919, *Bull. crim.*, n° 244).

l'interprétation des lois en vigueur que la commission elle-même jugeait abusive. Tandis que le Garde des Sceaux déclarait à la tribune qu'il s'associait à cette pensée, le rapporteur vint dire tout à coup que la commission s'appropriait le contre-projet Puech, dont le texte allait remplacer, pour être soumis aux discussions de la Chambre, celui qui avait été imprimé à la suite du rapport. Ce texte est devenu celui de la loi définitive ; il renfermait la formule suivante : « le bénéfice, c'est-à-dire l'écart entre le prix de revient ou d'achat et le prix de vente d'un ou plusieurs objets, ne pourra être retenu comme élément constitutif du délit. »

Arrêtons-nous un instant sur ces mots : « élément constitutif ». Il a toujours été admis — M. Viviani, alors garde des Sceaux, le disait dès 1916 à la Chambre — que le délit de spéculation illicite étant d'ailleurs caractérisé par d'autres éléments, le fait que le spéculateur aurait fait un bénéfice exorbitant pourrait influencer sur la fixation de la peine. Mais le fait d'avoir beaucoup gagné, d'avoir trop gagné même, n'est en soi caractéristique d'aucun délit, si l'on n'allègue pas qu'il y a eu manœuvre pour influencer sur le cours de la marchandise dans le sens d'une hausse.

Tout le monde, à la Chambre, a paru d'accord pour admettre que le texte ainsi conçu aurait la portée d'une disposition interprétative des lois de 1916 et de 1918 et que, pour les instances nées ou à naître en vertu de ces lois et qui suivraient leur cours après le 23 octobre 1922, ce serait la règle dont les juges devraient se pénétrer et s'inspirer.

En somme, c'est ce que nous appellerons le parti du petit commerce qui avait inspiré le contre-projet Puech. Les gros spéculateurs n'ont pas eu, dans la discussion, de porte-parole avoué ; mais, encore une fois, entre les « gros » et les « petits », comme on dit, où placer la ligne de démarcation ? Ce parti des commerçants, il avait son extrême-gauche, ses intransigeants qui, au fond, désiraient que toutes les poursuites en cours fussent abolies sans distinction. Il suffisait pour cela décarter purement et simplement le projet gouvernemental en refusant de passer à la discussion des articles. Il y eut donc quelques efforts taits en ce sens. Mais la commission refusa de suivre le mouvement et, le 18 octobre 1922, le passage à la discussion des articles du projet de loi fut décidé par 415 voix contre 143.

Alors commence le jeu des contre-projets et des amendements. Les deux courants qui divisent la Chambre s'y manifestent d'une façon bien sensible. Nous commençons par ceux des membres de la Chambre qui regrettaient la législation sur le point de devenir caduque, par ceux du moins qui, dans l'intérêt du public, des acheteurs, auraient voulu le maintien de quelques mesures protectrices contre les excès de la spéculation.

MM. Ernest Lafont et André Berthon ouvrent la marche. Ils demandent que l'on proroge l'application des lois de 1916 et 1919, le premier pour deux ans encore, l'autre à tout le moins jusqu'à ce qu'on ait eu le temps de refondre l'art. 419. Leurs contre-projets ne réunirent qu'un nombre dérisoire de voix.

Plus sérieuse était la proposition de MM. Bellet et Ouvré qui voulaient incorporer dans la loi en préparation un nouvel article 419 plus précis et plus efficace. Tout le monde, au fond, était d'accord sur l'utilité de cette réforme ; tout le monde déplorait la sorte d'inter-règne qui allait se produire entre la législation d'exception et la législation définitive annoncée. Mais, en vérité, était-il possible d'improviser, dans l'espace de trois jours, une législation sur une matière aussi importante et aussi délicate ? Le Sénat, à coup sûr, ne s'y serait pas prêté. Puis cela n'aurait pas résolu la question des poursuites commencées. L'amendement fut donc écarté et la solution du problème fut renvoyée au premier jour.

Nous citerons enfin, comme inspiré par une semblable tendance, le texte additionnel que M. de Moro-Giafferi défendit longuement pour être mis à la suite de la disposition interprétative de M. Puech. On aurait ajouté à ces mots : « ... ne pourra être retenu comme élément constitutif du délit », ceux-ci destinés à en préciser et à en limiter la portée : « ... s'il n'est pas établi par les éléments du fait que le bénéfice a eu pour résultat d'opérer ou de tenter d'opérer la hausse des denrées ». Tout le monde, dans la Chambre, ne jugeait pas avec la même rigueur la jurisprudence que les premiers orateurs avaient dénoncée avec tant d'amertume. Quelques-uns pensaient, et ils ne craignirent pas de le dire, que la législation de 1916, inspirée par l'esprit de guerre, visait surtout les gros profiteurs, en sorte que ce qui avait changé, c'était l'esprit général des parlementaires tandis que les magistrats étaient restés fidèles à la pensée primitive des rédacteurs de la loi. Il y avait donc une certaine part à faire à l'élément : bénéfice exagéré. Dans la mesure où elle intervenait, la proposition était raisonnable, et elle n'allait pas réellement à l'encontre du principe voté par la commission. Aussi, M. Guibal, l'organe le plus autorisé peut-être de la tendance opposée, ne craignit-il pas de s'y rallier. M. Puech et le rapporteur combattirent cependant l'amendement qui fut rejeté par 416 voix contre 124.

M. Guibal s'était prononcé contre le passage à la discussion des articles. Battu lors du premier vote, il restait l'adversaire de toute réglementation en la matière. Par un amendement subsidiaire, il tenta du moins de circonscrire ce qui lui semblait être un mal en ramenant la dérogation aux vrais principes au cas unique où le projet du gouvernement l'avait admise, à savoir au cas où, avant le 23 octobre 1922, des poursuites auraient été régulièrement entamées. La commission, nous l'avons vu, allait plus loin, et le contre-

projet Puech, devenu, à un moment donné, le projet de la commission, admettait que des poursuites pourraient avoir lieu pour tout fait antérieur à la date en question. A la surprise générale, M. Puech, organe du petit commerce du centre parisien, se rallia avec un certain éclat, en séance, à l'amendement de M. Guibal ; de là quelques incidents violents. Malgré cette adhésion d'ailleurs, l'amendement Guibal fut rejeté par 420 voix contre 107.

On touchait à la fin des débats et l'art. 2 du projet étant voté presque sans discussion, il n'y avait plus qu'à passer au vote sur l'ensemble, lorsque la question de la spéculation illicite sur les loyers se posa tout à coup. Dans le projet primitif du gouvernement, aucune distinction ne semblait faite entre les deux sortes de spéculation illicite prévues par les lois de 1916 et de 1919 et il semblait que, pour la spéculation en matière de loyers comme pour l'autre, les poursuites commencées pourraient être continuées et menées à bonne fin. Même similitude dans le projet primitif de la commission. Mais dans l'art. 1^{er} du contre-projet Puech, on remarquait la formule suivante, qui est devenue depuis celle de la loi : « l'art. 10 de la loi du 20 avril 1916, prorogé par la loi du 23 octobre 1919, continuera d'être appliqué... ». Donc la loi nouvelle n'est applicable à la loi de 1919 que dans la mesure où elle continuait celle de 1916, c'est-à-dire en tant qu'elle réprime la spéculation illicite sur les denrées. Cette limitation semble avoir passé d'abord inaperçue. Mais M. Levasseur veillait. M. Arthur Levasseur s'est fait une sorte de spécialité de la défense de l'intérêt des locataires. En 1919, il avait été le rapporteur de la loi du 23 octobre, et dans la discussion de 1922, le 17 octobre, il ne s'était pas fait faute de critiquer l'excès de sévérité des tribunaux dans la répression de la spéculation sur les denrées ; mais quand il s'agissait de la spéculation sur les loyers, son attitude fut toute autre : non seulement il tenait à ce que les poursuites commencées suivissent leur cours, mais il aurait voulu même que la seconde partie de la loi de 1919 continuât à jouer dans l'avenir. Malgré l'adhésion du rapporteur de la commission qui acceptait l'article additionnel de M. Levasseur, la Chambre décida par 296 voix contre 242 de disjoindre les deux questions. Celle des loyers fut renvoyée à une discussion ultérieure. Toutes les poursuites commencées en matière de loyers sont donc devenues caduques à la date du 22 octobre 1922. Une jurisprudence incontestée l'a toujours admis depuis (V. Cass., 30 décembre 1922, *Gaz. des tribunaux* du 2 février 1923). Toutefois, comme l'art. 19 de la loi du 31 mars 1922 permet d'appliquer au bailleur les peines de l'art. 419 du Code pénal lorsque celui-ci a frauduleusement imposé au preneur, soit sous forme de reprise du mobilier, soit sous forme de remise d'argent supplémentaire, un prix de location disproportionné à la valeur du local,

il va de soi que cette disposition, conforme à l'esprit de la loi du 23 octobre 1919, est toujours en vigueur.

La loi fut votée dans son ensemble, le 19 octobre 1922, par 395 voix contre 92. Rapportée dès le lendemain au Sénat par M. Guillier, dont le rapport fut inséré dans le compte rendu même de la séance, il fut voté le 21 octobre par la Haute Assemblée, après une discussion qui, pour n'avoir occupé qu'une séance, n'en fut pas moins brillante et animée. Après avoir entendu MM. Louis Martin, Penancier, de Monzie, Dominique Delahaye, le rapporteur M. Guillier et le Garde des Sceaux, le Sénat décida par 274 voix contre 5 de passer à la discussion des articles ; un contre-projet tendant à faire prévaloir la distinction qui, à la Chambre déjà avait fait l'objet de l'amendement Guibal, ne fut pas adopté, et l'ensemble fut voté sans scrutin. La loi fut promulguée le même jour. Elle porte la date du 21 octobre.

Dès le 30, le Garde des Sceaux envoyait à tous les parquets une circulaire interprétative. Cette circulaire s'explique sur une question qui n'avait point été abordée au cours des débats, celle des frais de justice : « Le fait, dit-elle, que les poursuites intentées sous l'empire de la loi du 23 octobre 1919 tombent d'elles-mêmes pose une question de frais de justice. Un certain nombre de ces affaires ont été suivies sur constitution de parties civiles avec consignation au greffe des sommes présumées nécessaires pour les frais de la procédure. Aux termes de l'art. 162 du décret du 5 octobre 1920, la partie civile n'est tenue des frais que si elle succombe. Or il ne serait pas équitable de la considérer comme ayant succombé alors que, si son action n'a pu recevoir de suite satisfaction au point de vue pénal, c'est uniquement par suite de l'abrogation de la loi qui la justifiait. En conséquence, le montant de sa consignation doit lui être restitué dans les conditions prévues par l'art. 155 du décret du 5 octobre 1920.

Il va de soi aussi que si, méconnaissant le non-lieu dont la loi de 1922 fait une nécessité pour le juge, dans certains cas au moins, la partie civile a fait opposition à l'ordonnance (le cas est fréquent en pratique), c'est avec raison que, la déboutant de son opposition, la chambre des mises en accusation la condamne aux frais de cette portion de la procédure, et même à des dommages-intérêts envers l'inculpé, par application de l'art. 136 du Code d'instruction criminelle. »

Rappelant ensuite aux magistrats que, de par la volonté du législateur, le délit de spéculation illicite, commis dans le passé, devait être apprécié suivant certaines règles, la circulaire ajoutait : « Bien entendu, la constatation d'un bénéfice anormal devra retenir l'attention de vos parquets en ce qu'un tel bénéfice fait présumer l'existence de manœuvres délictueuses », et plus loin : « Vous ne perdrez pas de vue que si le législateur a entendu que les

poursuites ne soient engagées qu'avec discernement, afin de ne pas jeter inconsidérément sur d'honnêtes commerçants ou industriels un discrédit injustifié, il a voulu que les actes de spéculation illicite nettement caractérisés n'échappent point à une juste répression. Aux auteurs de ces actes les sanctions de la loi continueront d'être rigoureusement appliquées. »

La Cour de cassation s'est pénétrée de ces distinctions. Elle tient la main à ce qu'une répression soit assurée dans tous les cas où il y a eu manœuvre suivie d'effet ou tentée du moins en vue d'une hausse des cours (V. Cass. crim., 29 déc. 1922 et 12 janv. 1923, *Gaz. pal.*, 18 et 25 janvier 1923). S'il y a eu bénéfice exagéré, elle est d'avis que le juge en tient compte à bon droit lorsqu'il s'agit d'appliquer la peine. (Cass. crim., 3 mars 1923, *Gaz. pal.*, 13 avril 1923.)

Article premier. — L'article 10 de la loi du 20 avril 1916, prorogé par la loi du 23 octobre 1919, continuera d'être appliqué, même après le 23 octobre 1922, pour les infractions commises antérieurement à cette date (1). Mais le bénéfice, c'est-à-dire l'écart entre le prix de revient ou d'achat et le prix de vente d'un ou plusieurs objets, ne pourra être retenu comme élément constitutif du délit (2).

(1) Le projet primitif de la commission de la Chambre était conçu ainsi qu'il suit : « L'article 10 de la loi du 20 avril 1916 et la loi du 23 octobre 1919 continueront à recevoir leur application, même après le 23 octobre 1922, pour les infractions commises antérieurement à cette date, *tant qu'elles ne seront pas couvertes par la prescription* ». Ce dernier membre de phrase a disparu lorsque le texte du contre-projet Puech a pris, au cours de la discussion, la place de l'autre ; il va de soi que les poursuites restent néanmoins possibles jusqu'à la prescription de l'action publique, c'est-à-dire pendant trois ans après la date du délit ou après celle du dernier acte interruptif de la prescription. Mais, comme le rapporteur a tenu à le déclarer, dans la séance du 17 octobre 1922, pour couper court à toute équivoque, il est bien entendu que la promulgation de notre loi n'est pas un acte interruptif servant de point de départ à une prescription nouvelle.

(2) La question de la vente des fonds de commerce avait été fort discutée au cours de la discussion générale du projet de loi. Au moment où l'on allait voter sur l'ensemble, le 19 octobre, répondant à une dernière question de M. Louis Rollin, qui lui demandait s'il était d'accord avec la Chambre pour penser que « la loi de 1916, dans la mesure où elle est prorogée, ne peut, dans aucun cas, s'appliquer aux ventes de fonds de commerce », le Garde des Sceaux a déclaré : « J'ai déjà dit que je considérerais comme délictueux certains faits de chantage qui se produisaient autour de la vente des fonds de commerce. Pour le reste, je suis d'accord avec M. Rollin ».

Art. 2. — L'article 2 de la loi du 17 juillet 1922, qui étend la grâce amnistielle à certaines catégories de condamnations prononcées en vertu de la loi du 20 avril 1916, est applicable à toutes les condamnations des mêmes catégories, quelle que soit la date des faits qui les ont motivées (1).

Cette même idée se trouve reprise et développée dans la circulaire de la Chancellerie du 30 octobre 1922 :

« Au cours de la discussion à la Chambre des députés, l'application de la loi à la vente des fonds de commerce a fait l'objet d'un débat particulier. Aucune poursuite ne devra être exercée pour des opérations de cette nature si elles n'ont été accompagnées de manœuvres et si la seule charge à l'encontre du vendeur est un prix excessif de cession. »

Un arrêt de la Chambre criminelle de la Cour de cassation a décidé depuis, le 3 juin 1923 (*Gaz. Pal.*, du 9 juin), que, dans la mesure où la nouvelle loi le permet, c'est-à-dire pour la période antérieure au 23 octobre 1922, les lois de 1916 et de 1919 restent applicables aux abus commis dans les ventes de fonds de commerce.

La circulaire ajoute : « Des agences et intermédiaires proposent leurs services aux acheteurs de fonds de commerce pour leur faire obtenir des vendeurs, sous la menace de poursuites correctionnelles, la restitution d'une partie du prix. Ces agissements peuvent constituer le délit de chantage prévu par l'art. 400, § 2, du Code pénal, ou même le délit d'escroquerie de l'art. 405. Vos substituts ne devront pas manquer d'en poursuivre aussi la répression ».

(1) La loi du 29 avril 1921 a fait bénéficier de l'amnistie pleine et entière tous condamnés pour certains crimes ou délits militaires qui, dans un délai déterminé, auraient obtenu, par décret de grâce, soit la remise totale de leur peine, soit la remise de l'entier restant de leur peine.

La loi du 17 juillet 1922 étendit les mêmes dispositions « aux condamnations prononcées, en vertu de l'art. 10 de la loi du 20 avril 1916, contre des commerçants vendant au détail des denrées et marchandises, à la condition qu'ils soient des patentables n'ayant qu'un établissement et n'y exerçant pas plusieurs commerces, industries ou professions, au sens de l'art. 7 de la loi du 15 juillet 1880, ainsi qu'aux petits producteurs. » Cet effet devait se produire, en cas de grâce, pendant une année après la promulgation de ladite loi du 17 juillet 1922 et il était étendu même aux condamnés qui auraient, avant la grâce, achevé de subir leur peine.

Le texte ci-dessus étend, sans distinction de date, le bénéfice de la grâce « amnistielle » à tous condamnés des catégories ci-dessus énoncées, frappés par application de la loi du 20 avril 1916. Au cours de la discussion du projet de loi, le Garde des Sceaux a pris l'engagement d'user du pouvoir, qui lui était ainsi conféré, dans « un esprit de large bienveillance ». La circulaire déjà citée du 30 octobre 1922, rappelant cet engagement, a demandé aux parquets des propositions de grâce amnistielle et aussi des propositions de grâce simple pour les condamnés des catégories non prévues. Mais, ajoutait la circulaire, « il est bien entendu que ces propositions ne devront pas comprendre des condamnés ayant commis des infractions graves ou répétées ».

XII

LOI DU 26 OCTOBRE 1922, MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS DE LA LOI DU 27 JUILLET 1917, INSTITUANT DES PUPILLES DE LA NATION (1).

Notice et notes par M. JULES CHALLAMEL, docteur en droit, avocat à la cour d'appel de Paris

La loi sur les pupilles de la Nation, votée en toute hâte par la Chambre des députés, telle qu'elle était sortie des délibérations du Sénat, contenait des lacunes et des incorrections juridiques, auxquelles le gouvernement avait promis de remédier au plus tôt par le dépôt d'un projet de loi rectificatif (2).

Ce projet, dont nous avons reproduit l'essentiel en note des articles de la loi du 27 juillet 1917, a fini par aboutir après cinq années. Le nouveau texte assimile aux enfants des militaires morts pour la France les enfants des militaires disparus. D'autre part, il précise les conditions dans lesquelles on reconnaîtra comme « pupilles de la nation », les enfants des invalides de la guerre, dans les termes des lois du 31 mars et du 24 juin 1919 sur les pensions militaires. Enfin, il procure l'accès du conseil supérieur de l'office national et des offices départementaux des pupilles de la nation à un certain nombre de représentants des associations de mutilés et de réformés de guerre, veuves et ascendants de combattants morts pour la France.

Les articles modifiés sont les articles 1^{er}, 4, 6, 7, 8, 11, 12, 14, 15, 17, 20, 21, 23, 28 et 32. En outre, les articles 3 et 5 ont été abrogés. Pour faciliter le rapprochement entre les dispositions anciennes et les nouvelles, nous avons dressé le tableau complet des articles de la loi, en nous référant au texte publié dans l'*Annuaire* 1917.

Notons enfin que la loi sur les pupilles de la nation est déclarée

(1) *J. Off.*, 27 octobre 1922.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Sénat* : Projet de loi de M. Ribot, 3 août 1917, annexe 316, doc. parl., p. 556 ; rapport de M. E. Flandin, 3 décembre 1918, annexe 497, doc., p. 796 ; rapport suppl. de M. Perchot, 10 juillet 1919, annexe 332, doc. p. 450 ; discussion et adoption, 30 juin 1921. — *Chambre* : Transmission, 8 juillet 1921, 2^e s., annexe 3064 ; rapport de M. Patureau-Mirand, 17 novembre 1921, 2^e s., annexe 3363, doc., p. 171 ; avis de la Commission des Finances par M. Herriot, 29 décembre 1921, 2^e s., annexe 3686, doc., p. 596 ; avis de la Commission de l'enseignement par M. Maurisson, 2 février 1922, annexe 3830, doc., p. 1600 ; rapport suppl. de M. Patureau-Mirand, 26 mai 1922, annexe 4350, d.c., p. 700 ; discussion et adoption, 25 octobre 1922.

(2) *V. Annuaire de législation française*, 1917, p. 141.

applicable aux colonies dans les conditions déterminées par l'article 19 de la loi du 29 mars 1918.

Quant à son application aux ayants-droit des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, ainsi qu'aux pupilles de la nation résidant à l'étranger, il y sera pourvu par décret.

Article premier. — La France adopte les orphelins dont le père ou le soutien de famille a été tué à l'ennemi, ou dont le père, la mère, ou le soutien de famille est mort de blessures ou de maladies contractées ou aggravées du fait de la guerre (1).

Sont assimilés aux orphelins les enfants, nés avant la fin des hostilités ou dans les trois cents jours qui suivront leur cessation (2), dont le père, la mère ou le soutien de famille se trouvent, à raison de blessures reçues, ou de maladies contractées ou aggravées par un fait de la guerre, dans l'incapacité de pourvoir à leurs obligations et à leurs charges de chef de famille.

Sont également assimilés aux orphelins les enfants dont le père ou le soutien de famille ont disparu à l'ennemi, lorsque les circonstances de cette disparition et l'époque à laquelle elle remonte permettent de conclure que ce militaire est, en réalité, mort pour la France.

Seront réputés, de plein droit, remplir les conditions prévues par les alinéas 1^{er}, 2 et 3 du présent article, en ce qui concerne la cause du décès ou de la disparition et l'origine des blessures ou infirmités, les enfants dont le père ou le soutien est décédé dans des circonstances ayant ouvert droit à pension ou dont le père ou le soutien est bénéficiaire d'une pension d'infirmité, au titre des lois des 31 mars 1919 et 24 juin 1919.

Les enfants ainsi adoptés ont droit à la protection, au soutien

(1) Le texte primitif faisait mention expresse de la guerre de 1914. Désormais la loi s'appliquera de plein droit aux enfants des combattants, à quelque époque que la guerre ait été déclarée.

(2) La commission de la Chambre demandait avec raison que l'on reconnût comme pupilles de la nation les enfants *nés ou à naître* des invalides de la guerre. De quelle importance, en effet, peut être la date de la naissance lorsqu'il ne s'agit pas d'*orphelins* ? Les enfants puînés d'un mutilé ou d'un réformé ne méritent-ils pas autant d'intérêt que leurs aînés ?.. La formule restrictive de l'article 1^{er}, votée par le Sénat par raison d'économie, a été acceptée par la Chambre, à son corps défendant, pour ne pas retarder l'adoption définitive de la loi. (V. séance de la Chambre du 25 octobre 1922.)

matériel et moral de l'Etat pour leur éducation dans les conditions et limites prévues par la présente loi, et ce jusqu'à l'accomplissement de leur majorité.

Sont également assimilés aux orphelins les enfants victimes de la guerre au sens de la loi du 24 juin 1919.

Art. 2. — Sans changement.

Art. 3. — Abrogé.

Art. 4. — Lorsque le père, la mère ou le soutien du pupille est mort ou réduit à l'incapacité prévue à l'article 1^{er}, la nation, dans le cas d'insuffisance de ressources de la famille, assume la charge, partielle ou totale, de l'entretien matériel et de l'éducation nécessaires au développement normal du pupille.

Art. 5. — Abrogé.

Art. 6. — Sur la demande du père ou du représentant légal de l'enfant, et, à son défaut, à la diligence du procureur de la République, le tribunal, réuni à la chambre du conseil, après s'être procuré les renseignements convenables et avoir convoqué, par lettre recommandée sans frais, le représentant légal de l'enfant, vérifie si celui-ci remplit les conditions nécessaires pour être dit « pupille de la nation ». Le représentant légal de l'enfant, autre que le père, la mère ou un ascendant, devra être autorisé par le conseil de famille à présenter cette demande. Lorsqu'il aura formé lui-même cette demande, il ne sera convoqué devant le tribunal que si l'admission de celle-ci soulève des difficultés et que les magistrats jugent utiles des explications complémentaires.

Le greffier du tribunal notifiera, par lettre recommandée et sans frais, le jugement au représentant légal de l'enfant, ainsi qu'à l'office départemental.

Dans le mois qui suit cette notification, appel peut être interjeté par le ministère public ou par le représentant légal de l'enfant, ou par le président de la section permanente de l'office départemental, par simple lettre recommandée, sans frais, adressée au greffier en chef de la cour. Le représentant légal de l'enfant est convoqué dans la forme indiquée ci-dessus.

Il est statué par la cour comme il est dit à l'article suivant.

Dans le cas où l'adoption n'aurait pas été prononcée, si un fait nouveau se produit établissant que l'enfant remplit les conditions prévues à l'article 1^{er}, une nouvelle demande en vue de l'admission de l'enfant au titre de « pupille de la nation » peut être introduite devant le tribunal par les ayants-droits ou à la requête du procureur de la République.

Art. 7. — Après avoir entendu le ministère public, et sans aucune forme de procédure, le tribunal ou la cour prononce en ces termes :

La nation adopte (ou n'a pas adopté) le mineur X...

Le recours en cassation est ouvert contre toute décision d'admission ou de rejet.

Art. 8. — Dans le mois qui suit l'expiration du délai d'appel, ou en cas d'appel, dans le mois qui suit l'arrêt de la cour, mention de l'adoption, si elle a été prononcée, est faite, à la requête du ministère public, en marge de l'acte de naissance de l'enfant et il ne pourra être délivré d'expédition de cet acte sans que ladite mention y soit portée.

Art. 9 et 10. — *Sans changement.*

Art. 11. — L'office national a pour attribution de :

1^o et 2^o *Sans changement.*

3^o Accorder directement des subventions aux établissements ou œuvres recueillant, entretenant des pupilles de la nation ou leur venant en aide ;

4^o Donner son avis sur : a), b), c). *Sans changement.*

5^o et 6^o *Sans changement.*

7^o Publier un bulletin périodique dans le but de vulgariser ses actes et instructions, de servir de lien entre les divers organismes créés par la présente loi, de mettre en lumière les faits concernant l'administration des pupilles et notamment les noms des bienfaiteurs des orphelins de la guerre ;

8^o Adresser, chaque année, au Président de la République, sur l'exécution de la présente loi, un rapport qui sera publié au *Journal officiel*, contenant, notamment, des statistiques détaillées sur les budgets de l'office national et des offices départe-

mentaux, ainsi que la liste des subventions distribuées durant l'année aux associations professionnelles ou charitables, exerçant le patronage des orphelins de la guerre.

Art. 12. — L'office national, administré par le conseil supérieur de l'office et présidé par le ministre de l'instruction publique, est composé de cent dix-huit membres, représentants de la nation, des conseils généraux et municipaux, des grands corps de l'Etat et des groupements sociaux, savoir :

Trois sénateurs élus par le Sénat et quatre députés par la Chambre des députés ;

Le président du conseil municipal de Paris ; le président du conseil général de la Seine ; les maires des cinq plus grandes villes de France ; les présidents des conseils généraux des cinq départements les plus peuplés ;

Un membre du conseil d'Etat, le grand chancelier de la légion d'honneur, le premier président de la cour de cassation ou son délégué, les directeurs de l'enseignement primaire, secondaire et supérieur au ministère de l'instruction publique, le directeur de l'agriculture au ministère de l'agriculture, le directeur de l'enseignement technique, le directeur de l'assistance et de l'hygiène publiques au ministère de l'intérieur, le directeur de l'assistance publique de Paris, un membre du conseil de surveillance de l'assistance publique de Paris, désigné par cette assemblée ; un membre du conseil supérieur d'hygiène publique de France désigné par cette assemblée, le directeur des affaires civiles et du sceau au ministère de la justice, un représentant de chacun des ministères suivants : de la guerre, de la marine, des finances, des affaires étrangères, du travail et des colonies.

Le président de la chambre de commerce de Paris, un délégué de l'institut de France, un délégué de l'académie de médecine, six délégués de l'un ou l'autre sexe des trois ordres d'enseignement, élus par le conseil supérieur de l'instruction publique, l'un de ces délégués au moins devant être choisi parmi les membres du conseil appartenant à l'enseignement privé ; six délégués du conseil supérieur de l'assistance publique ; six délégués des syndicats agricoles élus par le conseil supérieur d'agriculture ; six délégués des syndicats patronaux et ouvriers élus par le

conseil supérieur du travail ; six délégués de l'office national des mutilés et réformés de guerre, élus par le comité d'administration de cet établissement public.

Deux délégués des associations coopératives ouvrières de production et de consommation ; quatre délégués des sociétés de secours mutuels ; douze délégués de l'un ou l'autre sexe des associations philanthropiques ou professionnelles exerçant le patronage des orphelins de la guerre ; douze délégués de l'un ou l'autre sexe des associations de mutilés et réformés de guerre, veuves de guerre et ascendants de combattants morts pour la patrie.

Un règlement d'administration publique déterminera la procédure à suivre pour l'élection des trente délégués prévus au paragraphe précédent.

Les pouvoirs des membres élus ou délégués visés aux paragraphes 5 et 6 ci-dessus seront d'une durée de quatre années.

Cinq membres nommés par décret parmi les personnes de l'un ou l'autre sexe, désignées par leur compétence spéciale ou leurs travaux.

L'office national s'adjoindra, pour une durée de quatre ans, jusqu'à concurrence du quart de ses membres élus, des femmes s'étant signalées par leur dévouement aux œuvres protectrices de l'enfance ou des orphelins de la guerre, ainsi que deux pères et deux mères dont les enfants auront été adoptés par la nation.

Les fonctions des membres du conseil supérieur de l'office national des pupilles de la nation sont gratuites.

Toutefois, une indemnité de déplacement et de séjour pourra être accordée à ceux des membres de ce conseil résidant hors du département de la Seine, dans les conditions qui seront établies par une loi de finances.

Art. 13. — Dans l'intervalle de ses réunions, le conseil supérieur est représenté par une section permanente dont il détermine lui-même la composition, en ce qui concerne les membres de l'un et l'autre sexe, le fonctionnement et les pouvoirs. (1).

(1) L'article 13 ancien exigeait que la *section permanente* comprît au moins trois femmes.

L'office est représenté en justice ainsi que dans les actes de la vie civile par le président de la section permanente.

La durée des pouvoirs de la section permanente est de trois années.

Art. 14. — Les offices départementaux ont pour attribution de : 1°, 2°, 3°, 4° et 5°. — *Sans changement.*

La section cantonale intéressée sera consultée sur l'emploi des dons et legs faits avec affectation spéciale.

Art. 15. — Les offices départementaux comprennent, avec le préfet comme président de droit, des représentants locaux, des représentants de l'Etat, des représentants des groupements sociaux, savoir :

Quatre conseillers généraux élus pour trois ans par le conseil général.

Le procureur de la République ou son substitut ; l'inspecteur d'académie ou un inspecteur primaire désigné par lui ; un instituteur et une institutrice désignés par leurs collègues ; le directeur départemental des services agricoles ; un inspecteur du travail ; une inspectrice du travail ; deux membres, homme et femme, de l'enseignement professionnel, industriel, agricole ou commercial élus par leurs collègues ; l'inspecteur de l'enseignement technique.

Trois délégués, dont une femme, élus par les membres des chambres de commerce et les membres des chambres syndicales dicats agricoles du département ; trois délégués, dont une femme, élus par les chambres syndicales ouvrières départementales ; trois délégués dont une femme, élus par les associations et syndicats agricoles du département ; trois délégués, dont une femme, élus par les associations coopératives ouvrières de production et de consommation du département ; deux représentants, dont une femme, élus par les établissements de bienfaisance privés ; trois délégués cantonaux du département ; trois délégués des sociétés de secours mutuels du département (cinq pour le département de la Seine, dont trois pour Paris) élus par les conseils d'administration de ces sociétés ; trois délégués élus par la chambre départementale d'agriculture.

Neuf délégués, dont trois femmes, élus par les membres des

associations philanthropiques ou professionnelles exerçant le patronage des orphelins de la guerre.

Neuf délégués, dont trois femmes, élus par les membres des associations ou sections départementales d'associations ou sections départementales d'associations de mutilés et réformés de guerre, veuves de guerre et ascendants de combattants morts pour la patrie.

La durée des pouvoirs des membres élus est de trois années.

Un règlement d'administration publique déterminera les modalités à suivre pour élire les délégués prévus aux trois paragraphes précédents.

L'office départemental nomme, pour une durée de deux ans, une section permanente dont les membres sont pris dans son sein, et dont un tiers est représenté par des femmes. Le président de la section permanente représente l'office en justice, ainsi que dans les actes de la vie civile.

Les fonctions des membres des offices départementaux sont gratuites, mais les conseils généraux pourront voter des frais de déplacement.

Art. 16. — Sans changement.

Art. 17. — L'office départemental choisit dans chaque canton des correspondants parmi les délégués cantonaux, les maires, les conseillers municipaux, les instituteurs et institutrices, et les particuliers de l'un ou l'autre sexe offrant toutes garanties de moralité et de compétence, notamment parmi les membres des sociétés protectrices de l'enfance et les membres des associations de mutilés et réformés de guerre, veuves de guerre, ascendants de combattants morts pour la patrie, d'anciens combattants.

Ces correspondants forment la section cantonale dont le conseiller général, le ou les conseillers d'arrondissement et le maire du chef-lieu sont membres de droit. La section cantonale choisit son président, désigne une commission permanente qui comprend un tiers de femmes, et en détermine le fonctionnement et les pouvoirs.

Art. 18 et 19. — Sans changement.

Art. 20. — Si dans les quinze jours qui ont suivi l'ouverture de la tutelle, la réunion du conseil de famille n'a pas été requise par le parent compétent, le juge de paix du lieu d'ouverture de la tutelle est tenu de convoquer d'office le conseil de famille. Il peut provoquer par décision de justice l'exclusion des personnes qu'il considère comme incapables ou indignes.

A défaut des personnes prévues par les articles 407 et suivants du code civil, modifiés par la loi du 20 mars 1917, pour composer ou compléter le conseil de famille du pupille de la nation, le juge de paix fait appel d'abord aux membres, de l'un ou l'autre sexe, de l'office départemental et des sections cantonales, ensuite à toutes autres personnes agréées par l'office départemental. Toutefois, le mari et la femme ne peuvent faire partie du même conseil de famille.

Une expédition de toute délibération du conseil de famille est envoyée immédiatement par le juge de paix au procureur de la République et à l'office départemental. Les frais exposés pour les délibérations des conseils de famille sont acquittés par l'Etat, au titre des frais de justice, lorsqu'ils ont exclusivement pour objet l'application de la loi sur les pupilles de la nation.

Art. 21. — S'il n'existe ni ascendants, ni tuteur testamentaire, ou si ceux-ci sont excusés de la tutelle ou en ont été exclus, le conseil de famille peut décider que la tutelle sera confiée à l'office départemental qui la délègue ensuite, sous son contrôle soit à un de ses membres, soit à toute autre personne de l'un ou l'autre sexe, agréée par lui. En ce cas, il n'est pas institué de subrogée tutelle, et les biens du tuteur délégué ne sont pas soumis à l'hypothèque légale instituée par l'article 2121 du code civil (1).

Art. 22. — *Sans changement.*

Art. 23. — A la première réunion du conseil de famille, le juge de paix fait connaître à l'assemblée les dispositions de la présente loi et invite le conseil à délibérer sur l'utilité de la

(1) Tout le surplus de l'ancien article 21 a été abrogé.

désignation par l'office départemental d'un conseiller de tutelle, de l'un ou l'autre sexe, pour seconder l'action morale du tuteur sur l'orphelin et protéger celui-ci dans la vie.

Au cas où la tutelle est exercée par la mère, par un ascendant ou par un tuteur testamentaire, l'assentiment de la tutrice ou du tuteur est indispensable pour l'institution d'un conseiller de tutelle qu'ils ont qualité pour proposer et dont le choix est subordonné à leur agrément.

Au cas de tutelle dative, il y a toujours lieu à la désignation d'un conseiller nommé par l'office départemental, soit sur la proposition du conseil de famille, soit d'office en cas de non-présentation ou de non-agrément.

Art. 24, 25, 26 et 27. — Sans changement.

Art. 28. — Un décret déterminera les conditions dans lesquelles des bourses et exonérations pourront être accordées aux pupilles de la nation en vue de faciliter leur instruction dans les établissements nationaux.

Les emplois rétribués des divers services concernant les pupilles de la nation sont réservés, de préférence : — en première ligne, aux mutilés, veuves de guerre non remariées, pupilles de la nation, ascendants de militaires morts pour la France ; — en deuxième ligne, aux anciens combattants.

Art. 29, 30 et 31. — Sans changement.

Art. 32. — Des règlements d'administration publique (1) détermineront les conditions d'application de la présente loi, notamment :

1° Le fonctionnement de l'examen médical à l'effet d'apprécier les blessures ou maladies contractées par des faits de guerre et la diminution totale ou partielle de la capacité de travail ;

2°, 3°, 4° et 5° *Sans changement.*

6° Les règles et conditions relatives à la gestion et à la manutention des deniers des pupilles placés sous la tutelle de l'office départemental, ainsi qu'à la garantie de leurs intérêts ;

(1) Un des règlements d'administration publique, prévus par cet article, a été rendu à la date du 20 janvier 1923 (*J. Off.* du 25 janvier). Il modifie celui du 15 novembre 1917, que nous avons publié à la suite de la loi du 27 juillet 1917.

7° Les règles fixant les conditions de recrutement, les taux des traitements, les règles d'avancement du personnel des offices départementaux, secrétaires généraux et autres employés.

XIII

LOI DU 27 OCTOBRE 1922 MODIFIANT LES DISPOSITIONS DE LA LOI DU 20 MAI 1920 ÉTABLISSANT UN DROIT AU PROFIT DES ARTISTES SUR LES VENTES PUBLIQUES D'OBJETS D'ART (1).

Notice par M. MARCEL PLAISANT, *avocat à la Cour d'appel de Paris, député du Cher.*

Comme nous l'avons laissé entrevoir dans notre notice sur la loi du 20 mai 1920 (2), son succès était subordonné à l'organisation d'un organe pratique de perception et de contrôle. C'est aussi la pratique qui n'a pas tardé à faire saillir dans ces détails matériels les imperfections du texte primitif.

Dans l'exposé des motifs de sa proposition où il a condensé avec goût un grand nombre de renseignements précieux, M. Henri Auriol développe toutes les critiques dirigées contre la loi de 1920. Il n'en retient que deux qui feront l'objet de sa proposition.

« L'erreur grave, la plus grave très certainement, sur laquelle nous attirons l'attention de nos collègues, c'est le « point de départ » de la loi du 20 mai 1920.

« C'est l'objet précis de notre proposition.

« D'après la loi votée et actuellement en vigueur, un artiste n'aura droit à un « pourcentage » que sur toute œuvre qui se sera vendue, aux enchères publiques, au-dessus de mille francs. Là, se trouve le vice qui fait grincer tout le mécanisme et l'empêche de fonctionner convenablement. Pourquoi avoir pris, en effet, pour base, ce chiffre de mille francs ?

« Si nous nous reportons à l'esprit de la loi, il est incontestable que ceux qui l'ont proposée et rapportée ont poursuivi deux buts :

(1) *J. Off.*, 29 octobre.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Chambre* : Proposition de loi déposée par M. Henri Auriol et plusieurs de ses collègues, le 8 juillet 1921, 2^e s., doc. parl. p. 2253, annexe 3054 ; rapport au nom de la commission de l'Enseignement et des Beaux-Arts, par M. Gheusi, 12 décembre 1921, 2^e s., doc. p. 420, annexe 3555 ; adoption sans discussion le 26 janvier 1922. — *Sénat* : Transmission le 27 janvier 1922, doc. p. 32, annexe 24 ; rapport de M. Humblot, doc. p. 418, annexe 393 ; urgence et adoption sans discussion le 19 octobre 1922.

(2) *Annuaire de législation française*, 1920, p. 45.

en premier lieu, associer en quelque sorte les artistes vivants et, après leur mort, leurs ayants-droit, aux « plus-values » acquises par des œuvres d'art auxquelles ils n'avaient pas donné leur valeur exacte au moment où ils les avaient vendues, ou qu'ils avaient dû céder, à un prix dérisoire. La loi va faire bénéficier tous ces artistes, ou leurs héritiers, d'une brusque notoriété due à leur valeur ou aux caprices de la mode. Mais le législateur de 1920 a voulu aussi que tous les artistes vivants, ceux qui débutent ou qui ne connaissent pas encore le succès, conservent un droit de suite sur leurs œuvres vendues, même si elles n'atteignent pas encore les grosses enchères.

« Or ce but est loin d'être obtenu par la loi actuelle.

« En réalité, sous l'empire des textes votés, l'immense majorité des artistes français ne bénéficie en effet d'aucun droit de suite. Cette loi est, pour l'immense majorité, la proclamation d'un principe de justice qui ne fonctionne « qu'exceptionnellement ». La généralité des cas de ventes d'œuvres d'art éparpillées aux enchères publiques échappe à la loi.

« En d'autres termes, nous nous trouvons en présence d'une loi « inopérante ».

« Pourquoi ?

« A cause du point de départ fixé par le législateur de 1920 qui, trop élevé, prive des avantages de la loi l'immense majorité de ceux qui attendaient l'application avec une légitime impatience et sont aujourd'hui cruellement déçus dans leurs espérances.

« Et si le point de départ fixé à mille francs constitue une erreur, c'est parce que rares sont les œuvres qui, dans les ventes publiques, dépassent ce chiffre ».

D'autre part, M. Henri Auriol a voulu rectifier les errements suivis par l'Administration dans le mode de calcul du chiffre sur lequel porte le droit de suite. Il s'exprime ainsi :

« Les vices de la loi du 20 mai 1920 ne se trouvent pas seulement — comme nous l'avons démontré — dans le texte même de la loi ; comme si cela ne suffisait pas, le décret d'administration publique pris pour « fixer les modes d'application » de cette loi, a trouvé le moyen de la « dénaturer » partiellement.....

« Sous prétexte que l'article 2 de la loi du 20 mai 1920 prévoit des pourcentages variables, allant de 1 à 3 %, progressant par tranches de 10 ou 20.000 francs, les commissaires-priseurs de Paris, les premiers officiers ministériels ayant eu à appliquer le droit de suite, ont décidé de calquer leur procédé de perception sur ceux en usage pour l'enregistrement et l'impôt sur le revenu.

« Il doit donc être bien entendu que pour l'application de la loi sur le droit d'auteur aux artistes, et cela à partir de toute vente de 50 francs et au-dessus, une double observation s'imposera à ceux qui auront à appliquer les dispositions nouvelles de la loi :

« 1° Il faudra décompter le droit de suite à partir de 1 franc ;

« 2° Tout palier franchi par une œuvre donnera droit à ce que le décompte du droit de suite bénéficie pour l'ensemble du pourcentage dernier atteint ».

Article premier. — Le deuxième alinéa de l'art. 2 de la loi du 20 mai 1920 est ainsi modifié :

« Le tarif du droit de suite est ainsi fixé :

« 1 % de 50 francs jusqu'à 10.000.

« »

Art. 2. — Le même article 2 de ladite loi est complété par les dispositions suivantes :

« Il ne sera établi aucune déduction à la base pour le calcul du droit de suite, lorsque le minimum a été atteint, et ce calcul du droit de suite sera établi, non par tranches distinctes, mais sur le total complet du prix et au taux applicable à la fraction la plus élevée de ce prix.

« Par conséquent, tout palier franchi par une œuvre donnera droit à ce que le décompte du droit de suite bénéficie pour l'ensemble du pourcentage atteint. »

Art. 3. — Ladite loi du 20 mai 1920 est applicable à l'Algérie et aux colonies françaises.

XIV

LOI DU 28 OCTOBRE 1922 MODIFIANT L'ARTICLE 34 DU CODE CIVIL (1).

Notice et notes par M. ED. DETOURBET, ancien avocat général, avocat à la Cour d'appel de Paris.

L'article 34 du Code civil était, depuis 1803, conçu en termes trop généraux. Il suffit, pour s'en convaincre, de comparer sa teneur à celle des articles suivants du même Code qui spécifient

(1) *J. Off.*, 29 octobre.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Sénat* : Proposition de loi de M. Chastenot, 6 novembre 1917, doc. parl. p. 694, annexe 362 ; rapport de M. Vallier, 7 mars 1922, doc. p. 116, annexe 159 ; adoption sans discussion, 21 mars

les énonciations à insérer dans chacun des actes de l'état-civil. La loi du 28 octobre 1922 lui a fait subir une complète transformation. Le Parlement a purement et simplement homologué à cet égard le texte élaboré par la Commission de l'état-civil au ministère de la Justice à la suite d'une proposition de loi déposée au Sénat, le 6 novembre 1917, par M. Chastenet et plusieurs de ses collègues (2).

La loi du 28 octobre 1922 a, dans l'article 34, remplacé le mot *âge* par tout un alinéa nouveau et, par son énonciation limitative, elle a implicitement désigné les personnes dont il n'y a pas lieu d'indiquer l'âge dans les actes de l'état civil, savoir : 1° Les père, mère, grands-pères, grand'mères des époux dans l'acte de mariage (art. 76, C. civ.) ; 2° les précédents conjoints de chacun des époux, lorsque des divorcés se remarient (même article) ; 3° les père, mère et époux du défunt dans l'acte de décès (art. 79, C. civ.). — L'indication de la qualité de majeur suffit pour les témoins des actes de naissance, de reconnaissance et de mariage ; celle du nombre d'années suffit pour les deux déclarants du décès et pour le déclarant unique de la naissance lorsqu'il n'est pas le père du nouveau-né.

Le nouvel article 34 énumère les personnes pour lesquelles il est nécessaire d'indiquer la date et le lieu de la naissance. Ce sont : 1° le décédé dans les actes de décès. Il en est ainsi depuis une circulaire du Garde des Sceaux en date du 1^{er} septembre 1910 ; 2° les époux dans les actes de mariage. L'acte énonce à la fois le nombre d'années des époux et le jour de leur naissance (art. 76) ; 3° l'enfant dans l'acte de reconnaissance ; 4° les père et mère dans les actes de naissance et de reconnaissance. Là est — pour les actes de naissance — l'innovation capitale de la loi.

Cette innovation présente un double avantage : 1° elle facilite la preuve et la vérification de la nationalité de l'enfant ; 2° elle permet aux enfants abandonnés de retrouver leur famille.

A. *Nationalité.* Aux termes de l'article 8, 3°, du Code civil : « Est Français... tout individu né en France de parents étrangers dont l'un y est lui-même né ; sauf la faculté pour lui, si c'est la mère qui est née en France, de décliner dans l'année qui suivra sa majorité la qualité de Français... » En conséquence, si l'acte de naissance d'un individu fait connaître qu'il est né en France et que l'un de ses deux parents est lui-même né en France, l'acte de naissance contiendra la preuve que l'individu est Français.

1922. — *Chambre* : Transmission, 24 mars 1922, 1^{re} s., annexe 4142 ; rapport de M. Oudin, 22 juin 1922, 2^e s., doc. p. 1092, annexe 4527 ; adoption sans discussion, 18 octobre 1922.

(1) V. aussi la proposition de loi déposée le 29 juillet 1915 par M. Pic-Paris (Sénat, doc. parl. 1915, p. 182, annexe 272).

B. *Enfants abandonnés*. Indépendamment de l'intérêt qu'elle présente au point de vue de la nationalité, l'indication du lieu et de la date de naissance des père et mère a encore son utilité en faveur des enfants abandonnés à l'Assistance publique ou à des personnes charitables. Ces enfants, qu'ils soient légitimes ou naturels, s'empressent, à leur majorité, de se faire délivrer une expédition de leur acte de naissance et d'y chercher les éléments nécessaires pour retrouver la trace de leurs père et mère ou, en cas de décès des père et mère, de la famille des défunts (1).

En fait, et malgré quelques critiques, assez peu justifiées d'ailleurs, qu'elle a subies, la loi du 28 octobre 1922 a été appliquée sans difficulté dans la grande majorité des hôpitaux. Si l'on s'élève au-dessus de la modeste modification de texte de l'article 34 du Code civil pour voir qu'elle facilite les recherches relatives à la filiation, on ne peut que louer le rôle moralisateur et social de la réforme. Souhaitons qu'elle ne tarde pas à porter ses fruits (2).

Article premier. — L'article 34 du Code civil est ainsi modifié :

Les actes de l'état civil énonceront l'année, le jour et l'heure où ils seront reçus, les prénoms et nom de l'officier de l'état-civil, les prénoms, noms, professions et domiciles de tous ceux qui y seront dénommés.

Les dates et lieux de naissance :

a) Des père et mère dans les actes de naissance et de reconnaissance ;

(1) C'est pour obtenir ce résultat que le « Formulaire général de l'état civil » avait, dès sa première édition (1913), prescrit d'indiquer dans l'acte de reconnaissance la date et le lieu de naissance du père ou de la mère, puis dans la deuxième édition (1920) il avait même prescrit d'inscrire, dans l'acte de naissance de l'enfant naturel non reconnu, la date et le lieu de naissance de la mère chaque fois qu'ils seraient connus du déclarant. Mais les enfants légitimes peuvent aussi être parfois abandonnés. M. Vallier, dans son rapport au Sénat, cite le cas d'une jeune fille, M^{lle} Edmée Marcelle Brun, née à Paris en 1897, abandonnée à l'âge de deux ans, qui n'avait pas pu retrouver la trace de ses parents, bien que son acte de naissance contint à leur égard toutes les précisions alors exigées par le Code civil. La publicité faite au rapport de M. Vallier lui a valu une lettre d'un juge de paix originaire du même village que son père et, après de courtes et faciles recherches, elle a pu retrouver son père lui-même. V. dans *Le Journal* du 15 avril 1922 un article de M. Raoul Sabatier intitulé : « Cette jeune fille cherche son papa », avec le portrait de M^{lle} Brun.

(2) V. le commentaire de la loi donné par M. Edouard Lévy, dans *Les Lois nouvelles* du 1^{er} février 1923, 1^{re} partie, p. 33.

- b) De l'enfant dans les actes de reconnaissance ;
- c) Des époux dans les actes de mariage ;
- d) Du décédé dans les actes de décès, seront indiqués lorsqu'ils seront connus. Dans le cas contraire, l'âge desdites personnes sera désigné par leur nombre d'années, comme le sera, dans tous les cas, l'âge des déclarants. En ce qui concerne les témoins, leur qualité de majeurs sera seule indiquée.

Art. 2. — La présente loi est applicable à la Réunion, la Martinique et la Guadeloupe.

XV

LOI DU 7 NOVEMBRE 1922 COMPLÉTANT L'ARTICLE 1384 DU CODE CIVIL (1).

Notice par M. PAUL KLECZKOWSKI, ancien avocat à la
Cour d'appel de Pétrograd.

Jusqu'à l'arrêt de la Cour de cassation du 16 novembre 1920, le recours d'un voisin, atteint par un incendie né dans une autre maison, était réglé par les articles 1382 et 1383 du Code civil. Pour établir la responsabilité du propriétaire ou du locataire, chez qui le feu avait pris, et obtenir de lui la réparation du préjudice causé par l'extension du sinistre, il fallait prouver, non seulement que le point de départ de l'incendie était chez lui, mais de plus que cet incendie était dû soit à sa faute, soit à celle des personnes dont il était responsable.

Sous l'empire de cette jurisprudence, le recours des voisins ne pouvait s'exercer utilement que dans des cas tout à fait exceptionnels, étant donné que, s'il est généralement assez facile de connaître le point de départ d'un incendie, il est le plus souvent difficile, sinon impossible, d'en déterminer la cause avec certitude.

L'arrêt de la Cour de cassation du 16 novembre 1920 rompait avec cette jurisprudence et déclarait applicable au recours des

(1) *J. Off.* du 9 novembre.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Sénat* : Proposition de loi de MM. Ruffier et Duquaire, 10 novembre 1921, doc. parl., p. 82, annexe 698 ; rapport de M. Guillier, 16 juin 1922, doc. p. 409, annexe 376 ; discussion et adoption, 27 juin 1922. — *Chambre* : Transmission, 29 juin 1922, 2^e s., annexe 4608 ; rapport de Schuman, 5 juillet 1922, 2^e s., doc. p. 1616, annexe 4694 ; adoption sans discussion, 24 octobre 1922.

BIBLIOGRAPHIE. — V. *Recueil général des lois* (6, rue de Mézières, Paris, VI^e), année 1923, 1^{re} partie, p. 14, commentaire par M. Castellan,

voisins non seulement les articles 1382 et 1383, mais aussi l'article 1384 du Code civil.

L'alinéa 1^{er} de cet article, selon lequel : « On est responsable, non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre, ou des choses que l'on a sous sa garde », introduisait un principe nouveau, notamment celui de la responsabilité que ce texte établissait à raison des choses dont on est propriétaire ou que l'on a sous sa garde, et cela en l'absence même de tout acte, de toute négligence ou omission.

La victime d'un dommage causé par ces choses, pour obtenir réparation de leur propriétaire ou de leur gardien, n'avait plus à faire aucune preuve autre que celle du préjudice subi. C'était au propriétaire de la chose, à celui qui l'avait sous sa garde, s'il voulait échapper à cette responsabilité, à prouver que l'accident ou le fait dommageable était imputable soit à un cas de force majeure, soit au fait d'un tiers.

Cette nouvelle jurisprudence entraînait fatalement une augmentation sensible des primes exigées par les compagnies d'assurances. Alors que, sous le régime antérieur à l'arrêt en question, les assureurs se contentaient de primes peu importantes pour couvrir le recours des voisins, celui-ci étant très rarement effectif, ils se virent forcés d'élever considérablement le taux des assurances, étant donné que ce recours prenait désormais une étendue difficile à prévoir.

Aucun propriétaire, aucun locataire n'était jamais certain de ne pas être, un jour, absolument ruiné, s'il était exposé à payer les dégâts considérables, impossibles à évaluer d'avance, qu'un incendie éclatant chez lui, par une cause inconnue, aurait occasionnés à tous ses voisins, même les plus éloignés.

C'est pour remédier à cette situation et diminuer autant que possible les charges nouvelles imposées aux assurés, que fut déposé un projet de loi devant modifier, par voie d'interprétation, l'article 1384 du Code civil, en complétant le § 1^{er} dudit article, et en remplaçant l'occupant de la partie d'immeuble, dans laquelle un incendie se déclare, vis-à-vis de ses voisins, au point de vue de sa responsabilité, dans la même situation que lui avait faite la jurisprudence antérieure à l'arrêt de la Cour de cassation du 16 novembre 1920.

L'adoption de ce projet de loi consacre la thèse qui fait procéder la responsabilité, en cas d'incendie, d'un délit ou d'un quasi-délit. L'obligation de prouver la faute est à la charge du voisin qui demande des dommages-intérêts.

Telles qu'elles ont été votées, les nouvelles dispositions s'appliquent uniquement au cas d'incendie, ce qui exclut tout autre genre

de sinistre (explosion, rupture, chute, éboulement, inondation, etc.).

L'incendie doit avoir pris naissance dans l'immeuble, dans le chantier ou objet mobilier, dont le détenteur est mis en cause. Le texte primitif ne concernait que les incendies ayant pris naissance dans un bâtiment ; il laissait en dehors de son champ d'application les incendies de forêts. Cependant, le rapport déposé au nom de la commission de législation civile et criminelle par M. Guiller, sénateur, faisait, à juste titre, observer que les sinistres qui se déclarent dans les forêts et qui, trouvant pour s'étendre au loin des facilités particulières, atteignent fréquemment des proportions effrayantes, en détruisant des bois d'une étendue considérable, devaient être soumis, en ce qui concerne la responsabilité de celui chez qui le feu a pris, aux mêmes règles que les incendies se déclarant dans les maisons.

C'est à la suite de ces conclusions qu'a été adopté par la commission l'amendement substituant aux mots du texte primitif : « celui qui occupe le bâtiment ou la portion de bâtiment, dans lequel le feu a pris... », la formule suivante : « celui qui détient à un titre quelconque tout ou partie de l'immeuble, dans lequel un incendie a pris naissance ».

Le rapport au Sénat a fait étendre le bénéfice de l'interprétation de l'art. 1384 aux cas où l'incendie aura pris naissance non dans un bâtiment, mais dans des objets mobiliers, tels que des dépôts de marchandises ou des matériaux lesquels peuvent se trouver sur des quais, sur des places ou des routes.

Il faut en conclure que le texte nouveau embrasse tous les cas qui peuvent se présenter et supprime toute controverse sur le point de savoir si l'art. 1384 doit s'appliquer ou non aux immeubles comme aux meubles. Il vise donc aussi bien les incendies qui se déclarent dans les landes, que dans les bâtiments habités, les maisons et les dépôts d'objets mobiliers. Toutefois, ne sont pas visés les cas où le feu a été communiqué à la propriété voisine, non par l'extension d'un incendie, mais par une explosion, par les étincelles ou les flammèches échappées d'une locomotive, etc.

Enfin, il n'est pas nécessaire que le feu ait envahi la propriété du voisin. Tout autre dommage résultant pour lui de l'incendie, par exemple de travaux de sauvetage et de mesures de précaution, tombe sous le coup de la nouvelle loi.

Article unique. — Le premier alinéa de l'article 1384 du Code civil est complété par les dispositions suivantes :

« Toutefois, celui qui détient, à un titre quelconque, tout ou partie de l'immeuble ou des biens mobiliers dans lesquels un incendie a pris naissance ne sera responsable, vis-à-vis des

tiers, des dommages causés par cet incendie que s'il est prouvé qu'il doit être attribué à sa faute ou à la faute des personnes dont il est responsable.

« Cette disposition ne s'applique pas aux rapports entre propriétaires et locataires, qui demeurent régis par les articles 1733 et 1734 du Code civil. »

XVI

LOI DU 5 DÉCEMBRE 1922 PORTANT CODIFICATION DES LOIS SUR LES HABITATIONS A BON MARCHÉ ET LA PETITE PROPRIÉTÉ (1).

Notice et notes par M. MAURICE DUFOURMANTELLE, *docteur en droit, président de la « Société française des habitations à bon marché »*.

La loi du 30 novembre 1894, due à l'initiative de M. Jules Siegfried, député, a constitué la première réglementation législative en matière d'habitations à bon marché. Elargie et améliorée à l'épreuve de l'expérience par une nouvelle loi du 12 avril 1906, elle avait trouvé son expression dernière dans la loi du 23 décembre 1912.

En même temps qu'étaient consacrées ces réformes successives, des lois nouvelles venaient étendre le champ d'application de l'idée et consacrer de nouveaux moyens de réalisation. C'était notamment la loi du 10 avril 1908, dont le mérite revient à M. A. Ribot, sénateur, qui instituait les sociétés de crédit immobilier en vue de favoriser la construction et l'acquisition de petites maisons individuelles. C'était aussi toute une série de lois votées de 1913 à 1921 ayant pour objet soit de développer les interventions de l'Etat en la matière, soit d'élargir les attributions et le rôle des institutions, soit de procurer à celles-ci de nouvelles ressources, soit d'assouplir les dispositions en vigueur pour en obtenir un meilleur rendement.

(1) *Journal Officiel* du 10 décembre 1922.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Chambre* : Projet de loi de M. J.-L. Breton, ministre de l'Hygiène, 20 avril 1920, 2^e s., doc. parl. p. 686, annexe 741 ; rapport de M. Bovier-Lapierre, 22 juin 1920, doc. p. 1839, annexe 1128 ; rapport suppl. de M. Bovier-Lapierre, 17 décembre 1920, 2^e s., doc. p. 479, annexe 1859 ; adoption sans discussion le 30 décembre 1920, 2^e s. — *Sénat* : Transmission, 3 février 1921, doc. p. 105, annexe 22 ; rapport de M. Strauss, 2 juin 1921, doc. p. 1012, annexe 394 ; rapport suppl. de M. Vayssière, 9 mars 1922, doc., p. 118, annexe 163 ; adoption le 27 juin 1922. — *Chambre* : Retour le 7 juillet 1922, doc., p. 1768, annexe 4735 ; rapport de M. Bovier-Lapierre, 24 octobre 1922, doc., p. 74, annexe 4953 ; adoption sans discussion le 23 novembre 1922, 2^e s.

De cette sollicitude du Parlement pour l'habitation populaire était résultée une législation très touffue, à travers laquelle on avait quelque peine à se diriger. Elle ne comprenait pas moins de 18 lois qu'énumère pour les abroger l'article 87 de la loi du 5 décembre 1922.

Les praticiens de l'habitation à bon marché, et à leur tête la Société française des habitations à bon marché, faisaient observer qu'une telle multiplicité de lois était de nature à décourager les bonnes volontés et à compliquer la tâche des institutions. La refonte en une loi unique et organique de toutes ces lois éparses était réclamée de tous côtés. Se faisant l'interprète de ces réclamations, la Société française des habitations à bon marché prit, en 1919, l'initiative d'élaborer un avant-projet de codification et de réforme de la législation, dont elle saisit le Gouvernement.

Ce fut pour répondre à ces desiderata que M. Breton, ministre de l'Hygiène et de la Prévoyance sociales déposa, le 20 avril 1920, un projet de loi portant codification des lois sur les habitations à bon marché.

Comme son titre l'indiquait, le projet n'avait d'autre objet que de grouper en une loi unique, en les y coordonnant méthodiquement, les diverses lois en vigueur sur la matière.

Certains auraient voulu qu'on profitât de la circonstance pour apporter dans la législation certaines réformes de fond. Le rapporteur à la Chambre proposait notamment la suppression des maxima de valeur locative que ne doivent pas dépasser les logements d'habitation à bon marché pour bénéficier des avantages de la loi.

Quelque justifiées que pouvaient être certaines des réformes de fond ainsi proposées ou réclamées, il faut reconnaître qu'en entrant dans cette voie on eût risqué de provoquer des longs débats qui auraient peut-être retardé ou compromis l'adoption, pourtant urgente, du projet de codification même.

Le Gouvernement et les Chambres furent donc d'accord pour repousser toutes modifications de fond au projet. De fait, celui-ci ne reçut, au cours des débats parlementaires, que de légères modifications de détail destinées plutôt à préciser la portée du texte qu'à en changer la physionomie. La plus importante de ces modifications de forme a peut-être été celle qui a consisté dans la substitution par la commission de la Chambre des députés d'un nouveau plan de répartition des matières codifiées au plan initial du projet.

Il est assurément désirable que la nouvelle loi de codification soit réformée en plusieurs de ses dispositions. Nous sommes de ceux qui tiendraient notamment la suppression des maxima de valeur locative pour une efficace amélioration de la législation. Certaines modifications sont, d'ailleurs, actuellement envisagées

par le Gouvernement. Mais au demeurant la loi du 5 décembre 1922, telle qu'elle se présente à nous, n'en constitue pas moins un instrument législatif clair et susceptible de favoriser le développement du mouvement en faveur du logement populaire.

TITRE PREMIER

Champ d'application

Article premier. — Les présentes dispositions ont pour objet d'encourager la construction de maisons salubres et à bon marché en faveur des personnes peu fortunées et notamment des travailleurs vivant principalement de leur salaire.

Art. 2. — Les avantages concédés par la présente loi s'appliquent aux maisons destinées à l'habitation collective lorsque la valeur locative de chaque logement ne dépasse pas, au moment de la construction, les maxima déterminés ci-après :

Tableau indiquant les maxima de valeurs locatives applicables aux logements des maisons à bon marché destinées à l'habitation collective.

DÉSIGNATION	LOGEMENTS		LOGEMENTS		LOGEMENTS		LOGEMENTS	
	comprenant trois pièces habitables ou plus, de 9 mètres superficiels au moins, avec cuisine et water-closets et ayant une superficie totale d'habitation entre les murs et cloisons	de plus de 45 mètres carrés.	de plus de 25 à 35 mètres carrés.	de plus de 35 mètres carrés.	comprenant deux pièces habitables de 9 mètres superficiels au moins, avec cuisine et water-closets et ayant une superficie totale d'habitation entre les murs et cloisons	de plus de 15 à 25 mètres carrés avec ou sans water-closets	de plus de 25 mètres carrés avec ou sans water-closets	comprenant une pièce destinée à l'habitation de 9 mètres superficiels au moins et ayant une superficie totale d'habitation entre les murs et cloisons
	1	1 bis	2.	2 bis.	3	3 bis.	4	4 bis
	fr.	fr.		r.	fr.	fr.	fr.	fr.
1° Communes de moins de 40.000 habitants	672	728	846	598	420	455	210	231
2° Communes de plus de 40.000 habitants et banlieue de ces communes dans un rayon de 20 kilomètres	840	940	672	728	504	546	294	322
3° Ville de Paris et département de la Seine	1.008	4.092	840	910	588	637	336	364

Le bénéfice des présentes dispositions est acquis par cela seul que la destination principale de l'immeuble est d'être affecté à des habitations à bon marché. Toutefois, les exonérations d'impôts accordées par l'article 60 ne s'appliqueront qu'aux parties de l'immeuble réellement occupées par des logements à bon marché.

Bénéficieront également des avantages de la loi les maisons individuelles dont la valeur locative ne dépassera pas de plus d'un cinquième le chiffre déterminé ci-dessus. Seront considérés comme dépendances de la maison pour l'application des présentes dispositions; sauf en ce qui concerne l'exemption temporaire d'impôt foncier, les jardins d'une superficie de 10 ares, au plus, attenant ou non attenant aux constructions et possédés dans la même localité par les mêmes propriétaires.

Pour l'application des présentes dispositions, la valeur locative des logements sera déterminée par le prix du loyer porté dans les baux, augmenté, le cas échéant, du montant des charges autres que celles de salubrité (eaux, vidanges, etc.) et d'assurance contre l'incendie ou sur la vie. La valeur locative des maisons individuelles sera fixée à 4 % du prix réel de revient de l'immeuble. Dans ce prix de revient, la valeur du terrain ne sera comprise que pour la portion afférente à la surface couverte ou entourée par la construction. Le prix des canalisations pour amenée d'eaux et pour évacuation des vidanges et eaux usées jusqu'à leur entrée dans la maison ne sera pas compris dans l'évaluation de son prix de revient. Il en sera de même du prix des appareils d'épuration des vidanges et des eaux usées. Les propriétaires devront justifier de l'exactitude des bases d'évaluation par la production de tous documents utiles (contrats, devis, mémoires, etc.). A défaut de justifications ou en cas de justifications insuffisantes, la valeur locative sera déterminée suivant les règles prévues par l'article 12, paragraphe 3 de la loi du 15 juillet 1880.

Les maisons destinées à l'habitation collective qui sont affectées à des locations meublées, au mois, à la semaine ou à la journée, ne bénéficient des avantages des présentes dispositions que si elles sont exploitées en location par des sociétés d'habitations à bon marché approuvées et si les prix de location mensuelle, hebdomadaire ou quotidienne, y compris la jouissance de services généraux (cuisines, restaurants, salles de réunions, etc.) n'excèdent pas le douzième, le cinquante-deuxième ou le trois-

cent-soixantième des valeurs locatives maxima respectivement spécifiées à la deuxième ou à la troisième colonne du tableau ci-dessus, suivant que le logement se compose de deux chambres ou d'une chambre. Ces prix doivent toujours rester affichés dans les locaux en location.

Art. 3. — Les comités de patronage prévus à l'article 75 certifieront la salubrité des maisons et logements qui doivent bénéficier des avantages des présentes dispositions. S'ils refusent ce certificat ou s'ils négligent de le délivrer dans les trois mois de la demande qui leur en sera faite, les intéressés pourront se pourvoir devant le Ministre de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales qui statuera, après avis du préfet et du comité permanent du conseil supérieur des habitations à bon marché. Ils pourront soumettre à l'approbation du Ministre de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales des règlements indiquant les conditions que devront remplir les constructions pour être agréées.

Tant que les maisons et logements bénéficient des avantages des présentes dispositions, les comités de patronage ont le droit de s'assurer que les conditions de salubrité subsistent. Si les maisons ou logements cessent d'être salubres par suite de modifications dans les aménagements, le comité de patronage peut retirer le certificat de salubrité. Sa décision motivée est notifiée au propriétaire qui a un délai d'un mois pour se pourvoir devant le Ministre de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales.

TITRE II

Sociétés d'habitations à bon marché. — Offices publics d'habitations à bon marché. — Sociétés de crédit immobilier.

PREMIÈRE SECTION. — *Sociétés d'habitations à bon marché.*

Art. 4. — Les sociétés ne seront admises au bénéfice des présentes dispositions qu'autant que leurs statuts, approuvés par le Ministre de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales, sur les avis du comité de patronage et du conseil supérieur institué par l'article 80, limiteront leurs dividendes annuels à un chiffre maximum. Toutefois, ces avis ne seront pas nécessaires lorsque les statuts seront conformes aux statuts-types arrêtés par le Ministre de l'hygiène, de l'assistance

et de la prévoyance sociales, après avis du comité permanent du Conseil supérieur.

L'approbation pourra être retirée dans la même forme, s'il est établi, après enquête, que les sociétés font des opérations de construction ou de crédit sur des maisons qui ne répondent pas aux conditions prévues par les présentes dispositions.

Les sociétés existant au moment de la promulgation de la loi du 12 avril 1906 jouiront, au même titre que celles qui se sont fondées après la promulgation de la loi, des faveurs et immunités qu'elle concède, à la condition de modifier leurs statuts, le cas échéant, conformément à ses prescriptions.

Le présent article est applicable aux sociétés de bains-douches, aux sociétés de jardins ouvriers et aux sociétés fonctionnant pour l'acquisition de champs et jardins dans les conditions prévues par l'article 46.

Art. 5. — Lors de l'expiration d'une société d'habitations à bon marché approuvée par le Ministre de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales, ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale appelée à statuer sur la liquidation ne pourra, après paiement du passif et remboursement du capital versé, attribuer la portion d'actif qui excéderait le montant des réserves établies au 31 décembre 1911 et la moitié du capital social versé qu'à une ou plusieurs autres sociétés régies par les présentes dispositions, sous réserve de l'approbation du Ministre de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales, après avis du conseil supérieur des habitations à bon marché.

Les actes constatant l'attribution d'actif net faite à une ou plusieurs sociétés similaires par une société d'habitations à bon marché, en vertu du paragraphe précédent, ne donneront lieu, lors de l'enregistrement, qu'à la perception d'un droit fixe de 6 francs, quelle que soit la nature des biens compris dans l'actif net attribué. La formalité de la transcription à la conservation des hypothèques sera opérée, s'il y a lieu, moyennant le droit fixe de un franc.

Art. 6. — Il est interdit de donner le nom de société d'habitations à bon marché à toute société non approuvée par le Ministre de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales, en conformité des dispositions de la présente loi. Les

sociétés qui avaient ce titre antérieurement à la promulgation de la loi du 23 décembre 1912 devront spécifier dans leurs contrats, prospectus, affiches et tous autres documents, qu'elles ne sont point approuvées par le Ministre de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales.

Les fondateurs et administrateurs des sociétés contrevenant au présent article sont passibles d'une amende de 25 francs à 3.000 francs et d'un emprisonnement de un à trois mois.

Les tribunaux peuvent ordonner l'insertion et l'affichage des jugements et la suppression de la dénomination de société d'habitations à bon marché, à peine d'une astreinte pour chaque jour de retard. L'article 463 du Code pénal et la loi du 26 mars 1891 sont applicables aux condamnations prononcées en vertu du présent article.

Art. 7. — Par dérogation aux dispositions de l'article 49 de la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés, le capital social des sociétés coopératives d'habitations à bon marché pourra être porté par les statuts constitutifs à 500.000 francs et chacune des augmentations de capital effectuée d'année en année pourra atteindre la même somme (1).

2^e SECTION. — *Offices publics d'habitations à bon marché.*

I. — Institution

Art. 8. — Il pourra être institué des offices publics d'habitations à bon marché, qui auront pour objet exclusif l'aménagement, la construction et la gestion d'immeubles salubres régis par les présentes dispositions, ainsi que l'assainissement de maisons existantes, la création de cités-jardins ou de jardins ouvriers.

Ces immeubles peuvent comprendre des locaux à usages communs, tels que buanderies, bains-douches, garderies d'enfants, terrains de jeux, etc.

(1) L'art. 7 de la loi du 5 décembre 1922 a été postérieurement modifié par une loi du 27 avril 1923 (*Journal Officiel* du 28 avril), qui a porté de 500.000 francs à 1.500.000 francs le maximum du capital de constitution et celui de ses augmentations annuelles permis aux sociétés coopératives d'habitations à bon marché. Cette extension se justifie par l'augmentation du coût actuel de la construction. Il fallait mettre les sociétés à même de remplir largement leur mission.

Il peut y être annexé des boutiques à destination commerciale, pourvu qu'il n'y soit pas vendu de boissons alcooliques.

Art. 9. — Les offices publics d'habitations à bon marché constituent des établissements publics.

Ils sont créés par décrets rendus en Conseil d'Etat sur la proposition du Ministre de l'intérieur et du Ministre de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales, à la demande soit d'un conseil municipal, soit des conseils municipaux de communes ayant à cet effet constitué un syndicat en conformité du titre VIII de la loi du 5 avril 1884, soit d'un conseil général et après avis des comités de patronage des habitations à bon marché et de la prévoyance sociale intéressés et du comité permanent du conseil supérieur des habitations à bon marché.

II. — Administration

Art. 10. — Les offices sont gérés par un conseil d'administration composé de dix-huit membres, savoir :

Six membres nommés par le préfet parmi les personnes particulièrement compétentes en matière d'hygiène ou de construction et de gestion d'habitations populaires;

Six membres désignés, suivant les cas, soit par le conseil municipal, soit par le comité du syndicat des communes, soit par le conseil général;

Six membres élus par les institutions ci-après existant dans la circonscription de l'office :

Un membre, par les comités de patronage des habitations à bon marché et de la prévoyance sociale;

Un membre, par les sociétés approuvées d'habitations à bon marché;

Un membre, par le bureau des sociétés et unions de sociétés de secours mutuels;

Un membre, par le conseil départemental d'hygiène;

Un membre, par les conseils des directeurs des caisses d'épargne;

Un membre, par les unions de syndicats.

A défaut d'institutions des catégories susdésignées, ou faute par elles de procéder aux élections, et, dans ce dernier cas, après une mise en demeure du préfet non suivie d'effet dans la quinzaine, il est pourvu directement à ces vacances par le conseil d'administration de l'office.

Ainsi constitué, le conseil d'administration peut s'adjoindre deux locataires des immeubles qu'il gère.

Les femmes peuvent faire partie du conseil d'administration.

Le mandat de tous les administrateurs est gratuit.

Le conseil d'administration nomme son président et son bureau.

Art. 11. — Les dispositions des articles 4 et 5 de la loi du 21 mai 1873, modifiées par la loi du 5 août 1879, et concernant la durée du mandat, le renouvellement et la révocation des membres des commissions administratives des bureaux de bienfaisance et des hospices, ainsi que la dissolution de ces commissions administratives, sont applicables aux conseils d'administration des offices publics d'habitations à bon marché et à leurs membres.

Toutefois, les attributions conférées par l'article 5 de la loi du 21 mai 1873 au Ministre de l'intérieur sont, en ce qui concerne les offices publics d'habitations à bon marché, exercées par lui, après avis du Ministre de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales.

Art. 12. — Le conseil d'administration règle par ses délibérations les affaires de l'office. Toutefois, ne sont exécutoires qu'après avoir été approuvées par l'autorité supérieure, les délibérations portant sur les objets suivants :

1° Les aliénations et échanges d'immeubles ou de titres de valeurs mobilières;

2° Les acquisitions d'immeubles, ainsi que les projets, plans et devis de constructions et de grosses réparations;

3° Les budgets;

4° Les emprunts.

Art. 13. — Les délibérations énoncées à l'article précédent sous les n^{os} 1, 2 et 3 sont exécutoires sur l'approbation du préfet après avis soit du conseil municipal, soit du comité du syndicat des communes, soit de la commission départementale, après avis du comité de patronage des habitations à bon marché et de la prévoyance sociale.

Les délibérations concernant les emprunts sont exécutoires, en vertu d'un arrêté du préfet, après avis dans les mêmes formes; cependant, si la somme à emprunter dépasse 3 millions de francs ou si, réunie au chiffre des autres emprunts non encore remboursés, elle dépasse 3 millions de francs, l'emprunt

ne peut être autorisé que par un décret du Président de la République, pris sur le rapport du Ministre de l'intérieur, après avis du Ministre de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales.

Art. 14. — A défaut d'un administrateur délégué, à cet effet, par le conseil d'administration, le président administre les finances de l'office et ordonnance toutes les dépenses.

Art. 15. — Les recettes et les dépenses de l'office s'effectuent par un comptable chargé seul et sous sa responsabilité de poursuivre la rentrée de tous les revenus de l'office et de toutes les sommes qui lui seraient dues, ainsi que d'acquitter les dépenses ordonnancées, jusqu'à concurrence des crédits régulièrement accordés.

Art. 16. — Les receveurs des offices publics d'habitations à bon marché sont nommés par le préfet sur une liste de trois personnes présentée par le conseil d'administration.

Ils sont tenus de fournir un cautionnement, dont le montant est déterminé d'après les règles fixées par l'article 42 de la loi du 26 décembre 1908, relatif au cautionnement des receveurs spéciaux.

Les receveurs sont suspendus par le préfet et révoqués par le Ministre de l'intérieur.

Les dispositions des articles 157 et 159 de la loi du 5 avril 1884, concernant l'apurement des comptes de gestion des receveurs municipaux et les délais dans lesquels lesdits comptes doivent être présentés, sont applicables aux comptes de gestion des receveurs des offices publics d'habitations à bon marché.

Art. 17. — Les loyers des immeubles gérés par les offices ne doivent pas être inférieurs de plus des deux cinquièmes aux maxima de valeurs locatives fixés par l'article 2, ou de plus de moitié quand les locaux sont loués à des familles de plus de trois enfants âgés de moins de seize ans.

III. — Patrimoine

Art. 18. — Le patrimoine des offices est formé notamment à l'aide :

1° De la dotation mobilière et immobilière que les conseils municipaux intéressés ou le conseil général leur constituent;

2° De dons et legs.

3^e SECTION. — *Sociétés de crédit immobilier.*

Art. 19. — Les sociétés de crédit immobilier ont pour objet :

1^o De consentir aux emprunteurs remplissant les conditions prévues par la présente loi des prêts hypothécaires individuels destinés soit à l'acquisition de champs ou jardins dans les termes indiqués à l'article 46, soit à l'acquisition ou à la construction de maisons individuelles à bon marché;

2^o De faire des avances aux sociétés d'habitations à bon marché, constituées selon la présente loi, pour celles de leurs opérations effectuées en conformité du paragraphe précédent;

3^o De consentir, dans les conditions prévues par la présente loi, aux personnes visées à l'article 51 ci-après ainsi qu'aux personnes qui ont été énumérées dans l'article premier de la loi du 9 avril 1918, des prêts individuels hypothécaires pour leur faciliter l'acquisition, l'aménagement, la transformation et la reconstitution des petites exploitations rurales dont la valeur n'excède pas 40.000 francs, quelle qu'en soit la surface.

Art. 20. — Lors de l'expiration d'une société de crédit immobilier, ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale appelée à statuer sur la liquidation ne pourra, après paiement du passif et remboursement du capital versé, attribuer la portion d'actif qui excéderait la moitié de la quotité du capital social versé qu'à une ou plusieurs autres sociétés de crédit immobilier régies par la présente loi, sous réserve de l'approbation du Ministre de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales, après avis du conseil supérieur des habitations à bon marché.

Les dispositions de l'alinéa précédent ne sont applicables qu'aux sociétés ayant obtenu des prêts postérieurement à la promulgation de la loi du 26 février 1912.

Les dispositions du deuxième paragraphe de l'article 5 du présent titre sont applicables aux sociétés de crédit immobilier.

Art. 21. — Sont étendus aux sociétés de crédit immobilier tous les privilèges accordés aux sociétés de crédit foncier pour la sûreté et le recouvrement des prêts par le décret du 28 février 1852 et la loi du 10 juin 1853.

La dispense de renouvellement décennal des inscriptions hypothécaires, prévue à l'article 34 de la loi du 5 août 1920 en faveur des caisses de crédit mutuel agricole, est étendue à tous les

prêts consentis par les sociétés de crédit immobilier par application des dispositions du présent titre.

TITRE III

Concours de l'Etat, des départements, des communes et de divers établissements

PREMIÈRE SECTION. — *Avances de l'Etat.*

I. — **Aux offices publics, aux sociétés et aux fondations d'habitations à bon marché**

Art. 22. — Des prêts peuvent être consentis par l'Etat aux offices publics, aux sociétés et aux fondations d'habitations à bon marché en vue de l'acquisition, de la construction, de l'aménagement ou de l'assainissement de maisons à bon marché, ou de l'acquisition de petites propriétés dans les conditions prévues par les présentes dispositions.

Ils seront effectués au taux de 2 %, si les fonds sont employés à faciliter l'acquisition, la construction, l'aménagement ou l'assainissement de maisons individuelles à bon marché ou l'acquisition de petites propriétés dans les termes de la présente loi. Ils seront effectués au taux de 2,50 %, si les fonds sont employés à l'acquisition, à la construction, à l'aménagement ou à l'assainissement de maisons à bon marché ou bien à l'acquisition de petites propriétés destinées à la location simple.

Le montant des prêts ne pourra dépasser 60 % du prix de revient ou d'acquisition des immeubles. Toutefois, cette proportion pourra être portée à 75 % lorsque le remboursement des prêts sera garanti par un département ou une commune dans les conditions prévues par les présentes dispositions.

Le montant cumulé des prêts consentis par application des présentes dispositions et des subventions accordées en vertu de l'article 59 ne pourra dépasser 85 % du prix de revient ou d'acquisition des immeubles.

La durée de remboursement des prêts ne pourra excéder quarante ans.

Les prêts seront subordonnés à l'inscription d'une hypothèque de premier rang, à moins que le paiement des annuités ne soit garanti par la commune ou le département.

Le présent article est applicable aux sociétés de bains-dou-

ches, aux sociétés de jardins ouvriers et aux sociétés fonctionnant pour l'acquisition de champs et jardins dans les conditions prévues par l'article 46.

Pour toutes les opérations comportant l'acquisition d'une maison individuelle à bon marché ou d'une petite propriété, l'emprunteur devra contracter une assurance temporaire auprès de la Caisse nationale, en vue de garantir le remboursement du prêt qu'il aura obtenu. Lorsque l'emprunteur n'aura pas été admis à contracter l'assurance, celle-ci pourra être souscrite par son conjoint ou par un tiers s'ils s'engagent solidairement au remboursement du prêt, et elle garantira, en cas de décès de ce conjoint ou de ce tiers, le paiement des annuités restant à échoir à cette époque.

Cette assurance sera contractée au moyen d'une prime unique dont le montant pourra être incorporé au prêt, sans entrer en ligne de compte au point de vue des limitations édictées aux paragraphes 3 et 4 du présent article.

Art. 23. — Le montant des avances consenties en vertu tant de l'article 3 de la loi du 24 octobre 1919 que de l'article 22 des présentes dispositions demeure fixé au total de 300 millions de francs.

Le Ministre des finances est autorisé à se procurer les fonds nécessaires, dans les limites d'un crédit ouvert chaque année par la loi de finances, au moyen d'avances qui pourront être faites au Trésor par la Caisse des dépôts et consignations sur le fonds de réserve et de garantie des caisses d'épargne et, à défaut, sur les fonds versés par les caisses d'épargne. Ces avances seront représentées par des titres d'annuités dont les intérêts seront réglés trimestriellement au taux moyen du revenu ressortant de l'ensemble des placements de fonds des caisses d'épargne effectués par la Caisse de dépôts et consignations pendant l'année précédant la réalisation des prêts, à l'exception des emplois à court terme.

Art. 24. — Les prêts seront effectués pour le compte de l'Etat par la Caisse des dépôts et consignations sur la désignation de la commission spéciale instituée auprès du Ministère de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales.

Cette commission est nommée par décret sur la proposition du Ministre de l'hygiène, pour une durée de cinq ans ; elle est composée de seize membres, ainsi qu'il suit :

Le Ministre de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales, président;

Deux sénateurs;

Deux députés;

Un membre du Conseil d'Etat;

Un membre de la Cour des comptes;

Deux fonctionnaires du Ministère des finances ; /

Le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations ou son délégué;

Le chef de la division des habitations à bon marché et de l'épargne ou son délégué;

Le directeur de l'hydraulique et des améliorations agricoles ou son délégué;

Un représentant des offices publics d'habitations à bon marché;

Un représentant des sociétés d'habitations à bon marché;

Deux membres du conseil supérieur des habitations à bon marché.

Le décret désigne le vice-président de la commission, ainsi qu'un chef ou sous-chef de bureau du Ministère de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales qui remplit les fonctions de secrétaire.

Art. 25. — Les frais d'administration afférents au service des prêts seront remboursés chaque année à la Caisse des dépôts et consignations.

Les remboursements à effectuer par les offices publics, sociétés ou fondations d'habitations à bon marché, par les sociétés et unions de sociétés de secours mutuels, par les dispensaires publics et par les dispensaires privés visés à l'article 33 ci-après sont passibles d'intérêts de retard, calculés au taux de 5 %, à l'expiration du délai de quinzaine suivant une mise en demeure par lettre recommandée.

Le recouvrement des sommes non remboursées dans un délai de trois mois et des intérêts de retard y relatifs est poursuivi par l'agent judiciaire du Trésor.

II. — Aux sociétés de crédit immobilier, aux sociétés coopératives d'habitations à bon marché, aux associations reconnues d'utilité publique, aux sociétés et unions de sociétés de secours mutuels et aux dispensaires d'hygiène sociale et de préservation antituberculeuse.

A. — AUX SOCIÉTÉS DE CRÉDIT IMMOBILIER.

Art. 26. — Des prêts au taux de 2 % peuvent être consentis par l'Etat aux sociétés de crédit immobilier. Pour obtenir ces prêts, les sociétés devront se constituer sous la forme anonyme et au capital minimum de cent mille francs (100.000 fr.).

Le dividende annuel à servir aux actionnaires ne devra pas dépasser quatre pour cent (4 %).

Art. 27. — Les sommes restant dues par une société de crédit immobilier ne pourront dépasser la somme calculée comme il suit :

1° La moitié du capital restant à appeler;

2° Le montant des rentes ou valeurs garanties par l'Etat appartenant à la société et déposées à la Caisse des dépôts et consignations;

3° Les créances sur première hypothèque, jusqu'à concurrence des six dixièmes (6/10^e) au plus du prix d'achat ou de revient des immeubles affectés à leur garantie;

4° La réserve mathématique des polices d'assurances sur la vie pour lesquelles la société a fait l'avance des primes.

Toutefois, les créances hypothécaires pourront être comprises dans l'évaluation de la somme susvisée pour sept dixièmes (7/10^e) du prix de revient des immeubles hypothéqués si la commune ou le département garantit le paiement des annuités correspondant à l'avance complémentaire d'un dixième, que la société aura ainsi reçue de l'Etat.

Pendant toute la durée du remboursement des prêts à 2 %, les sociétés ne pourront consentir valablement de cessions de créances hypothécaires sans l'autorisation de la commission d'attribution visée à l'article suivant.

Art. 28. — Le total des avances consenties par l'Etat, tant en vertu de l'article 2 de la loi du 10 avril 1908 que de l'article 26 du présent titre, demeure fixé à deux cents millions de francs (200.000.000 fr.).

Le Ministre des finances est autorisé à se procurer les fonds nécessaires dans les limites d'un crédit ouvert chaque année

par la loi de finances, au moyen d'avances qui pourraient être faites au Trésor par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. Ces avances seront représentées par des titres d'annuités dont les intérêts seront réglés trimestriellement au taux moyen du revenu ressortant de l'ensemble des placements de fonds effectués par ladite Caisse pendant l'année précédant les réalisations des avances, à l'exception des emplois à court terme.

Les prêts aux sociétés sont effectués, pour le compte de l'Etat, par la Caisse nationale des retraites, sur la désignation de la commission spéciale prévue par l'article 24. Pour l'examen de ces demandes de prêts, la Commission comprendra deux représentants des sociétés de crédit immobilier en remplacement du représentant des offices publics d'habitations à bon marché et du représentant des sociétés d'habitations à bon marché. Les frais d'administration afférents à ce service sont remboursés chaque année à la Caisse nationale.

Art. 29. — Les remboursements à effectuer par les sociétés sont passibles d'intérêts de retard calculés au taux de 4 % à partir de leur échéance, s'ils n'ont pas été opérés dans le mois de cette échéance.

Le recouvrement des sommes non remboursées dans un délai de trois mois et des intérêts de retard y relatifs est poursuivi par l'agent judiciaire du Trésor.

B. — AUX SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES D'HABITATIONS A BON MARCHÉ, AUX ASSOCIATIONS RECONNUES D'UTILITÉ PUBLIQUE, AUX SOCIÉTÉS ET UNIONS DE SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS ET AUX DISPENSAIRES D'HYGIÈNE SOCIALE ET DE PRÉVOYANCE ANTITUBERCULEUSE.

Art. 30. — Des prêts peuvent être consentis directement par l'Etat, au taux et dans les conditions prévus par les articles 26 et suivants, aux sociétés coopératives d'habitations à bon marché qui justifient du versement d'un capital d'au moins 25.000 francs et de la garantie pour le paiement des annuités du prêt, soit d'une caution solvable s'obligeant solidairement, soit de la commune ou du département, qui ne pourront obliger l'Etat à discuter tout d'abord le débiteur principal.

Art. 31. — Les sommes restant dues par une société coopérative d'habitations à bon marché ne pourront dépasser :

1° Le montant des rentes ou valeurs garanties par l'Etat appartenant à la société et déposées à la Caisse des dépôts et consignations;

2° La réserve mathématique des polices d'assurances sur la vie pour lesquelles la société a fait l'avance des primes;

3° Les sept dixièmes du prix d'achat ou de revient des immeubles dont la valeur se trouve représentée pour un cinquième au moins par la libération d'actions souscrites par des actionnaires remplissant les conditions prévues par l'article 45. Lesdits immeubles doivent faire l'objet d'affectations hypothécaires au profit de la commune ou du département qui a donné sa garantie.

En ce qui concerne les prêts que les sociétés auraient consentis à des actionnaires visés par l'alinéa précédent, la proportion des sept dixièmes s'applique aux créances hypothécaires de la société, dans les termes du paragraphe 3° et de l'avant-dernier alinéa de l'article 27.

Art. 32. — Les associations reconnues d'utilité publique pourront être admises, par arrêté du Ministre de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales, après avis du Ministre des finances et du Conseil supérieur des habitations à bon marché, à bénéficier d'avances de l'Etat dans les mêmes conditions que les sociétés de crédit immobilier régies par la présente loi, à charge :

1° De limiter leurs opérations de prêts à leurs seuls adhérents et dans les conditions spécifiées par le présent titre;

2° D'effectuer ces prêts à un taux qui ne peut dépasser 2,25 %;

3° De déposer, préalablement, à la Caisse des dépôts et consignations, un cautionnement de 100.000 francs en valeurs de l'Etat ou garanties par l'Etat.

Art. 33. — Les dispositions de l'article précédent pourront s'appliquer également aux sociétés et unions de sociétés de secours mutuels qui auront demandé cette application en vertu de délibérations prises dans les conditions déterminées par le troisième alinéa de l'article 20 de la loi du 1^{er} avril 1898. Les sociétés et unions reconnues d'utilité publique et approuvées peuvent, en ce cas, affecter au cautionnement prévu par l'article précédent des fonds déposés à la Caisse des dépôts et consignations en compte courant disponible, conformément à l'ar-

l'article 21 de la loi du 1^{er} avril 1898, sans perdre le bénéfice dudit article.

Les sociétés et les unions de sociétés de secours mutuels, lorsqu'elles organiseront un dispensaire dans les conditions de la loi du 15 avril 1916, bénéficieront, ainsi que les dispensaires publics et les dispensaires privés, visés à l'article 9 de ladite loi, de prêts au taux de 2 %, dans les conditions prévues aux articles 22, 23, 24 et 25 de la présente loi. Les départements, communes et autres collectivités qui seront dans l'obligation de recourir à l'emprunt pour participer à la création d'un sanatorium public, bénéficieront des mêmes facilités de crédit.

III. — Dispositions générales

Art. 34. — Les offices publics, sociétés et associations qui obtiennent des prêts dans les conditions prévues par les articles précédents sont soumis au contrôle de l'inspection des finances jusqu'à complet remboursement des prêts.

2^e SECTION. — *Concours apportés par les départements, les communes, les bureaux de bienfaisance et d'assistance, les hospices, les hôpitaux et les caisses d'épargne.*

Art. 35. — Les bureaux de bienfaisance et d'assistance, les hospices et hôpitaux peuvent, avec l'autorisation du préfet, employer une partie de leur patrimoine soit en prêts aux sociétés de construction de maisons à bon marché et aux sociétés de crédit, qui, ne construisant pas elles-mêmes, ont pour objet de faciliter l'achat, la construction ou l'assainissement de ces maisons, soit en obligations ou actions de ces sociétés, lesdites actions entièrement libérées et ne pouvant dépasser les deux tiers du capital social. Le montant cumulé des emplois de fonds autorisés par le présent paragraphe et par l'article 43 ne pourra excéder deux cinquièmes du patrimoine des établissements susvisés.

L'alinéa précédent est applicable aux sociétés de bains-douches, aux sociétés de jardins ouvriers et aux sociétés fonctionnant pour l'acquisition de champs ou jardins dans les conditions prévues par l'article 46.

Les communes et les départements peuvent employer leurs ressources en prêts, en obligations ou, dans les conditions ci-dessus spécifiées, en actions des sociétés susvisées, sous réserve : 1^o que les maisons ne puissent être aliénées au-dessous

du prix de revient ni louées à des prix inférieurs de plus de deux cinquièmes aux maxima de valeurs locatives spécifiés à l'article 2 ci-dessus ou de plus de moitié pour les locaux loués à des familles de plus de trois enfants âgés de moins de seize ans; 2° que ces emplois de fonds soient préalablement approuvés par décision du Ministre de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales, après avis du comité permanent du Conseil supérieur des habitations à bon marché, aux délibérations duquel participera, pour ces affaires, le directeur de l'administration départementale et communale au Ministère de l'intérieur.

Sous réserve d'approbation dans les mêmes formes, les communes et les départements peuvent faire apport aux sociétés susvisées de terrains ou de constructions, pourvu que la valeur attribuée à ces apports ne soit pas inférieure à leur valeur réelle établie par expertise.

Ils peuvent de même : 1° céder de gré à gré aux sociétés susvisées des terrains ou constructions, sans que le prix de cession puisse être inférieur à la moitié de leur valeur réelle établie par expertise; 2° garantir jusqu'à concurrence de 3 % au maximum l'intérêt des obligations desdites sociétés et, pendant vingt ans au plus, le dividende de leurs actions.

Art. 36. — Les caisses d'épargne sont autorisées à employer la moitié du capital de leur fortune personnelle, sans que toutefois le montant de ces placements ajouté, le cas échéant, au prix de revient des immeubles destinés aux services de la caisse et aux services de l'Etat, excède 70 % du capital, en prêts hypothécaires aux sociétés d'habitations à bon marché ou aux sociétés de crédit qui, ne construisant pas elles-mêmes des habitations, ont pour objet d'en faciliter l'achat ou la construction, et en obligations de ces sociétés, à la condition que ces sociétés aient leur siège dans le département où la caisse fonctionne.

Art. 37. — Les emplois en valeurs locales autorisés par le précédent article sont étendus : 1° aux actions des sociétés visées à l'article 35, pourvu que les actions ainsi acquises soient entièrement libérées et ne puissent dépasser les deux tiers du capital social; 2° à des prêts hypothécaires, amortissables par annuités, au profit de particuliers désireux d'acquérir ou de construire des habitations à bon marché dans les termes de la présente loi.

Le présent article est applicable aux sociétés de bains-dou-

ches, aux sociétés de jardins ouvriers et aux sociétés fonctionnant en vue de l'acquisition de champs ou jardins dans les conditions prévues par l'article 46.

Art. 38. — Les caisses d'épargne ordinaires et les établissements visés au premier alinéa de l'article 35 du présent titre peuvent prêter aux offices publics d'habitations à bon marché dans les mêmes conditions qu'aux sociétés d'habitations à bon marché.

Art. 39. — Les caisses d'épargne sont autorisées à employer la moitié du capital de leur fortune personnelle, dans les conditions de l'article 36, à l'acquisition ou à la construction d'habitations à bon marché.

Art. 40. — Les opérations effectuées par les caisses d'épargne, en exécution des articles 36 et 37, pourront être faites au taux réduit de 2 %, lorsqu'elles seront faites au profit de personnes remplissant les conditions requises par l'article 45.

Art. 41. — Les diverses facultés d'emplois de fonds prévues pour les habitations à bon marché par les articles 36, 37 et 39 ci-dessus s'appliquent dans les mêmes conditions : 1° pour les jardins ouvriers dont la contenance n'excèdera pas 10 ares; 2° pour l'établissement de bains-douches destinés aux personnes visées à l'article premier.

Art. 42. — Les communes et les départements peuvent consentir aux offices des prêts dont les conditions générales d'emploi sont déterminées par la convention; ils peuvent garantir pour la totalité de leur durée l'intérêt et l'amortissement des emprunts contractés par ces établissements.

Art. 43. — Les bureaux de bienfaisance et d'assistance, les hospices et hôpitaux peuvent, avec l'autorisation du préfet, employer à la construction de maisons à bon marché une fraction de leur patrimoine, qui ne pourra excéder la proportion indiquée à l'article 35.

Art. 44. — La Caisse des dépôts et consignations, gérante des divers organismes de retraites visés à l'article 14 de la loi du 5 avril 1910, effectuera des placements sur l'avis favorable du conseil supérieur des retraites ouvrières; et, jusqu'à concurrence du cinquième, en prêts aux institutions visées par l'article 35 du présent titre et aux institutions de prévoyance et d'hygiène sociales reconnues d'utilité publique, ou en prêts hy-

pothécaires sur habitations ouvrières ou jardins ouvriers, ainsi qu'en obligations de sociétés d'habitations à bon marché établies conformément aux présentes dispositions et en actions complètement libérées des sociétés de crédit immobilier.

Le présent article est applicable aux sociétés de crédit immobilier et aux offices publics d'habitations à bon marché.

TITRE IV

Prêts des sociétés de crédit immobilier aux particuliers et aux sociétés d'habitations à bon marché

I. — Prêts aux particuliers

A. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 45. — Chacun des emprunteurs visés à l'article 19 doit remplir les conditions suivantes :

1° Posséder, au moment de la conclusion du prêt hypothécaire, le cinquième au moins du prix du terrain ou de la maison;

2° Passer, avec la Caisse nationale d'assurance en cas de décès, un contrat à prime unique garantissant le paiement des annuités qui resteraient à échoir au moment de sa mort, le montant de cette prime pouvant être incorporé au prêt hypothécaire.

Lorsque l'emprunteur n'aura pas été admis à contracter l'assurance, celle-ci pourra être souscrite par son conjoint ou par un tiers, s'ils s'engagent solidairement au remboursement du prêt, et elle garantira, en cas de décès de ce conjoint ou de ce tiers, le paiement des annuités restant à échoir à cette époque;

3° Etre muni d'un certificat administratif délivré par le contrôleur des contributions directes et constatant qu'il a été satisfait aux conditions imposées, soit par l'article 46 s'il s'agit de l'acquisition d'un champ ou jardin, soit par l'article 2 s'il s'agit de l'acquisition ou de la construction d'une maison individuelle; dans ce dernier cas, l'emprunteur doit produire, avant la conclusion du prêt, le certificat de salubrité prévu à l'article 3, ou bien un certificat provisoire de salubrité délivré par un délégué du comité de patronage. Ce délégué est désigné par lui, dans chaque canton de sa circonscription, autant que possible au mois de décembre de chaque année, pour l'année sui-

vante, soit parmi ses membres, soit parmi les architectes ou ingénieurs au service du département ou des communes. Le bénéfice des dispositions de la présente loi demeure, en ce cas, subordonné à l'obtention ultérieure du certificat de salubrité spécifié par l'article 3.

Art. 46. — Les sociétés de crédit immobilier peuvent consentir des prêts en vue de l'acquisition de jardins ou champs n'excédant pas un hectare, pourvu :

1° Que la valeur locative réelle du logement de l'acquéreur n'excède pas, au moment de l'acquisition, le chiffre fixé pour la commune par l'article 2 ci-dessus;

2° Que le prix d'acquisition, y compris les charges, ne dépasse par 1.200 francs;

3° Que l'acquéreur s'engage, vis-à-vis de la société qui lui aura consenti un prêt hypothécaire dans les conditions indiquées à l'article 19 de la présente loi, à cultiver lui-même ce terrain ou à le faire cultiver par des membres de sa famille.

Si l'acquéreur est déjà, au moment de l'acquisition, propriétaire d'un terrain bâti ou non bâti, la contenance et la valeur de ce terrain viennent en déduction des chiffres fixés aux paragraphes précédents.

Tous les avantages prévus pour les maisons à bon marché, sauf l'exemption temporaire d'impôt foncier, s'appliquent aux jardins ou champs visés au précédent article.

Art. 47. — Les dispositions de l'article 83 sont applicables aux sociétés de crédit immobilier.

Art. 48. — En ce qui concerne les contrats d'assurance temporaire que les emprunteurs hypothécaires doivent passer avec la Caisse nationale d'assurance en cas de décès, conformément à l'article 45, le proposant sera soumis à la visite du médecin désigné par elle.

Toutefois, il en sera dispensé lorsqu'il aura, deux ans au moins avant l'acquisition de la maison, du champ ou du jardin, formé une demande d'assurance et opéré à la Caisse nationale un versement égal à 1 % du capital à garantir, sans que la somme versée puisse être inférieure à 10 francs. La souscription de la police devra être effectuée dans un délai d'une année après l'expiration de la période de deux ans visée ci-dessus, et la somme versée viendra en déduction de la prime unique. Si la

police n'est pas souscrite dans le délai fixé, le versement restera acquis à la Caisse nationale.

B. — DISPOSITIONS SPÉCIALES.

Art. 49. — Les prêts visés à l'article 19, 3°, ne peuvent dépasser les $\frac{4}{5}$ ^{es} de la valeur de la petite exploitation rurale, y compris le prix de revient de la maison d'habitation à bon marché, mais non compris le montant des frais et de la prime d'assurance.

Pour les maisons d'habitations à bon marché comprises dans ces petites exploitations, les certificats provisoires de salubrité prévus par le paragraphe 3 de l'article 45 des présentes dispositions, sont délivrés par un délégué rural du comité de patronage des habitations à bon marché et de la prévoyance sociale, désigné par lui à cet effet dans chaque canton, en même temps que l'autre délégué visé audit paragraphe, et choisi parmi les membres des syndicats professionnels agricoles et des sociétés d'agriculture ou des sociétés coopératives agricoles de production, des caisses de crédit agricole mutuel, des sociétés d'assurances mutuelles agricoles ou des comités départementaux de mutilés.

Les sociétés de crédit immobilier qui déclareront, après approbation du Ministre de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales, vouloir faciliter les opérations énoncées aux articles 8 et 10 de la loi du 5 août 1920, pourront être assimilées aux caisses régionales de crédit mutuel agricole et recevoir des avances spéciales dans les conditions prévues par les articles 8 et 10 de la loi sur le crédit mutuel et la coopération agricoles du 5 août 1920.

Elles seront soumises, en ce qui concerne l'allocation de ces avances, le contrôle de leurs opérations agricoles et l'examen de leur comptabilité spéciale, aux mêmes règles que les caisses régionales de crédit mutuel.

Art. 50. — Lorsqu'à une maison individuelle à bon marché sont annexés à titres de dépendances servant à une petite exploitation agricole, soit une étable, soit une grange, soit tout autre bâtiment de même nature, les sociétés de crédit immobilier sont autorisées à faire des prêts hypothécaires en sus des maxima fixés par l'article 45, à concurrence des quatre cinquièmes du prix de revient ou de la valeur de ces dépendances.

Ces prêts ne peuvent excéder, non compris le montant des frais et de la prime unique d'assurance, la somme de 2.000 fr.

Des prêts peuvent être effectués, dans les mêmes conditions, pour les petits ateliers annexés aux maisons individuelles à bon marché.

Art. 51. — Toutefois, pour obtenir les prêts complémentaires visés à l'article précédent, l'emprunteur doit justifier qu'il est salarié, ou bien qu'il est fermier, métayer, cultivateur, artisan ou petit patron, travaillant habituellement seul ou avec un seul ouvrier et avec des membres de sa famille, salariés ou non, habitant avec lui.

Art. 52. — En tout cas, les prêts consentis tant en vertu de l'article 19 (1°) que des deux articles ci-dessus ne peuvent dépasser, non compris le montant des frais et de la prime d'assurance: 1° les quatre cinquièmes du prix maximum de revient de la maison individuelle, supputé comme il est prévu à l'article 2, et déduit, au taux de 4 %, de la valeur locative maxima spécifiée audit article pour la maison et la commune envisagées; 2° la somme de 2.000 francs prévue à l'article 50 ci-dessus pour les bâtiments d'exploitation agricole ou pour les petits ateliers; 3° s'il y a des jardins de dix ares au plus, considérés comme dépendances légales de la maison en exécution de l'article 2 précité, une somme de 1.200 francs ou bien un quart du prix maximum de revient de la maison, si ledit quart représente plus de 1.200 francs.

II. — Aux sociétés coopératives d'habitations à bon marché

Art. 53. — Les sociétés de crédit immobilier régies par la présente loi peuvent consentir des prêts aux sociétés coopératives d'habitations à bon marché jusqu'à concurrence des 4/5 de la valeur des immeubles destinés à des coopérateurs remplissant les conditions prévues par l'article 45.

Elles peuvent également prêter aux sociétés coopératives d'habitations à bon marché dont tous les actionnaires, au moment de leur souscription, ont plus de trois enfants et qui ont pour objet d'acquérir ou construire des maisons collectives en vue de locations jusqu'à concurrence des deux tiers au moins de la valeur des logements aux actionnaires eux-mêmes ou à leurs familles.

Elles peuvent, enfin, consentir des prêts hypothécaires aux sociétés coopératives d'habitations à bon marché, pour leurs

opérations de location avec promesse d'attribution, lorsque la valeur des immeubles se trouve représentée pour un cinquième au moins par la libération d'actions souscrites par des actionnaires remplissant les conditions prévues par l'article 45.

Le taux des prêts effectués par les sociétés de crédit immobilier aux sociétés coopératives d'habitations à bon marché, en vertu du présent titre, ne pourra excéder 2,50 %.

TITRE V

Dispositions spéciales concernant le logement des familles nombreuses

Art. 54. — Les communes peuvent être autorisées, par décrets en Conseil d'Etat rendus sur la proposition des Ministres de l'intérieur et de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales à construire des habitations à bon marché collectives comprenant des logements pour familles nombreuses.

Lesdits logements, jusqu'à concurrence des deux tiers du montant des valeurs locatives de l'ensemble des logements, devront être affectés à des familles de plus de trois enfants âgés de moins de seize ans, dans les conditions prévues à la première ou à la deuxième colonne du tableau visé par l'article 2 ci-dessus.

Art. 55. — L'autorisation prévue à l'article précédent ne peut être accordée qu'après une enquête publique d'un mois et après avis du conseil départemental d'hygiène et du comité de patronage des habitations à bon marché et de la prévoyance sociale.

Les communes ainsi autorisées bénéficient des dispositions de l'article 38 ci-dessus, en ce qui concerne les prêts spécialement affectés à la construction des immeubles visés à l'article précédent.

Art. 56. — Les immeubles construits dans les conditions de la présente loi, soit par les communes, soit par les offices publics d'habitations à bon marché ou par des sociétés d'habitations à bon marché pour le compte des communes, ne pourront être gérés que par des offices publics d'habitations à bon marché ou par des sociétés d'habitations à bon marché.

Art. 57. — Les communes peuvent consentir des subventions spéciales aux offices publics et aux sociétés d'habitations à bon marché construisant des immeubles principalement affectés

à des logements pour familles comprenant plus de trois enfants de moins de seize ans.

Ces logements doivent remplir les conditions prévues à la première ou à la seconde colonne du tableau visé à l'article 2 ci-dessus et représenter au moins les deux tiers du montant des valeurs locatives de l'ensemble des logements de chaque immeuble.

Les subventions ainsi attribuées pourront faire l'objet de contrats dont la durée n'excédera pas dix-huit ans à dater de l'achèvement de la construction. Elles ne pourront excéder annuellement 1 % du prix de revient de l'immeuble.

Elles devront être intégralement employées à la réduction des loyers des logements susvisés sans que cette réduction puisse toutefois dépasser la moitié de la valeur locative maxima.

Les conditions de ces réductions seront déterminées par le contrat, eu égard au nombre des enfants.

Chaque année, dans le courant du mois de janvier, le maire doit communiquer au comité de patronage des habitations à bon marché et de la prévoyance sociale l'état des logements ayant bénéficié l'année précédente des réductions de loyers prévues au présent article.

Art. 58. — Les dispositions de l'article précédent sont applicables aux maisons individuelles affectées aux familles nombreuses visées par ledit article. L'Etat participera pour moitié, en ce qui concerne les familles nombreuses visées à l'article 2 de la loi du 14 juillet 1913, aux subventions accordées par les communes aux offices publics et aux sociétés d'habitations à bon marché dans les conditions prévues à l'article précédent.

Si l'office public ou la société d'habitations à bon marché s'engage à affecter aux familles visées à l'article 2 de la loi du 14 juillet 1913, des logements représentant la moitié au moins du montant des valeurs locatives de l'ensemble des logements de chaque immeuble, les subventions pourront s'élever à 2 % du prix de revient de l'immeuble; elles pourront faire l'objet de contrats pour une durée de trente ans au plus.

Les délibérations des conseils municipaux relatives à cet objet ne sont exécutoires qu'après avoir été approuvées par les Ministres de l'intérieur, de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales et des finances.

Art. 59. — Dans la limite des crédits qui seront ouverts à cet effet, il pourra être accordé par l'Etat des subventions aux

communes, aux offices publics d'habitations à bon marché, aux sociétés d'habitations à bon marché, aux fondations d'habitations à bon marché, aux bureaux de bienfaisance et d'assistance, aux hospices et hôpitaux et aux caisses d'épargne, qui construiront des maisons à bon marché destinées à être louées à des familles de plus de trois enfants âgés de moins de seize ans.

Les logements devront répondre aux conditions prévues à la première ou à la deuxième colonne du tableau de l'article 2 de la présente loi et être affectés à des familles nombreuses jusqu'à concurrence des deux tiers du montant des valeurs locatives de l'ensemble des logements.

Ces subventions ne pourront excéder le tiers du prix de revient de l'immeuble.

Les loyers ne devront pas être inférieurs de plus de moitié aux maxima des valeurs locatives fixés par l'article 2.

TITRE VI

Des exemptions fiscales

SECTION I. — *Exemptions fiscales dont bénéficient les habitations à bon marché.*

Art. 60. — Sont affranchies de la contribution foncière et de la contribution des portes et fenêtres les maisons individuelles ou collectives destinées à être louées ou vendues et celles construites par les intéressés eux-mêmes, pourvu qu'elles remplissent les conditions prévues par les articles 2 et 3. Cette exemption sera d'une durée de douze années à compter de l'achèvement de la maison.

Elle cesserait de plein droit dans l'un des cas suivants :

1° Si, par suite de transformations ou d'agrandissements, l'immeuble perdait le caractère d'une habitation à bon marché et acquerrait une valeur sensiblement supérieure au maximum légal;

2° Si le taux des loyers dépassait les maxima fixés à l'article 2;

3° En cas de retrait du certificat de salubrité ou de refus du propriétaire de se soumettre aux vérifications annuelles du comité de patronage en ce qui concerne le maintien des conditions de salubrité.

Pour être admis à jouir du bénéfice des présentes dispositions, on devra produire, dans les formes et les délais fixés par l'article 9, paragraphe 3, de la loi du 8 août 1890, une demande qui sera instruite et jugée comme les réclamations pour décharge et réduction de contributions directes. Cette demande pourra être formulée dans la déclaration exigée par le même article de ladite loi de tout propriétaire ayant l'intention d'élever une construction passible de l'impôt foncier.

Les parties des bâtiments dont il est question au présent article, destinées à l'habitation personnelle, donneront lieu, conformément à l'article 2 de la loi du 4 août 1844, à l'augmentation du contingent départemental dans la contribution personnelle-mobilière, à raison du vingtième de leur valeur locative réelle, à dater de la troisième année de l'achèvement des bâtiments, comme si ces bâtiments ne jouissaient que de l'immunité ordinaire d'impôt foncier accordée par l'article 88 de la loi du 3 frimaire an VII aux maisons nouvellement construites ou reconstruites.

A Paris, par dérogation à l'avant-dernier alinéa de l'article 3 de la loi du 10 juillet 1894 relative à l'assainissement de Paris et de la Seine, les habitations à bon marché, pendant la période d'exonération de la contribution foncière et des portes et fenêtres, seront taxées, pour l'écoulement direct, d'après un revenu évalué comme si les immeubles étaient passibles de la contribution foncière.

Art. 61. — Les actes constatant la vente de maisons individuelles à bon marché, construites par les bureaux de bienfaisance et d'assistance, hospices ou hôpitaux, les caisses d'épargne, les sociétés de construction ou par des particuliers, sont soumis aux droits de mutation établis par les lois en vigueur.

Toutefois, lorsque le prix aura été stipulé payable par annuités, la perception de ce droit pourra, sur la demande des parties, être effectuée en plusieurs fractions égales, sans que le nombre de ces fractions puisse excéder celui des annuités prévues au contrat, ni être supérieur à cinq. Il sera justifié par un certificat du maire de la commune de la situation que l'immeuble a été reconnu exempt de l'impôt foncier, par application des articles 2, 3 et 60, ou que, tout au moins, une demande d'exemption a été formée dans les conditions prévues par ces articles. Ce certificat sera délivré sans frais, en double original, dont l'un sera annexé au contrat de vente et l'autre déposé au

bureau de l'enregistrement, lors de l'accomplissement de la formalité.

Le paiement de la première fraction du droit aura lieu au moment où le contrat sera enregistré; les autres fractions seront exigibles d'année en année et seront acquittées dans le trimestre qui suivra l'échéance de chaque année, de manière que la totalité du droit soit acquittée dans l'espace de quatre ans et trois mois au maximum, à partir du jour de l'enregistrement du contrat.

Si la demande d'exemption d'impôt foncier qui a motivé le fractionnement de la perception vient à être définitivement rejetée, les droits non encore acquittés seront immédiatement recouvrés.

Dans le cas où, par anticipation, l'acquéreur se libérerait entièrement du prix avant le paiement intégral du droit, la portion restant due deviendrait exigible dans les trois mois du règlement définitif. Les droits seront dus solidairement par l'acquéreur et le vendeur.

L'enregistrement des actes visés au présent article sera effectué dans les délais fixés et, le cas échéant, sous les peines édictées par les lois en vigueur. Tout retard dans le paiement de la seconde fraction ou des fractions subséquentes des droits rendra immédiatement exigible la totalité des sommes restant dues au Trésor. Si la vente est résolue avant le paiement complet des droits, les termes acquittés ou échus depuis plus de trois mois demeureront acquis au Trésor; les autres tomberont en non-valeur.

La résolution volontaire ou judiciaire du contrat ne donnera ouverture qu'au droit fixe de trois francs (3 fr.).

SECTION II. — *Exemptions fiscales dont bénéficient les sociétés, associations, caisses d'épargne.*

Art. 62. — Les actes nécessaires à la constitution et à la dissolution des associations de construction ou de crédit actuellement existantes ou à créer, telles qu'elles sont définies dans la présente loi, sont dispensés du timbre et enregistrés gratis, s'ils remplissent les conditions prévues par l'article 68, paragraphe 3, n° 4, de la loi du 22 frimaire an VII. Les pouvoirs en vue de la représentation aux assemblées générales sont dispensés du timbre. Ces sociétés sont exonérées du droit de timbre pour leurs titres d'actions et d'obligations. Toutefois, elles

restent soumises au droit de timbre-quittance établi par les lois en vigueur.

Art. 63. — Les mêmes sociétés sont dispensées de toute patente et de l'impôt sur le revenu, attribué aux actions, parts d'intérêts et obligations.

La prescription prévue par l'article 111 de la loi du 25 juin 1920 ne leur est pas applicable.

Art. 64. — Les intérêts des prêts consentis ou des dépôts effectués par les sociétés et les fondations d'habitations à bon marché constituées et fonctionnant conformément aux dispositions de la présente loi sont affranchis de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers institué par la loi du 31 juillet 1917.

Art. 65. — Les sociétés d'habitations à bon marché constituées et fonctionnant conformément aux dispositions de la présente loi sont affranchies, pour les bénéfices qu'elles réalisent, des impôts cédulaires institués par la loi du 31 juillet 1917.

Art. 66. — Sont exemptées de la taxe établie par l'article premier de la loi du 20 février 1849, dans les termes de la loi du 14 décembre 1875 et par dérogation à l'article 2 de la loi du 31 mars 1903, les sociétés, quelle qu'en soit la forme, qui ont pour objet exclusif la construction et la vente des maisons auxquelles s'appliquent les présentes dispositions.

La taxe continuera à être perçue pour les maisons exploitées par la société ou mises en location par elle.

Art. 67. — Le taux de la taxe annuelle représentative des droits de transmission entre vifs et par décès est réduit à quatre-vingt-cinq centimes par franc en ce qui concerne les biens appartenant aux sociétés et fondations d'habitations à bon marché constituées conformément aux présentes dispositions.

Art. 68. — L'article 64 est applicable aux intérêts des prêts consentis ou des dépôts effectués par les associations reconnues d'utilité publique en vertu de l'article 32, ainsi qu'aux intérêts des prêts consentis aux particuliers par les caisses d'épargne en exécution de l'article 37 de la présente loi.

Art. 69. — Les dispositions des articles 62, 63, 64 et 65 de la présente loi sont étendues aux sociétés de bains-douches et aux sociétés de jardins ouvriers.

Art. 70. — Les dispositions des articles 62, 63, 64 et 65 de la

présente loi sont étendues aux sociétés fonctionnant pour l'application de l'article 46 pourvu qu'elles justifient de l'observation des prescriptions de la présente loi par tous les acquéreurs de jardins ou champs.

Art. 71. — Les articles 64, 65 et 67 de la présente loi sont applicables aux sociétés de crédit immobilier.

*SECTION III. — Exemptions fiscales dont bénéficient
les offices publics d'habitations à bon marché*

Art. 72. — Les dons et legs faits aux offices publics d'habitations à bon marché seront soumis à un droit de 9 %, sans addition de décimes, dans les conditions déterminées en l'article 19 de la loi du 25 février 1901.

Tout transfert de propriété à titre gratuit, effectué par les communes ou les départements au nom des offices, ne donne lieu qu'à la perception d'un droit fixe de 3 francs.

Art. 73. — Les emprunts contractés par les offices publics d'habitations à bon marché créés en vertu des art. 8 et suivants de la présente loi sont dispensés de l'impôt sur le revenu établi par la loi du 29 juin 1872. Ces offices sont, en outre, exonérés des droits de timbre pour leurs titres d'obligations.

Art. 74. — Quelles que soient leur contenance et leur valeur locative, les terrains appartenant aux offices publics d'habitations à bon marché et destinés aux buts déterminés par la présente loi sont exonérés de l'impôt sur les bénéfices agricoles.

Les articles 64, 65 et 67 du présent titre sont applicables aux offices publics d'habitations à bon marché.

TITRE VII

Comité de patronage des habitations à bon marché et de la prévoyance sociale. — Conseil supérieur des habitations à bon marché

Art. 75. — Il sera établi dans chaque département un ou plusieurs comités de patronage des habitations à bon marché et de la prévoyance sociale. Ces comités ont pour mission d'encourager toutes les manifestations de la prévoyance sociale, notamment la construction de maisons salubres et à bon marché, dans les conditions prévues par la présente loi.

Art. 76. — Ces comités sont institués par décret du Président de la République, après avis du conseil général et du conseil supérieur des habitations à bon marché. Le même décret détermine l'étendue de leur circonscription et fixe le nombre de leurs membres dans la limite de neuf au moins et de quinze au plus. Pour le département de la Seine, ce nombre peut-être élevé à dix-huit.

Le tiers des membres du comité est nommé par le conseil général, qui le choisit parmi les conseillers généraux, les maires et les membres des chambres de commerce ou des chambres consultatives des arts et manufactures de la circonscription du comité.

Les deux autres tiers sont désignés, dans les conditions déterminées par un arrêté du Ministre de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales, pris après avis du comité permanent du conseil supérieur, visé à l'article 80 de la présente loi, parmi les personnes spécialement versées dans les questions de prévoyance, d'hygiène et d'économie sociale.

Ces comités ainsi constitués font leur règlement, qui est soumis à l'approbation du préfet. Ils désignent leur président et leur secrétaire. Ce dernier peut être pris en dehors du comité. Ces comités sont nommés pour trois ans.

Leur mandat peut être renouvelé.

Art. 77. — Ces comités peuvent recevoir des subventions de l'Etat, des départements et des communes ainsi que des dons et legs, aux conditions prescrites par l'article 910 du Code civil pour les établissements d'utilité publique.

Toutefois ils ne peuvent posséder d'autres immeubles que celui qui est nécessaire à leurs réunions.

Ils peuvent faire des enquêtes, ouvrir des concours d'architecture, distribuer des prix d'ordre et de propreté, accorder des encouragements pécuniaires et, plus généralement, employer les moyens de nature à provoquer l'initiative en faveur de la construction et de l'amélioration des maisons à bon marché.

Dans le cas où ces comités cesseraient d'exister, leur actif, après liquidation, pourra être dévolu sur l'avis du Conseil supérieur institué à l'article 80 ci-après, aux sociétés de construction des habitations à bon marché, aux associations de prévoyance et aux bureaux de bienfaisance de la circonscription.

Art. 78. — Le département doit subvenir aux frais de local et

de bureau des comités, ainsi qu'aux frais de déplacement nécessaires pour l'application des présentes dispositions suivant le tarif et dans les conditions déterminées par le conseil général.

Il peut prendre à sa charge les jetons de présence qui seraient alloués, à titre d'indemnité de déplacement, aux membres des comités n'habitant par la localité où se tiendraient les réunions.

Art. 79. — Sont exemptés du droit de timbre, les affiches, imprimées ou non, qui sont apposées par les comités de patronage des habitations à bon marché et de la prévoyance sociale, et qui ont exclusivement pour objet la vulgarisation des dispositions législatives et réglementaires concernant les habitations à bon marché, la petite propriété, les jardins ouvriers et les bains-douches, toutes les mesures relatives à leur aménagement, ainsi que toutes les dispositions prises en exécution du troisième alinéa de l'article 77.

Art. 80. — Il est constitué, auprès du Ministre de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales, un Conseil supérieur des habitations à bon marché auquel doivent être soumis tous les règlements à faire en vertu des présentes dispositions et, d'une façon générale, toutes les questions concernant les logements économiques.

Les comités de patronage lui adresseront chaque année, dans le courant de janvier, un rapport détaillé sur leurs travaux. Le Conseil supérieur en donnera le résumé, avec ses observations, dans un rapport d'ensemble adressé au Président de la République.

TITRE VIII

Règles spéciales en matière d'indivision

Art. 81. — Lorsqu'une maison individuelle construite dans les conditions édictées par les présentes dispositions figure dans une succession et que cette maison est occupée au moment du décès de l'acquéreur ou du constructeur par le défunt, son conjoint ou l'un de ses enfants, il est dérogé aux dispositions du Code civil, ainsi qu'il est dit ci-après

1° Si le conjoint survivant est copropriétaire de la maison, au moins pour moitié, et s'il l'habite au moment du décès, l'indivision peut, à sa demande, être maintenue pendant cinq ans à

partir du décès et continuée ensuite de cinq ans en cinq ans jusqu'à son propre décès.

Si la disposition de l'alinéa précédent n'est point appliquée et si le défunt laisse des descendants, l'indivision peut être maintenue, à la demande du conjoint ou de l'un de ses descendants, pendant cinq années à partir du décès.

Dans le cas où il se trouve des mineurs parmi les descendants, l'indivision peut être continuée pendant cinq années à partir de la majorité de l'aîné des mineurs, sans que sa durée totale puisse, à moins d'un consentement unanime, excéder dix ans.

Dans ces divers cas, le juge de paix prononce le maintien ou la continuation de l'indivision, après avis du conseil de famille, s'il y a lieu;

2° Chacun des héritiers, et le conjoint survivant, s'il a un droit de copropriété, a la faculté de reprendre la maison sur estimation. Lorsque plusieurs intéressés veulent user de cette faculté, la préférence est accordée d'abord à celui que le défunt a désigné, puis à l'époux, s'il est copropriétaire pour moitié au moins. Toutes choses égales, la majorité des intéressés décide. A défaut de majorité, il est procédé par voie de tirage au sort. S'il y a contestation sur l'estimation de la maison, cette estimation est faite par le comité de patronage et homologuée par le juge de paix. Si l'attribution de la maison doit être faite par la majorité ou par le sort, les intéressés y procèdent sous la présidence du juge de paix, qui dresse procès-verbal des opérations.

Les dispositions du présent article sont applicables à toute maison quelle que soit la date de sa construction, dont la valeur locative n'excèdera pas les limites fixées par l'article 2.

TITRE IX

Assurances temporaires

Art. 82. — La caisse d'assurance en cas de décès, instituée par la loi du 11 juillet 1868, est autorisée à passer, avec les acquéreurs ou les constructeurs de maisons à bon marché qui se libèrent du prix de leur habitation au moyen d'annuités, des contrats d'assurances temporaires ayant pour but de garantir, à la mort de l'assuré, si elle survient dans la période d'années

déterminée, le payement de tout ou partie des annuités restant à échoir.

Le chiffre maximum du capital assuré est égal au prix de revient de l'habitation à bon marché. Si l'assurance est contractée au moyen d'une prime unique, dont le prêteur bénéficiaire fait l'avance à l'emprunteur, le chiffre maximum indiqué ci-dessus est augmenté de la prime unique nécessaire pour assurer à la fois ledit chiffre et cette dernière prime. La prime d'assurance sera versée directement à la Caisse nationale par le prêteur bénéficiaire lors de la souscription de l'assurance.

Tout signataire d'une proposition d'assurance faite dans les conditions du paragraphe 1^{er} du présent article devra répondre aux questions et se soumettre aux constatations médicales qui lui seront prescrites par les polices. En cas de rejet de la proposition, la décision ne devra pas être motivée. L'assurance produira son effet dès la signature de la police.

La somme assurée sera, dans le cas du présent article, cessible en totalité dans les conditions fixées par les polices.

La durée du contrat devra être fixée de manière à ne reporter aucun payement éventuel de prime après l'âge de soixante-cinq ans.

TITRE X

Dispositions diverses

Art. 83. — Pour l'achèvement des maisons dont la construction a été commencée avant le 1^{er} août 1914, sous le régime de la législation sur les habitations à bon marché, il pourra être accordé, dans les conditions prévues par la présente loi et sur avis favorable du comité de patronage des habitations à bon marché et de la prévoyance sociale, des avances de fonds jusqu'à concurrence de la somme nécessaire à l'exécution des plans primitifs.

Art. 84. — Les délibérations du conseil général de la Seine et du conseil municipal de Paris tendant à accorder aux offices publics d'habitations à bon marché, aux sociétés d'habitations à bon marché ou aux sociétés de crédit immobilier les garanties prévues par la législation sur les habitations à bon marché et sur la petite propriété sont exécutoires après approbation par décret.

Les impositions que le conseil municipal de Paris et le con-

seil général de la Seine pourraient être éventuellement appelés à créer pour faire face aux dépenses résultant de la garantie donnée aux emprunts prévus par les articles 22, 27, 33 et 42 de la présente loi, seront autorisées par décret rendu en Conseil d'Etat.

Art. 85. — Des règlements d'administration publique déterminent les mesures propres à assurer l'application de la présente loi, et notamment :

1° L'organisation et le fonctionnement du conseil supérieur des habitations à bon marché et des comités de patronage;

2° Les dispositions que doivent contenir les statuts des sociétés de construction et de crédit, pour que ces sociétés puissent bénéficier des faveurs de la loi;

3° Les conditions dans lesquelles la Caisse nationale d'assurance en cas de décès peut organiser des assurances temporaires et effectuer notamment les opérations d'assurances visées aux articles 22, 45 et 48;

4° La procédure à suivre pour l'application de l'article 81;

5° Les clauses que devront contenir les statuts des sociétés de crédit immobilier pour que ces sociétés puissent recevoir, après avis du conseil supérieur des habitations à bon marché, l'approbation du Ministre de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales, en vue de bénéficier des faveurs accordées par la présente loi, ainsi que les conditions dans lesquelles serait retirée cette approbation aux sociétés qui ne se conformeraient pas aux dispositions de cette loi;

6° Le mode et le délai d'établissement du certificat administratif visé à l'article 45;

7° Les dispositions qui devront être insérées dans les contrats passés entre la Caisse nationale des retraites opérant pour le compte de l'Etat et les sociétés de crédit immobilier en vue d'assurer l'exécution de la présente loi ;

8° Les dispositions qui devront être insérées dans les contrats passés entre la Caisse des dépôts et consignations opérant pour le compte de l'Etat, et les offices publics, sociétés et fondations d'habitations à bon marché, les sociétés et unions de sociétés de secours mutuels et les dispensaires publics;

9° Les conditions d'application de l'article 59.

Art. 86. — Les présentes dispositions sont applicables à l'Algérie.

Art. 87. — Sont abrogés :

- 1° La loi du 12 avril 1906;
- 2° La loi du 10 avril 1908;
- 3° L'article 3 de la loi du 26 décembre 1908;
- 4° L'article 116 de la loi du 8 avril 1910;
- 5° L'article 3 de la loi du 13 juillet 1911 ;
- 6° Les articles 1 et 2 de la loi du 26 février 1912;
- 7° La loi du 23 décembre 1912;
- 8° La loi du 21 mars 1913;
- 9° L'article 13 de la loi du 14 juillet 1913;
- 10° Les articles 15 et 67 de la loi du 30 juillet 1913;
- 11° La loi du 11 février 1914;
- 12° La loi du 31 juillet 1917;
- 13° L'article 14 de la loi du 31 mars 1919;
- 14° La loi du 24 octobre 1919;
- 15° L'article 21 de la loi du 31 juillet 1920;
- 16° La loi du 26 février 1921;
- 17° La loi du 19 avril 1921;

18° L'article 142 de la loi du 31 décembre 1921, et généralement toutes les lois qui ont été abrogées par celles énumérées dans le présent article.

Sont toutefois maintenus jusqu'à ce qu'ils aient été modifiés, s'il y a lieu, par des règlements d'administration publique nouveaux, les règlements d'administration publique qui se trouvent en vigueur en vertu des dispositions législatives reproduites dans les présentes dispositions.

XVII

LOI DU 9 DÉCEMBRE 1922 COMPLÉTANT L'ARTICLE 249 DU CODE CIVIL
CONCERNANT LE DIVORCE (1).

Notice par M. EUGÈNE POURTIER, *arbitre-rapporteur près le Tribunal de Commerce de la Seine.*

L'article 249 du Code civil que modifie la loi du 9 décembre 1922 était ainsi conçu : « Le jugement ou l'arrêt qui prononce le divorce n'est pas susceptible d'acquiescement. »

A cette disposition, le législateur de 1922 a cru devoir apporter, une dérogation en ajoutant « à moins qu'il n'ait été rendu sur conversion de séparation de corps ».

Dès lors que le Parlement avait cru devoir rendre obligatoire, en votant la loi du 6 juin 1908, la conversion en divorce de la séparation de corps prononcée depuis trois ans, si l'un des ex-conjoints demande cette conversion, il n'y avait aucun motif d'interdire l'acquiescement au jugement ou à l'arrêt de conversion.

En effet, — et c'est ce que rappellent tant l'exposé des motifs que les rapports de M. Oudin à la Chambre des députés, et de M. Penancier au Sénat, — si le législateur de 1886 a interdit l'acquiescement au jugement ou à l'arrêt prononçant le divorce c'est pour imposer aux époux divorcés un délai d'épreuve assez long, au cours duquel une conciliation pourrait, peut-être, intervenir.

Lorsqu'il s'agit d'une conversion de séparation de corps en divorce, la prohibition d'acquiescement perd tout intérêt. Dans cette hypothèse, en effet, la période d'épreuve s'est prolongée au delà de trois ans, puisque le délai prévu par l'article 310 du Code civil ne commence à courir que du jour où le jugement de séparation de corps est devenu définitif et qu'à ce moment les époux auront, en fait, le plus souvent, cessé de cohabiter depuis une année au moins.

Tout espoir, d'ailleurs assez chimérique, de réconciliation s'est

(1) *J. Off.* du 10 décembre.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Chambre* : Proposition de loi de M. Oudin, 5 déc. 1921, 2^e s., doc. parl. p. 269, annexe 3481 ; rapport de M. Oudin, 7 fév. 1922, doc. p. 127, annexe 3853 ; adoption sans discussion, 2 mars 1922. — *Sénat* : Transmission, 7 mars 1922, p. 110, annexe 155 ; rapport de M. Penancier, 12 oct. 1922, doc. parl. p. 3, annexe 588 ; adoption sans discussion, 28 nov. 1922.

BIBLIOGRAPHIE. — *Lois nouvelles*, n° du 1^{er}-15 avril 1923, 1^{re} partie, p. 122, commentaire par M. Edouard Lévy.

évanoui définitivement ; la volonté de scission irrévocable est manifeste chez le demandeur en conversion puisqu'il a pris l'initiative de la procédure ; quant au défendeur, en renonçant à exercer les voies du recours, bien platonique, dont le législateur a refusé, néanmoins, de le priver, contrairement à une proposition de loi repoussée, en 1921, par le Sénat, il manifeste, lui aussi, son intention de demeurer, désormais, étranger à son ex-conjoint.

Faut-il ajouter que le législateur de 1922, en complétant ainsi qu'il l'a fait, le texte de l'article 249 du Code civil, n'a point porté atteinte, comme on pourrait le supposer *à priori*, à ce principe d'ordre général qui interdit l'acquiescement, non seulement à la demande, mais au jugement même qui intervient en matière d'état des personnes ?

Ainsi que le fait très justement observer M. Oudin, dans son rapport à la Chambre des députés, l'acquiescement a toujours été possible, d'après la jurisprudence de la Cour suprême, lorsqu'il s'agissait d'un jugement rejetant une demande en divorce ou d'un jugement prononçant la séparation de corps. Cf. Req., 28 déc. 1891 (D. 92, 1, 114) ; Grenoble, 4 nov. 1902 (D. 1903, 2, 215) ; Req., 26 juil. 1916 (D. 1916, 1, 249).

Enfin, — dernière considération qui a pu déterminer l'adoption de la loi — l'acquiescement au jugement de conversion aura, parfois, pour résultat, de permettre à l'un des anciens conjoints, sinon à l'un et à l'autre, de contracter une nouvelle union.

Il était normal, dans ces conditions, que le projet de loi présenté par MM. Oudin, Alexandre Duval, Liouville et Cautru, à la Chambre, non seulement ne rencontrât aucune opposition, dans l'une ou l'autre assemblée, mais ne fût même l'objet d'aucune discussion.

Article premier. — L'article 249 du Code civil est ainsi complété :

« ..., à moins qu'il n'ait été rendu sur conversion de séparation de corps ».

Art. 2. — La présente loi est applicable à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion.

XVIII

LOI DU 9 DÉCEMBRE 1922 ABROGEANT, EN CERTAINS CAS, LE DÉLAI DE VIDUITÉ IMPOSÉ A LA FEMME PAR LES ARTICLES 228 ET 296 DU CODE CIVIL (1).

Notice par M. EUGÈNE POURTIER, *arbitre-rapporteur près le Tribunal de Commerce de la Seine.*

Le but du projet de loi présenté au Sénat par M. Louis Martin, est d'obvier, dans une certaine mesure, à la crise, si inquiétante, de la natalité française, en favorisant les mariages des femmes veuves ou divorcées.

A cet effet, M. Louis Martin avait envisagé l'abréviation du délai de viduité imposé aux veuves et aux femmes, tant par l'article 228 du Code civil pour les premières, que par l'article 296 du même Code pour les secondes, dans différentes hypothèses.

D'après son projet si, depuis la dissolution du premier mariage, la femme avait accouché, le délai de viduité prenait fin de plein droit.

En outre, il était loisible aux juges d'abréger ce délai « lorsqu'il n'est pas possible que la femme soit enceinte des œuvres de son mari ou lorsque des époux divorcés se remarient ensemble ».

Telle était l'économie du texte primitif élaboré par M. Louis Martin.

Le Sénat, et, après lui, la Chambre, se sont bornés à adopter la première proposition de l'honorable sénateur décidant qu'à l'avénir le délai de viduité prendrait fin, en cas d'accouchement survenu : pour les veuves, depuis le décès du mari ; pour les femmes divorcées, depuis la transcription du jugement ou de l'arrêt ayant prononcé le divorce.

Le Parlement a cru devoir éliminer, purement et simplement, les diverses hypothèses envisagées par l'auteur du projet, dans lesquelles il conférait aux juges la faculté d'abréger le délai de viduité, parce que cette partie du texte élaboré par M. Louis Martin était trop imprécise, a expliqué M. Oudin, dans son rapport du 8 décembre, à la commission de législation civile et criminelle de la Chambre des députés.

(1) *J. Off.* du 10 décembre.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Sénat* : Proposition de loi de M. Louis Martin, 17 oct. 1919, doc. parl. p. 859, annexe 672 ; rapport de M. Gourju, 24 mars 1922, doc. parl. p. 238, annexe 231 ; rapport suppl. de M. Gourju, 8 avril 1922, doc. p. 329, annexe 326 ; adoption sans discussion, 6 juillet 1922. — *Chambre* : Transmission, 12 oct. 1922, doc. p. 1, annexe 4846 ; rapport de M. Oudin, 8 novembre 1922, doc. p. 2444, annexe 5024 ; adoption sans discussion, 28 nov. 1922, 2^e s.

L'intitulé primitif de la proposition de loi subsiste néanmoins et vise toujours « certains cas » d'abréviation du délai de viduité, alors qu'un seul a été pris en considération : celui où l'accouchement a eu lieu depuis la dissolution du premier mariage.

On peut observer, avec M. Edouard Lévy, auteur d'un commentaire aussi pénétrant qu'humoristique de la loi du 9 décembre 1922 à laquelle on se reportera avec intérêt (1), que l'application de cette loi suscitera, en pratique, des complications certaines dans le détail desquelles le cadre restreint de la présente notice ne permet pas d'entrer.

Rien n'est plus simple et plus logique *à priori* que de mettre fin au délai de viduité lorsque la « *confusion de part* » est devenue impossible.

C'est, en effet, l'éventualité de cette confusion, obstacle à l'application de la présomption légale de paternité, qu'édicte l'article 312 du Code civil, qui avait fait prescrire le délai de viduité égal, en fait, à la plus longue période de gestation que l'expérience permette d'envisager et non point des raisons de haute convenance. Le veuf ne peut-il pas se remarier quand bon lui semble, fût-ce le lendemain du décès de sa femme ? Quel texte le lui interdit ? La convenance, d'ailleurs, ne saurait s'imposer ; prétendre le faire, serait, simplement, inciter les contraints à l'hypocrisie.

Pour ne citer qu'un cas troublant qui pourra se présenter dans l'application de la loi, imaginons un accouchement qui se produira au bout de cinq ou six mois de grossesse seulement ; devra-t-on le considérer comme mettant fin au délai de viduité, alors qu'aucune constatation légale de cet accouchement n'aura pu être faite, puisqu'il n'est point, en pareil cas, dressé d'acte d'état civil ? (Lévy, *op. cit.*).

Comment prouvera-t-on la survenance de cet accouchement à l'officier de l'état civil requis de procéder à la célébration du nouveau mariage ? Un certificat de sage-femme qui peut n'être, parfois, qu'un document de complaisance, suffira-t-il ?

Sous cette réserve de complications, inévitables en pratique, (quel est, d'ailleurs, le texte législatif qui n'en fait point surgir ?) on ne peut que se féliciter de voir supprimer un empêchement à la célébration plus rapide de mariages, que le maintien du délai de viduité, tel qu'édicte par les anciens articles 228 et 296 du Code civil, devait retarder sinon empêcher parfois.

Les législateurs de plusieurs Etats d'Europe, ceux de la Suisse notamment, nous ont, d'ailleurs, précédés dans cette voie, en ce qui concerne, du moins, les veuves, mais l'examen détaillé de la législation matrimoniale de ces Etats ne saurait être envisagé dans cette brève notice.

(1) Voir *Les Lois nouvelles*, n° du 15 février 1923, 1^{re} partie, p. 54.

Article premier. — L'article 228 du Code civil est complété par l'alinéa suivant :

« Ce délai prend fin en cas d'accouchement survenu depuis le décès du mari ».

Art. 2. — L'article 296 du Code civil est complété par l'alinéa suivant :

« Ce délai prend fin en cas d'accouchement survenu depuis la transcription du jugement ou de l'arrêt ayant prononcé le divorce ».

Art. 3. — La présente loi est applicable à la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion.

XIX

LOI DU 15 DÉCEMBRE 1922 ÉTENDANT AUX EXPLOITATIONS AGRICOLES LA LÉGISLATION SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL (1).

Notice et notes par M. J. LEFORT, ancien avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation.

L'élaboration de la loi du 9 avril 1898 sur la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans le travail industriel, a-t-on dit avec raison (2), a été particulièrement laborieuse car elle

(1) *J. Off.* du 16 décembre 1922.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Chambre* : Projet de loi de M. Viviani, ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, du 5 novembre 1906, annexe 364 ; rapport de M. Chauvin du 22 février 1907, annexe 777 ; avis de la commission de l'Agriculture par M. Chaigne, du 4 juillet 1907, 1^{re} s., annexe 1153 ; proposition de loi de M. Beauregard du 24 octobre 1907, annexe 1271 ; rapport supplém. de M. Chauvin du 13 octobre 1908, annexe 2045 ; reprise, le 9 juin 1910, du précédent rapport de M. Chauvin, annexe 23 ; rapport de M. Mauger du 29 juillet 1913, annexe 3088 ; reprise le 5 juin 1914 du précédent rapport de M. Mauger, annexe 46 ; avis de la commission de l'Agriculture par M. Dèriac, du 11 février 1915, annexe 637 ; rapport de M. Mauger du 4 mars 1915, annexe 718 ; rapport supplém. de M. Mauger du 26 mars 1915, annexe 817 ; discussion les 12, 19, 25 et 26 mars, 29 avril, 6, 7 et 11 mai 1915 ; adoption le 18 mai 1915. — *Sénat* : Transmission, 27 mai 1915, annexe 184 ; rapport de M. Bienvenu-Martin du 27 avril 1920, annexe 195, doc. parl. p. 165 ; 1^{re} délibération les 30 novembre et 7 décembre 1920 ; 2^e délibération et adoption le 23 décembre 1920. — *Chambre* : Retour le 1^{er} février 1921, 2^e s., annexe 2084, doc. p. 239 ; rapport de M. Néron du 22 novembre 1922, 2^e s., annexe 5113, doc. p. 331 ; avis de la commission de l'Agriculture par M. Mercier du 22 novembre 1922, 2^e s., annexe 5114, doc. p. 337 ; avis de la commission du Travail par M. Chaussy du 22 novembre 1922, 2^e s., annexe 5115, doc. p. 338 ; adoption sans discussion le 7 décembre 1922, 2^e s.

(2) *Annuaire de législation française*, 1898, p. 173.

n'a pas duré moins de 18 ans. La même remarque peut être faite pour la loi du 15 décembre 1922 relative aux accidents du travail dans les exploitations agricoles.

Lorsque, sous l'empire d'un mouvement général né des travaux de jurisconsultes et de publicistes, il parut équitable d'organiser en France un régime procurant d'une façon plus efficace que le droit commun la réparation des accidents professionnels, l'attention s'était portée aussi bien sur les ouvriers de l'agriculture que sur ceux de l'industrie. Au moment où s'élabora la loi du 9 avril 1898, l'assujettissement des exploitations agricoles au risque professionnel fut réclamé. C'était rationnel : l'agriculture présente, au même titre que l'industrie, les mêmes conditions économiques nécessaires pour son application, une différence faite au profit des travailleurs de l'industrie, créant une sorte d'inégalité qui n'était pas sans intérêt, et, si le risque professionnel est admissible pour l'industrie, il doit l'être pour l'agriculture. L'assimilation fut pourtant écartée sous l'empire de cette idée qu'il existait, au point de vue du travail, des différences essentielles et surtout que c'était créer des charges trop lourdes, en particulier pour les petits exploitants qui forment une importante majorité en France, où le sol est très morcelé. Le législateur de 1898 reconnut que, seule, l'industrie bénéficierait des dispositions qu'il édictait. Cette situation ne pouvait durer : outre que le régime de la loi de 1898 avait été étendu de façon à régir soit les accidents causés dans les exploitations agricoles employant des machines mues par les moteurs inanimés (Loi du 30 juin 1899), soit ceux survenus dans les exploitations commerciales (Loi du 12 avril 1906), comme elle allait l'être aux sinistres surgis dans les exploitations forestières (Loi du 15 juillet 1914) et même aux maladies professionnelles (Loi du 25 octobre 1919), indépendamment de l'exemple donné à l'étranger, notamment en Allemagne, en Belgique, au Danemark, dans la Grande-Bretagne, et même dans le Luxembourg et la Nouvelle Zélande, une circonstance paraissait décisive : les milieux jadis les plus hostiles à l'extension de la loi de 1898 aux travaux agricoles avaient fini par reconnaître que le maintien pur et simple des dispositions du Code civil n'était plus un dogme et qu'il pouvait y être porté atteinte pour la culture. Une Commission interministérielle fut chargée de préparer un avant-projet réglant la question des blessures reçues au cours des occupations agricoles. Son œuvre fut prise comme point de départ par le Ministre du Travail et de la Prévoyance pour un projet de loi déposé à la Chambre des députés, le 5 novembre 1906. Les travaux préparatoires durèrent longtemps car, malgré plusieurs rapports favorables, la Chambre n'adopta que le 18 mai 1915 le projet, discuté du 12 mars au 18 mai 1915. Plusieurs dispositions étaient caractéristiques pour ce texte qui, au total et sous certaines modifications dues à la

nature des travaux, s'inspirait de la loi de 1898. Toutes les exploitations agricoles, indépendamment de leur nature, à la condition d'avoir une étendue supérieure à 5 hectares, étaient assujetties au risque professionnel, mais, pour les petits exploitants, le risque pèserait sur l'universalité des agriculteurs ; les fermiers et métayers comme les exploitants exploitant avec un seul ouvrier étaient proclamés responsables ; aucune limite n'était indiquée à l'égard du montant du salaire pour les indemnités ; les conditions d'évaluation pour le salaire minimum de base variaient selon qu'il était payable en nature ; si le principe de l'obligation pour l'assurance était écarté, le projet reconnaissait aux exploitants le droit d'y recourir ; il décidait que l'on pourrait traiter pour toutes les indemnités autres que les rentes avec des sociétés mutuelles communales ou autres constituées conformément à la loi du 4 juillet 1900 sur les sociétés mutuelles d'assurances agricoles et que l'Etat pourrait prendre à sa charge une quote-part des primes, ces mutuelles pouvant, à leur tour, assurer leurs membres contre les risques de mort et d'incapacité permanente.

Le projet voté par la Chambre fut largement modifié par la Commission sénatoriale, non pas pour les principes mais pour les détails d'application. Ainsi la condition de l'étendue pour l'exploitation était supprimée, et la loi était déclarée concerner les exploitants travaillant d'ordinaire avec l'aide d'un seul ouvrier ; l'assurance était admise pour les risques de mort et d'incapacité permanente, elle était acceptée pour les petites mutuelles d'assurance et de réassurance constituées dans les termes de la loi du 4 juillet 1900, à la condition de se soumettre au contrôle de l'Etat tel qu'il fonctionne à l'égard de tous les organismes d'assurances contre les accidents du travail ; les contrats d'assurance conclus antérieurement étaient déclarés résiliés à partir de la promulgation.

Le Sénat discuta le projet dans ses séances des 30 novembre et 7 décembre 1920. Il n'y eut guère de débat que sur le pouvoir par les assureurs de couvrir tous les risques (art. 11), sur la mise en vigueur de la loi après la publication des décrets en réglant l'application (art. 16). La seconde délibération eut lieu le 23 décembre 1920, elle se signala par le rejet d'un amendement tendant à laisser en vigueur les contrats d'assurance précédemment passés.

Revenu à la Chambre, le projet adopté par le Sénat rencontra de vives critiques ; on lui reprocha notamment de couper le monde agricole en deux : l'exploitant ayant un personnel fixe, fût-il d'une personne, disait la Commission législative, sera assujéti, paiera de lourdes primes, contribuera au fonds de garantie et paiera, par ses autres impôts, une partie de la subvention de l'Etat aux petits exploitants, alors que le petit exploitant qui travaillera avec sa famille seule sera exonéré et bénéficiera, s'il s'assujéti, de subventions importantes ; on regretta aussi la lacune pour les frais

médicaux qui est énorme puisque, disait-on, pour une indemnité de 80 francs versée à l'ouvrier, les frais médicaux à 8 francs la visite et 1 fr. par distance kilométrique, il faudrait payer 98 francs. Néanmoins, la Commission de la Chambre se prononça pour l'adoption pure et simple du texte voté par le Sénat ; cette solution lui paraissait préférable de façon que cette loi, tant attendue par le prolétariat agricole, puisse enfin devenir une réalité. Le Ministre de l'Agriculture s'était rangé à cette opinion en faisant valoir que nombre de questions, notamment celle des frais médicaux, pourraient être traitées dans les décrets d'exécution et dans les règlements d'administration publique. La Chambre adopta sans discussion le projet du Sénat dans sa séance du 7 décembre 1922. La loi fut promulguée le 15 décembre.

Ainsi est devenue définitive une législation qui, depuis longtemps, était en instance devant les deux Chambres et qui complète le système inauguré en 1898. Sans doute, la mise en vigueur du nouveau régime créé pour les ouvriers agricoles a été subordonnée à la publication des règlements d'administration publique à intervenir dans les six mois suivant la promulgation. Mais deux principes n'en sont pas moins hors de contestation pour les travailleurs des champs : risque professionnel pour tous les accidents (y compris la mort) arrivés par le fait ou à l'occasion du travail ; réparation forfaitaire à la charge de l'employeur et au profit soit de la victime, soit de ses ayants-droit.

Article premier. — La législation concernant les responsabilités des accidents du travail est applicable, sous réserve des dispositions spéciales ci-après, aux ouvriers, aux employés et aux domestiques autres que ceux exclusivement attachés à la personne occupés dans les exploitations agricoles de quelque nature qu'elles soient, ainsi que dans les exploitations d'élevage, de dressage, d'entraînement, les haras, les entreprises de toute nature, les dépôts ou magasins de vente se rattachant à des syndicats ou exploitations agricoles, lorsque l'exploitation agricole constitue le principal établissement.

Les exploitants qui travaillent d'ordinaire seuls ou avec l'aide des membres de leur famille, ascendants, descendants, conjoint, frères, sœurs ou alliés au même degré ne sont pas assujettis à la présente loi, même s'ils emploient occasionnellement un ou plusieurs collaborateurs, salariés ou non.

Art. 2. — Sont assimilés aux ouvriers agricoles, au point de vue de l'application de la présente loi, ceux qui, n'étant pas

petits patrons, sont occupés, par des entrepreneurs ou par des particuliers, à l'entretien et à la mise en état des jardins.

Art. 3. — Si une personne visée à l'article 1^{er} est employée, par un même exploitant assujéti à la loi, principalement à un travail visé aux articles précédents, mais occasionnellement à une autre occupation non visée par la législation des accidents du travail, la présente loi s'appliquera également aux accidents qui surviendraient au cours de cette autre occupation.

Art. 4. — Les exploitants non assujettis, qui contracteront une assurance en faveur des membres de leur famille et de leurs collaborateurs occasionnels, auront la faculté d'adhérer à la législation sur les accidents du travail pour tous les accidents qui surviendraient à ceux-ci par le fait ou à l'occasion du travail.

Les exploitants assujettis, ceux qui travaillent seuls et ceux qui auront usé de la faculté ouverte par le paragraphe précédent pourront également, sous la même condition de contracter une assurance, se placer eux-mêmes, pour les accidents dont ils seraient victimes, sous le bénéfice de ladite législation. Un décret réglera, en ce qui les concerne, les formalités à accomplir à cet effet (1).

La législation sur les accidents du travail devient alors aussitôt applicable dans les conditions déterminées par la loi du 18 juillet 1907 aux membres de leur famille travaillant avec eux et à leurs collaborateurs occasionnels; eux-mêmes pourront poursuivre contre l'assureur l'allocation des indemnités fixées

(1) La loi du 15 décembre 1922 s'applique à tous les sinistres survenus au cours de travaux d'ordre agricole de quelque genre qu'ils soient, non seulement la culture proprement dite, mais aussi bien les soins à donner aux animaux employés dans l'exploitation, ainsi que les industries qui tendent à mettre en œuvre ou à débiter les produits soit du sol, soit des animaux. Mais elle ne concerne pas les petits exploitants, réputant tels ceux qui, d'après l'art. 1^{er}, travaillent d'ordinaire soit seuls, soit avec l'aide des membres de leur famille spécialement désignés : ascendants, descendants, conjoint, frères, sœurs ou alliés au même degré. Toutefois, si ces personnes ne sont pas assujetties au régime créé par la loi de 1922, elles peuvent en profiter, mais à la condition formelle qu'elles contractent une assurance; M. Bienvenu-Martin l'a déclaré expressément dans son rapport au Sénat. Mais il a été entendu que l'assurance pouvant toujours cesser, la loi de 1922 ne sera plus applicable à partir de l'abandon de l'assurance; l'intéressé devra seulement faire à la mairie de son domicile les déclarations que vise la loi du 18 juillet 1907.

par la présente loi, conformément aux règles de compétence et de procédure établies par la loi du 9 avril 1898.

Les membres de leur famille et leurs collaborateurs occasionnels bénéficieront à leur rencontre, et eux-mêmes bénéficieront, à l'encontre de l'assureur, des dispositions de l'article 23 de ladite loi.

Art. 5. — Si, dans les quatre jours qui suivent l'accident, la victime n'a pu reprendre son travail, et si le lieu de l'accident se trouve hors de la commune où l'exploitant a son domicile, l'accident doit être porté à la connaissance de l'exploitant, par lettre recommandée, avec accusé de réception, soit par la victime, soit par un représentant ou un ayant-droit.

Tout accident ayant occasionné une incapacité de travail doit être déclaré par l'exploitant ou ses préposés à la mairie du lieu où il s'est produit, dans les conditions spécifiées par l'article 11 de la loi du 9 avril 1898.

Le délai imparti par cette loi partira, dans le cas où l'exploitant n'est pas domicilié dans la commune où se trouve le lieu de l'accident, du jour de la réception, par lui, de la lettre recommandée.

A défaut par le déclarant d'avoir joint à l'avis d'accident un certificat de médecin indiquant l'état de la victime, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître les conséquences définitives, l'exploitant doit, dans les quatre jours de la réception de l'avis d'accident et sous les peines prévues à l'article 14 de la loi du 9 avril 1898, provoquer l'établissement à sa charge d'un certificat médical et le déposer à la mairie du lieu de l'accident contre récépissé.

Si, toutefois, l'exploitant a eu, par lui-même ou ses préposés, connaissance d'un accident ayant entraîné une incapacité de travail de plus de quatre jours, et s'il n'a pas reçu avis de cet accident fait par la victime, son représentant ou un ayant-droit, il est tenu de faire la déclaration à la mairie du lieu de l'accident, avec certificat à l'appui.

Les frais de poste de l'avis d'accident et le coût du certificat médical incomberont à l'exploitant. Des formules imprimées d'avis aux exploitants seront tenues gratuitement à la disposition

des intéressés. Un décret déterminera la teneur de ces formules dont l'emploi ne sera pas obligatoire, et fixera les conditions dans lesquelles les avis d'accidents devront être transmis au ministère du Travail par les mairies.

Le délai dans lequel le juge de paix doit procéder à l'enquête prévue au deuxième alinéa de l'article 12 de la loi du 9 avril 1898 est porté à trois jours et le délai de clôture de ladite enquête est porté à quinze jours.

Art. 6. — Si le propriétaire n'exploite pas lui-même, le fermier, le métayer ou tout autre exploitant est seul responsable des indemnités vis-à-vis des victimes d'accidents ou de leurs ayants-droit.

S'il n'y a pas eu assurance, le métayer, ou, en son lieu et place, la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, dans le cas prévu par l'article 26 de la loi du 9 avril 1898, a un recours contre le bailleur jusqu'à concurrence de la moitié des indemnités, nonobstant conventions contraires (1).

Ce recours ne pourra être exercé lorsque le métayer aura été dûment assuré contre l'intégralité du risque, soit par lui-même, soit par les soins du bailleur qui, nonobstant convention contraire, devra supporter la moitié au moins de la charge de la prime d'assurance.

Aucun recours ne pourra être non plus exercé contre le propriétaire si, le risque ayant été assuré comme il est dit au para-

(1) La responsabilité du sinistre incombe à l'exploitant, parce que c'est pour son compte et sous ses ordres que les travaux ont été entrepris; si c'est le propriétaire qui fait lui-même valoir, il n'y a aucune difficulté; il ne saurait en exister aucune non plus au cas où le propriétaire a affirmé la propriété, parce que c'est le fermier qui le remplace et qui dirige l'exploitation. La loi a établi une distinction pour l'hypothèse prévoyant l'exploitation par un métayer n'ayant pas souscrit une assurance. Bien que critiquée à la Chambre des Députés, la distinction faite entre le fermier et le métayer a été maintenue par le Sénat et il a été reconnu que le propriétaire doit surveiller l'exploitation et se montrer prévoyant, si son métayer ne l'est pas. Toutefois une restriction a été apportée par la Commission sénatoriale, et le Sénat a adopté cette manière de voir : aucun recours ne pourra être dirigé contre le propriétaire au cas où le risque ayant été assuré, le métayer s'est adjoint des ouvriers supplémentaires non assurés sans en prévenir le propriétaire dans un délai imparti (dans les huit jours). On a fait observer, selon la remarque de M. Bienvenu-Martin, que du moment que la loi faisait supporter au propriétaire sa part de responsabilité dans les accidents, il était juste qu'il fût mis à même de se garantir par une assurance.

graphe 3, le métayer s'est adjoint des ouvriers supplémentaires non assurés, sans que le propriétaire ait été prévenu par lettre recommandée, expédiée huit jours avant par le métayer.

Art. 7. — Quand l'accident survient à une personne occupée soit à la garde d'animaux appartenant à plusieurs exploitants, soit à toutes opérations ou tous travaux agricoles entrepris en commun, la responsabilité incombe solidairement aux exploitants propriétaires des animaux ou aux personnes ayant entrepris en commun les opérations ou travaux agricoles, sauf recours contre eux d'après les règles du droit commun.

Si l'ensemble du risque a été dûment assuré par un des coexploitants ou par un tiers, celui qui a payé les primes a un recours contre les coexploitants, qui ne restent plus alors tenus solidairement que vis-à-vis de lui et jusqu'à concurrence du montant des primes.

Art. 8. — L'indemnité journalière est égale à la moitié du salaire.

En cas de salaire variable, cette indemnité journalière est égale à la moitié du salaire que touchait la victime au moment de l'accident, et ce, pendant tout le temps qu'aurait duré dans l'exploitation le travail auquel elle était occupée.

À l'expiration de cette période, cette indemnité journalière est calculée sur le taux arrêté, tous les deux ans, pour chaque département, par le préfet, après avis de la commission départementale du travail ou, à son défaut, du conseil général et après enquête suivie, notamment, auprès des chambres d'agriculture, des offices départementaux agricoles et des syndicats agricoles ouvriers et patronaux, d'après le salaire moyen annuel des travailleurs agricoles.

Le tableau dressé par le préfet, en exécution du paragraphe précédent, pourra l'être par région agricole et devra l'être par catégories de travailleurs.

S'il y a rémunération en nature, elle est calculée, à moins de stipulation contraire élevant le chiffre de sa quotité, sur le taux arrêté, comme au paragraphe précédent, d'après la valeur moyenne de cette rémunération dans le département.

Si la victime n'est pas salariée, l'indemnité journalière est

calculée sur le taux prévu au troisième paragraphe du présent article.

Si la victime n'est pas salariée ou si elle reçoit un salaire variable ou un salaire en nature, les rentes prévues par la loi du 9 avril 1898 seront calculées d'après un salaire annuel moyen fixé comme il est dit au paragraphe 3 du présent article.

En ce qui concerne les exploitants non salariés, le calcul de l'indemnité journalière ou des rentes dues se fera sur la base du gain annuel par eux déclaré au moment où ils contracteront assurance.

Art. 9. — En aucun cas, le salaire servant de base à la fixation des rentes ne pourra être inférieur à un salaire minimum fixé pour chaque département, conformément aux dispositions du paragraphe 3 du précédent article.

C'est sur ce salaire minimum que sera calculée la rente due à un ouvrier de moins de seize ans, s'il n'est établi que cet ouvrier gagnait davantage.

Art. 10. — Par dérogation aux dispositions de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898, les ouvriers étrangers, victimes d'accidents, qui ne résideraient pas ou cesseraient de résider sur le territoire français, ne recevront pas d'indemnité journalière, sauf clauses contraires des traités prévus par ledit article (1).

Art. 11. — Les sociétés ou caisses d'assurances et de réassurances mutuelles agricoles, constituées dans les termes de la loi

(1) Il y a lieu de noter cette dérogation à l'art. 3 de la loi du 9 avril 1898 concernant le droit à l'indemnité reconnu aux ouvriers étrangers sinistrés, mais sans aucune disposition pour les indemnités journalières, de telle sorte que l'on a tiré de ce silence la conclusion que l'ouvrier étranger, frappé d'incapacité temporaire, doit être assimilé à l'ouvrier français, c'est-à-dire en mesure de toucher l'indemnité du demi-salaire. Avec l'art. 10 de la loi de 1922, les ouvriers étrangers ne recevront pas l'indemnité journalière s'ils ne résident pas ou cessent de résider sur le territoire français. La portée de cette exception a été expliquée par le rapport de M. Bienvenu-Martin, lequel a bien montré que le texte a été motivé par la difficulté qu'il y aurait à exercer un contrôle efficace sur les ouvriers étrangers qui rentreraient dans leur pays après avoir été blessés; ils pourraient, grâce à leur éloignement, faire prolonger indéfiniment le paiement de l'indemnité. Toutefois le législateur a réservé le cas où le pays d'origine serait lié à la France par une convention stipulant l'égalité de traitement entre ses nationaux et les nôtres. Sur les conventions de cette nature intervenues entre la France et plusieurs Etats étrangers, v. Sachet : *Traité théor. et prat. de la législat. des accidents du travail*, 6^e édit., T. II, p. 641 et suiv.

du 4 juillet 1900, seront admises à couvrir les risques de mort et d'incapacité permanente résultant de l'application de la présente loi, à condition de se soumettre, dans leur fonctionnement, aux garanties édictées, en ce qui concerne les sociétés d'assurances mutuelles, par l'article 27 de la loi du 9 avril 1898, modifié par celle du 31 mars 1905, suivant les modalités déterminées par un règlement d'administration publique, contresigné par les ministres du travail, de l'agriculture et des finances, lequel fixera notamment le nombre minimum d'adhérents et le minimum de risques assurés.

Les sociétés mutuelles d'assurances, régies par la loi du 4 juillet 1900, recevront, chaque année, de l'Etat, dans la limite des crédits inscrits à cet effet au budget du ministère de l'agriculture et dans les conditions déterminées par un règlement d'administration publique, des subventions spéciales représentant la moitié au maximum des cotisations que devraient payer ceux de leurs adhérents, visés au second paragraphe de l'article 1^{er}, qui auront usé de la faculté d'assujettissement prévue à l'article 4.

Art. 12. — Pour les accidents régis par la présente loi, un décret déterminera les conditions dans lesquelles les avis d'accidents visés au cinquième alinéa de l'article 11 de la loi du 9 avril 1898 devront être transmis par les maires à l'inspection du travail.

Le juge de paix est tenu de convoquer au moins quatre jours à l'avance le chef de l'exploitation ou son assureur.

Art. 13. — Les exploitations régies par la présente loi contribueront au fonds spécial de garantie prévu à l'article 24 de la loi du 9 avril 1898, dans les conditions déterminées par l'article 5 de la loi du 12 avril 1906, modifié par la loi du 26 mars 1908.

Art. 14. — Ne sont pas applicables aux exploitations régies par la présente loi les dispositions de l'article 31 de la loi du 9 avril 1898.

Mais la présente loi, ainsi que les règlements relatifs à son exécution devront demeurer constamment affichés dans l'intérieur des mairies et des justices de paix.

Art. 15. — Les médecins experts désignés par les tribunaux pour fournir un rapport concernant un accident de travail de-

vront déposer leurs conclusions dans le délai maximum d'un mois.

Art. 16. — La présente loi sera applicable un an après la publication officielle des décrets qui doivent en régler l'exécution.

Ces décrets devront être rendus dans les six mois qui suivront la promulgation de la présente loi.

Les contrats d'assurance souscrits antérieurement à cette publication pour les exploitations visées à l'article 1^{er} seront, même s'ils couvraient ou déclaraient couvrir les risques spécifiés par les lois des 9 avril 1898, 30 juin 1899, 22 mars 1902, 31 mars 1905 et 12 avril 1906, résiliés de plein droit à compter du jour de l'application de la présente loi (1).

Nonobstant toutes clauses contraires, les primes échues ou

(1) Les lois antérieures qui ont étendu les dispositions de la loi de 1898 à des exploitations jusque-là non assujetties au risque professionnel (loi du 12 avril 1906 sur les entreprises commerciales et loi du 15 juillet 1914 sur les exploitations forestières), avaient décidé que les contrats d'assurance en cours, lors du vote de ces lois, pourraient, si les risques de la loi de 1898 n'étaient pas couverts, être dénoncés réciproquement par l'assuré et par l'assureur, et qu'il en serait de même pour les contrats mixtes conclus à la fois pour le risque de droit commun selon le Code civil et pour le risque de la loi de 1898, mais que la dénonciation resterait sans effet si, dans la huitaine, l'assureur s'engageait, par avenant et sans augmentation de prime, à garantir l'assuré contre le risque nouveau. Pour la loi sur les exploitations agricoles, un autre système a été adopté : sur un amendement proposé et développé par M. Paul Beauregard, il a été arrêté que tous les contrats d'assurance passés antérieurement seraient résiliés de plein droit à dater de l'application de la loi. Ce qui avait déterminé la Chambre, c'est la crainte de laisser les agriculteurs sans garantie jusqu'à la conclusion d'une police nouvelle. Pour demander le maintien de la rédaction votée par la Chambre, la Commission sénatoriale se basait sur ce que si l'assuré peut ne dénoncer son contrat qu'après avoir conclu une police pour le nouveau risque, l'assureur peut prendre les devants, de telle sorte que l'assuré ne serait pas couvert. Le plus fréquemment, disait M. Bienvenu-Martin dans son rapport, ni l'un ni l'autre ne dénoncera si le contrat en cours est un contrat mixte ; le cultivateur se croira en pleine sécurité ; qu'un accident arrive, la loi nouvelle lui sera applicable ; mais l'assureur pourra soutenir que le contrat visait la loi de 1898 ou telle autre des lois qui l'ont complétée ou étendue, non la loi nouvelle et qui est différente sur de nombreux points des précédentes, d'où contestations et procès. La Commission sénatoriale a considéré, tout comme la Chambre des Députés, qu'il était préférable de prononcer la résiliation de plein droit ; de cette façon on coupera court aux difficultés, ce procédé donnera aux parties le temps de s'entendre pour une nouvelle assurance, si elles le désirent. Ce texte a été combattu au Sénat par un amendement développé dans la séance du 23 décembre 1920 par son auteur, M. R. Georges Lévy, et tendant à supprimer le paragraphe relatif au sort des contrats en cours intervenus entre les assurés et les compagnies d'assurances ou n'im-

encourues ne resteront acquises à l'assureur que proportionnellement à la période d'assurance réalisée jusqu'au jour de la résiliation.

Le surplus, s'il en est, sera restitué à l'assuré.

A partir de la même date, les dispositions de la loi du 30 juin 1899 ne s'appliquent plus aux accidents causés par les moteurs inanimés toutes les fois que ceux-ci sont utilisés, pour les besoins de leur exploitation, par les agriculteurs auxquels ils appartiennent et qui sont eux-mêmes assujettis à la présente loi.

Tout contrat ayant pour objet l'assurance des accidents prévus par la présente loi pourra, à la volonté de chacune des parties, et nonobstant toute convention contraire, être résilié tous les cinq ans, à compter de la date de sa prise d'effet, moyennant un avis préalable de six mois, soit par acte extrajudiciaire, soit par lettre recommandée.

Art. 17. — La présente loi est applicable à l'Algérie (1).

porte quel autre assureur ; il a été allégué notamment que la mesure proposée, en imposant la résiliation de plein droit pour des conventions librement intervenues, méconnaissait le respect du contrat et celui de la non rétroactivité des lois. Soutenu par M. le Ministre de l'Agriculture, M. Bienvenu-Martin a affirmé qu'en présence d'une responsabilité différente de celle qui incombe actuellement aux propriétaires et aux fermiers employant la main-d'œuvre agricole, il n'était pas possible de maintenir les polices d'assurances passées sous une législation différente, qu'il ne s'agissait que de l'extension du système de la dénonciation tel qu'il avait été indiqué par la loi du 29 juin 1899 concernant les exploitations industrielles, celle du 12 avril 1906, sur les exploitations commerciales et celle du 15 juillet 1914 sur les exploitations forestières, et enfin, qu'en fait, on pourrait craindre le peu de souci, chez les agriculteurs, pour une dénonciation facultative, mais qu'au cas de sinistre ils seraient dépourvus de toute garantie. Ces observations ont paru décisives au Sénat, qui a repoussé l'amendement et maintenu le texte proposé.

Il est à noter que si les contrats disparaissent de plein droit, automatiquement en quelque sorte, dès lors ils ne peut être passé un avenant et il faut un contrat nouveau. Il convient aussi de remarquer que ces contrats sont, nonobstant toute convention contraire, résiliables tous les cinq ans. C'est une dérogation à l'article 55 du décret du 8 mars 1922 sur les sociétés d'assurances, lequel prévoit pour le sociétaire ou l'assuré le droit de se retirer tous les dix ans.

(1) Ce paragraphe de l'art. 17 a été introduit au cours de la discussion au Sénat. Le projet de l'art. 17 renvoyait bien à des règlements d'administration publique le soin de déterminer les conditions de l'application de la loi aux quatre colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion. Mais il n'était point parlé de l'Algérie ; une mention avait semblé inutile, une loi du 25 septembre 1919 ayant déclaré applicable à l'Algérie la législation métropolitaine sur les accidents du travail ; il a paru préférable d'insérer une disposition spéciale visant l'application de la loi en Algérie.

Des règlements d'administration publique, rendus dans l'année qui suivra la promulgation de la présente loi, détermineront les conditions de son application aux quatre colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion.

Préalablement, et trois mois au moins avant l'expiration du délai fixé par le paragraphe précédent, des règlements d'administration publique détermineront les conditions d'application à ces colonies de la loi du 9 avril 1898 et des lois subséquentes sur la responsabilité des accidents du travail.

Il sera notamment institué, pour chacune d'elles, un fonds de garantie spécial géré pour leur compte par le chef du service de l'enregistrement.

XX

LOI DU 16 DÉCEMBRE 1922 PORTANT MODIFICATION DE LA LOI DU 21 AVRIL 1810-27 JUILLET 1880 SUR LES MINES (1).

Notice et notes par M. E. HÉRON DE VILLEFOSSE, *docteur en droit*.

La loi organique du 21 avril 1810-27 juillet 1880 sur les mines a forcément ignoré le problème du pétrole qui n'existait pas à l'époque et qui de nos jours, surtout depuis la guerre, a pris une saisissante actualité. Malheureusement et pour longtemps encore, notre pays sous ce rapport paraît destiné à rester tributaire de l'étranger, ne pouvant envisager une production nationale suffisante pour répondre à tous ses besoins. Il y a là une raison de plus pour chercher à développer nos ressources en pétrole et c'est le but principal que se propose le législateur de 1922.

Le pétrole et les gaz combustibles sont désormais classés comme « mines ».

Aux termes de l'article 2, la demande en autorisation de recherches, sans le consentement du propriétaire du sol, fera l'objet

(1) *J. Off.*, 18 décembre.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Chambre* : Proposition de M. Bernier, 19 janvier 1922, doc. parl., p. 27, annexe 3767 ; rapport de M. Bernier, 28 février 1922, doc., p. 309, annexe 3982 ; adoption sans discussion, 28 mars 1922, 2^e s. — *Sénat* : Transmission, 29 mars 1922, 2^e s., annexe 250 ; rapport de M. Cazals, 30 juin 1922, 2^e s., doc., p. 518, annexe 464 ; avis de la commission des Finances par M. Léon Perrier, 28 novembre 1922, doc., p. 125, annexe 707 ; adoption sans discussion, 7 décembre 1922.

d'une instruction au cours de laquelle celui-ci aura été mis en demeure de présenter ses observations, soit sur notification du maire, soit à défaut par voie d'affiches et de publications. Il sera, comme antérieurement, statué par décret. L'explorateur pourra, en fournissant *caution*, commencer immédiatement ses travaux, sans attendre le règlement définitif de l'indemnité due qui peut être long. L'indemnité cesse donc d'être préalable : c'est là une innovation qui a son importance. Ces règles s'appliquent aux recherches de toutes substances.

Pour « le pétrole et les gaz combustibles », il y a aussi à retenir une disposition nouvelle : c'est l'institution, après enquête spéciale, du « permis exclusif de recherches », conférant au titulaire le droit d'exécuter des *sondages* dans un périmètre déterminé, à l'exclusion de toutes autres personnes y compris les propriétaires du sol. Ces permis exclusifs de recherches dont la superficie ne peut pas dépasser 5.000 hectares, sont accordés pour trois ans au plus sous réserve de remplir certaines conditions : obligations d'entreprendre des travaux d'une certaine importance, de les commencer dans un délai déterminé, de les poursuivre régulièrement. Le permissionnaire doit en outre acquitter une redevance annuelle de 3 francs par hectare.

Contrairement à la législation existante, les explorateurs autorisés et les titulaires d'un permis exclusif auront le droit, suivant l'article 3, de disposer librement des hydrocarbures ou gaz combustible, extraits de leurs recherches, avant toute concession, moyennant le paiement d'une taxe forfaitaire de 10 % de leur valeur brute, dont le produit se répartira entre l'Etat, le département et les communes.

L'article 4 introduit dans la loi de 1810 un principe tout à fait nouveau : c'est le droit à la concession pour le titulaire d'un permis exclusif de pétrole qui a découvert un gisement d'hydrocarbure. La concession sera instituée en conformité de la loi du 9 septembre 1919, à charge par son bénéficiaire d'accepter un cahier des charges du type prévu par cette loi qui contiendra l'obligation d'un minimum annuel de travaux.

L'article 5 modifie, en ce qui touche le droit d'occupation des terrains, les articles 43 et 44 de la loi de 1810 dont le second exige, comme l'on sait, un décret en Conseil d'Etat pour déclarer l'utilité publique des travaux changeant le relief du sol. Cette modification consiste surtout dans l'adjonction aux travaux mentionnés des « canalisations destinées au transport des produits extraits », installations qui s'imposent pour le pétrole. En outre, le bénéfice des occupations de terrains, que les concessionnaires de mines pouvaient seuls réclamer, est accordé, dans des limites que la loi détermine, aux titulaires de permis exclusifs et aux explorateurs munis d'une autorisation administrative.

Article premier. — L'article 2 de la loi du 21 avril 1810-27 juillet 1880 sur les mines est modifié de la manière suivante :

« Art. 2. — Seront considérées comme mines celles connues pour contenir, en filons, en couches ou en amas, de l'or, de l'argent, du platine, du mercure, du plomb, du fer en filons ou couches, du cuivre, de l'étain, du zinc, de la calamine, du bismuth, du cobalt, de l'arsenic, du manganèse, de l'antimoine, du molybdène, de la plombagine ou autres matières métalliques, du soufre, du charbon de terre ou de pierre, du bois fossile, des bitumes, du pétrole ou des gaz combustibles, de l'alun et des sulfates à base métallique.

« Les concessions d'hydrocarbures existantes ne s'étendent au pétrole et au gaz combustibles que si ces produits sont nommément désignés dans l'acte de concession... »

Art. 2. — L'article 10 de la loi du 21 avril 1910-27 juillet 1880 sur les mines est modifié comme suit :

« Art. 10-1. — Nul ne peut faire des travaux de recherches, pour découvrir des mines dans un terrain qui ne lui appartient pas, que du consentement du propriétaire de la surface ou avec l'autorisation du Gouvernement.

« Dans ce second cas, l'autorisation est donnée par décret, sur l'avis des ingénieurs des mines et du préfet, après une instruction dans laquelle le propriétaire aura été mis en demeure de présenter ses observations. Cette mise en demeure sera faite par une notification du maire, ou, à défaut, par voie d'affiches et de publications, conformément aux dispositions du règlement d'administration publique prévu ci-après :

« L'explorateur autorisé par décret et le titulaire du permis exclusif de recherches, dont il est question à l'article 10-2 ci-après, ne peuvent occuper une parcelle de terrain qu'après avoir payé ou fourni caution de payer, au propriétaire de la parcelle, une indemnité qui, à défaut d'entente, est réglée conformément à l'article 43 de la loi du 21 avril 1810, modifié par l'article 5 de la présente loi.

« Art. 10-2. — Pour les recherches de pétrole et de gaz combustibles, il peut être institué, après une enquête spéciale où

tous les intéressés sont appelés à présenter leurs observations, un permis exclusif de recherches, conférant au titulaire le droit d'exécuter des sondages dans un périmètre déterminé, à l'exclusion de toute autre personne y compris les propriétaires du terrain. Le permis est accordé, après avis du conseil général des mines, par un décret qui est affiché aux frais du permissionnaire. Sa durée, fixée par le décret, n'excède pas deux ans ; elle peut être prorogée pour un laps de temps n'excédant pas un an, par arrêté du ministre, sur l'avis du conseil général des mines.

« La superficie des permis exclusifs de recherches ne pourra dépasser 5.000 hectares.

« Une même personne pourra être simultanément titulaire de plusieurs permis exclusifs de recherches, à condition que les limites de ces différents permis soient distantes de plus de dix kilomètres.

« Le titulaire du permis exclusif est tenu, à peine de déchéance :

« 1° De payer à l'Etat une redevance fixe annuelle de 3 fr. par hectare de terrain compris dans le périmètre ;

« 2° De se conformer aux conditions énoncées dans le décret ou dans l'arrêté ministériel en ce qui touche notamment l'importance et la continuité des travaux à exécuter, ainsi que les délais dans lesquels ils devront être commencés.

« La redevance dont il est question ci-dessus sera due depuis le 1^{er} du mois qui suivra celui au cours duquel aura été délivré le permis jusqu'à la fin du mois où il aura cessé d'être valable.

« Elle sera imposée et recouvrée comme la redevance fixe des mines, et les réclamations seront présentées et jugées comme en matière de contributions directes.

« Le propriétaire d'une concession d'hydrocarbures a droit, par préférence, dans l'étendue de sa concession, à l'obtention d'un permis exclusif pour la recherche des produits hydrocarbonés dont il n'est pas concessionnaire.

« Si une demande de permis de recherches de pétroles ou gaz combustibles est présentée par un demandeur pour s'exercer dans le périmètre d'une concession d'autres hydrocarbures, le droit de préférence accordé, par le paragraphe précédent, au

titulaire de la concession sera réputé caduc, s'il ne s'est pas exercé dans un délai de six mois à compter de la clôture de l'enquête prévue au présent article.

« A défaut pour le concessionnaire de faire valoir ce droit, ou s'il en est déchu pour non-renouvellement du permis ou inexécution des obligations qu'il lui impose, les demandes de permis de recherches, présentées par des tièrs, sont recevables. »

Art. 3. — Les explorateurs ont le droit de disposer librement des hydrocarbures ou gaz combustibles extraits de leurs recherches, moyennant le paiement d'une taxe de 10 p. 100 de la valeur des produits bruts, fixée par évaluation administrative (1).

Cette taxe de 10 p. 100 est répartie de la façon suivante :

Part de l'Etat, 7,50 p. 100.

Part du département, 1,25 p. 100.

Part des communes, 1,25 p. 100.

Le défaut de paiement de la taxe entraîne, pour le permissionnaire, la déchéance du droit de disposer des produits.

Art. 4. — L'article 16 de la loi du 21 avril 1810-27 juillet 1880 sur les mines est complété de la manière suivante :

« Art. 16. — Le titulaire d'un permis de recherches exclusif d'hydrocarbures liquides ou gazeux a droit à l'obtention de la

(1) M. Bernier, dans son exposé des motifs, justifie ainsi cette disposition : « Sous le régime actuel, un explorateur peut être autorisé, par arrêté préfectoral, à disposer du produit de ses recherches. Bien que ces permissions soient, en fait, libéralement accordées, il apparaît indispensable que la loi donne au prospecteur de pétrole ou gaz combustibles le droit de tirer parti du produit de ses découvertes sans intervention d'une autorité administrative. — La houille ou les minerais peuvent être mis en stocks ; les travaux de prospection peuvent et même doivent être conduits de façon à limiter l'extraction au minimum compatible avec une bonne exploration du gîte. Il en est différemment des hydrocarbures ; qu'il s'agisse de gaz ou de pétrole, les difficultés d'emmagasinement sont considérables et tout retard dans l'utilisation se traduit généralement par une perte de produit. D'autre part, pour apprécier l'importance du gîte découvert, il n'est pas d'autre moyen que de poursuivre l'extraction, comme s'il s'agissait d'une mise en valeur définitive ; la distinction entre les travaux de recherches et d'exploitation ne peut être établie ; donc, l'explorateur doit, de toute nécessité, pouvoir disposer du produit de ses recherches aussi librement que s'il était déjà concessionnaire du gisement. Mais ce droit ne doit pas être gratuit ; il serait anormal que les produits des recherches échappassent aux redevances qui frappent les produits concédés ».

concession (1), dont le périmètre sera déterminé par le Gouvernement, s'il satisfait aux deux conditions suivantes :

« 1° Avoir, pendant la période de validité du permis, fourni la preuve de l'existence d'un gisement d'hydrocarbures à l'intérieur du périmètre de ce permis, et présenté une demande de concession ;

« En cas de contestation sur l'existence du gisement, il sera statué, sur avis conforme du conseil général des mines ;

« 2° Accepter un cahier des charges conforme au cahier des charges-type des concessions minières. Ce cahier des charges devra contenir en son article 28 une disposition imposant au concessionnaire l'obligation d'effectuer un minimum annuel de travaux. »

Art. 5. — L'article 43, paragraphes 1^{er} et 2, et l'article 44 de la loi du 21 avril 1810-27 juillet 1880 sont modifiés comme suit :

« Art. 43. — Le concessionnaire peut être autorisé, par arrêté préfectoral, pris après que les propriétaires auront été mis à même de présenter leurs observations, à occuper dans le péri-

(1) « Dans notre droit actuel, dit M. Bernier (exposé des motifs), le Gouvernement décide discrétionnairement s'il y a lieu ou non à institution de concession et choisit librement le concessionnaire ; l'enquête administrative porte principalement sur les deux points suivants : 1° Le demandeur offre-t-il des garanties morales, techniques et financières suffisantes ? 2° Les travaux ont-ils fourni la preuve de l'existence d'un gisement exploitable ?

Dans le cas d'un titulaire d'un permis exclusif de recherches de pétrole, la première question a été déjà résolue par l'enquête qui a précédé l'attribution du permis.... Quant à l'appréciation technique des résultats des travaux de prospection, il est à considérer que la notion d'exploitabilité, déjà assez délicate à dégager lorsqu'il s'agit de houille ou de minerais métalliques, devient insaisissable lorsqu'il s'agit de pétrole.

Cette notion est basée sur le fait que les gisements minéraux présentent une certaine continuité ; les travaux de recherches permettent, dans ces conditions, des évaluations de tonnage et des appréciations de prix de revient et de rendement qui permettent de dire si le gisement apparaît comme exploitable ou non.

Rien de tel pour le pétrole ou le gaz combustible ; l'exemple des régions productives, et celui du département de l'Ain, notamment, montre que des sondages très voisins peuvent donner les résultats les plus différents. D'autre part, aucune appréciation de tonnage n'est possible. Seule, l'exploitation du gîte en révélera l'importance. Dans ces conditions, il convient d'abandonner franchement pour le pétrole cette notion d'exploitabilité et de dire que la découverte d'un gisement de pétrole suffira à justifier l'institution d'une concession. »

mètre de sa concession les terrains nécessaires à l'exploitation de sa mine, à la préparation mécanique des minerais et au lavage des combustibles, à l'établissement des routes, des chemins de fer ou des canalisations destinés au transport des produits extraits, ne modifiant pas le relief du sol.

« Les mêmes autorisations peuvent être accordées dans les formes prévues au paragraphe ci-dessus :

« 1° A l'explorateur autorisé par le Gouvernement pour l'exécution de ses travaux d'exploration ;

« 2° Au titulaire d'un permis exclusif de recherches pour l'exécution, à l'intérieur du périmètre de son permis, de ses travaux d'exploration et des installations destinées à la conservation et à l'évacuation des produits extraits.

« Si les travaux ne sont que passagers et si le sol où ils ont eu lieu peut être mis en culture au bout d'un an comme il l'était auparavant, l'indemnité sera réglée à une somme double du produit net du terrain endommagé.

« Art. 44. — Un décret rendu en Conseil d'Etat peut déclarer d'utilité publique les canaux, les chemins de fer, les canalisations destinés au transport des produits extraits, modifiant le relief du sol, à exécuter dans l'intérieur du périmètre de la concession (1), ainsi que les canaux, les chemins de fer, les canalisations destinés au transport des produits extraits, les routes nécessaires à la mine et les travaux de secours, tels que puits ou galeries destinés à faciliter l'aérage et l'écoulement des eaux, à créées en dehors du périmètre, pourront être affectées à l'usage créées en dehors du périmètre pourront être affectées à l'usage du public dans les conditions établies par le cahier des charges.

« Dans le cas prévu par le présent article, les dispositions de la loi du 3 mai 1841 relatives à la possession des terrains et au règlement des indemnités seront appliquées. »

(1) A la suite de ces mots, le texte de la proposition portait ceux-ci : « ou du permis exclusif de recherches », qui ont été supprimés dans la rédaction définitive. En effet il eût paru exorbitant de viser ici le simple titulaire du permis exclusif de recherches, puisque son droit n'est que temporaire et qu'il lui sera facile de transformer dans un temps relativement court son droit de recherches en concession (M. Bernier, rapport n° 3982).

Art. 6. — La répartition de la redevance proportionnelle fixée par l'article 53 de la loi du 31 juillet 1917, déjà modifiée par l'article 1^{er} de la loi du 25 juin 1920, est fixée comme suit, en ce qui concerne les concessions de pétroles et gaz combustibles :

Part de l'Etat, 15 p. 100.

Part du département, 2,50 p. 100.

Part des communes, 2,50 p. 100.

La fraction de la redevance proportionnelle ci-dessus et de la taxe instituée par l'article 3, qui sera perçue au profit des communes, sera divisée en deux portions égales : l'une d'elles sera attribuée au fonds commun prévu par l'article 4 de la loi du 8 avril 1910 ; l'autre portion sera attribuée à la commune sur laquelle l'extraction a lieu ; au cas où il y aurait plusieurs communes ou départements intéressés, ladite portion, ainsi que le part des redevances et taxes attribuées au département, seront réparties au prorata des tonnages extraits par les puits et sondages existant sur le territoire de chaque commune ou département.

Art. 7. — La présente loi est applicable à l'Algérie, sous réserve des deux modifications suivantes :

1° Les droits attribués au ministre par l'article 2, pour le renouvellement des permis exclusifs de recherches, sont exercés par le gouverneur général ;

2° La redevance de 3 francs par hectare instituée par le même article est perçue au profit de l'Algérie.

Art. 8. — Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application de la présente loi.

XXI

LOI DU 20 DÉCEMBRE 1922 PORTANT MODIFICATION DES ARTICLES 334 ET 335 DU CODE PÉNAL EN VUE DE LA RÉPRESSION DE LA TENTATIVE DES DÉLITS CONNUS SOUS LE NOM DE « TRAITE DES FEMMES » (1).

Notice par M. PIERRE SIRE, rédacteur au Ministère de la Justice.

La loi du 20 décembre 1922 a pour but la répression de la tentative des délits de « traite des femmes ».

L'expression appliquée généralement jusqu'ici à ce genre de délits était celle de « traite des blanches ». Le législateur, en généralisant, a voulu marquer son souci de protéger également les femmes de couleur.

La nouvelle loi constitue un nouvel effort pour atteindre d'une manière efficace un trafic particulièrement odieux.

La première tentative faite dans cette voie qui vient d'aboutir à la loi actuelle est due à l'initiative privée et remonte au Congrès de Londrès de 1899. Ce congrès n'avait aucun caractère officiel. Mais des décisions importantes y furent prises en vue d'une action concertée de tous les Etats. On nomma une commission présidée par M. René Béranger, sénateur, qui avait pour mandat de provoquer la réunion d'une conférence chargée de rédiger un projet de convention internationale.

Cette conférence se réunit à Paris, en 1902. Elle élaborait deux textes : d'abord un arrangement administratif organisant la défense des victimes des trafiquants, leur renvoi dans leur pays d'origine et la façon de venir utilement en aide aux femmes et aux filles victimes de ce trafic ; ensuite une convention qui établissait des mesures internationales pour la répression du délit lui-même.

L'arrangement administratif fut signé le 18 mai 1904 par la France, l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Grande-Bretagne, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, la Russie, la Suède, la Norvège et la Suisse. Il fut promulgué en France par

(1) *J. Off.*, 21 décembre.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Chambre* : Exposé des motifs du projet de loi de M. Barthou, ministre de la Justice, 24 mai 1922, annexe 4343, doc. parl. p. 693 ; rapport de M. Roquette, 15 juin, 2^e s., annexe 4492, doc. p. 1046 ; adoption sans discussion, 27 juin, 2^e s. — *Sénat* : Transmission, 19 octobre, annexe 590 ; rapport de M. Poulle, 23 novembre, annexe 686, doc. p. 115 ; urgence, discussion et adoption, 7 décembre.

BIBLIOGRAPHIE. — V. *Lois nouvelles*, n° du 15 février 1923, 1^{re} partie, p. 49 et s., commentaire de M. Popineau.

décret du 7 février 1905. L'Autriche-Hongrie, les Etats-Unis d'Amérique et le Brésil y adhèrent par la suite (1).

Mais, malgré les efforts du Gouvernement français, la signature de la convention ne put être obtenue. Il fut nécessaire de réunir, à cet effet, une deuxième conférence.

Cette seconde conférence se tint à Paris en 1910. Elle aboutit à la convention signée le 4 mars 1910 par la France, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Brésil, le Danemark, l'Espagne, la Grande-Bretagne, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, la Russie et la Suède.

La convention du 4 mars 1910 fut approuvée en France par la loi du 7 août 1912 et promulguée par décret du 23 août de la même année (2). Le délit devenait un délit international donnant lieu à une répression internationale, existant alors même que les actes constituant les éléments du délit ont été accomplis dans des pays différents.

Dès 1903, au lendemain de la première conférence de Paris de 1902, le Parlement français, par une loi qui porte la date du 3 avril 1903, avait introduit dans l'article 334 du Code pénal les clauses de la convention de Paris de 1902, reproduites plus tard par celles de 1910.

Toutefois, la loi du 3 avril 1903 contenait une lacune. En effet, malgré le renforcement que lui avait apporté cette loi, l'article 334 du Code pénal restait muet sur la répression de la tentative quant aux délits qu'il prévoyait.

Si en matière de crime, aux termes de l'art. 2 du Code pénal, toute tentative manifestée par un commencement d'exécution, est considérée et punie comme le crime lui-même, sans qu'il soit besoin d'un texte spécial, au contraire quand il s'agit de délits aux termes de l'article 3 du même Code, les tentatives de ces délits ne sont considérées elles-mêmes comme des délits que dans les cas déterminés par une disposition spéciale de la loi.

Comme le précise l'exposé des motifs du projet qui est devenu la loi du 20 décembre 1922, « en raison des précautions multiples dont s'entourent les individus qui se livrent habituellement à la traite des femmes et des enfants pour déjouer des poursuites éventuelles, il est devenu difficile aux officiers de police judiciaire de suivre les éléments constitutifs des délits du genre de ceux qui sont visés à l'article 334 et, par suite, d'étayer une inculpation susceptible d'amener les auteurs devant les tribunaux répressifs ».

Avec la loi du 20 décembre 1922, la répression de la tentative des

(1) *Annuaire de législation française*, 1905, p. 73, notice de M. Leloir.

(2) *Annuaire de législation française*, 1912, p. 172, notice de M. Goulé.

délits prévus par l'article 334 du Code pénal permettra de protéger les filles ou les femmes qui sont entraînées dans la voie de la prostitution par suite de manœuvres autres que celles actuellement spécifiées par le Code pénal et d'atteindre sûrement les traitants notoires et leurs intermédiaires.

Les tribunaux auront à apprécier ici, comme en toute autre matière pénale, les éléments juridiques de la tentative. L'exposé des motifs du projet de loi indique un certain nombre d'actes préparatoires susceptibles de constituer un commencement d'exécution. Mais cette énumération n'est en aucune manière limitative.

Faisons observer que la loi du 20 décembre 1922 donne satisfaction au vœu émis par la conférence internationale pour la répression de la traite des femmes et des enfants réunie à Genève en 1921, sous les auspices de la Société des Nations.

Article premier. — L'article 334 du Code pénal est complété ainsi qu'il suit :

« Sera puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de cinquante francs (50 fr.) à cinq mille francs (5.000 fr.) :

« 1° Quiconque aura attenté aux mœurs en excitant, favorisant ou facilitant habituellement la débauche ou la corruption de la jeunesse de l'un et de l'autre sexe au-dessous de l'âge de vingt-et-un ans ;

« 2° Quiconque, pour satisfaire les passions d'autrui, aura embauché, entraîné ou détourné, même avec son consentement, une femme ou fille mineure en vue de la débauche ;

« 3° Quiconque, pour satisfaire les passions d'autrui, aura, par fraude ou à l'aide de violences, menaces, abus d'autorité ou tout autre moyen de contrainte, embauché, entraîné ou détourné une femme ou fille majeure en vue de la débauche ;

« 4° Quiconque aura, par les mêmes moyens, retenu contre son gré, même pour cause de dettes contractées, une personne, même majeure, dans une maison de débauche, ou l'aura contrainte à se livrer à la prostitution.

« Si les délits ci-dessus ont été excités, favorisés ou facilités par les père, mère, tuteur, ou les autres personnes énumérées en l'article 333, la peine d'emprisonnement sera de trois à cinq ans.

« Ces peines seront prononcées alors même que les divers actes qui sont les éléments constitutifs des infractions auraient été accomplis dans des pays différents.

« La tentative de ces délits sera punie des mêmes peines. »

Art. 2. — L'article 335 du Code pénal, premier et deuxième alinéa, est modifié ainsi qu'il suit :

« Les coupables d'un des délits ou de la tentative d'un des délits mentionnés au précédent article seront interdits de toute tutelle ou curatelle et de toute participation aux conseils de famille, savoir : les individus auxquels s'appliquent les paragraphes 1^o, 2^o, 3^o et 4^o de cet article, pendant deux ans au moins et cinq ans au plus, et ceux dont il est parlé dans le paragraphe suivant, pendant dix ans au moins et vingt ans au plus.

« Si le délit ou la tentative de délit a été commis par le père ou la mère, le coupable sera de plus privé des droits et avantages à lui accordés sur la personne et sur les biens de l'enfant par le Code civil, livre I^{er}, titre IX : « De la puissance paternelle ».

« Dans tous les cas, les coupables pourront, en outre, être mis par l'arrêt ou le jugement en état d'interdiction de séjour en observant, pour la durée de l'interdiction, ce qui vient d'être établi par le premier paragraphe du présent article »

ALSACE ET LORRAINE

Notice par M. NIROYET, professeur à la Faculté de droit de Strasbourg.

I. — PROJETS D'INTRODUCTION DES CODES ET LOIS EN VIGUEUR EN FRANCE

I. — Au cours de l'année 1922, le travail préparatoire à l'introduction des lois françaises en Alsace-Lorraine s'est poursuivi, mais aucun code n'a été introduit. Le projet portant introduction de la législation civile française a été déposé à la Chambre des députés par le Gouvernement à la séance du 9 mars 1922 (Chambre, doc. parl., p. 577, annexe n° 4038), tandis que le projet portant introduction des lois commerciales françaises était déposé le 6 avril 1922 (Chambre, doc. parl., p. 1426, annexe n° 4264). Ces deux projets de lois sont précédés de remarquables exposés des motifs (1).

Le Parlement n'a pas pu en aborder la discussion au cours de l'année 1922, quoique ces projets, longuement et minutieusement préparés, ne parussent pas devoir soulever d'objections graves. De sorte que la date de 1924 indiquée comme marquant leur introduction devra être reportée à une époque plus tardive, ce qui semble infiniment regrettable. Nous nous permettons ici d'attirer l'attention sur un vice fondamental de l'organisation actuelle touchant les départements recouvrés. Dans une intention sans doute louable, mais que l'expérience ne paraît pas avoir justifiée, le Commissaire général de la République en Alsace-Lorraine obtenait, en 1919, le vote d'une loi du 17 octobre dite *sur le Régime transitoire des provinces recouvrées*. On craignait de trop brusquer les choses en introduisant d'emblée notre législation (Cf. sur cette loi notre notice dans l'*Annuaire de législation française*, 1919, p. 287).

Il fut donc décidé que cette introduction se ferait lentement, avec dosage, et qu'on reporterait à Strasbourg les décisions principales. On créait ainsi un organe de liquidation auprès du Com-

(1) Cf. également les rapports faits par M. Schuman, député, au nom de la Commission d'Alsace-Lorraine de la Chambre : 1° sur le projet des lois civiles (annexe n° 5518, doc. parl., p. 263, séance du 2 février 1923); 2° sur le projet des lois commerciales (annexe n° 5791, doc. parl., p. 546, 2° séance du 15 mars 1923).

missaire général sous le nom de Conseil consultatif d'Alsace-Lorraine, situé sur place, composé de représentants des régions intéressées, plus capables par suite de contribuer au travail préparatoire devant précéder et traiter la réassimilation à la France des trois nouveaux départements. Immédiatement, ce Conseil consultatif a pris les allures d'un véritable Parlement au petit pied.

Quoiqu'il en soit, en 1921, il approuvait les projets d'introduction des lois civiles et commerciales (Cf. Les procès-verbaux du Conseil consultatif, Strasbourg, Imprimerie Alsacienne), et l'on pouvait dès lors espérer que l'introduction de ces Codes ne serait plus qu'une question de semaines. Il n'en a rien été et à l'heure actuelle aucun de ces projets n'a encore eu les honneurs de la mise à l'ordre du jour d'une séance de la Chambre. Le Parlement, paraît-il, prétend exercer ses prérogatives constitutionnelles et discuter ces projets. Dans ces conditions, nul prophète ne saurait même entrevoir une date pour leur vote alors qu'ils portent sur un nombre considérable de textes, à propos desquels la verve parlementaire pourrait se donner libre cours durant des années. N'est-ce pas la meilleure preuve de la lourde erreur des auteurs de la loi du 17 octobre 1919 ? A quoi bon vraiment peut servir le Conseil consultatif d'Alsace-Lorraine si, après lui, le Parlement peut tout remettre en question ? Il ne devient plus alors qu'un rouage inutile et superfétatoire dans notre organisation. Dès l'instant où ce Conseil consultatif était créé, il fallait être logique et décider qu'une fois approuvés par lui les projets seraient introduits par un *simple décret*, sous réserve d'une ratification parlementaire ultérieure. Faute d'avoir ainsi conçu et réalisé les choses, on se trouve avoir créé une institution qui ne peut que ralentir le mouvement de réassimilation des nouvelles provinces, et l'on aperçoit combien étaient fondées les objections faites à la Chambre en 1919 contre ce nouveau corps. On aura encore la preuve de ce que nous venons d'énoncer quand on saura que ce Conseil a approuvé, à sa session d'automne 1922, un important projet d'introduction des lois de procédure civile (1). Or, jusqu'ici, ce projet n'a encore point été déposé par le Gouvernement qui l'a abandonné et n'en a pas saisi le Parlement. Pourquoi avoir, en 1919, tant tablé sur une organisation dont les travaux ne sont même plus pris en considération sous la pression de certains milieux parlementaires ou autres, trop intéressés au maintien en Alsace-Lorraine de l'état de choses actuel ? (2). Il semble qu'on

(1) Procès-verbaux du conseil consultatif 1922. Imprimerie Alsacienne. Strasbourg.

(2) Cf. sur ce projet : Chéron, Le projet d'introduction des lois françaises de procédure civile et commerciale en Alsace et Lorraine, *Revue Trimestrielle de droit civil*, 1923, un tirage à part de 53 p. ; du même auteur : De quelques institutions allemandes de procédure maintenues en

veuille trop contenter tout le monde. Lorsque Bonaparte dotait la France de ses nombreuses codifications, il n'envisageait que l'intérêt de cette dernière. Il faudrait qu'on finit, pour l'Alsace-Lorraine, par mettre de côté toutes les considérations de chapelle pour couronner l'œuvre de l'armistice en introduisant nos grandes codifications, condition essentielle et vitale d'une fusion complète et définitive des nouvelles provinces avec la mère-patrie.

II. — *Examen du projet d'introduction des lois civiles.* — Le projet de loi introduit, en principe, notre Code et nos lois civiles. Mais il maintient en vigueur, durant un délai déterminé de 10 ans, quelques institutions du droit local considérées comme supérieures à celles du droit français, avec l'arrière-pensée arrêtée que d'ici là la France aura pu se doter d'institutions semblables. Signalons, parmi les principales mesures maintenues, le Code local des assurances sociales, la loi locale de 1908 sur le contrat d'assurance, l'organisation de la protection des incapables, en particulier la tutelle qui fonctionne là tout différemment, avec un rouage unique, le juge des tutelles. Les art. 335 et 342 du C. civ. fr. ne seront pas applicables, de sorte que l'enfant adultérin ou incestueux pourra, dans les conditions du Code local, être l'objet d'une reconnaissance, mais ses droits ne seront jamais que ceux attribués jusqu'ici par les art. 1707 et s. B. G. B. Le registre matrimonial est conservé pour tous les époux domiciliés en Alsace-Lorraine. Enfin, sur le terrain de la propriété foncière, le projet garde dans une large mesure le système actuellement en vigueur, tout en l'adaptant aux principes du droit civil français. D'après le droit actuel, cinq principes dominants sont consacrés là où fonctionne le Livre Foncier (*Grundbuch*) : 1) la publicité se fait dans un registre unique avec folio individuel par immeuble sur lequel sont inscrites toutes mentions concernant l'immeuble (propriété, droits réels divers). La tenue du registre est la même qu'il s'agisse du Livre foncier ou du Livre foncier provisoire (*Vorläufiges Eigentumsbuch*) ou enfin, type le plus répandu en Alsace-Lorraine (1/3 des communes), du Registre de propriété (*Eigentumsbuch*) ; 2) le principe absolu de l'inscription sans lequel la transmission de la propriété ne peut pas s'effectuer, même *inter partes* ; 3) le principe relatif de l'inscription en vertu duquel aucune inscription ne peut être faite sans que le droit du cédant ne soit lui-même inscrit ; 4) le principe de la force probante ; mais

vigueur par le projet d'introduction des lois françaises, *ibid*, un tirage à part de 70 p., 1923. Eccard, L'introduction de la procédure française dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, *Revue juridique d'Alsace et Lorraine*, 1922, p. 481 à 489. Marcel Nast, Les dessous de la question Alsacienne-Lorraine, Strasbourg, 1923, une brochure de 31 p.

celui-ci ne joue que pour le Livre foncier et non pour les deux autres registres ; 5) le principe de légalité : le juge du registre doit vérifier la légalité de l'inscription sollicitée, contrôler le droit des parties et la validité des actes qui lui sont soumis.

Le projet de loi conserve le principe de la publicité par les registres (n° 1), le principe relatif de l'inscription (n° 3), enfin le principe de légalité (n° 5). Il écarte au contraire l'effet absolu de l'inscription. L'inscription est requise à l'égard des tiers, mais la transmission du droit est indépendante de l'inscription *inter partes* ; l'art. 1138 C. civ. est donc introduit. Néanmoins, pour que les livres fonciers restent complets, l'effet de la convention conclue ne durera que six mois ; il faut que les parties fassent faire l'inscription dans ce délai, quel que soit leur mode d'acquisition volontaire (sauf si l'acquisition résulte de la loi). De sorte qu'à son expiration, la propriété ou les droits seront considérés comme étant demeurés sur la tête de l'aliénateur. En outre, en vertu du principe de l'effet relatif de l'inscription, aucun cessionnaire de droit ne pourra s'inscrire sans que son prédécesseur ne s'inscrive. Il y a là une sanction indirecte pour que les registres contiennent les divers actes intéressant l'immeuble.

Touchant le droit civil, les hypothèques de la femme et des incapables du droit français ne seront pas admises telles quelles. Ainsi l'hypothèque de la femme ne sera pas générale et occulte dans la mesure où l'organisation foncière locale serait incompatible avec ces caractères. L'hypothèque judiciaire ne résultera que de décisions exécutoires pour créances de sommes d'argent ; la créance sera inscrite pour la totalité sur les *divers* immeubles du débiteur à désigner *individuellement*, et l'inscription sera spéciale.

III. — *Projet d'introduction des lois commerciales françaises.*

— Ce projet comporte également le maintien de dispositions importantes du droit local parmi lesquelles nous signalerons les principales :

1° C'est, tout d'abord, la réglementation des livres de commerce plus simplifiée qu'en droit français.

2° La procuration générale (*Procura*), institution par laquelle le représentant d'un commerçant a des pouvoirs déterminés une fois pour toutes et subordonnés à une inscription au registre du commerce. C'est une institution à laquelle les milieux alsaciens intéressés semblent tenir beaucoup, sans doute avec quelque routine plutôt que par une nécessité réelle.

3° L'intégralité des lois actuelles sur les Chambres de commerce, les sociétés coopératives, les *sociétés à responsabilité limitée*, les assemblées d'obligataires, les sociétés d'assurance, la

navigation intérieure, les conseils de prud'hommes commerciaux, les mines et diverses matières secondaires.

4° Pour les sociétés par actions, le projet marque une transaction entre deux tendances opposées. Les uns auraient voulu conserver *sine die* la loi locale, surtout à cause des pouvoirs du directeur général (*Vorstand*), dont les autres désiraient la disparition immédiate. Le projet admet le maintien du droit local, mais pendant cinq ans. Passé ce délai, aucune société ne pourra plus se constituer en la forme du droit local. Quant aux sociétés constituées avant cette date, elles ne pourront plus modifier leurs statuts à partir d'un délai de 10 ans, si ce n'est pour se transformer en sociétés françaises.

5° *Faillite civile*. Le projet conserve la faillite civile qui est considérée comme de nature à sauvegarder les intérêts de tous les créanciers et dont, en France, on a souvent demandé l'introduction.

Telles sont les principales dispositions du droit local maintenues. S'il est vrai que certaines d'entre elles semblent répondre à des besoins réels, on regrettera d'autre part qu'elles puissent retarder pendant trop longtemps encore la réassimilation juridique des provinces recouvrées à la France.

IV. — *Avant-projet d'introduction du code et des lois de procédure français*. — Le projet préparé par la Commission compétente et approuvé par le Conseil consultatif n'ayant pas été déposé par le Gouvernement qui paraît l'avoir momentanément abandonné, il est inutile d'entrer plus avant dans l'examen de ses dispositions ; nous y reviendrons plus tard si le projet est finalement déposé.

II. — DISPOSITIONS DU DROIT FRANÇAIS INTRODUITES AU COURS DE L'ANNÉE 1922.

I. — *Législation française des loyers*. — Jusqu'ici, les lois relatives à l'Alsace-Lorraine étaient demeurées intégralement en vigueur, de sorte qu'aucune des dispositions moratoires du droit français ne s'y appliquait. Cette situation ne pouvait pas se prolonger. En effet, sous le poids de circonstances économiques, des mesures spéciales ont été prises à propos des loyers dans la plupart des pays. En particulier, l'Allemagne a édicté depuis 1918 des mesures très importantes sur la question qui sont venues se fondre dans une grande loi du mois de mars 1922. Les nouvelles lois allemandes ne pouvaient plus, depuis le 11 novembre 1918, avoir de force en Alsace-Lorraine, alors que les lois françaises ne s'étendent pas dans ces provinces. De sorte que les départements

recouvrés restaient en marge de toute loi, ce qui est la meilleure objection qu'on puisse faire au régime actuel où l'Alsace-Lorraine ne bénéficie pas de plein droit des nouvelles lois françaises nécessitées par les circonstances et bien entendu échappe à l'empire de celles qu'on est appelé à prendre en Allemagne. Aussi un décret du 2 septembre 1922 a-t-il introduit la loi du 31 mars 1922 portant fixation définitive du régime des loyers en France. Il ne pouvait être question d'introduire toute la législation intervenue depuis la guerre en France en cette matière et en particulier la loi du 9 mars 1918. En effet, l'Allemagne n'a pas, durant la guerre, édicté de mesures semblables à celles qui, en France, sont intervenues au profit des mobilisés quant à la durée et au prix de leur bail ; d'autre part, cette législation n'a pas non plus établi des prorogations commerciales ou autres. Il était donc tout à fait inutile d'en étendre le régime aux nouveaux départements après la lettre. Par suite, seule la loi du 31 mars 1922 est introduite et encore le décret exclut-il de cette introduction presque tout le titre I^{er} de la loi qui n'est qu'une liquidation des lois de guerre antérieurement édictées en France, pour se borner à assurer en Alsace-Lorraine le bénéfice du titre II de cette loi, c'est-à-dire des prorogations possibles au profit de tous les locataires jusqu'au 1^{er} janvier 1925, moyennant une augmentation du prix du loyer. Le décret contient des dispositions d'adaptation de la loi de 1922 à la législation locale ; il précise quels seront les étrangers qui pourront invoquer les prorogations (1).

Un décret du 4 janvier 1923 a introduit la loi du 31 décembre 1922 aux termes de laquelle les expulsions des locataires de bonne foi sont suspendues en principe jusqu'au 1^{er} juillet 1923.

II. — *Organisation judiciaire.* — La profession d'avocat en Alsace et Lorraine a été réglementée par une loi très attendue du 20 février 1922 (1). Elle introduit la réglementation applicable en France à l'exercice de la profession d'avocat et à la discipline du barreau. Tout d'abord, elle abroge la loi locale du 1^{er} juillet 1878 aux termes de laquelle les avocats étaient nommés par le ministre sur avis conforme du Conseil de l'Ordre. Désormais, l'admission sera prononcée par le Conseil de l'Ordre lui-même comme en France ; en outre, il devra y avoir un Conseil de l'Ordre auprès de chaque tribunal régional tandis que, jusqu'ici, il n'en existait qu'un seul pour toute l'Alsace-Lorraine (un par ressort de Cour d'appel). La loi maintient néanmoins sur des points très impor-

(1) Cf. notre étude dans la *Revue de droit international privé*, de La-pradelle, 1923, p. 291.

(2) Cf. Roger Dufourmantelle, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation, La réglementation actuelle des barreaux en Alsace-Lorraine, *Revue juridique d'Alsace et Lorraine*, 1922, p. 353 à 357.

tants, certaines règles du droit local auxquelles, dans le barreau alsacien-lorrain, on tenait essentiellement et qui se reliaient d'ailleurs assez intimement à l'organisation de la procédure locale. Il n'existait pas, du temps allemand, des avoués distincts des avocats et propriétaires de leur office. L'avoué et l'avocat sont une seule et même personne, rappelant les avoués plaidants de nos petits tribunaux ; mais tout individu peut, moyennant diverses conditions, exercer la profession. En effet, la loi de 1922 déclare que pourront se faire inscrire aux barreaux, en outre des *avocats-avoués actuels* — car tel est le nom que la loi leur donne — toutes personnes pouvant, aux termes des lois françaises, exercer la profession d'avocat. En d'autres termes, tout licencié en droit peut, après prestation de serment et le stage prescrit par les règles de l'Ordre (4 ans), être admis au Tableau.

Quant aux individus pourvus du diplôme allemand de *Referendare*, ils sont assimilés à nos licenciés.

La loi laisse subsister une distinction sérieuse entre le stagiaire et l'avocat au Tableau : ce dernier seul peut faire les actes de procédure, correspondant chez nous à ceux de l'avoué, postuler, conclure et représenter les parties, choses interdites en France où l'avocat ne peut accepter un mandat (art. 45, décret du 20 juin 1920).

En outre, les avocats d'un barreau peuvent être autorisés à résider au chef-lieu du tribunal de bailliage et non du tribunal régional, de façon à être plus près et de la clientèle qu'ils se font et de la juridiction auprès de laquelle ils plaident habituellement.

Enfin, les lois locales sur les frais de procédure et les honoraires des avocats sont provisoirement maintenues en vigueur.

LOI DU 20 FÉVRIER 1922

sur l'exercice de la profession d'avocat et la discipline du barreau
en Alsace et Lorraine (1)

Article premier. — Sont introduits, dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, pour y être appliqués du jour qui va être ci-après fixé et sous les modifications qui vont suivre, les lois et décrets qui réglementent, en France, l'exercice de la profession d'avocat et la discipline du barreau.

Art. 2. — Dans le mois qui suivra la promulgation de la présente loi, il sera procédé à l'établissement des tableaux d'avo-

(1) *J. Off* du 4 mars 1922.

cats, par le premier président et le procureur général pour le barreau de Colmar, et par les présidents des tribunaux de première instance et les procureurs de la République pour les barreaux de ces tribunaux.

Les tableaux seront, aussitôt établis, déposés aux greffes.

Dans le mois de ces dépôts, un arrêté du commissaire général de la République fixera, pour chaque barreau, la date de la réunion de la première assemblée générale. Celle-ci procédera, sous la présidence de l'avocat le plus ancien, à l'élection du bâtonnier, puis à celle des membres du conseil de discipline.

La réglementation française entrera en vigueur du jour de la première assemblée générale.

Art. 3. — Seront seuls inscrits aux tableaux, suivant l'ordre de leurs admissions au barreau d'Alsace et Lorraine, les avocats-avoués exerçant actuellement leur profession dans le ressort du tribunal.

Art. 4. — A l'avenir, pourront se faire inscrire au tableau dans les barreaux d'Alsace et de Lorraine, outre les personnes prévues par les lois et décrets visés à l'article 1^{er}, les assesseurs qui rempliraient, au moment de la mise en application de la présente loi, les conditions exigées pour être nommé avocat-avoué.

Art. 5. — Pour l'admission au stage dans ces barreaux, sera assimilé au diplôme de licencié en droit, le grade de référendaire conféré avant le 11 novembre 1918, ou, postérieurement à cette date, par l'autorité française en Alsace et Lorraine.

Art. 6. — En outre des obligations édictées par les lois et décrets, les avocats stagiaires pourront être astreints, par le règlement intérieur de chaque barreau, aux obligations particulières résultant des usages locaux.

Art. 7. — Sont abrogées, sous les réserves contenues aux articles suivants, la loi locale du 1^{er} juillet 1878, sur le barreau, et toutes autres dispositions contraires à la présente loi.

Art. 8. — Devant les tribunaux des départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, les avocats inscrits au tableau près de ces tribunaux sont admis, à l'exclusion des stagiaires, à représenter les parties, à postuler, à conclure, et,

d'une manière générale, faire tous les actes de procédure. Ils exerceront ce droit de représentation dans les conditions prévues par les lois locales, dont les dispositions en cette matière sont maintenues en vigueur.

Les avocats inscrits au tableau des avocats de Colmar devront faire connaître, par une déclaration qui sera portée par le bâtonnier à la connaissance du procureur général, s'ils entendent exercer le droit de représenter et postuler devant la cour d'appel ou devant le tribunal de première instance.

Les avocats inscrits pourront être autorisés, par le conseil de l'ordre, ou, sur appel, par la cour d'appel, à résider au siège d'un tribunal de bailliage dans le ressort du tribunal de première instance où ils sont inscrits.

Art. 9. — Les lois locales sur les frais de procédure et les honoraires des avocats sont provisoirement maintenues en vigueur.

Signalons encore le décret du 15 mai 1922 déterminant le sens de l'arrêté du 2 février 1919 sur la langue française dans les actes judiciaires.

III. — *Lois ratifiant des décrets d'introduction.* — 1^o Loi du 1^{er} février 1922 ratifiant le décret du 16 février 1921 introduisant l'art. 1^{er}, al. 1, de la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés ;

2^o Loi du 1^{er} février 1922 ratifiant le décret du 27 avril 1920 sur le serment des magistrats ;

3^o Loi du 1^{er} février 1922 ratifiant le décret du 7 août 1920 sur la vérification de la comptabilité des huissiers ;

4^o Loi du 17 juillet 1922 ratifiant le décret du 10 février 1920 qui a introduit la législation française en matière de propriété intellectuelle (artistique, littéraire, industrielle) (*Annuaire de législation française*, 1920, t. 40, p. 141).

IV. — *Nationalité.* — Un décret du 31 janvier 1922 (*J. Off.*, 8 février) a défini les modalités d'application du Traité de Versailles en ce qui concerne les demandes de naturalisation faites par les Allemands en Alsace-Lorraine, en vertu des dispositions du § 3 de l'Annexe à la Section V, 3^e partie, du traité relatives aux questions de nationalité.

Un arrêté du Commissaire général du 10 juin 1922 a constitué les commissions locales destinées à donner leur avis sur ces demandes.

V. — *Réforme monétaire* (1). — La loi du 22 juin 1922 est venue régler la très importante et souvent angoissante question de la réforme monétaire en Alsace et Lorraine, en résolvant un certain nombre de questions posées, en pratique, par l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la « valorisation » des marks. Ces questions concernaient soit des établissements de crédit, soit des institutions publiques ayant des avoirs en marks, soit des particuliers non compris dans les textes antérieurs. Pour ces établissements et institutions, le problème consistait à concilier l'obligation qui leur était imposée de rembourser leurs propres créanciers (déposants des banques et caisses d'épargne, membres des sociétés de crédit agricole, titulaires de comptes, etc.) à un taux de conversion de 1 fr. 25 par mark et l'impossibilité pour eux d'obtenir le remboursement de leurs créances en marks sur l'Allemagne à un taux supérieur à 0,8164, quand ils l'obtenaient. En dehors des banques, cette situation était particulièrement délicate pour la Caisse des dépôts et consignations, les caisses d'épargne et les caisses spéciales de crédit mutuel agricole, dites caisses Raiffeisen, qui fonctionnaient en liaison étroite avec les organismes allemands de même nature. Pour les particuliers, la loi du 23 avril, qui avait procédé par énumération limitative, avait laissé de côté un certain nombre de porteurs de marks dignes d'intérêt.

La loi du 22 juin 1922 pose en principe que le Trésor, faisant un nouvel effort financier en faveur de l'Alsace et de la Lorraine, remettra, en échange des marks appartenant ou dus à des sociétés, institutions ou personnes, des francs sur le pied de 1,25, soit à titre d'avances remboursables au fur et à mesure des recouvrements opérés sur l'Allemagne par l'Office de vérification et de compensation, soit à titre définitif, dans les mêmes conditions que l'échange de monnaies effectué lors du retour de l'Alsace et de la Lorraine à la France.

En complément des acomptes déjà reçus par elles jusqu'à concurrence de leurs avoirs en marks, convertis sur le pied de 1,25, les banques peuvent recevoir des avances sous forme d'obligations décennales, temporairement incessibles (articles 1 à 3). A la Caisse des dépôts et consignations d'Alsace et Lorraine sera attribuée chaque année une somme égale au produit de la multiplication par 1,25 des arrérages en marks et des titres remboursés au cours de l'année de son portefeuille allemand, à charge pour elle de gérer, pour le compte du Trésor, les encaissements en marks opérés par ses soins, lesquels annuleront sa dette vis-à-vis

(1) A raison de la complexité du problème mis à jour, nous ne saurions entrer ici dans son examen détaillé pour lequel nous renvoyons à l'ouvrage de M. Reboursel, avocat-avoué à Metz, Paris, Librairie du Sirey, 1923. — Nous devons à l'obligeance de notre collègue M. Oualid, les quelques renseignements donnés au texte.

du Trésor à raison de 1,25 par mark (articles 4 et 5). Dans des conditions analogues, les caisses d'épargne recevront, à titre d'avances, les sommes complémentaires nécessaires pour leur permettre d'assurer le paiement de leurs frais généraux et le service des intérêts à leurs déposants, sans préjudice d'autres avances possibles et portant intérêt à 3 % (art. 7, 8, 9 et 10). Les caisses Raiffeisen bénéficieront : 1° de la remise d'obligations décennales à 5 % pour couvrir l'insuffisance de recouvrement de leurs avoirs ; 2° d'une subvention annuelle remboursable pour parfaire les sommes nécessaires à leurs engagements annuels (art. 12 et 13).

Quant aux particuliers, la loi nouvelle proroge le délai qui leur avait été accordé pour présenter les demandes de conversion (art. 16) ; — elle étend le bénéfice de l'échange à 1,25, moyennant une justification et dans la limite d'une somme maxima de dix millions, aux Alsaciens, Lorrains, alliés et neutres ayant pris du service dans l'armée française ou ayant été expulsés par les autorités allemandes (art. 17) ; — enfin, elle règle la situation des titulaires alsaciens et lorrains de comptes dans les succursales de banques allemandes fonctionnant en Alsace et en Lorraine et dans les bureaux de chèques postaux allemands. Les premiers se verront attribuer la différence entre leurs avoirs calculés à 1,25 le mark et les sommes effectivement recouvrées sur l'Allemagne par l'Office de compensation (art. 18). Les seconds auront droit au remboursement de leurs avoirs en compte postal, sous forme d'ouverture d'office d'un compte français de chèques postaux pour un montant égal au recouvrement effectif sur l'Allemagne (art. 19) ou à la multiplication par 1,25 de leur avoir en marks s'ils avaient droit à la valorisation à ce taux de leurs marks (art. 20). Ces différences, comme toutes celles résultant de l'application de la loi, seront imputées au débit du compte spécial du Trésor et couvertes par un crédit inscrit au budget du Ministère des Finances (art. 21).

Cette loi mettra fin, sans doute, aux difficultés soulevées par la vaste opération dite « valorisation des marks et avoirs alsaciens et lorrains ».

LOI DU 22 JUIN 1922

relative à la réforme monétaire en Alsace et Lorraine (1)

Article premier. — Le ministre des finances est autorisé à faire aux banques d'Alsace et de Lorraine des avances pour un montant égal à la différence entre les acomptes déjà reçus du

(1) *J. Off.* du 24 juin 1922.

Trésor par lesdites banques et la somme totale qu'elles seraient susceptibles de recevoir, en contre-partie de leurs avoirs en monnaies allemandes dont, après recouvrement des créances constituant lesdits avoirs, la conversion en francs, au taux de 1 fr. 25 pour un mark, doit être effectuée conformément à l'article 2 de la loi du 23 avril 1919.

Ces avances, qui seront constatées au débit du compte spécial ouvert en exécution de l'art. 1^{er} de la loi précitée, seront réalisées par la remise d'obligations décennales 5 p. 100 de la défense nationale, au cours fixé pour l'émission desdites valeurs.

A concurrence de 25 p. 100 du montant de l'avance consentie à chaque banque les obligations devront être nominatives.

Les obligations nominatives ne pourront pas être cédées tant que l'office de vérification et de compensation de Strasbourg n'aura pas effectué au Trésor les versements prévus à l'art. 2 de la présente loi, jusqu'à concurrence du montant des francs obtenus par la conversion au taux de change fixé par l'art. 72 du traité de Versailles, des sommes en marks correspondant :

1° Aux acomptes en francs déjà payés à l'attributaire ;

2° Aux 75 p. 100 de l'avance en obligations qu'il aura reçue.

A partir de ce versement, les obligations nominatives deviendront négociables et porteront intérêt au profit de l'attributaire, au fur et à mesure que l'office de compensation versera au Trésor les francs correspondant aux sommes en marks recouvrées pour le compte de l'attributaire.

Dans le cas où les sommes en francs recouvrées pour le compte de l'attributaire par l'office de compensation ne fourniraient pas l'équivalent, au taux fixé par l'article 72 du traité de Versailles, des sommes en marks représentant la contre-valeur des avances consenties à la banque intéressée, cette dernière pourra être autorisée à verser au Trésor, pour compléter cette contre-valeur, des marks effectifs, à charge pour ladite banque de justifier que ces marks proviennent réellement de la liquidation de son actif allemand tel qu'il figurait à son bilan à la date du 30 novembre 1918. A défaut de cette autorisation, le remboursement au Trésor des avances non couvertes sera réalisé

par voie d'annulation des obligations nominatives et seulement pour le surplus, s'il y a lieu, par versements de francs.

Art. 2. — L'office de vérification et de compensation de Strasbourg versera au Trésor le montant des francs recouvrés sur les débiteurs allemands des banques d'Alsace et de Lorraine, et provenant de créances figurant au bilan de ces dernières au 30 novembre 1918, de coupons et arrérages échus de ces créances, ou des intérêts moratoires prévus au paragraphe 22 de l'annexe à l'article 296 du traité de Versailles y afférents, le droit de commission perçu par l'office restant à la charge du Trésor.

Toutefois, les versements prévus au premier alinéa du présent article ne pourront excéder le montant exprimé en francs, au taux fixé par l'article 72 du traité de Versailles, des déclarations de créances sur l'Allemagne présentées à l'office par la banque intéressée, déduction faite des dettes de la même banque payables par l'intermédiaire de l'office.

Les versements de l'office de compensation seront inscrits au crédit du compte spécial dont l'ouverture a été autorisée par la loi du 23 avril 1919.

Art. 3. — Seront compris dans le passif des banques alsaciennes et lorraines, pour la détermination de l'intervention du Trésor prévue à l'article 2 de la loi du 23 avril 1919, les montants correspondant aux dividendes des exercices 1914 inclus à 1917 inclus, figurant à un poste spécial du bilan du 30 novembre 1918, non distribués et afférents aux actions qui, au 11 novembre 1918, appartenaient à des personnes appelées ultérieurement à bénéficier des dispositions de l'article 9 de l'arrêté du président du conseil, ministre de la guerre, en date du 26 novembre 1918, relatif au régime monétaire de l'Alsace et de la Lorraine.

Les sommes à comprendre dans le passif des banques, en vue de l'application des dispositions du paragraphe précédent, ne pourront dépasser un montant représentant 6 p. 100 pour les exercices 1914 et 1915 inclus et 8 p. 100 pour les exercices 1916 et 1917 du capital versé des actions.

Art. 4. — Il sera attribué, chaque année, à titre d'avance, à la caisse des dépôts et consignations d'Alsace et de Lorraine, par imputation sur un crédit qui sera inscrit à cet effet au budget du ministère des finances, une somme égale au produit de la multiplication par 1.25 du montant brut des arrérages en marks de son portefeuille allemand et des titres compris dans ce portefeuille qui seront remboursés au cours de la même année, ledit portefeuille composé comme au 1^{er} décembre 1918 après déduction des valeurs produites à l'office de vérification et de compensation de Paris.

Les avances afférentes aux exercices 1918 et 1919 seront diminuées du montant des francs à encaisser par l'intermédiaire de l'office de compensation de Strasbourg.

Une subvention en capital, à imputer sur un crédit qui sera inscrit au budget du ministère des finances, sera en outre allouée à la caisse des dépôts d'Alsace et de Lorraine. Elle sera déterminée d'après le total des soldes, multiplié par 1,25, de son compte courant à la Reichsbank et de son compte de chèques postaux à Carlsruhe et déduction faite des sommes recouvrées en francs sur ces soldes par l'entremise des offices de compensation de Paris et de Strasbourg.

Les arrérages et capitaux en marks encaissés par la caisse des dépôts et consignations seront gérés par elle pour le compte du Trésor, en garantie de ses avances, et produiront un intérêt de 3 p. 100 ; le ministère des finances est autorisé à effectuer la conversion des marks en francs au mieux des intérêts du Trésor ; les avances seront considérées comme éteintes à raison de 1.25 pour un mark réalisé et la différence avec le taux effectif de réalisation sera imputée sur les crédits ouverts à cet effet au budget du ministère des finances. Les avances prendront fin dès que le cours du mark sera d'un franc français.

Le remboursement annuel par la caisse des dépôts et consignations de Strasbourg du vingtième des comptes B des caisses d'épargne avec garantie communale, prescrit par l'article 44 de la loi du 23 août 1912 sera suspendu jusqu'au moment où le cours du mark sera de un franc français.

Art. 5. — Est ratifiée la convention annexée à la présente loi passée le 29 juillet 1920, entre le commissaire général de la République à Strasbourg et la direction du Crédit foncier et communal d'Alsace et Lorraine.

Art. 6. — Dans un délai de trois mois après l'expiration de chaque exercice, les caisses d'épargne avec garantie communale d'Alsace et de Lorraine, les caisses postales d'épargne de Strasbourg et de Metz, et la caisse d'épargne des employés alsaciens de chemins de fer adresseront au commissaire général de la République, à Strasbourg, avec toutes justifications utiles, les états et situations nécessaires en vue de l'application des dispositions de la présente loi qui les concernent.

Art. 7. — Les caisses d'épargne avec garantie communale d'Alsace et de Lorraine recevront à la fin de chaque exercice, dans la limite du montant, multiplié par 1,25, des arrérages du portefeuille allemand existant au 1^{er} décembre 1918 et à titre d'avance imputable sur les crédits inscrits à cet effet au budget du ministère des finances, une somme égale à la différence entre : d'une part, les arrérages de leur portefeuille non allemand ; d'autre part, les frais généraux d'administration et les dépenses afférentes au payement des intérêts dus aux déposants dans la limite du taux maximum prévu par les lois réglementant le fonctionnement des caisses d'épargne d'Alsace et de Lorraine.

Ces avances cesseront et le remboursement des avances déjà versées sera effectué par les caisses au Trésor avec intérêts composés à 3 p. 100 lorsque le cours du mark sera suffisant pour que les arrérages du portefeuille allemand cumulés avec les autres revenus permettent d'équilibrer les dépenses définies au paragraphe précédent avec les recettes.

Art. 8. — Les caisses d'épargne postales de Strasbourg et de Metz recevront à la fin de chaque exercice, dans la limite du montant multiplié par 1,25 des arrérages du portefeuille allemand existant au 1^{er} décembre 1918 et à titre d'avance imputable sur les crédits inscrits à cet effet au budget du ministère des finances, une somme égale à la différence entre l'intérêt en francs des prêts hypothécaires ou chirographaires qu'elles ont

consentis, et les dépenses afférentes au versement à leurs déposants d'un intérêt égal à celui qu'attribuent les caisses d'épargne avec garantie communale.

Ces avances cesseront et le remboursement des avances déjà versées sera effectué par les caisses au Trésor, avec intérêts composés à 3 p. 100, lorsque le cours du mark sera suffisant pour que les arrérages du portefeuille allemand, cumulés avec les intérêts des prêts hypothécaires et chirographaires, permettent d'assurer le service des intérêts définis au paragraphe précédent.

Art. 9. — La caisse d'épargne des employés alsaciens de chemins de fer recevra à la fin de chaque exercice, à titre d'avance imputable sur les crédits inscrits à cet effet au budget du ministère des finances, une somme égale au montant multiplié par 1,25 des arrérages de son portefeuille allemand tel qu'il était composé à la date de constitution de la caisse.

Ces avances cesseront et le remboursement des avances déjà versées sera effectué par la caisse au Trésor avec intérêts composés à 3 p. 100 lorsque le cours du mark sera de 1 franc français.

Art. 10. — En cas de nécessité dûment justifiée, des avances complémentaires pourront être consenties par le Trésor, aux caisses d'épargne visées aux articles 7, 8 et 9 qui se trouveraient dans l'impossibilité de faire face avec leurs propres ressources à des demandes de retraits. Ces avances complémentaires porteront également intérêts composés au taux de 3 p. 100 et leur remboursement sera effectué dans les mêmes conditions et en même temps que celui des avances qui leur auront été accordées en application des articles susvisés.

Art. 11. — Les dispositions des articles 4, 7, 8, 9 et 10 de la présente loi sont applicables à partir du 1^{er} décembre 1918. Il sera toutefois déduit sur la première avance une somme égale au montant des arrérages du portefeuille allemand recouvrables au taux de change prévu par l'article 72 du traité de Versailles.

Art. 12. — Le ministre des finances est autorisé à remettre aux caisses Raiffeisen d'Alsace et de Lorraine des obligations décen-

nales portant intérêts à 5 p. 100 pour un montant égal à la différence entre la somme des francs recouvrés par l'intermédiaire de l'office de compensation de Strasbourg sur la caisse centrale agricole pour l'Allemagne de Berlin et la Reichsbank, et le montant des francs qu'auraient produit les marks correspondant au taux de 1,25 pour un mark.

La valeur du capital de ces obligations sera imputée sur un crédit qui sera inscrit à cet effet au budget du ministère des finances.

Art. 13. — En outre, les caisses Raiffeisen qui possédaient, au 30 novembre 1918, un portefeuille de valeurs allemandes, pourront recevoir, à titre d'avance remboursable dans les conditions prévues à l'article 14, une subvention annuelle correspondant à l'insuffisance reconnue de leurs ressources en francs pour faire face à ceux de leurs engagements à la même date du 30 novembre 1918 qui ont été convertis au taux de 1 fr. 25 pour un mark et jusqu'à extinction desdits engagements.

Les caisses intéressées devront adresser à cet effet une demande motivée au commissaire général de la République à Strasbourg dans le délai d'un mois à dater de la promulgation de la présente loi.

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget du ministère des finances.

Art. 14. — Il sera versé à la fédération des syndicats agricoles d'Alsace et de Lorraine, par imputation sur les crédits inscrits à cet effet au budget du ministère des finances, à titre d'avance remboursable, une annuité de deux cent cinquante-quatre mille francs (254,000 fr.) jusqu'au moment où la reprise du cours du mark permettra aux caisses de faire face à leurs charges et, en tout cas, lorsque le cours sera revenu au pair du franc français ; les avances du Trésor seront remboursables avec intérêts composés à 3 p. 100 à la même date.

Art. 15. — La gestion des marks provenant des arrérages du portefeuille allemand des caisses visées aux articles 7, 8, 9 et 14 de la présente loi sera assurée pour le compte des caisses qui en feront la demande, par la caisse des dépôts et consignations de Strasbourg, qui leur servira un intérêt de 3 p. 100.

Art. 16. — Le délai d'un mois prévu à l'article 12 de l'arrêté du président du conseil, ministre de la guerre, en date du 26 novembre 1918, relatif au régime monétaire de l'Alsace et de la Lorraine, est prorogé jusqu'au 31 décembre 1920.

Une commission siégeant à Paris, présidée par un conseiller d'Etat, et dont la composition sera arrêtée par décret, sera chargée d'examiner les demandes qui ont été adressées au commissariat général de la République à Strasbourg dans le délai ci-dessus fixé et de statuer définitivement sur la suite qu'elles comportent.

Les dépenses à engager pour l'attribution aux particuliers, institutions ou sociétés des compensations prévues par l'article 12 précité de l'arrêté du 26 novembre 1918 ne pourront excéder la somme de quatre millions de francs (4.000.000 fr.) et seront imputables sur les crédits à ouvrir à cet effet au budget du ministère des finances.

Art. 17. — Seront admis à l'échange au taux de 1 fr. 25 pour un mark dans les conditions prévues par la loi du 23 avril 1919 portant ouverture d'un compte spécial pour l'échange des monnaies allemandes, et dans la limite de leur montant au 11 novembre 1918, les avoirs en marks constitués hors d'Alsace et de Lorraine avant cette date par les personnes suivantes :

1° Les Alsaciens, les Lorrains ou les ressortissants des pays alliés ou neutres domiciliés en Alsace et en Lorraine avant le 1^{er} août 1914, qui ont pris pendant la guerre du service dans l'armée française ;

2° Les Alsaciens, les Lorrains et les ressortissants des pays alliés ou neutres domiciliés en Alsace et en Lorraine avant le 1^{er} août 1914, qui ont été déportés, évacués ou expulsés par les autorités allemandes.

Pour bénéficier des dispositions de cet article, les personnes susvisées devront fournir la preuve que les fonds constituant les avoirs à convertir au taux de 1 fr. 25 ont bien été transportés ou transférés hors d'Alsace et de Lorraine pendant la durée de la guerre avant le 11 novembre 1918 et n'ont servi à aucune opération commerciale ou financière quelconque ou utilisés dans un but spéculatif depuis leur sortie hors d'Alsace et de Lorraine.

La commission, prévue à l'article 16, statuera sur les demandes adressées au commissaire général de la République à Strasbourg en exécution du présent article.

Les sommes à inscrire pour l'application du présent article au débit du compte spécial dont l'ouverture a été prescrite par la loi du 23 avril 1919 ne devront pas dépasser 10 millions de francs.

Art. 18. — Seront imputées au débit du compte spécial ouvert dans les écritures du Trésor, en exécution de la loi du 23 avril 1919, les sommes à verser, après recouvrement par l'intermédiaire de l'office de compensation de Strasbourg des avoirs alsaciens et lorrains dans les succursales de banques allemandes fonctionnant précédemment dans les trois districts de Haute-Alsace, Basse-Alsace et Lorraine, aux titulaires alsaciens et lorrains de comptes de dépôts à vue ou à préavis figurant dans les écritures desdites banques au 30 novembre 1918 et représentant la différence entre le montant à cette date de ces dépôts calculés au taux de 1 fr. 25 pour un mark et le même montant calculé au taux brut de recouvrement fixé par l'article 72 du traité de Versailles.

Art. 19. — L'administration des postes est autorisée à ouvrir d'office des comptes de chèques postaux au nom des personnes qui possédaient précédemment dans les divers Postscheckamt de l'empire allemand des avoirs dont elles auront obtenu le remboursement par l'intermédiaire de l'office de vérification et de compensation de Strasbourg et qui ne seraient pas encore titulaires d'un compte courant postal tenu par l'un quelconque des bureaux de chèques postaux existant sur l'ensemble du territoire. Le compte nouveau sera crédité du montant du recouvrement effectué sous déduction du droit de commission perçu par l'office. Dans le cas où les possesseurs d'avoirs suivisés seraient titulaires d'un compte courant postal tenu par l'un quelconque des bureaux de chèques postaux en France, ce compte serait crédité d'office du montant net du recouvrement tel qu'il est défini ci-dessus.

Art. 20. — Lorsque le titulaire du compte figurera parmi les personnes à bénéficier des dispositions de l'arrêté du président

du conseil, ministre de la guerre, en date du 26 novembre 1918, relatif au régime monétaire de l'Alsace et de la Lorraine, et que tout ou partie des recouvrements visés à l'article précédent proviendront d'un dépôt que le déclarant possédait au Postscheckamt de Carlsruhe, il sera en outre porté au crédit du compte une somme représentant la différence entre le montant de ce dépôt recouvré par l'office multiplié par le taux brut de change fixé par l'article 72 du traité de Versailles, et le même montant multiplié par 1 fr. 25, sans que cette différence puisse être versée sur un montant supérieur à l'avoir que le titulaire possédait au Postscheckamt de Carlsruhe à la date du 30 novembre 1918.

Art. 21. — La différence entre les sommes en francs définitivement portées au débit et au crédit du compte spécial ouvert dans les écritures du Trésor en exécution de la loi du 23 avril 1919 sera couverte par un crédit qui sera inscrit, à cet effet, au budget du ministère des finances.

VI. — *Matières pénales.* — Une loi du 7 juin 1922 a annulé certaines condamnations prononcées par les autorités allemandes avant l'armistice. En voici le texte :

LOI DU 7 JUIN 1922

relative à l'annulation de certaines condamnations prononcées par les autorités allemandes contre des Alsaciens-Lorrains (1)

Article premier. — Les Alsaciens et Lorrains réintégrés dans la nationalité française par les dispositions du traité de Versailles du 28 juin 1919 auront le droit, quand ils auront été l'objet de condamnations prononcées par les tribunaux allemands, soit pour crimes ou délits politiques, soit pour crimes ou délits connexes à un crime ou délit politique, soit pour un fait ayant pour mobile l'attachement de son auteur à la France, de demander l'inscription, sur la minute du jugement ou arrêt de condamnation et sur le bulletin du casier judiciaire, de la mention : « condamné pour la France. Jugement annulé ».

(1) *J. Off.* du 10 juin 1922.

Art. 2. — Le même droit appartiendra aux Alsaciens et Lorrains condamnés pour insoumission aux lois militaires allemandes ou pour désertion, à condition qu'ils aient servi sous les drapeaux français ou, durant la guerre, sous les drapeaux alliés.

Art. 3. — Le même droit appartiendra, dans les mêmes conditions, à toute personne qui aura réclamé et obtenu la nationalité française aux termes des dispositions du traité de Versailles ou qui, née en Alsace-Lorraine ou descendant de personnes qui elles-mêmes y sont nées, aura recouvré la nationalité française.

Art. 4. — La demande en annulation sera portée devant la chambre des mises en accusation de la cour d'appel de Colmar, qui statuera dans les formes prévues par les articles 217 et suivants du code d'instruction criminelle.

Elle sera introduite par simple requête sur papier libre et sans frais, par le condamné ou, à son défaut, par son conjoint, ses ascendants ou descendants ou le ministère public.

Art. 5. — Les jugements contenant des condamnations prévues par les articles précédents, ainsi que tous les jugements rendus contre les personnes qui y sont désignées, soit pour insoumission aux lois militaires allemandes ou pour désertion, soit pour autres crimes ou délits militaires, ne seront pas exécutés par les autorités françaises.

VII. — *Travaux publics.* — Introduction de la législation française sur la compétence dans les litiges relatifs à l'exécution des travaux publics (décret du 18 avril 1922) ; de la loi française du 21 avril 1906 sur les sites et monuments de caractère artistique (décret du 28 mars 1922).

VIII. — *Travail et prévoyance sociale.* — Diverses dispositions du droit français ont été introduites parmi lesquelles nous signalerons :

a) Le décret du 16 février 1922 visant la loi française ayant pour objet de garantir la conservation de leur emploi aux réservistes.

b) Le décret du 25 février 1922 portant application de la loi du 26 mai 1921 relative à la surveillance et au contrôle des entreprises d'assurance-nuptialité et d'assurance-natalité.

c) Le décret du 1^{er} mars 1922 rendant exécutoire les recommandations approuvées par le Conseil de la Société des Nations concernant les assurances sociales.

d) Le décret du 29 mars 1922 portant adaptation de la loi du 20 décembre 1911 sur l'assurance professionnelle des employés et du Code d'assurances sociales du 19 juillet 1911 en ce qui concerne l'assurance des invalides et des survivants.

e) Le décret du 27 août 1922 qui introduit le titre IV du livre I du Code du travail sur le placement des travailleurs.

IX. — *Divers.* — 1° Rattachement au ministère des Travaux publics de l'administration locale des mines (décret du 25 février 1922). 2° Mise en application d'une partie de la législation française sur les habitations à bon marché (décret du 11 mars 1922).

ALGÉRIE.

NOTICE SUR LES LOIS, DÉCRETS ET ARRÊTÉS PROMULGUÉS ET PUBLIÉS EN 1922

par M. Louis MILLIOT,

*Professeur de législations algérienne, tunisienne et marocaine
à la Faculté de droit d'Alger.*

DROIT PUBLIC ET ADMINISTRATIF

Administration. — Par trois arrêtés en date du 20 juin (1), le gouverneur général a rattaché au territoire civil les territoires de commandement d'Aflou, de Marnia et d'El-Aricha (divisions d'Oran), créé les communes mixtes d'Aflou et de Marnia et supprimé la commune d'El-Aricha.

Deux autres arrêtés, en date du 29 août (2), suppriment les communes indigènes de Laghouat et Djelfa, rattachent leur territoire aux communes mixtes du même nom et fixent la composition des commissions municipales desdites communes.

Une loi du 11 juillet (3) a prorogé le régime de l'indigénat pour une durée de six mois. Une autre loi, du 30 décembre (4), a édicté une nouvelle prorogation pour une durée de cinq ans.

Un arrêté du gouverneur général du 24 juillet (5) porte réglementation du personnel des caïds des communes de plein exercice.

Un arrêté du 22 février (6) fixe la composition du personnel civil des bureaux des communes mixtes et indigènes des territoires du Sud.

Une loi du 11 décembre (7) a modifié les articles 14 et 15 de la loi du 4 février 1919 sur le statut politique des indigènes d'Algérie.

Un décret du 14 décembre (8) détermine les fonctions d'autorité que les indigènes d'Algérie ne peuvent exercer que s'ils sont citoyens français.

(1) *Bulletin officiel du gouvernement général*, 1922, pp. 1235, 1237, 1238.

(2) *Ibid.*, 1923, pp. 441, 442.

(3) *J. off.* du 12 juillet. *Bull. off. du gouv. gén.*, 1922, p. 2379.

(4) *J. off.* du 4 janvier 1923, *Bull. off. du gouv. gén.*, 1923, p. 827.

(5) *Bull. off. du gouv. gén.*, 1922, p. 2379.

(6) *Ibid.*, p. 1409.

(7) *J. off.*, 13 décembre ; *Bull. off. du gouv. gén.*, 1923, p. 824.

(8) *J. off.*, 16 décembre ; *Bull. off. du gouv. gén.*, 1923, p. 825.

Un autre décret du 20 décembre (1) modifie la composition de la troisième délégation financière.

Un arrêté du gouverneur général, en date du 26 novembre (2), modifie l'arrêté du 30 mars 1909 portant règlement sur le personnel de l'Administration centrale.

Un arrêté du gouverneur général, en date du 23 octobre (3), modifie l'arrêté du 30 mars 1909 portant règlement sur le personnel des préfectures.

Armée. — Un décret du 25 mars (4) étend à l'Algérie le bénéfice de la gratuité des soins médicaux et pharmaceutiques accordé aux militaires et marins titulaires d'une pension, en vertu de la loi du 31 mars 1919. Un autre décret (5), en date du même jour, fixe les tarifs médicaux et pharmaceutiques pour l'application du précédent décret.

Un décret du 26 octobre (6) modifie les primes d'engagement, de rengagement des compagnies sahariennes.

Un décret du 30 octobre (7) réglemente la collation du grade d'officier à titre temporaire aux militaires indigènes d'Algérie et de Tunisie.

Un décret du 17 mars (8) est relatif aux dispenses des indigènes algériens soumis à la conscription.

Conservations des hypothèques. — Un décret du 28 avril (9) fixe les salaires des conservateurs des hypothèques.

Enseignement et Beaux-Arts. — Un arrêté du gouverneur général, en date du 6 juin (10), fixe les indemnités spéciales des instituteurs et des institutrices des territoires du Sud.

Un arrêté du 31 juillet (11) réglemente la situation du personnel enseignant de l'Ecole nationale des Beaux-Arts d'Alger.

Un arrêté du ministre de l'Instruction publique, en date du 4 septembre (12), porte règlement de l'examen d'aptitude aux bourses de candidats indigènes.

Un décret du 22 septembre (13) fixe les traitements des instituteurs et des institutrices.

(1) *J. off.*, 23 décembre ; *Bull. off. du gouv. gén.*, 1923, p. 826.

(2) *Bull. off. du gouv. gén.*, 1923, p. 631.

(3) *Ibid.*, p. 513.

(4) *Bull. off. du gouv. gén.*, 1922, p. 1738.

(5) *Ibid.*, p. 1706.

(6) *J. off.*, 31 octobre ; *Bull. off. du gouv. gén.*, 1923, p. 516.

(7) *J. off.*, 9 novembre ; *Bull. off. du gouv. gén.*, 1923, p. 519.

(8) *Bull. off. du gouv. gén.*, 1922, pp. 909 et 1687.

(9) *Bull. off. du gouv. gén.*, 1922, p. 2039.

(10) *Bull. off. du gouv. gén.*, 1922, p. 2191.

(11) *Ibid.*, p. 2397.

(12) *Ibid.*, 1923, p. 481.

(13) *J. off.*, 11 octobre ; *Bull. off. du gouv. gén.*, 1923, p. 362.

Un autre décret (1), en date du même jour, règle le recrutement et l'avancement du personnel enseignant des indigènes en Algérie.

Un arrêté du gouverneur général, en date du 18 décembre (2), porte règlement de l'examen et de l'attribution des bourses d'enseignement primaire supérieur et du régime des boursiers.

Un décret du 22 juillet (3) classe comme établissements coloniaux les collèges commerciaux de garçons.

Finances. — Nous devons d'abord relever les mesures concernant la situation du personnel : arrêté du gouverneur général, en date du 16 juin (4), organisant le recrutement des commis titulaires ou dames employés d'enregistrement ou de conservation des hypothèques en Algérie ; arrêté du 2 août (5) réorganisant le Service des contributions diverses ; décret du 7 octobre (6), suivi d'un arrêté du gouverneur général du 12 octobre (7).

Les décisions intéressant le régime fiscal sont les suivantes : décret du 11 mars (8) relatif à la perception des taxes spéciales pour l'immatriculation au registre du commerce ; décret du 20 mai (9) fixant les droits à percevoir pour les extraits d'arrêts et jugements ; arrêté du gouverneur général du 3 juin (10) fixant les frais d'acte de transmission de propriété ; décret du 7 septembre (11) créant en Algérie un type unique de timbre mobile ; décret du 10 novembre (12) homologuant et étendant aux territoires du Sud une décision du 19 juin des Délégations financières modifiant le taux de l'impôt sur les cartes à jouer ; décret en date du même jour (13) homologuant et étendant aux territoires du Sud une décision des Délégations financières en date du 19 juin ayant pour objet l'affichage du texte de loi du 1^{er} octobre 1917 sur la répression de l'ivresse publique et la police des débits de boissons ; décret du 15 novembre (14) homologuant et étendant aux territoires du Sud une décision des Délégations financières du 19 juin exemptant du droit de timbre certaines cartes d'identité délivrées aux mutilés et pensionnés de l'Etat ; décret du même jour (15) homologuant et étendant aux territoires du Sud une

(1) *J. off.*, 11 octobre ; *Bull. off. du gouv. gén.*, 1923, p. 367.

(2) *Bull. off. du gouv. gén.*, 1923, p. 656.

(3) *J. off.*, 27 juillet ; *Bull. off. du gouv. gén.*, 1922, p. 2459.

(4) *Bull. off. du gouv. gén.*, 1922, p. 1247.

(5) *Ibid.*, 1923, p. 28.

(6) *J. off.*, 14 octobre ; *Bull. du gouv. gén.*, 1923, p. 568.

(7) *Bull. du gouv. gén.*, 1923, p. 568.

(8) *Ibid.* 1922, pp. 727 et 1700.

(9) *Ibid.*, p. 2046.

(10) *Ibid.*, p. 2173.

(11) *Ibid.*, p. 2456.

(12) *J. off.*, 17 novembre ; *Bull. off. du gouv. gén.*, 1923, p. 86.

(13) *J. off.*, 17 novembre ; *Bull. off. du gouv. gén.*, 1923, p. 87.

(14) *J. off.*, 18 novembre ; *Bull. off. du gouv. gén.*, 1923, p. 68.

(15) *J. off.*, 18 novembre ; *Bull. off. du gouv. gén.*, 1923, p. 69.

décision des Délégations financières concernant le droit de timbre pour abonnement des valeurs mobilières ; décret du même jour (1) homologuant et étendant aux territoires du Sud une décision des Délégations financières concernant les sociétés civiles exploitant des mines et carrières et se transformant en sociétés anonymes ; décret du même jour (2) homologuant et étendant aux territoires du Sud une décision des Délégations financières concernant les affiches et tableaux-annonces assimilés à des enseignes ; décret du même jour (3) homologuant et étendant aux territoires du Sud une décision des Délégations financières appliquant à l'Algérie l'article 7 de la loi du 16 juillet 1921 assujettissant à la déclaration obligatoire et au paiement des droits d'enregistrement les contrats contre les risques agricoles passés à l'étranger par des personnes domiciliées en France ; décret (4) du même jour homologuant et étendant aux territoires du Sud une décision des Délégations financières appliquant à l'Algérie les articles 1 et 2 de la loi du 31 décembre 1913 qui exemptent de tous droits au profit du Trésor la transcription des arrêtés ou décrets de classement d'immeubles parmi les monuments historiques ; décret du 27 novembre (5) homologuant et étendant aux territoires du Sud une décision des Délégations financières étendant à la colonie l'article 22 de la loi du 31 décembre 1921 accordant différentes immunités fiscales aux sociétés de reboisement ; décret du 30 novembre (6) homologuant et étendant aux territoires du Sud une décision des Délégations financières du 17 juin 1922 étendant à l'Algérie l'article 3 de la loi de finances du 30 avril 1921, relatif à l'assiette des redevances sur les mines ; décret du 5 décembre (7) homologuant une décision des Délégations financières du 19 juin 1922 portant majoration des tarifs de la taxe sur les brevets d'invention ; décret du même jour (8) homologuant une décision des Délégations financières modifiant les taxes téléphoniques ; décret du 6 décembre (9) homologuant et étendant aux territoires du Sud une décision des Délégations financières concernant le régime des poursuites pour le recouvrement des contributions directes et taxes assimilées ; décret du même jour (10) homologuant une décision des Délégations financières du 17 juin 1922 concernant l'établissement des impôts sur le revenu ; décret

(1) *J. off.*, 18 novembre ; *Bull. off. du gouv. gén.*, 1923, p. 70.

(2) *J. off.*, 18 novembre ; *Bull. off. du gouv. gén.*, 1923, p. 72.

(3) *J. off.*, 18 novembre ; *Bull. off. du gouv. gén.*, 1923, p. 73.

(4) *J. off.*, 18 novembre ; *Bull. off. du gouv. gén.*, 1923, p. 75.

(5) *J. off.*, 29 novembre ; *Bull. off. du gouv. gén.*, 1923, p. 76.

(6) *J. off.*, 2 décembre ; *Bull. off. du gouv. gén.*, 1923, p. 77.

(7) *J. off.*, 7 décembre ; *Bull. off. du gouv. gén.*, 1923, p. 361.

(8) *Ibid.* ; *Bull. off. du gouv. gén.*, 1923, p. 855.

(9) *J. off.*, 9 décembre ; *Bull. off. du gouv. gén.*, 1923, p. 88.

(10) *J. off.*, 9 décembre ; *Bull. off. du gouv. gén.*, 1923, p. 79.

du même jour (1) fixant la répartition des amendes et confiscations en matière de contributions diverses ; décret du 7 décembre (2) fixant les règles de la perception des impôts sur les revenus en Algérie ; décret du 22 février (3) fixant le régime fiscal des cartes d'identité en Algérie.

Médecins de colonisation. — Un arrêté du gouverneur général du 6 décembre (4) modifie l'arrêté du 20 avril 1914 sur le recrutement des médecins de colonisation.

Mines. — Une loi du 16 décembre (5) a modifié la législation sur les mines.

Organisation judiciaire. — Un décret du 12 août (6) est relatif à l'organisation de la justice musulmane dans les justices de paix des arrondissements de Bougie et de Tizi-Ouzou.

Un autre décret, en date du même jour (7), réglemente l'avancement des juges de paix suppléants.

Un décret du 7 décembre (8) fixe les traitements des cadis du rite ibadhite.

Un arrêté du gouverneur général du 18 septembre (9) fixe les versements à la Caisse des retraites du personnel des mahakmas de l'Afrique du Nord.

Un décret du 7 décembre (10) est relatif aux élections des présidents, juges titulaires et suppléants des tribunaux de commerce.

Un arrêté ministériel du 16 novembre (11) fixe les conditions d'attribution du passage maritime gratuit aux magistrats se rendant en France.

Pêche et navigation. — Un décret du 3 juin (12) réglemente la pêche côtière.

Un décret du 23 septembre (13) modifie le décret du 23 mars 1886 sur le service du pilotage.

Pensions. — Un décret du 7 septembre (14) modifie le décret du 16 juillet 1907 qui règle le fonctionnement de la Caisse des retraites de l'Algérie.

(1) *J. off.*, 9 décembre 1922 ; *Bull. off. du gouv. gén.*, 1923, p. 857.

(2) *Ibid.* ; *Bull. off. du gouv. gén.*, 1923, p. 83.

(3) *J. off.*, 28 février ; *Bull. off. du gouv. gén.*, 1922, p. 1389.

(4) *Bull. off. du gouv. gén.*, 1923, p. 842.

(5) *J. off.*, 18 décembre ; *Bull. du gouv. gén.*, 1923, p. 860.

(6) *J. off.*, 18 août ; *Bull. off. du gouv. gén.*, 1923, p. 423.

(7) *J. off.*, 18 août ; *Bull. off. du gouv. gén.*, 1923, p. 422.

(8) *J. off.*, 9 décembre ; *Bull. off. du gouv. gén.*, 1923, p. 859.

(9) *Bull. off. du gouv. gén.*, 1923, p. 483.

(10) *J. off.*, 12 décembre ; *Bull. off. du gouv. gén.*, 1923, p. 383.

(11) *Bull. off. du gouv. gén.*, 1923, p. 613.

(12) *Bull. off. du gouv. gén.*, 1922, p. 2194.

(13) *J. off.*, 5 octobre ; *Bull. off. du gouv. gén.*, 1923, p. 503.

(14) *J. off.*, 10 septembre ; *Bull. off. du gouv. gén.*, 1923, p. 484.

Police. — Un arrêté du gouverneur général du 5 mai (1) modifie l'arrêté du 25 avril 1917 réorganisant les services de police de la colonie.

Postes et télégraphes. — Un décret du 23 mai (2) modifie le décret du 3 avril portant réorganisation du Service des postes, télégraphes et téléphones.

Santé publique. — Un décret du 17 mars (3) organise la lutte contre les maladies infectieuses ou épidémiques. Un décret du 20 septembre (4) édicte des mesures de prophylaxie applicables aux ambulants, forains et nomades.

Un arrêté du gouverneur général du 14 février (5) organise la police sanitaire des végétaux et en réglemente l'importation et la circulation.

DROIT PRIVÉ ET PÉNAL

Droit civil. — La loi du 6 janvier 1922 (6) relative aux expulsions des locataires a été déclarée, par son article 4, applicable à l'Algérie.

Droit commercial. — Un décret du 27 juillet (7) rend applicable à l'Algérie la loi du 28 avril 1922 modifiant la loi du 2 juillet 1919 sur le règlement transactionnel entre commerçants et créanciers.

Régime pénitentiaire. — Un arrêté du gouverneur général du 10 août (8) réorganise le service des établissements pénitentiaires.

Un arrêté du 11 août (9) complète l'arrêté du 30 novembre 1920 concernant les indemnités au personnel du service pénitentiaire.

LÉGISLATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Agriculture et élevage. — Un arrêté du gouverneur général du 12 septembre (10) fixe le traitement du personnel de l'Institut agricole d'Algérie.

(1) *Bull. off. du gouv. gén.*, 1922, p. 2054.

(2) *Bull. off. du gouv. gén.*, 1922, p. 2052.

(3) *Ibid.*, pp. 916 et 1702.

(4) *J. off.*, 23 septembre ; *Bull. off. du gouv. gén.*, 1923, p. 347.

(5) *Bull. off. du gouv. gén.*, 1922, p. 1628.

(6) *J. off.*, 7 janvier 1922.

(7) *J. off.*, 3 août 1922 ; *Bull. off. du gouv. gén.*, 1922, p. 2440.

(8) *Bull. off. du gouv. gén.*, 1923, p. 429.

(9) *Ibid.*, p. 433.

(10) *Ibid.*, p. 327.

Un arrêté du même jour (1) fixe les indemnités attribuées au personnel des chargés de cours de l'Institut agricole.

Trois autres arrêtés, également datés du même jour (2), fixent les traitements du personnel du Service de l'élevage, du Laboratoire de chimie agricole et de l'Ecole d'agriculture de Philippeville.

Aménagement des villes. — Un décret du 5 janvier (3) édicte l'obligation pour toute ville de plus de 10.000 habitants d'avoir un projet d'aménagement, d'embellissement et d'extension.

Assistance publique. — Un arrêté du gouverneur général du 7 mars (4) fixe la composition du personnel de l'Assistance publique.

Chemins de fer. — Une importante loi du 11 décembre (5) approuve une convention relative au nouveau régime des chemins de fer d'intérêt général de l'Algérie et réglemente ce nouveau régime. Un arrêté du gouverneur général du 21 décembre (6) porte organisation et réglemente le fonctionnement du Conseil supérieur des chemins de fer. Un autre arrêté, en date du 25 décembre (7), est relatif aux conditions des élections des représentants du personnel à ce Conseil. Un décret du 13 septembre (8) applique à l'Algérie la loi du 13 août 1920 sur les voies ferrées d'intérêt local.

Ecoles d'apprentissage. — Un arrêté du gouverneur général du 27 novembre (9) fixe les traitements du personnel de l'Ecole coloniale d'apprentissage de Dellys.

Fraudes. — Un décret du 11 janvier (10) porte application à l'Algérie de la loi du 15 juillet 1921 sur la falsification du miel. Un décret du 15 juillet (11) est relatif à la répression de la fraude sur les vins. Un arrêté du gouverneur général du 31 octobre (12) détermine les caractéristiques des liqueurs similaires de l'absinthe.

Un décret du 16 septembre (13) concerne la recherche et la constatation des fraudes sur les substances médicamenteuses.

(1) *Bull. off. du gouv. gén.*, 1923, p. 458.

(2) *Ibid.*, p. 330, 332, 336.

(3) *J. off.*, 10 janvier.

(4) *Bull. off. du gouv. gén.*, 1922, p. 1584.

(5) *J. off.*, 14 décembre; *Bull. off. du gouv. gén.*, 1922, p. 2474.

(6) *Bull. off. du gouv. gén.*, 1922, p. 2490.

(7) *Ibid.*, 1923, p. 23.

(8) *J. off.*, 19 septembre; *Bull. off. du gouv. gén.*, 1923, p. 498.

(9) *Ibid.*, p. 590.

(10) *J. off.*, 26 janvier.

(11) *J. off.*, 27 juillet; *Bull. off. du gouv. gén.*, 1922, p. 2384.

(12) *Bull. off. du gouv. gén.*, 1922, p. 2450.

(13) *J. off.*, 23 septembre; *Bull. off. du gouv. gén.*, 1923, p. 339.

Habitations à bon marché. — Un arrêté du gouverneur général du 20 mars (1) crée à Alger une commission consultative des habitations à bon marché.

Régime du travail. — Un arrêté du gouverneur général du 26 janvier (2) porte règlement de la commission consultative du travail instituée à Alger.

Un arrêté du 13 février (3) fixe les tarifs pharmaceutiques en matière d'accidents du travail.

Sociétés coopératives. — Un décret du 12 avril (4) organise le crédit aux sociétés coopératives de consommation.

Un décret du 20 avril (5) réglemente les syndicats professionnels et les associations coopératives de planteurs de tabacs.

Un décret du 22 juillet (6) rend applicable à l'Algérie la loi du 6 mai 1922 sur les coopératives ouvrières.

Sociétés indigènes de prévoyance. — Un arrêté du gouverneur général du 12 octobre (7) fixe la rémunération des trésoriers des sociétés indigènes de prévoyance.

(1) *Bull. off. du gouv. gén.*, 1922, p. 753.

(2) *Ibid.*, p. 1296.

(3) *Ibid.*, p. 497.

(4) *J. off.*, 28 avril ; *Bull. off. du gouv. gén.*, 1922, p. 899.

(5) *Bull. off. du gouv. gén.*, 1922, p. 2001.

(6) *J. off.*, 28 juillet ; *Bull. off. du gouv. gén.*, 1922, p. 2468.

(7) *Bull. off. du gouv. gén.*, 1923, p. 550.

TUNISIE.

NOTICE SUR LES DÉCRETS ET ARRÊTÉS PROMULGUÉS EN 1922

par M. Louis MILLIOT,

*Professeur de législations algérienne, tunisienne et marocaine
à la Faculté de droit d'Algér*

DROIT PUBLIC ET ADMINISTRATIF

Administration. — Une série d'importantes décisions relatives à l'Administration centrale du Protectorat sont intervenues : décret du bey du 9 février (1) modifiant la répartition des services que comprend la Direction générale de l'agriculture et des services qui y sont rattachés ; décret du 16 février (2) réglementant le statut du personnel de l'Administration générale de la Tunisie ; décret du 14 juillet (3) supprimant le Secrétariat général du Gouvernement tunisien ; deux autres décrets (4), en date du même jour, créant, l'un la Direction générale de l'Intérieur, l'autre la Direction générale de la Justice tunisienne ; arrêté résidentiel du 25 avril (5) réglementant le statut du personnel des contrôles civils.

Une autre série de décisions a procédé à une réforme de l'organisation et de la représentation politiques tunisiennes : décret du bey du 13 juillet (6) relatif à l'institution et aux attributions du Grand Conseil de la Tunisie ; décret du même jour (7) relatif au fonctionnement de ce Conseil ; arrêté résidentiel du 13 juillet (8) fixant le mode de désignation et la composition de la Section française du Grand Conseil ; décret du même jour (9) portant la même fixation pour le Conseil de région ; arrêté du 15 juillet (10) organisant la Chambre des intérêts miniers de la Tunisie ; arrêté du

(1) *Journal officiel tunisien*, 18 février 1922.

(2) *Ibid.*, 22 février 1922.

(3) *Ibid.*, 5-15 juillet 1922.

(4) *Ibid.*

(5) *Ibid.*, 3 mai 1922.

(6) *Ibid.*, 5-15 juillet 1922 ; modifié par décrets du 18 septembre, *ibid.*, 20 septembre ; du 28 octobre, *ibid.*, 28 octobre ; du 25 novembre, *ibid.*, 29 novembre.

(7) *Ibid.*, 5-15 juillet 1922.

(8) *Ibid.*

(9) *Ibid.*

(10) *Ibid.*, 9 août.

premier ministre, du 21 août (1) relatif à la formation de la liste des notables et à la désignation des délégués des cheikhats et des membres du Conseil de caïdat; arrêté résidentiel du 28 octobre (2) réglementant l'élection des représentants des chambres d'agriculture et de commerce aux Conseils de région et au Grand Conseil et des représentants de la Chambre des intérêts miniers au Grand Conseil; arrêté résidentiel du 31 octobre (3) concernant l'élection des représentants de la colonie française au Grand Conseil; arrêté résidentiel du 20 novembre (4) réglementant la composition de chacune des deux grandes commissions de la Section française du Grand Conseil; arrêté du premier ministre du 25 novembre (5) fixant la composition de chacune des deux grandes commissions de la Section indigène du Grand Conseil; enfin arrêté du 4 décembre (6) du premier ministre instituant le contentieux des élections des délégués des municipalités aux Conseils de région, des représentants indigènes du Conseil de région au Grand Conseil et des représentants israélites au Grand Conseil.

Armée. — Deux décrets du bey du 21 juillet (7) ont réorganisé la gendarmerie indigène et en ont fixé les traitements.

Cultes. — Un décret du bey du 6 février (8) a institué auprès du grand Rabbin de Tunis un Conseil de rabbins. Un arrêté du premier ministre en date du 6 mai (9) a institué auprès du grand Rabbinate un service du secrétariat.

Enseignement. — Un arrêté du secrétaire général du Gouvernement tunisien et du directeur général de l'Instruction publique et des Beaux-Arts en date du 21 janvier (10) institue des cours annuels et semestriels de législation générale et de droit privé tunisien.

Finances. — Les dispositions d'ordre fiscal prises en 1922 sont : un décret du bey du 23 janvier (11) prohibant l'exportation des jetons français et tunisiens frappés en bronze d'aluminium; un

(1) *Journal officiel tunisien*, 23 août 1922; modifié par arrêté du 1^{er} septembre, *ibid.*, 2 septembre.

(2) *Ibid.*, 28 octobre.

(3) Modifié par arrêté du 10 novembre, *Journal officiel tunisien*, 15 novembre.

(4) *Journal officiel tunisien* du 29 novembre.

(5) *Ibid.*, 25 novembre.

(6) *Ibid.*, 6 décembre.

(7) *Ibid.*, 23 août.

(8) *Ibid.*, 11 février.

(9) *Ibid.*, 10 mai.

(10) *Ibid.*, 21 janvier.

(11) *Ibid.*, 4 février.

décret du bey du 22 avril (1) relatif à la taxe municipale de séjour sur les touristes ; un décret du bey du 8 mai (2) prescrivant le retrait de la circulation des coupons de papier-monnaie ; un décret du bey du 12 juillet (3) modifiant certaines dispositions de la législation antérieure sur le droit de statistique et de contrôle des vins, moûts de raisins frais et vendanges fraîches ; un décret du bey du 17 juillet (4) modifiant différents articles des tarifs postaux.

Un décret du bey du 12 décembre (5) a modifié les attributions de la Direction des monopoles et de la Direction des contributions diverses.

Organisation judiciaire. — Un arrêté du premier ministre du 9 juin (6) porte réglementation des avancements donnés aux commissaires du Gouvernement près les tribunaux tunisiens.

Un arrêté du ministre de la Justice du 18 novembre (7) règle les conditions dans lesquelles il sera pourvu aux vacances ou aux créations des charges de notaires.

Un décret du bey du 13 février (8) organise l'assistance judiciaire devant les services judiciaires tunisiens.

Santé publique. — Un décret du bey du 8 mars (9) édicte des mesures de prophylaxie en vue d'éviter la propagation de la lèpre dans la Régence.

Un décret du bey du 3 avril (10) est relatif aux exhumations et aux inhumations.

Un décret du bey du 23 novembre (11), suivi d'un arrêté du directeur général de l'Intérieur du 24 novembre (12), fixe le statut et les traitements du personnel de l'Institut Pasteur de Tunis.

Un décret du bey du 5 mai (13) rend la vaccination obligatoire.

Un décret du bey du 15 mai (14) fixe la liste des maladies épidémiques et contagieuses dont la divulgation n'engage pas le secret professionnel.

(1) *Journal officiel tunisien*, 23 avril 1922.

(2) *Ibid.*, 24 mai.

(3) *Ibid.*, 26 juillet.

(4) *Ibid.*, 2 août.

(5) *Ibid.*, 30 décembre.

(6) *Ibid.*, 14 juin.

(7) *Ibid.*, 29 novembre.

(8) *Ibid.*, 18 février.

(9) *Ibid.*, 22 mars.

(10) *Ibid.*, 19 avril.

(11) *Ibid.*, 9 décembre.

(12) *Ibid.*

(13) *Ibid.*, 13 mai.

(14) *Ibid.*, 24 mai.

DROIT CIVIL ET PÉNAL

Droit civil. — Un décret du bey du 4 novembre (1) complète l'article 137 du code des obligations et contrats.

Un décret du bey du 22 juillet (2) porte fixation définitive de la législation des loyers.

Droit commercial. — Un décret du bey du 25 août (3) porte création de courtiers maritimes inscrits.

Un décret du bey du 12 juillet (4) rend applicable à la Tunisie la loi française du 28 avril 1922 concernant le règlement transactionnel.

Droit pénal et régime pénitentiaire. — Un décret du bey du 8 septembre (5) ordonne la transportation des condamnés de la justice tunisienne aux travaux forcés dans un des établissements pénitentiaires relevant du ministre des Colonies. Un arrêté résidentiel du même jour (6) institue une commission chargée d'étudier les dossiers de ces individus.

LÉGISLATION ÉCONOMIQUE, INDUSTRIELLE ET SOCIALE

Agriculture. — Un décret du bey du 10 août (7) porte création du crédit agricole mutuel à long terme.

Un décret du 25 janvier (8) ordonne la lutte contre les parasites des plantes cultivées.

Assurances. — Un décret du bey du 26 février (9) détermine le contrôle et les obligations auxquels sont astreintes les sociétés d'assurances contre les accidents du travail.

Un décret du bey du 27 février (10) réglemente le contrôle et les obligations des sociétés d'assurance en application du décret du 15 mars 1921, en ce qui concerne les fonds de garantie.

Un décret du bey du 25 février (11) détermine le rôle de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse en matière d'accidents du travail et les conditions dans lesquelles les victimes de ces accidents peuvent se pourvoir auprès d'elles. Un arrêté du

(1) *Journal officiel tunisien*, 6 décembre 1922.

(2) *Ibid.*, 26 juillet-2 août.

(3) *Ibid.*, 14 octobre.

(4) *Ibid.*, 19 juillet.

(5) *Ibid.*, 30 septembre.

(6) *Ibid.*

(7) *Ibid.*, 23 août.

(8) *Ibid.*, 21 janvier.

(9) *Ibid.*, 22 mars.

(10) *Ibid.*, 22 mars. Le décret du 27 février a été complété par un décret du 12 juillet, *ibid.*, 22 juillet.

(11) *Ibid.*, 22 mars.

directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation et du directeur général des finances, en date du 28 mai (1), est relatif au cautionnement et à la réserve mathématique des sociétés d'assurances contre les accidents du travail. Un autre arrêté du 30 mai (2) est relatif au calcul de cette réserve mathématique.

Un décret du bey du 12 juillet (3) réglemente la constitution des sociétés d'assurance.

Importations. — Un décret du bey du 6 février (4) règle l'admission temporaire des blés tendres. Un autre décret du 16 décembre (5) réglemente l'importation des blés durs d'origine étrangère.

Monopoles. — Un décret du bey du 12 juillet (6) régularise le monopole des chéchias.

Mutilés. — Un arrêté résidentiel du 26 mars (7) a créé un office de mutilés et l'a rattaché à la Résidence générale. Un décret du bey du 14 octobre (8) a institué un fonds spécial de prévoyance des mutilés de guerre victimes d'accidents du travail.

Tabacs. — Un décret du bey du 5 avril (9) suivi d'un arrêté du directeur général des finances du même jour (10) réglemente la culture du tabac.

(1) *Journal officiel tunisien*, 1^{er} juillet 1922.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*, 22 juillet.

(4) *Ibid.*, 25 février.

(5) *Ibid.*, 30 décembre.

(6) *Ibid.*, 22 juillet.

(7) *Ibid.*, 8 avril.

(8) *Ibid.*, 6 décembre.

(9) *Ibid.*, 3 mai.

(10) *Ibid.*

MAROC.

NOTICE SUR LES DÉCISIONS LÉGISLATIVES ET RÈGLEMENTAIRES PROMULGUÉES EN 1922

par M. Louis MILLIOT,

*Professeur de législations algérienne, tunisienne et marocaine
à la Faculté de droit d'Alger*

DROIT PUBLIC ET ADMINISTRATIF

Administration. — Il nous faut d'abord relever un certain nombre de décisions portant modifications dans l'organisation territoriale : ordre du maréchal commandant les troupes marocaines d'occupation, en date du 7 janvier (1), définissant la limite entre les subdivisions de Fez et de Taza, dans la Haute Moulouya ; arrêté résidentiel du 5 mai (2) portant modifications et créations dans l'organisation territoriale de la région de Meknès (territoire de Tadla-Zaïan) ; arrêté du 9 mai (3) portant organisation de la région de la Chaouïa ; arrêtés du 24 mai (4) et du 24 octobre (5) concernant l'organisation territoriale de la région de Marrakech ; deux arrêtés du 19 août (6), deux du 21 (7) et trois du 23 (8), portant modifications et créations dans l'organisation des commandements territoriaux ; arrêtés du 6 septembre (9), du 19 septembre (10) et du 6 octobre (11) modifiant l'organisation territoriale de la région de Taza ; arrêté résidentiel du 23 novembre (12) portant modification de l'organisation territoriale.

Citons, à part, le dahir du 1^{er} juin (13) portant modification au statut de la municipalité de Casablanca.

Divers dahirs ont modifié, en 1922, l'administration centrale du Protectorat : dahirs du 8 février (14) portant création d'une direction des Eaux et Forêts, rattachée à la direction générale de l'Agric-

(1) *Bulletin officiel de l'Empire chérifien*, 1922, p. 118.

(2) *Ibid.*, p. 809.

(3) *Ibid.*

(4) *Ibid.*, p. 928.

(5) *Ibid.*, p. 1595.

(6) *Ibid.*, p. 1357.

(7) *Ibid.*

(8) *Ibid.*, p. 1359.

(9) *Ibid.*, p. 1414.

(10) *Ibid.*, p. 1464.

(11) *Ibid.*, p. 1521.

(12) *Ibid.*, p. 1817.

(13) *Ibid.*, p. 920.

(14) *Ibid.*, p. 306.

culture, du Commerce et de la Colonisation ; du 15 mai (1) supprimant la direction des affaires civiles, et laissant à la détermination du Résident général les pouvoirs et attributions du directeur des affaires civiles ; arrêtés résidentiels du même jour (2) portant rattachement des services qui constituaient la direction des affaires civiles et donnant au secrétaire général du Protectorat les pouvoirs et attributions du directeur des affaires civiles.

L'organisation des services et le statut du personnel ont fait l'objet de nombreuses décisions : arrêté viziriel du 24 janvier (3) portant règlement pour l'application du dahir du 30 novembre 1921 sur les emplois réservés ; arrêté résidentiel du 15 janvier (4) instituant un contrôle général de la Résidence sur les nominations, promotions, créations d'emplois, allocations d'indemnités, secours ou gratifications ; arrêtés viziriels du 1^{er} février (5) et du 9 décembre (6) portant réorganisation du service pénitentiaire ; du 7 février (7) portant création d'une caisse de pécule du personnel civil des chemins de fer à voie de 0 m. 60 ; du 23 février (8) portant réglementation des congés du personnel ; dahir du 25 février (9) autorisant le transfert des caisses de retraites départementales à la caisse de prévoyance marocaine, des comptes des fonctionnaires départementaux passés au service du Maroc ; arrêtés viziriels du 16 mai (10) portant réglementation des congés du personnel enseignant ; du 20 novembre (11) portant organisation du personnel des services de la direction générale des Travaux publics ; arrêté du directeur général des Travaux publics en date du 22 novembre fixant les conditions du concours pour l'emploi de secrétaire comptable des travaux publics.

Armée. — Un arrêté résidentiel du 15 janvier (12) constitue dans chaque région, civile ou militaire, un conseil de revision.

Enseignement. — Un arrêté viziriel du 6 mars (13) concerne l'allocation des primes de fonctions aux bénéficiaires de titres de berbère délivrés par l'Institut des hautes études marocaines.

Un arrêté viziriel du 3 mai (14) institue un certificat spécial d'ap-

(1) *Bulletin officiel de l'Empire chérifien*, pp. 800, 882.

(2) *Ibid.*, pp. 800, 883.

(3) *Ibid.*, p. 200.

(4) *Ibid.*, p. 202.

(5) *Ibid.*, p. 230.

(6) *Ibid.*, p. 1776.

(7) *Ibid.*, p. 279.

(8) *Ibid.*, p. 373 ; modifié par arrêté du 23 novembre, *ibid.*, p. 1542.

(9) *Ibid.*, p. 471.

(10) *Ibid.*, p. 4885.

(11) *Ibid.*, p. 1691.

(12) *Ibid.*, p. 233.

(13) *Ibid.*, p. 477.

(14) *Ibid.*, p. 806.

titude à l'enseignement dans les écoles d'indigènes musulmans et israélites.

Un arrêté viziriel du 24 mai (1) organise le nouveau régime du certificat d'études juridiques et administratives marocaines.

Un arrêté viziriel du 16 décembre (2) porte création d'un cadre de professeurs adjoints à l'école industrielle et commerciale de Casablanca.

Finances. — Un dahir du 14 janvier (3) a modifié les tarifs douaniers des confins algéro-marocains.

Un dahir du 11 janvier (4) a modifié le régime fiscal intérieur des explosifs ; un arrêté viziriel du 12 janvier (5) fixe la date qui leur est applicable.

Un dahir du 18 janvier (6) édicte de nouveaux tarifs de perceptions pour les actes notariés, l'enregistrement et le timbre. Un arrêté viziriel du 21 janvier (7) porte création d'une taxe de consommation sur les bières. Un dahir du 25 février (8) assujettit à la formalité de l'enregistrement les actes sous-seing privé, portant constitution ou main-levé d'hypothèque, cession ou délégation de créance hypothécaire.

Un arrêté viziriel du 22 mars (9) édicte un nouveau tarif des droits perçus au titre de la conservation foncière.

Un arrêté du 4 mars (10) supprime la circulation des billets des Banques de France et d'Algérie.

Un dahir du 23 mai (11) concerne l'établissement de l'impôt des patentes.

Un dahir du 29 juillet (12) approuve un traité conclu entre le Gouvernement chérifien et le Crédit foncier de France, concernant un emprunt de 150 millions. Un décret du 11 août (13) autorise le même Gouvernement à réaliser un emprunt de 744 millions 140.000 francs.

Un arrêté viziriel du 10 novembre (14) démonétise les coupures divisionnaires émises en vertu de l'arrêté du 16 octobre 1919.

Un arrêté viziriel du 12 décembre (15) élève la taxe intérieure relative aux dépôts internationaux de marques de fabrique.

(1) *Bulletin officiel de l'Empire chérifien*, p. 893.

(2) *Ibid.*, p. 1809.

(3) *Ibid.*, p. 95.

(4) *Ibid.*, p. 60.

(5) *Ibid.*

(6) *Ibid.*, p. 95.

(7) *Ibid.*, p. 117.

(8) *Ibid.*, p. 506.

(9) *Ibid.*, p. 629.

(10) *Ibid.*, p. 723.

(11) *Ibid.*, p. 920.

(12) *Ibid.*, p. 1322.

(13) *Ibid.*, p. 1324.

(14) *Ibid.*, p. 1619.

(15) *Ibid.*, p. 1808.

Organisation judiciaire. — Un dahir du 3 juillet (1) modifie la compétence des tribunaux de paix et de première instance (art. 1 à 9, 14, 16, 75 et 359 du dahir du 12 août 1913 sur la procédure civile).

Un dahir du 12 août (2) modifie le dahir du 20 février 1920 portant organisation du personnel des secrétariats des juridictions françaises. Deux autres dahirs du 29 août (3) et du 4 décembre (4) portent modifications au dahir du même jour organisant le corps des interprètes judiciaires.

Une ordonnance du premier président de la Cour d'appel de Rabat du 6 octobre (5) prévoit la tenue d'audiences foraines du tribunal de paix de Fez à Taza et du tribunal de paix d'Oudja à Taourirt.

Un dahir du 11 août (6) fixe les traitements des magistrats des juridictions françaises. Un autre dahir en date du 9 juin (7) réglemente leurs congés.

Un arrêté résidentiel du 13 mai (8) institue une réglementation nouvelle des insertions légales et judiciaires.

Pêche et navigation. — Un dahir du 21 janvier (9) rend obligatoire pour les marocains la possession d'un livret maritime individuel. Un dahir du 25 mars (10) porte règlement sur l'exercice de la pêche en flotte dans les eaux territoriales du Maroc. Un dahir du 11 avril (11), suivi d'un arrêté viziriel du 14 (12), réglemente la pêche fluviale.

Postes et télégraphes. — Un arrêté viziriel du 20 juillet (13) porte création d'un timbre-avion.

Un arrêté du 2 août (14) édicte des modifications aux tarifs postaux.

Un arrêté du 30 septembre (15) porte création d'un service de transports de correspondances par avion entre Casablanca-Fez-Oran et vice-versa.

(1) *Bulletin officiel de l'Empire chérifien*, p. 1186.

(2) *Ibid.*, p. 1354.

(3) *Ibid.*, p. 1355.

(4) *Ibid.*, p. 1776.

(5) *Ibid.*, p. 1522.

(6) *Ibid.*, p. 1066.

(7) *Ibid.*, p. 1286.

(8) *Ibid.*, p. 809.

(9) *Ibid.*, p. 226.

(10) *Ibid.*, p. 627.

(11) *Ibid.*, p. 720.

(12) *Ibid.*, p. 722.

(13) *Ibid.*, p. 1221.

(14) *Ibid.*, p. 1242.

(15) *Ibid.*, p. 1518.

Un arrêté du 21 novembre (1) modifie les taxes télégraphiques dans les relations internationales.

L'arrêté du 11 décembre (2) règle l'exécution de l'arrangement conclu à Madrid le 30 novembre 1920 concernant les abonnements aux journaux et publications périodiques.

L'arrêté du 6 mars (3) crée un échange de mandats télégraphiques entre le Maroc et l'étranger.

Santé publique, hygiène et sports. — Un arrêté résidentiel du 25 janvier (4) a créé un comité consultatif d'éducation physique et sportive. Un autre arrêté du 26 janvier (5) a créé un comité supérieur des courses et des sports.

Un arrêté résidentiel du 10 mars (6) abroge l'arrêté résidentiel du 7 octobre 1915 instituant un comité central et une commission régionale d'hygiène et l'arrêté résidentiel du 24 mai 1918 instituant un conseil supérieur de l'hygiène et de la santé publiques.

DROIT CIVIL ET PÉNAL

Domaine. — V. *infra* propriété foncière.

Droit civil. — Un dahir du 12 septembre (7) supprime dans les actes de naissance des enfants naturels les mentions relatives au père ou à la mère, lorsque ceux-ci sont inconnus ou non dénommés (application de la loi française du 22 juillet 1922).

Un dahir du 13 septembre (8) porte modifications aux articles 1, 2 et 3 du dahir du 4 septembre 1915 constituant l'état civil dans la zone française de l'Empire chérifien.

Un dahir du 4 décembre (9) modifie l'article 4 du même dahir.

Droit commercial. — Un dahir du 26 juillet (10) abroge les articles 133, 134, 149, 224, 331, 309 2^e alinéa, du Code de commerce maritime, complète les articles 3, 4, 58 et 74 du même code et ajoute un article 309 *bis* audit code.

Aux termes du dahir du 11 août (11) les sociétés anonymes et en commandite par actions ne peuvent se former, dans la zone fran-

(1) *Bulletin officiel de l'Empire chérifien*, p. 1719.

(2) *Ibid.*, p. 1807.

(3) *Ibid.*, p. 511.

(4) *Ibid.*, p. 202.

(5) *Ibid.*, p. 234.

(6) *Ibid.*, p. 428.

(7) *Ibid.*, p. 1462.

(8) *Ibid.*, p. 1481.

(9) *Ibid.*, p. 1780.

(10) *Ibid.*, p. 1324.

(11) *Ibid.*, p. 1325.

gaise, que dans les conditions prévues par les lois françaises de 1867, 1893, 1903 et 1913 et leurs émissions sont soumises à la publicité édictée par la loi du 30 janvier 1907.

Le dahir du 29 novembre (1) a abrogé les articles 7 et 195 du dahir formant code de commerce et complété et modifié les articles 128, 133 et 153 du même dahir, concernant l'endossement et la provision de la lettre de change.

Droit pénal. — Un dahir du 28 octobre (2) interdit le commerce, la détention et le port d'effets militaires réglementaires.

Propriété foncière. — Le dahir du 28 janvier (3) porte réglementation des constructions de la zone d'exploitation des phosphates.

Un dahir du 24 mai (4) déclare immatriculés d'office les immeubles domaniaux délimités selon la procédure du dahir du 3 janvier 1916 portant réglementation spéciale sur la délimitation du Domaine de l'Etat.

Un dahir du 15 juin (5) réglemente les aliénations immobilières consenties par les indigènes appartenant à des tribus reconnues de coutume berbère et non pourvues de mahakma pour l'application du chrâa au profit d'acquéreurs étrangers à ces tribus. Un arrêté viziriel du 24 juillet (6) édicte les tarifs des actes établis suivant ce dahir.

Un dahir du 12 juin (7) est relatif à l'immatriculation des meubles urbains soumis au régime du dahir du 10 novembre 1917 sur les associations syndicales de propriétaires urbains.

LÉGISLATION ÉCONOMIQUE, INDUSTRIELLE ET SOCIALE

Agriculture. — Un arrêté viziriel du 7 janvier (8) fixe les modalités d'application du dahir du 8 mars 1920 instituant des subventions pour défrichements.

Un arrêté viziriel du 15 février (9) fixe les conditions dans lesquelles une prime à la jachère cultivée pourra être allouée.

Un arrêté viziriel du 25 février (10) institue une prime d'encouragement pour la plantation ou la greffe du caroubier.

(1) *Bulletin officiel de l'Empire chérifien*, p. 1760.

(2) *Ibid.*, p. 1642.

(3) *Ibid.*, p. 266.

(4) *Ibid.*, p. 919.

(5) *Ibid.*, p. 1034.

(6) *Ibid.*

(7) *Ibid.*, p. 1068.

(8) *Ibid.*, p. 63.

(9) *Ibid.*, p. 369.

(10) *Ibid.*, p. 474.

Un arrêté viziriel du 6 mars (1) réglemente le régime de la vinification.

Un arrêté viziriel du 11 mars (2) institue une prime d'encouragement au reboisement.

Un dahir du 4 novembre (3) étend à la pomme de terre de consommation les mesures de précaution édictées contre les maladies des pommes de terre de semences importées.

Alcool. — L'arrêté viziriel du 22 novembre (4) est relatif à l'organisation et au régime des ateliers publics de distillation.

Bières. — L'arrêté viziriel du 18 mars (5) détermine les obligations imposées aux brasseurs et les déclarations auxquelles ils sont tenus.

Chemins de fer. — Un arrêté viziriel du 20 février (6) est relatif à la conservation, à la sûreté et à la police des chemins de fer.

Crédit immobilier. — Le dahir du 22 mai (7) édicte diverses mesures destinées à faciliter le crédit à la colonisation : autorisation aux colons de requérir eux-mêmes l'immatriculation de leurs lots et renonciation par l'Etat, sous certaines conditions, à l'antériorité de son privilège de vendeur, afin de permettre au colon d'emprunter en première hypothèque.

Le dahir du 23 mai (8) réglemente l'aliénation des lots de colonisation à la suite d'un arrêté de déchéance ou à la requête de créanciers inscrits.

Déclarations de stocks. — Un ordre du maréchal commandant les troupes marocaines d'occupation, en date du 25 mai (9), porte suppression du régime de la déclaration des stocks pour tous produits et denrées.

Douanes. — Exportation. — Importation. — Un dahir du 15 février (10) prohibe la réexportation hors la zone française de l'Empire chérifien des céréales importées de France, d'Algérie et de Tunisie.

Un arrêté viziriel du 13 février (11) dresse la liste des marchan-

(1) *Bulletin officiel de l'Empire chérifien*, p. 516.

(2) *Ibid.*, p. 520.

(3) *Ibid.*, p. 1591.

(4) *Ibid.*, p. 1720.

(5) *Ibid.*, p. 561.

(6) *Ibid.*, p. 408.

(7) *Ibid.*, p. 913.

(8) *Ibid.*, p. 915.

(9) *Ibid.*, p. 895.

(10) *Ibid.*, p. 351.

(11) *Ibid.*, p. 365.

dises qui peuvent bénéficier du régime de l'entrepôt fictif et fixe la redevance annuelle exigible des entrepositaires.

Un dahir du 30 mai (1) réglemente la vente des marchandises abandonnées en douane de Casablanca.

Un dahir du 12 juin (2) réglemente l'admission temporaire ; un dahir du 31 octobre est relatif à l'admission temporaire des blés.

Le dahir du 18 juillet (3) rend possible, sous certaines conditions, la création d'annexes de magasins généraux.

L'arrêté viziriel du 4 novembre (4) fixe les taux de compensation des blés importés sous le régime de l'admission temporaire.

L'arrêté viziriel du 28 octobre (5) fixe le mode d'application de l'admission temporaire des alcools destinés aux fabriques de parfums.

Un dahir du 6 novembre (6) porte suppression des droits de sortie sur les blés et leurs dérivés.

Sociétés coopératives. — Un dahir du 13 février (7), suivi d'un arrêté viziriel du 15 février (8), organise le contrôle du crédit aux sociétés coopératives de consommation.

Sociétés indigènes de prévoyance. — Le dahir du 28 janvier (9) coordonne les dahirs des 26 mai 1917, 19 juillet 1919 et 12 avril 1920 en un texte organique édictant une constitution et un régime nouveaux des sociétés indigènes de prévoyance.

(1) *Bulletin officiel de l'Empire chérifien*, p. 1030.

(2) *Ibid.*, p. 1071.

(3) *Ibid.*, p. 1219.

(4) *Ibid.*, p. 1616.

(5) *Ibid.*, p. 1617.

(6) *Ibid.*, p. 1618.

(7) *Ibid.*, p. 458.

(8) *Ibid.*, p. 459.

(9) *Ibid.*, p. 346.

COLONIES ET PROTECTORATS

Notice par M. DEDÉ, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation

Réglementation générale et Réglementation applicable à un groupe de Colonies

Aéronautique. — Le décret du 19 février 1920 portant organisation de l'aéronautique militaire aux colonies a été modifié par le décret du 20 mai 1922 (*J. Off.*, 4 juin).

Agents des contributions (Serment). — Dans les colonies où a été promulgué le décret du 1^{er} germinal an XIII, les agents des contributions sont tenus, conformément à l'interprétation de l'article 20 de ce texte, de renouveler leur serment toutes les fois qu'ils sont promus à un grade supérieur ou investis d'une fonction nouvelle.

L'article 29 de la loi de finances du 30 janvier 1907 a dispensé de serment ces agents tant qu'il n'y a pas interruption dans les fonctions qui leur sont attribuées. Cet article a été étendu à la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane et la Réunion par le décret du 25 janvier 1922 (*J. Off.*, 29 janvier).

Assurances (Sociétés d'assurances). — Les dispositions du décret du 22 janvier 1868, pris en exécution de l'article 66 de la loi du 24 juillet 1867 et portant règlement d'administration publique pour la constitution des sociétés d'assurances, ont été étendus aux colonies par le décret du 30 décembre 1868. Depuis cette date, il est intervenu dans la législation métropolitaine deux textes, le décret du 8 mars 1922 complété par celui du 29 juillet 1922, qui ont abrogé les dispositions du décret du 22 janvier 1868 et mis en harmonie les dispositions réglementaires avec les conditions actuelles de l'assurance. Ces modifications ont été étendues aux colonies par le décret du 3 novembre 1922 (*J. Off.* 13 novembre).

Bien de famille. — La loi du 12 juillet 1909 sur la constitution d'un bien de famille insaisissable et le décret du 26 mars 1910 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de

cette loi ont été rendus applicables à la Guadeloupe, à la Martinique et à la Réunion par la loi du 3 mars 1922 (*J. Off.*, 7 mars).

Concessions coloniales. — Un décret du 4 août 1922 (*J. Off.*, 9 août) a institué une commission consultative chargée de donner son avis sur les demandes de concessions coloniales.

Crédit agricole. — Cette question avait été réglementée par le décret du 31 décembre 1920 en ce qui concerne la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion. Pour donner plus de facilités aux cultivateurs et les aider à mettre les produits de leur travail à l'abri des aléas qui les menacent, un décret nouveau est intervenu le 29 novembre 1922 (*J. Off.*, 3 décembre).

Etat civil (Filiations). — Le paragraphe n° 1 de l'article 8 du Code civil, modifié par le décret du 7 février 1897 et l'article 339 du Code civil, ont été complétés par des dispositions spéciales pour les colonies de l'Afrique Occidentale française, de la Nouvelle Calédonie et des établissements français dans l'Inde par le décret du 15 décembre 1922 (*J. Off.*, 2 février 1923).

Finances (Régime financier). — Un décret du 29 décembre 1922 a complété l'article 324 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, en vue de la reddition des comptes dans les régies coloniales (*J. Off.*, 31 janvier).

Gouverneurs généraux. — Les dispositions des deux premiers alinéas de l'article 1^{er} et du second alinéa de l'article 5 du décret du 21 juillet 1921 ont été modifiées par le décret du 31 octobre 1922 (*J. Off.*, 16 novembre 1922). Cette initiative a été prise à la suite de la confirmation par le Conseil de la Société des Nations à la fin de juillet 1922 du mandat confié à la France sur les colonies allemandes, ce qui permettait de confier désormais l'administration de ces colonies à des gouverneurs permanents et du cadre.

Infanticide. — Les considérations qui avaient entraîné le législateur à modifier par la loi du 21 novembre 1901 les articles 300 et 302 du Code pénal, en substituant en matière d'infanticide la peine des travaux forcés à temps ou à perpétuité à la peine de mort, ont paru nécessiter une application semblable aux colonies. Cette application a été faite par décret du 16 septembre 1922 (*J. Off.*, 21 septembre). Pour la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, l'intervention législative étant nécessaire en vertu de l'article 3 du sénatus-consulte du 3 mai 1854, ce décret n'est pas applicable à ces dernières colonies.

Inspection générale des travaux publics des colonies. — L'organisation de ce service effectuée par décret du 6 décembre 1919 a

été modifiée par décret du 10 juillet 1922 (*J. Off.*, 12 juillet) supprimant certaines dispositions qui restreignaient le recrutement.

Majorité matrimoniale. — La loi du 28 avril 1922 qui a modifié les articles 76 et 151 du Code civil en abaissant l'âge de la majorité matrimoniale, a été déclarée applicable à l'ensemble de nos colonies par le décret du 5 septembre 1922 (*J. Off.*, 9 septembre).

Cette loi a été rendue applicable par son texte même aux colonies de la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion.

Médecins et chirurgiens dentistes. — La loi du 13 juillet 1921 a accordé aux médecins et chirurgiens dentistes alsaciens-lorrains, pourvus des autorisations nécessaires pour exercer leurs professions en Alsace-Lorraine, qui ont été réintégrés dans la nationalité française ou qui ont obtenu cette nationalité, le droit d'exercer la médecine et l'art dentaire sur tout le territoire français. Mais cette loi ne portait pas son application aux colonies. Cette application a été édictée par le décret du 12 janvier 1922 (*J. Off.*, 18 janvier).

Militaires (Déplacement). — Un long décret en date du 5 octobre 1922 (*J. Off.*, 28 décembre) suivi d'instruction a réglementé le service des frais de déplacement des militaires isolés aux colonies et dans les pays de protectorat.

Nationalité étrangère. — L'accession à une nationalité étrangère sollicitée par les indigènes de nos colonies autres que l'Algérie, le Maroc et la Tunisie est réglementée par le décret du 25 novembre 1913 qui prévoit l'intervention d'un décret pour l'autorisation. Le décret du 17 août 1922 (*J. Off.*, 29 août) prescrit qu'un droit de 300 francs sera perçu dans un tel cas au profit de la colonie en cause.

Opium. Produits opiacés (Prohibition). — La sortie, la réexportation après mise en entrepôt ou dépôt, le transit et le transbordement de l'opium et des produits opiacés : morphine, cocaïne et leurs sels respectifs, ont été prohibés dans les possessions et pays de protectorat relevant du ministère des Colonies, sauf certaines exceptions, par le décret du 23 juin 1922 (*J. Off.*, 25 juin).

Cette prohibition a été prise en vertu de l'article 23 du traité de Versailles qui, dans son alinéa c, a chargé la Société des Nations du contrôle général du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles.

Percepteurs (Nominations). — Les percepteurs aux colonies sont nommés par les gouverneurs sur la proposition des trésoriers-payeurs, parmi les agents appartenant au personnel de la trésorerie de la colonie, en vertu du décret du 20 septembre 1922 (*J. Off.*, 28 septembre) qui a ainsi modifié l'alinéa premier de l'ar-

ticle 120 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies.

Personnel (Administration centrale). — Les articles 10 et 11 du décret du 23 mai 1896 ont été modifiés par le décret du 31 décembre 1922 (*J. Off.*, 6 janvier 1923).

D'autre part, un décret du 31 décembre 1922 (*J. Off.*, 6 janvier 1923) a modifié les articles 10 et 11 du décret du 23 mai 1896 en ce qui concerne l'organisation des concours pour les rédacteurs. Le *Journal Officiel* du 30 janvier 1923 porte un arrêté sur le règlement de ces concours.

Pourvoi en cassation. — Le délai pour se pourvoir en cassation contre les jugements et arrêts rendus par les tribunaux des colonies et pays de protectorat relevant du ministère des Colonies demeure fixé à deux mois à compter du jour où la signification de la décision, objet du pourvoi, aura été faite à personne ou à domicile, suivant les dispositions de la loi du 2 juin 1862 et du décret du 2 juillet 1862.

Toutefois, lorsque le demandeur est domicilié en dehors du territoire de la colonie et notamment en France et que la notification lui aura été faite au parquet du procureur de la République près le tribunal où la demande a été portée, conformément aux décrets du 8 janvier 1903, il sera ajouté au délai de deux mois les délais de distance prévus par l'article 5 de la loi du 2 juin 1862 (Décret du 5 septembre 1922, *J. Off.*, 9 septembre).

Propriété. — La loi du 17 février 1921 a modifié l'article 673 du Code pénal en autorisant le propriétaire voisin à couper les racines des arbustes qui débordent de la propriété contiguë sur la sienne. Ce nouveau texte a été promulgué dans nos colonies et pays de protectorat autres que la Tunisie et le Maroc par le décret du 22 juillet 1922 (*J. Off.*, 6 août).

Régime financier. — Un décret du 13 octobre 1922 (*J. Off.*, 8 novembre) a complété l'article 12 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies.

Santé. Police sanitaire. — La conférence internationale tenue à Paris en 1911 avait élaboré une convention sanitaire qui, signée à Paris le 17 janvier 1912, a été promulguée en France par décret du 14 octobre 1920. Les progrès de la science prophylactique depuis 1912, en particulier quant aux maladies transmissibles dans nos colonies, rendaient nécessaire l'établissement d'une série de mesures, constituant une sorte de code de police sanitaire. Tel est l'objet du très important décret du 9 juin 1922 (*J. Off.*, 11 juin).

Successions vacantes. — Le principe de la décentralisation administrative à l'égard des successions vacantes aux colonies a été consacré par le décret du 5 mai 1920.

Pour diminuer certains frais qui grevaient lourdement les petites successions vacantes, une modification a été apportée à l'article 1^{er} de ce texte par le décret du 19 octobre 1922 (*J. Off.*, 19 novembre).

Tribunaux correctionnels. Instruction. Flagrants délits. — La loi du 23 juin 1921 a modifié l'article 4 de la loi du 20 mai 1863 sur l'instruction des flagrants délits devant les tribunaux correctionnels en ordonnant au Président du tribunal d'avertir l'inculpé qu'il a le droit de réclamer un délai pour préparer sa défense. La loi du 20 mai 1863 étant déjà en vigueur dans nos colonies, la modification susvisée y a été rendue applicable par le décret du 16 septembre 1922 (*J. Off.*, 21 septembre).

Troupes (primes d'engagement et de réengagement). — Un décret du 23 mai 1922 a relevé les primes d'engagement et de réengagement aux colonies (*J. Off.*, 25 mai).

AFRIQUE ÉQUATORIALE

Douanes. — Le cadre du personnel métropolitain des Douanes mis à la disposition du Gouverneur général de l'Afrique Occidentale française a été modifié par le décret du 10 juillet 1922 (*J. Off.*, 18 juillet).

AFRIQUE OCCIDENTALE

Cultes. — Le protocole de Saint-Germain, en date du 10 septembre 1919 portant révision du traité général de Berlin du 26 février 1885 et de l'acte général et de la déclaration de Bruxelles du 2 juillet 1890, a institué un régime de liberté protégée en faveur des missions religieuses étrangères qui désiraient évangéliser la population des colonies africaines. En application de ces protocoles, un décret a été promulgué le 14 février 1922 (*J. Off.*, 19 février), qui établit dans l'Afrique Occidentale française un régime légal de contrôle tant de l'exercice des cultes que de l'enseignement privé donné par les associations religieuses aussi bien françaises qu'étrangères.

Le régime institué par ce décret soumet toute la propagande religieuse à un système d'autorisations multiples qui peut, en fait, enrayer toute l'efficacité de cette propagande. La prétendue liberté religieuse est étouffée et des vexations sont à redouter. Nos missionnaires, qui sont nos meilleurs agents de propagande nationale, auraient mérité un peu plus d'égards et de liberté.

Etrangers. — Les dispositions des articles 1, 2, 3, 6, 7, 9 du décret du 1^{er} avril 1921 réglementant le séjour et l'établissement des étrangers en Afrique Occidentale française sont désormais

applicables aux indigènes natifs des colonnes étrangères de l'Afrique (Décret du 17 mars 1922, *J. Off.*, 21 mars).

Finances (Services financiers). — Les services financiers de cette colonie organisés par le décret du 5 décembre 1908 ont été réorganisés par le décret du 29 décembre 1922 (*J. Off.*, 31 décembre). Ce même *Journal Officiel* porte un arrêté du Ministre des finances et du Ministre des colonies qui réglemente ces services. Enfin un décret de même date (même référence) fixe l'allocation forfaitaire des trésoriers-payeurs.

Loyers (Prorogation). — Les dispositions du décret du 19 mars 1920 relatif à la prorogation des baux et locations verbales en Afrique Occidentale, prorogées par le décret du 2 avril 1921, ont été prorogées de nouveau pendant un an à compter de la promulgation du décret du 25 mars 1922 (*J. Off.*, 28 mars) prescrivant ladite prorogation.

Santé publique. — La protection de la santé publique en Afrique Occidentale était réglementée par le décret du 14 avril 1904, modifié par les décrets du 10 mai 1910 et des 3 et 6 mai 1918. Un décret du 6 mai 1922 (*J. Off.*, 9 mai) a modifié de nouveau cette réglementation. Il transfère notamment aux lieutenants gouverneurs certains des pouvoirs confiés au gouverneur et augmente le taux des pénalités.

Taux d'intérêt légal. — Dans les colonies de ce groupe, l'intérêt légal a été fixé en matière civile à 8 %, en matière commerciale à 9 %, et l'intérêt conventionnel en matière civile à 12 % sans retenues (Décret du 15 mars 1922. — *J. Off.* du 20 juillet).

Travail (Régime du). — Les grands travaux publics projetés dans cette colonie ont rendu nécessaire une réglementation du travail. Un important décret est intervenu à cet égard le 4 mai 1922 (*J. Off.*, 9 mai).

CAMEROUN

Contrat de travail. — Voir Togo.

Douanes (Droits d'importation). — Certains produits originaires du Cameroun jouissent à leur entrée en France de détaxes et exemptions douanières établies par le décret du 20 mai 1922. Pour éviter des fraudes consistant à importer en France par ce moyen des produits similaires étrangers par la voie du Cameroun, le décret du 26 mai 1922 (*J. Off.*, 28 mai) a appliqué aux marchandises étrangères introduites au Cameroun des droits d'importations équivalents aux taux des détaxes accordées en France à ces mêmes produits.

Finances. — Plusieurs colonies jouissent déjà du régime institué dans la métropole par le décret du 20 juin 1916 qui a autorisé le paiement des dépenses de l'Etat et des départements par chèque et virement de banque. Ce régime a été étendu au Cameroun par le décret du 29 décembre 1922 (*J. Off.*, 18 janvier 1923).

Forêts (Régime). — Le décret du 11 août 1920 qui a organisé le domaine et le régime des terres domaniales au Cameroun, spécifie en son article 4 que le régime forestier du territoire sera fixé ultérieurement par un arrêté du Commissaire de la République. Ce haut fonctionnaire a fait ce travail et pris, le 15 septembre 1921, un arrêté déterminant le régime forestier de cette colonie. Mais les peines qui y sont prévues excédant celles de simple police, la réglementation locale doit être sanctionnée par décret. C'est le but du décret du 12 janvier 1922 (*J. Off.*, 17 janvier).

Justice (Réorganisation). — Au début de notre occupation dans cette colonie, la justice fut rendue par une justice de paix à compétence étendue pour les affaires civiles et par le conseil de guerre pour les affaires criminelles. Un décret du 8 août 1920 créa un tribunal de première instance. Un autre décret du 13 avril 1921 rendit applicable au Cameroun les dispositions du décret du 16 avril 1913 relatives au fonctionnement de la justice française en Afrique Equatoriale. La cour d'appel était donc à Brazzaville. Le nombre des affaires, l'éloignement de cette dernière ville rendirent nécessaire la création d'un conseil d'appel. Le décret très important du 29 décembre 1922 a donc refondu tous les textes antérieurs et réorganisé la justice dans cette colonie (*J. Off.*, 7 février 1923 avec plusieurs *errata* notables dans le *Journal Officiel* du 10 février).

Produits opiacés. — Un décret du 2 novembre 1922 (*J. Off.*, 7 novembre) a étendu au Cameroun l'application de la loi du 12 juillet 1916 concernant l'importation, le commerce, la détention et l'usage des substances vénéneuses, notamment l'opium, la morphine et la cocaïne.

COCHINCHINE

Conseil colonial. — Le conseil colonial de la Cochinchine dont la création remonte à un décret du 8 février 1880 était une assemblée délibérante mixte comprenant douze membres français et six membres indigènes, ces derniers désignés par le suffrage d'un collège de notables. Le développement de cette colonie aussi bien au point de vue matériel qu'intellectuel, rendait nécessaire un remaniement de ce conseil, d'où le décret du 9 juin 1922 (*J. Off.*, 14 juin) qui constitue une véritable réglementation à cet égard.

LA GUADELOUPE

Armes. Munitions. — La loi du 14 août 1885 sur la fabrication et le commerce des armes et munitions a été rendue applicable à la Guadeloupe par le décret du 31 août 1922 (*J. Off.*, 5 septembre).

Contribution personnelle. — Le Conseil général de cette colonie devant faire face, au cours de l'année 1922 à de nouvelles dépenses budgétaires, a adopté dans sa séance du 3 juin 1922 une délibération rétablissant la contribution personnelle qui, mise en vigueur dans la colonie en 1868, avait été supprimée en 1873. Cette délibération a été approuvée par décret du 30 octobre 1922 (*J. Off.*, 1^{er} novembre).

Patentes. — Une délibération du Conseil général de cette colonie a réglementé ces impositions le 23 novembre 1923 dans le but de procurer des ressources destinées à l'amélioration du réseau routier. Cette délibération a été approuvée par décret du 29 mars 1922 (*J. Off.*, 6 avril).

Secret professionnel. Fonctionnaires des contributions. — Les dispositions de l'article 23 de la loi du 15 juillet 1914 ont été déclarées applicables à cette colonie par décret du 31 août 1922 (*J. Off.*, 5 septembre).

Substances vénéneuses. — La prohibition de ces substances a été ordonné à la Guadeloupe par décret du 9 décembre 1922 (*J. Off.* du 15 décembre). Ce décret applique à cette colonie, avec quelques modifications inspirées des circonstances locales, le décret du 14 septembre 1916 rendu pour la métropole en application de la loi du 12 juillet 1916.

GUYANE

Juges de paix. Compétence. — Le titre I^{er} de l'article 26 de la loi du 12 juillet 1905 sur la compétence civile des juges de paix a été appliqué à la Guyane par décret du 25 août 1922 (*J. Off.*, 7 septembre).

ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'INDE

Cipahis. — Le corps des cipahis avait été supprimé par décret du 17 mars 1907. Il fut rétabli par décret du 17 août 1921. Un décret du 1^{er} août 1922 (*J. Off.*, 12 août) a complété ce dernier décret.

Notariat. — Le notariat a été organisé dans les Etablissements de l'Inde par un décret du 24 août 1887. Ce décret n'a prévu qu'un notaire pour chacune des communes de Pondichéry et de Karikal.

Ce nombre a été porté à trois pour Pondichéry par un décret du 7 mai 1890. Pour Karikal, il parut nécessaire d'augmenter le nombre des notaires. Il a été porté à quatre par le décret du 22 juillet 1922 (*J. Off.*, 6 août).

Timbre-quittance. — Un droit de timbre-quittance a été établi dans nos établissements de l'Inde par le décret du 27 mai 1922 (*J. Off.*, 30 mai) approuvant une délibération du Conseil général du 12 décembre 1921.

INDO-CHINE

Cartes à jouer. — Un décret du 27 mai 1922 (*J. Off.*, 30 mai) a établi une taxe de circulation sur les cartes à jouer.

Chambres de commerce. — Les chambres de commerce étaient régies en Indo-Chine par un règlement émanant du pouvoir local et remontant au 14 novembre 1901. Pour le rapprocher du statut des chambres de commerce de la métropole, un intéressant décret est intervenu le 27 mai 1922 (*J. Off.*, 30 mai).

Mais en ce qui touche les territoires de l'Annam, du Cambodge et du Laos, le petit nombre de commerçants et d'agriculteurs ne permet pas d'instituer dans ces pays des chambres de commerce et des chambres d'agriculture fonctionnant séparément. Aussi un décret du 10 octobre 1922 (*J. Off.*, 13 octobre) a-t-il autorisé pour ces territoires la constitution de chambres mixtes de commerce et d'agriculture.

Conseil de gouvernement. — Le directeur des services économiques a été adjoint aux membres composant le conseil de gouvernement de cette colonie, par décret du 8 novembre 1922 (*J. Off.*, 13 novembre).

Douanes. Perquisitions. — Les agents du cadre sédentaire indigène des douanes et régies ont été autorisés à perquisitionner et à constater les fraudes par procès-verbaux en vertu du décret du 31 août 1922 (*J. Off.*, 5 septembre).

Douanes (Régime douanier). — L'application dans la colonie du nouveau tarif général établi par le décret du 28 mars 1921 avait pour conséquence indirecte de tripler les droits ainsi perçus sur les marchandises en transit. Le décret du 8 novembre 1922 (*J. Off.*, du 13 novembre) a décidé de revenir aux textes antérieurs au décret du 28 mars 1921 pour la détermination de la taxe résultant de l'article 6 du décret du 29 novembre 1892 qui accordait aux marchandises étrangères transitant au travers de l'Indo-Chine une détaxe de 80 % sur les droits d'importation.

Droit de stationnement. Pouvoir du maire. — Les municipalités de Saïgon, Hanoï et Haïphong ont été organisées par le décret du 11 juillet 1908. L'article 80 de ce décret relatif aux pouvoirs conférés aux maires de ces communes pour l'octroi de permis de stationnement a paru inconciliable avec l'article 12 du décret du 2 janvier 1914 qui régit le port de commerce de Saïgon et donnait au conseil d'administration de ce port qualité pour organiser les péages le concernant. Il a paru que toute l'organisation de ces péages et droit de stationnement, aussi bien sur terre que sur eau, devait être laissée au pouvoir des maires et c'est dans ce sens que le décret du 31 août 1922 (*J. Off.*, 3 septembre) a modifié le décret sus-visé du 11 juillet 1908.

Frais de justice (Tarif). — Un décret du 16 septembre 1922 (*J. Off.*, 21 septembre) a modifié l'article 122 du décret du 25 novembre 1910 fixant les tarifs et frais de justice. Cette modification porte sur les émoluments du greffier du tribunal quant aux expéditions d'actes de l'état civil.

Fraudes fiscales. — L'article 31 de la loi de finances du 31 juillet 1920 qui donne aux fonctionnaires et agents du Ministère des finances les moyens d'investigation nécessaires pour déceler les fraudes possibles en matière fiscale a été appliqué dans cette colonie par décret du 27 décembre 1922 (*J. Off.*, 29 décembre).

Gouverneur (Poursuites). — Les anciennes ordonnances en vigueur dans la plupart de nos possessions ont, avec raison, maintenu le principe suivant lequel les gouverneurs, qui représentent aux colonies le chef de l'Etat, ne sauraient sans danger être exposés à se voir cités et poursuivis en justice dans les pays où ils exercent leurs hautes fonctions.

Ce principe a été reproduit dans la loi du 8 janvier 1877 et le décret du 6 mars de la même année, qui ont rendu le code pénal applicable aux colonies : l'article 121 a été, en effet, complété par une disposition qui interdit aux officiers de police judiciaire et aux magistrats de provoquer ou d'autoriser des poursuites contre le gouverneur, sans les autorisations prescrites par les lois de l'Etat.

Le décret du 27 novembre 1922 (*J. Off.*, 18 janvier 1923) applique ce régime à l'Indo-Chine.

Impôts (Droits d'investigation). — L'article 31 de la loi de finances du 31 juillet 1920 donne aux fonctionnaires et agents de l'administration métropolitaine des finances les moyens d'investigation nécessaires pour leur permettre de déceler les fraudes possibles en matière fiscale. Ce régime a été étendu à l'Indo-Chine par le décret du 27 décembre 1922 (*J. Off.*, 29 décembre).

Justice indigène. — Voir TONKIN.

Médecine (Exercice de la). — Un décret en date du 11 octobre 1922 (*J. Off.*, 14 octobre), précédé d'un intéressant rapport qui expose la situation actuelle de l'exercice de la médecine dans cette colonie a autorisé, pour le traitement des indigènes, l'exercice de la médecine par les médecins et sages-femmes indigènes diplômés de l'Ecole de médecine de l'Indo-Chine, protégés français.

Port de Saïgon. Conseil d'administration. — Le nombre des membres du conseil d'administration du port a été porté de 12 à 14 et la liste complétée par le décret du 31 août 1922 (*J. Off.*, 5 septembre).

Régies (Opium, sel, alcool). — Les régies de l'opium, du sel et de l'alcool en Indo-Chine ont été organisées par des arrêtés qui remontent aux années 1899 et 1902. Cette réglementation a été depuis plusieurs fois remaniée. Afin d'en établir l'uniformité, le gouverneur de cette colonie a condensé les différents textes concernant cette régie en trois arrêtés en date du 18 octobre 1921. Ils ont été approuvés par le décret du 7 mars 1922 (*J. Off.*, 10 mars) en conformité des dispositions des décrets des 6 mars et 20 septembre 1877 et 30 mars 1912 sur le régime financier des colonies.

MADAGASCAR

Enfants (Tribunaux). — L'application à Madagascar de la loi du 22 juillet 1912 sur les tribunaux pour enfants et adolescents et sur la liberté surveillée n'a pas donné d'heureux résultats. Pour adapter plus étroitement aux circonstances locales cette utile réglementation, un décret est intervenu le 18 décembre 1922 (*J. Off.*, 22 décembre).

Mandats télégraphiques. — Un décret du 22 novembre 1922 (*J. Off.*, 3 décembre) a porté jusqu'à 5.000 francs le maximum des mandats télégraphiques pouvant être émis de cette colonie sur la France ou l'Algérie.

Pêche. — L'exploitation des richesses marines de cette colonie en huîtres perlières, coquillages à nacre, éponges, n'était soumise à aucune réglementation. Le décret du 21 janvier 1922 (*J. Off.*, 24 janvier) prescrit les conditions dans lesquelles les concessions de pêche pourront être accordées.

Deux décrets, en date du 5 juin 1922 (*J. Off.*, 9 juin) ont réglementé la pêche maritime et la pêche fluviale dans cette colonie. Ces deux textes intéressants ont pour but de préserver de la destruction certaines espèces de poissons.

La pêche maritime côtière a été réglementée par le décret du 17 novembre 1922 (*J. Off.*, 19 novembre).

Police sanitaire. — La police sanitaire maritime est réglée dans cette colonie par le décret du 15 mars 1909 pris en exécution de la loi du 3 mars 1822 : la police sanitaire à l'intérieur relève des décrets des 4 février 1904, 20 septembre 1911 et 2 septembre 1914. Pour renforcer les mesures à prendre contre les épidémies de typhus, de choléra et de peste qui se manifesteraient à l'intérieur, un décret en date du 28 novembre 1922 (*J. Off.*, 1^{er} décembre) a rendu applicables les dispositions du titre II de la loi du 3 mars 1822.

Théâtre (Contrôle). — Pour éviter que la mentalité malgache très malléable soit fâcheusement impressionnée par des reproductions cinématographiques d'une moralité douteuse, un contrôle sur les films a été prescrit par le décret du 12 décembre 1920. Un autre décret du 9 juillet 1921 établissait un contrôle de même nature sur les affiches destinées à être publiquement apposées.

Enfin, un décret du 13 mai 1922 (*J. Off.*, 16 mai) établit la nécessité d'une autorisation préalable pour faire représenter sur le théâtre les pièces, saynètes, chansons, monologues, etc., rédigés en langue malgache.

Tribunaux mixtes. — Dans le but de hâter la solution des litiges commerciaux portés devant les tribunaux de Madagascar, le décret du 9 septembre 1910 a institué dans cette colonie des tribunaux mixtes de commerce, composés d'un magistrat et de deux assesseurs élus par les commerçants français du ressort et choisis par eux.

L'expérience a démontré que, par suite de l'absence ou de la récusation des assesseurs et des assesseurs suppléants, le tribunal se trouve fréquemment dans l'impossibilité de siéger et l'institution qui devait réaliser un progrès était devenue une cause de lenteur et de gêne pour le commerce.

Pour remédier à ces inconvénients, le décret du 16 mars 1922 (*J. Off.*, 23 mars) a modifié le précédent décret du 9 septembre 1910 en portant de deux à cinq le nombre des assesseurs suppléants et autorise le juge président à statuer seul.

LA MARTINIQUE

Contravention (Taxe sur les assurances). — La délibération en date du 18 mai 1922 du Conseil général de la Martinique concernant la perception des amendes encourues à cet égard a été approuvée par décret en date du 22 novembre 1922 (*J. Off.*, 24 novembre).

Douanes (Huiles minérales). — Le Conseil général de la Martinique a demandé l'application dans cette colonie du régime doua-

nier applicable aux huiles minérales institué dans la métropole par la loi du 5 août 1919 complétée par le décret du 30 août suivant. Deux décrets en date du 11 mai 1922 (*J. Off.*, 22 mai) ont appliqué ces textes à la Martinique en les harmonisant avec les contingences locales.

Comme suite à l'application de ces textes, le Conseil général avait pris une délibération en date du 3 mars 1920 concernant l'octroi de mer qui ne sera pas applicable aux huiles minérales brutes importées pour être mises en œuvre dans les usines autorisées et placées sous l'exercice et la surveillance du service des douanes. Cette délibération a été approuvée par décret du 11 mai 1922 (*J. Off.*, 23 mai).

Régime forestier. — Une loi du 16 mars 1922 (*J. Off.*, 18 mars) a prescrit qu'un règlement délibéré par le Conseil général déterminera le régime des eaux et forêts de la colonie. Cette loi est également applicable à la Guadeloupe.

Substances vénéneuses. — Un important décret du 14 février 1922 (*J. Off.*, 18 février) a réglementé à la Martinique l'importation, l'achat, la vente, la détention et l'emploi des substances vénéneuses.

NIGER

Colonie. — Le territoire du Niger a été transformé, à compter du 1^{er} juillet 1922, en une colonie qui portera le nom de colonie du Niger (Décret du 13 octobre 1922, *J. Off.*, 24 décembre). Ce décret contient quelques sommaires prescriptions d'ordre administratif. Il a été complété par un autre décret de même date (même référence) qui fixe le traitement du lieutenant gouverneur.

NOUVELLE-CALÉDONIE

Presse (Réglementation). — Des dispositions conférant au gouverneur un droit de surveillance et d'interdiction sur la presse ont fait l'objet du décret du 29 décembre 1922 (*J. Off.*, 31 décembre). Ces dispositions sont semblables à celles qui ont été déjà prises en Indo-Chine, à Madagascar, en Afrique occidentale et équatoriale par les décrets des 30 décembre 1898, 16 février 1901, 4 août et 30 septembre 1921.

Tabac. — Le *Journal Officiel* du 1^{er} avril 1922 a publié le texte du décret du 29 mars précédent approuvant la délibération du Conseil général de cette colonie du 15 juin 1921 qui réglemente la culture du tabac. Le texte de cette délibération se trouve à l'*Officiel* du 5 avril 1922.

OCÉANIE

Chambre de commerce (Papeete). — Cette chambre avait été créée par acte de l'autorité locale du 30 juin 1880 et réorganisée par un arrêté du 12 octobre 1903. Ses attributions étaient restées jusqu'ici purement consultatives. Ses services et la possibilité de les étendre ont poussé le Gouvernement à lui octroyer la personnalité civile qui doit être conférée par décret. D'où le décret du 10 octobre 1922 (*J. Off.*, 13 octobre).

Frais de justice. — Dans la métropole, le tarif des frais de justice en matière criminelle de police correctionnelle et de simple police a été révisé par le décret du 5 octobre 1920. Certaines de ces modifications ont été étendues à l'Océanie par le décret du 10 juillet 1922 (*J. Off.*, 12 juillet).

Organisation judiciaire. — Pour répondre à des besoins d'économie, le décret du 14 novembre 1922 (*J. Off.*, 25 septembre) a supprimé deux emplois de juge au tribunal supérieur de cette colonie et l'emploi de lieutenant de juge près le tribunal de première instance de Papeete.

LA RÉUNION

Marine commerciale. — Le décret du 17 novembre 1922 (*J. Off.*, 19 novembre) a réglementé la navigation maritime commerciale dans cette colonie.

Pas géométriques (Aliénabilité). — L'inaliénabilité de principe des cinquantes pas géométriques réservés autour de l'île par l'arrêté du capitaine général Decaen le 5 mai 1807 a été abrogée par le décret du 13 janvier 1922 (*J. Off.*, 24 janvier). Une mesure semblable avait déjà été prise antérieurement pour la Guyane et nos possessions des Antilles.

SOMALIS (CÔTE FRANÇAISE DES)

Garde indigène. — En application de l'ordonnance organique du 18 septembre 1844 mise en vigueur dans cette colonie par le décret du 18 juin 1884, le décret du 16 août 1922 (*J. Off.*, 23 août) a institué une garde indigène.

TAHITI

Gendarmerie. — La composition du détachement de gendarmerie de Tahiti déterminée par le décret du 30 mai 1911 a été modifiée par le décret du 20 décembre 1922 (*J. Off.*, 2 février 1923).

TOGO

Alcools. Prohibition. — L'importation, la circulation, la vente et la détention des alcools de toute nature ainsi que tous produits chimiques reconnus nocifs ont été prohibés au Togo par décret du 2 septembre 1922 (*J. Off.*, 5 septembre).

Contrat de travail. — Une réglementation très complète a été appliquée à cet égard dans cette colonie par le décret du 29 décembre 1922 (*J. Off.* du 8 janvier 1923). Cette réglementation est analogue à celle appliquée au Cameroun par le décret du 4 août 1922.

Douanes. — Les dispositions du décret du 27 novembre 1915 réglementant le service des douanes en Afrique occidentale française ont été déclarées applicables au Togo par le décret du 17 novembre 1922 (*J. Off.*, 19 novembre).

Intérêt (Taux de l'intérêt). — Dans les territoires du Togo, l'intérêt conventionnel ne pourra excéder 12 p. 100 en matière civile sans retenue. L'intérêt légal, à défaut de convention, sera de 8 p. 100 en matière civile et de 9 p. 100 en matière commerciale (Décret du 18 novembre 1922, *J. Off.*, 22 novembre).

Juridictions indigènes. — Un très intéressant et important décret en date du 22 novembre 1922 (*J. Off.*, 26 novembre) a organisé les tribunaux indigènes de cette colonie et réglé les questions de compétence et de procédure dans les matières civiles, commerciales et pénales.

Pouvoirs publics (Droit de représentation en justice). — Un décret du 29 décembre 1922 (*J. Off.*, 30 janvier 1923) a organisé le mode de représentation en justice des intérêts de l'Etat et du territoire du Togo.

Presse. — La loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse a été rendue applicable à cette colonie par le décret du 29 décembre 1922 avec des modifications et des droits accordés au Gouverneur comme dans les colonies de la Nouvelle-Calédonie, Madagascar, Indo-Chine, Afrique occidentale et équatoriale.

Propriété (Régime foncier). — Le décret du 4 août 1920 a fixé le régime auquel doivent être soumis au Togo le domaine public et le domaine privé de l'Etat. D'autre part, le décret du 23 décembre 1922 (*J. Off.*, 28 décembre) a rendu applicable au Togo les dispositions du décret du 24 juillet 1906 portant organisation du régime de la propriété foncière en Afrique occidentale.

Terres (Régime foncier domanial). — L'organisation du domaine et des terres domaniales au Togo a été réglementée par le décret

du 11 août 1920. Un décret du 6 décembre 1922 (*J. Off.*, 9 décembre) est venu apporter quelques modifications à cette réglementation au sujet des aliénations et des concessions de ces terres.

Traite. — En conformité avec les dispositions prises à cet égard en Afrique occidentale par les décrets des 12 décembre 1905 et 8 août 1920, un décret est intervenu pour réprimer les mêmes faits au Togo, le 19 décembre 1922 (*J. Off.*, 28 décembre).

Le *Journal Officiel* du 4 janvier 1923 contient un décret du 24 novembre 1922 qui paraît avoir un but semblable.

TONKIN

Justice indigène. — Les rapports de la justice indigène au Tonkin et de la justice française en Indo-Chine ont été réglementés par un important et intéressant décret en date du 16 septembre 1922 (*J. Off.*, 21 septembre).

TABLE CHRONOLOGIQUE

DES LOIS, DECRETS ET ARRÊTÉS

INSÉRÉS, ANALYSÉS OU MENTIONNÉS DANS L'ANNUAIRE DE LÉGISLATION FRANÇAISE

FRANCE

1922		Pages	1922		Pages
4 janv.	L. Sociétés de secours mutuels	20	8 fév.	D. Enseignement primaire	16
6 —	L. loyers.....	11	— —	L. Lettre de change et billet à ordre.....	33
7 —	L. banques populaires ..	25	9 —	L. Budget 1922.....	25
— —	D. Ecole nationale des ponts et chaussées	19	— —	D. Hôpitaux.....	21
9 —	D. habitations à bon marché.....	22	11 —	D. Chemins de fer....	19
— —	D. huiles.....	29	13 —	D. Timbrage des correspondances.....	30
12 —	D. banque Indo-Chine ..	29	14 —	D. Dépenses, finances...	30
— —	D. comptes courants postaux.....	29	— —	D. Gendarmerie.....	6
— —	D. eaux minérales.....	15	15 —	D. Finances.....	30
— —	D. indemnités percepteurs.....	29	16 —	L. Code travail et prévoyance sociale.....	22
— —	D. indemnités personnel douanes.....	29	— —	D. Imprimerie Nationale.	50
— —	D. tabacs.....	29	17 —	L. Crédit immobilier et Habitations à bon marché	20
13 —	D. timbres fiscaux.....	30	— —	D. Ministère affaires étrangères.....	30
18 —	D. inspecteur général de l'armée.....	6	18 —	L. Députés.....	1
20 —	D. budget spécial.....	30	— —	L. rengagement des militaires.....	6
24 —	D. colis postaux.....	30	20 —	L. assurances-vie....	20
28 —	D. marine marchande....	9	— —	L. avocats.....	10
30 —	D. alimentation.....	30	— —	L. sociétés.....	14
— —	D. Timbre.....	30	— —	D. sociétés coopératives (régions libérées).....	16
31 —	L. Budget spécial.....	23	21 —	D. Contributions directes.	30
— —	D. Naturalisation.....	13	22 —	D. arrangement commercial, Portugal.....	3
4 fév.	D. Marine marchande (personnel)	9	— —	D. cartes d'identité, Algérie.....	30
— —	D. Palmes académiques ..	16	— —	D. commission militaire supérieure des chemins de fer.....	7
5 fév.	D. Marine marchande (syndics et gardes maritimes)	9	— —	D. corps de l'intendance.	7

			Pages				Pages
1922				1922			
—	—	D. postes et télégraphes.	30	25 mars	L. organisation adminis-		
24	—	D. betteraves	30		trative		9
—	—	D. dommages de guerre.	16	28	—	D. ministère travail (con-	
25	—	Arr. bons de la défense			trôleurs)		22
		nationale	25	30	—	L. contributions indirectes	25
27	—	L. conseils de guerre...	7			L. budget spécial	23
—	—	D. dommages de guerre.	16	31	—	L. chemins de fer	26
28	—	L. actes de décès	12	—	—	L. exportation capitaux ..	25
—	—	L. budget spécial	23	—	—	L. impôt bénéfices ex-	
—	—	L. état-civil	12			ploitation agricole.	26
—	—	L. mariage	35	—	—	L. loyers	44
4 mars		D. navigation aérienne..	30	—	—	L. valeurs mobilières ..	25
7	—	D. douanes	30	5 avril		D. poids et mesures	18
8	—	D. sociétés d'assurances.	21	8	—	L. convention monétaire,	
9	—	D. mines	31			Belgique, Grèce, Italie,	
—	—	D. poissons, pêche étran-				Suisse	1
		gère	31	—	—	L. convention monétaire	26
10	—	L. archives.	12	12	—	L. accidents du travail ..	20
—	—	L. pensions et rentes via-		—	—	L. budget 1921	23
		gères	20	—	—	L. café et chicorée	26
11	—	D. agriculture (Conseil		—	—	L. chemins de fer	26
		supérieur)	18	—	—	D. chiffre d'affaires	31
13	—	L. code procédure civile		—	—	D. cour permanente de	
—	—	(modifications)	37			justice internationale ..	5
—	—	D. habitations à bon mar-		—	—	L. dommages de guerre.	15
		ché	21	—	—	L. indemnité aux inca-	
—	—	D. ministère guerre	31	—	—	pables	26
14	—	L. avance de l'heure	49	—	—	L. indemnité vie chère ..	26
—	—	D. chemins de fer	19	—	—	L. saisies-arrests ou oppo-	
15	—	D. mineurs (retraites) ..	21			sitions	59
20	—	D. enseignement supé-		18	—	L. accidents du travail ..	20
		rieur	16	—	—	L. Crédit foncier de	
21	—	D. directions de travaux				France	27
—	—	de la marine (personnel)	8	—	—	L. registre de commerce.	17
—	—	D. emprunts	31	—	—	L. retraites ouvrières et	
—	—	D. service à bord des bâ-				paysannes	21, 26
		timents (marine mili-		20	—	L. avances et subven-	
—	—	taire)	8			tions	27
—	—	L. sports (marine mili-		—	—	L. dommages de guerre.	15
—	—	taire)	8	—	—	L. expropriation	27
—	—	D. valeurs mobilières		24	—	L. convention internatio-	
		étrangères	31			nale, institut internatio-	
22	—	L. automobiles (recense-				nal du froid	2
		ment)	49	—	—	D. ministère finances ..	31
24	—	L. banque industrielle		23	—	L. chambres de com-	
—	—	chinoise	5			merce	27
—	—	L. convention enseigne-		—	—	L. forêts	18
		ment, Serbie	1				

		Pages			Pages
1922			1922		
28 avril	L. habitations à bon marché.....	21	13 juin	D. avocats.....	40
— —	L. mariage.....	12	— —	D. commission militaire supérieure des chemins de fer.....	7
— —	L. règlement transactionnel.....	62	14 —	L. commerce, sommes impayées.....	14
29 —	D. importation, Espagne.....	5	15 —	L. ouverture de correspondances.....	14
6 mai	D. état civil.....	31	— —	L. pharmacie.....	21
— —	L. médecine (exercice de la).....	21	16 —	D. avocats.....	10
— —	L. sociétés coopératives.....	21	— —	D. convention, Grande-Bretagne, actes de procédure.....	3
9 —	D. assistance - invalidité.....	22	19 —	D. actes judiciaires, Tchéco-Slovaquie.....	4
— —	D. familles nombreuses, assistance.....	22	— —	D. convention commerciale, Pologne.....	3
— —	D. femmes en couche, assistance.....	22	— —	D. convention, spiritueux en Afrique.....	3
10 —	L. primes, surfaces ensemençées.....	18	22 —	L. avances, gouvernement autrichien.....	5
11 —	L. convention, alimentation.....	2	23 —	L. légion d'honneur.....	6
— —	L. convention, dommages de guerre, Belgique.....	2	27 —	L. attribution des prises maritimes.....	8
— —	L. convention, retraites mineurs, Belgique.....	2	— —	L. familles nombreuses (assistance).....	21
13 —	D. code de procédure civile (modifications).....	14	28 —	D. défense des frontières maritimes.....	9
— —	D. conseil supérieur de la défense nationale.....	10	— —	L. sépultures militaires.....	7
16 —	L. convention, assistance et prévoyance sociales, Pologne.....	2	29 —	D. beaux-arts (droit d'entrée dans les musées).....	17, 31
18 —	D. gendarmerie.....	7	—	L. convention internationale, statut Danube internationalisé.....	2
— —	D. marine marchande (brevets et diplômes).....	9	— —	L. douanes (droits).....	17
— —	D. pensions (marine militaire).....	8	30 —	L. budget 1922.....	23
20 —	D. prud'hommes.....	11	— —	D. conseils d'enquête de sous-officiers.....	7
23 —	D. indemnité exceptionnelle de cherté de vie.....	31	— —	L. indemnité vie chère.....	27
25 —	D. traités de paix.....	3	— —	D. marine marchande (inscription maritime).....	9
27 —	D. Nouvelles Hébrides.....	3	— —	L. postes et télégraphes (taxes).....	19
— —	D. sociétés coopératives, régions libérées.....	16	4 ^{er} juil.	L. droits de l'enfant légitimé.....	71
29 —	L. bénéfices de guerre.....	14, 27	3 —	D. veuves de guerre.....	31
30 —	D. magistrats.....	11	6 —	D. chiffre d'affaires.....	31
31 —	D. carte de commerce.....	31	7 —	L. taxes, postes, télégraphes et téléphones.....	27
— —	D. conseils de guerre.....	7			
6 juin	D. étrangers.....	10			
12 —	D. pensions, marine militaire.....	9			

			Pages				Pages
1922				1921			
8 juil.	L. budget 1922.	23		21 juil.	L. pensions militaires...	8,73	
— —	D. convention, navigation aérienne.....	4		22 —	L. actes de naissance des enfants naturels.....	77	
— —	D. marine marchande (conseil supérieur)	9		— —	L. chemins de fer, per- sonnel.....	19	
10 —	D. convention, retraites mineurs, Belgique.....	2		— —	D. eaux et forêts, person- nel.....	19	
— —	D. pensions militaires...	8		— —	D. école polytechnique ..	7	
— —	L. propriété industrielle. 2, 17			23 —	D. universités, conseils..	17	
11 —	Arr. beaux-arts (droit d'entrée dans les mu- sées).....	17		25 —	D. dommages de guerre.	16	
— —	L. budget 1922.....	23		26 —	L. organisation marine militaire.....	8	
— —	D. convention commer- ciale, Espagne.....	4		27 —	D. assurances-vie.....	22	
— —	D. convention, dommages de guerre, Belgique ..	2		— —	D. convention commer- ciale, Esthonie.....	4	
— —	L. contributions directes.	27		— —	L. juges assesseurs	11	
— —	D. vins.....	6		— —	L. magistrats.....	11	
12 —	L. contributions directes.	27		— —	D. réserve spéciale, offi- ciers	7	
— —	L. impôts, régions libé- rées.....	27		1 ^{er} août.	D. école normale supé- rieure.....	17	
13 —	L. centenaire de Pasteur	10, 16		— —	D. marine marchande (brevets et diplômes)...	9	
— —	L. substances vénéneu- seuses.....	14, 21		— —	D. régions libérées (ser- vices départementaux)..	16	
15 —	L. accidents du travail..	20		2 —	D. licence en droit	17	
— —	L. blé et farines.....	18		8 —	D. préfectures.....	10	
— —	D. enseignement primai- re.....	17		10 —	L. bénéfices de guerre..	28	
— —	D. monuments à la mé- moire des soldats morts	10		— —	L. dépenses, finances....	28	
— —	L. pensions veuves de guerre.....	7, 28		— —	L. propriété immobilière.	28	
— —	L. pensions militaires...	73		20 —	L. convention, Hongrie, clauses économiques...	2	
17 —	L. alcools.....	10		— —	D. office des biens et in- térêts privés.....	6	
— —	L. amnistie.....	14		24 —	L. convention internatio- nale, institut internatio- nal du froid.....	3	
— —	D. surveillance des ports, personnel	9		31 —	D. code de la route..	20	
18 —	L. dommages de guerre.	16		5 sept.	D. avocats	11	
— —	L. pensions militaires...	7, 73		— —	D. marine marchande (durée du travail).....	9	
19 —	L. énergie électrique...	19		7 —	D. timbre.....	31	
— —	L. médaille de la victoire	6		14 —	D. chemins de fer (per- sonnel).....	19	
20 —	D. accidents de travail..	20		20 —	D. émission bons du Tré- sor.....	32	
— —	L. indemnités, charges de famille.....	28		— —	D. emprunt	24	
21 —	L. jeux olympiques.....	5		22 —	L. arrangement Belgique, nationalité.....	3	
— —	L. Légion d'honneur et médaille militaire.....	6					

TABLE CHRONOLOGIQUE

237

		Pages			Pages
1922			1922		
23 sept.	D. pêche maritime (débits)	15	1 ^{er} déc.	L. comptes spéciaux, trésor	23
28 —	Arr. emprunt	24	5 —	L. élèves des écoles militaires	6
5 octob.	D. service militaire santé	7	— —	L. habitations à bon marché	24, 107
6 —	D. arrangement Belgique, nationalité	3	7 —	L. crédit mutuel et coopération agricoles	18
10 —	D. assurances (caisse d')	22	8 —	L. aéronautique militaire	6
14 —	D. convention Hongrie, clauses économiques	3	— —	L. classe 1923	6
17 —	D. pensions militaires	8, 32	— —	L. crédit agricole	18
21 —	D. allocations aux grands invalides, victimes civiles de la guerre	8	— —	D. état civil	5
— —	L. spéculation illicite	14, 79	— —	L. petite propriété	28
24 —	L. commémoration de la victoire	10	9 —	L. délai de viduité	147
26 —	L. pupilles de la nation	89	— —	L. divorce	145
27 —	L. chemins de fer (vois)	14	11 —	D. accidents travail	20
— —	L. droit des artistes sur ventes publiques d'objets d'art	99	— —	D. journée 8 heures	22
28 —	L. actes état civil	101	15 —	L. accidents travail	18, 149
— —	L. budget 1922	23	16 —	L. mines	19, 161
30 —	L. beaux-arts (droit d'entrée pour visite du musée)	17, 28	18 —	L. actes état civil	13, 28
31 —	D. ministère finances	32	19 —	L. allocations, personnel travaux publics	29
2 nov.	D. convention internationale, alimentation	4	— —	L. juges suppléants	11
— —	D. indemnité exceptionnelle de cherté de vie	32	— —	L. travaux publics (personnel)	21
4 —	D. séquestre	6	20 —	L. actes état civil	13
7 —	L. recours du voisin, incendie	104	— —	L. traite des femmes (débits)	169
15 —	L. organisation municipale	10	27 —	L. douanes	29
22 —	D. convention, Allemagne, équipage des bateaux rhénans	4	— —	D. établissements de pêche sur le domaine public	9
— —	L. juges de paix	11	28 —	L. budget	29
26 —	D. accord commercial, Italie	5	29 —	L. office national des recherches scientifiques et industrielles et des inventions	18
28 —	D. bons du trésor	32	30 —	L. accidents travail	29
30 —	L. Budget 1922	23	— —	L. crédit mutuel et coopération agricoles	18
30 —	L. Indemnités temporaires et exceptionnelles	28	— —	L. loyers	13
— —	L. marine marchande	28	31 —	L. avances banque de France	24
— —	L. marine marchande (comptes spéciaux)	9	— —	L. budget 1922	23
			— —	L. budget 1923	23
			— —	D. code de la route	20
			— —	L. exportation capitaux	25

ALSACE ET LORRAINE

		Pages			Pages
	1922			1922	
16 févr.	D. travail	193	31 mars	L. loyers	178
20 —	L. avocats	179	7 juin	L. législation pénale...	192
25 —	D. assurances	193	22 —	L. réforme monétaire...	183
— —	D. mines	194	27 août	D. travail	194
1 ^{er} mars	D. assurances	194	2 sept.	D. loyers	178
11 —	D. habitations à bon mar- ché	194	17 octob.	L. régime transitoire des provinces recouvrées..	173
28 —	D. travaux publics	193	31 déc.	L. loyers	178
29 —	D. assurances	194			

ALGÉRIE

	1922			1921	
6 janv.	D. aménagement des vil- les	201	22 juil.	D. enseignement	197
6 —	L. loyers	200	24 —	Arr. organisation admi- nistrative	195
11 —	D. miel	201	27 —	D. règlement transaction- nel	200
26 —	Arr. travail	202	31 —	Arr. école nationale beaux-arts	196
13 fév.	Arr. accidents travail...	202	2 août	Arr. finances	197
14 —	Arr. santé publique	200	10 —	Arr. pénitentiaire	200
22 —	D. cartes d'identité	199	11 —	Arr. pénitentiaire	200
— —	Arr. organisation admi- nistrative	195	12 —	D. organisation judiciaire	199
7 mars	Arr. assistance publique.	201	29 —	D. organisation adminis- trative	195
11 —	D. finances	197	4 sept.	Arr. enseignement	196
17 —	D. armée, dispenses, cons- cription des indigènes.	196	7 —	D. finances, timbre	197
— —	D. santé publique	200	— —	D. pensions	199
20 —	Arr. habitations à bon marché	202	12 —	Arr. institut agricole	200
25 —	D. armée, soins médicaux et pharmaceutiques	196	13 —	D. chemins de fer	201
12 avril	D. sociétés coopératives ..	202	16 —	D. substances vénéneuses	201
20 —	D. tabacs	202	20 —	D. santé publique	200
28 —	D. hypothèques	196	22 —	D. enseignement	196, 197
5 mai	Arr. police	200	23 —	D. navigation	199
20 —	D. finances	197	7 octob.	D. finances	197
23 —	D. postes et télégraphes ..	200	12 —	Arr. finances	197
3 juin	Arr. finances	197	— —	Arr. sociétés indigènes de prévoyance	202
— —	D. pêche	199	23 —	Arr. organisation admi- nistrative	196
6 —	Arr. enseignement	196	26 —	D. armée, engagement et recrutement	196
16 —	Arr. finances	197	30 —	D. armée, officiers	196
20 —	Arr. organisation admi- nistrative	195	31 —	Arr. alcools	201
14 juil.	L. régime indigénat	195	10 nov.	D. impôt, cartes à jouer.	197
15 —	D. vins	201			
22 —	D. coopératives ouvrières	202			

TABLE CHRONOLOGIQUE

239

1922		Pages	1922		Pages
15 nov.	D. affiches et tableaux-annonces.....	198	6 déc.	D. contributions directes.....	198
— —	D. cartes d'identité.....	197	— —	D. contributions diverses.....	199
— —	D. contrats, risques agricoles.....	198	— —	D. impôt revenu.....	198
— —	D. immeubles monuments historiques.....	198	— —	Arr. médecins.....	199
— —	D. mines et carrières.....	198	7 —	D. cadis du rite ibadhite.....	199
— —	D. timbre.....	198	— —	D. impôt revenu.....	199
16 —	Arr. magistrats.....	199	— —	D. organisation judiciaire.....	199
26 —	Arr. organisation administrative.....	196	11 —	Arr. D. L. chemins de fer.....	201
27 —	Arr. école coloniale d'apprentissage.....	201	— —	L. statut politique indigène.....	195
— —	D. sociétés reboisement.....	198	14 —	D. organisation administrative.....	195
30 —	D. mines.....	198	16 —	L. mines.....	199
5 déc.	D. brevets d'invention.....	198	18 —	Arr. Enseignement.....	197
— —	D. téléphones, taxes.....	198	20 —	D. organisation administrative.....	196
			21 —	Arr. chemins de fer.....	201
			25 —	Arr. chemins de fer.....	201
			30 —	L. régime indigénat.....	195

TUNISIE

1922			1922		
21 janv.	Arr. Enseignement.....	204	15 mai	D. maladies épidémiques (secret professionnel)...	205
23 —	D. monnaie.....	204	28 —	Arr. assurances.....	207
25 —	D. agriculture.....	206	30 —	Arr. assurances.....	207
6 février	D. blés.....	207	9 juin	D. organisation judiciaire.....	205
— —	D. cultes.....	204	12 juillet	D. Monopole des chéchias.....	207
9 —	D. organisation administrative.....	203	— —	D. règlement transactionnel.....	206
13 —	D. assistance judiciaire.....	205	— —	D. vins.....	205
16 —	D. organisation administrative.....	203	13 —	Arr. et D. grand conseil, conseil de région.....	203
25 —	D. assurances.....	206	14 —	D. réorganisation administrative.....	203
26 —	D. assurances.....	206	15 —	Arr. chambre des intérêts miniers.....	203
27 —	D. assurances.....	206	17 —	D. tarifs postaux.....	205
8 mars	D. santé publique.....	205	21 —	D. gendarmerie.....	204
26 —	Arr. mutilés guerre.....	207	22 —	D. assurances.....	207
3 avril	D. exhumations et inhumations.....	205	— —	D. loyers.....	206
5 —	D. tabacs.....	207	10 août	D. crédit agricole.....	206
22 —	D. touristes.....	205	21 —	Arr. organisation administrative.....	204
25 —	Arr. organisation administrative.....	203	25 —	D. courtiers maritimes inscrits.....	206
5 mai	D. vaccination.....	205			
6 —	Arr. cultes.....	204			
8 —	D. monnaie.....	205			

		Page			Page
	1922			1922	
8 sept.	Arr. et D. régime pénitentiaire	206	20 nov.	Arr. organisation administrative	204
14 oct.	D. mutilés guerre	207	23 —	D. institut Pasteur	205
28 —	Arr. organisation administrative	204	25 —	Arr. organisation administrative	204
31 —	Arr. organisation administrative	204	4 déc.	Arr. organisation administrative	204
4 nov.	D. code des obligations et contrats	206	12 —	D. contributions diverses	205
18 —	Arr. notaires	205	46 —	D. blés	207

MAROC

	1922			1922	
7 janv.	Arr. agriculture	214	10 mars	Arr. santé publique	213
11 —	D. explosifs	211	11 —	Arr. reboisement (prîae)	215
12 —	Arr. explosifs	211	18 —	Arr. bière	215
14 —	D. douanes	214	22 —	Arr. conservation foncière	214
15 —	Arr. conseil de revision	210	25 —	D. pêche et navigation	212
— —	Arr. organisation administrative	210	14 avril	D. pêche et navigation	212
18 —	Arr. actes notariés, enregistrement et timbre	211	14 —	Arr. pêche et navigation	212
21 —	D. pêche et navigation	212	3 mai	Arr. enseignement	210
24 —	Arr. organisation administrative	210	5 —	Arr. organisation administrative	209
25 —	Arr. sports	213	9 —	Arr. organisation administrative	209
26 —	Arr. sports	213	15 —	D. Arr. organisation administrative	210
28 —	D. propriété foncière	214	16 —	Arr. enseignement	210
— —	D. sociétés indigènes de prévoyance	216	22 —	D. crédit immobilier	215
1 ^{er} fév.	Arr. service pénitentiaire	210	23 —	D. crédit immobilier	215
7 —	Arr. chemins de fer	210	— —	D. impôt patentes	211
8 —	D. eaux et forêts	209	24 —	Arr. enseignement	211
13 —	Arr. douanes	215	— —	Arr. organisation administrative	209
— —	D. sociétés coopératives	216	— —	D. propriété foncière	214
15 —	Arr. agriculture	214	30 —	D. douanes	216
— —	D. céréales	215	1 ^{er} juin	D. organisation administrative	209
20 —	Arr. chemins de fer	215	12 —	D. blés	216
25 —	Arr. agriculture	214	— —	D. propriété foncière	214
— —	Arr. organisation administrative	210	15 —	D. propriété foncière	214
4 mars	Arr. circulation billets de banque	211	3 juil.	D. organisation judiciaire	212
6 —	Arr. mandats télégraphiques	213	18 —	D. magasins généraux	216
— —	Arr. enseignement	210	20 —	Arr. timbre avion	212
6 —	Arr. vinification	215	26 —	D. code de commerce maritime	213

TABLE CHRONOLOGIQUE

241

1922		Pages	1922		Pages
29 juil.	D. emprunt.....	211	28 octob.	Arr. alcool.....	216
2 août	Arr. tarifs postaux.....	212	— —	D. effets militaires.....	214
11 —	D. magistrats.....	212	4 nov.	D. agriculture.....	215
— —	D. sociétés.....	213	4 —	Arr. blés.....	216
12 —	D. organisation judiciaire	212	6 —	D. blés.....	216
19 —	Arr. organisation admi- nistrative.....	209	10 —	Arr. monnaie.....	211
21 —	Arr. organisation admi- nistrative.....	209	20 —	Arr. travaux publics..	210
23 —	Arr. organisation admi- nistrative.....	209	21 —	Arr. taxes télégraphiq ^s	213
29 —	D. organisation judiciaire	212	22 —	Arr. alcool.....	215
6 sept.	Arr. organisation admi- nistrative.....	209	23 —	Arr. organisation admi- nistrative.....	209
12 sept.	D. enfants naturels.....	213	29 —	D. code de commerce...	214
13 —	D. état civil.....	213	— —	D. lettre de change.....	214
19 —	Arr. organisation admi- nistrative.....	209	4 déc.	D. état-civil.....	213
30 —	Arr. transports avion....	212	— —	D. organisation judiciaire	212
6 octob.	Arr. organisation admi- nistrative.....	209	9 —	Arr. service pénitentiaire	209
24 —	Arr. organisation admi- nistrative.....	209	11 —	Arr. abonnements pos- taux.....	213
			12 —	Arr. marques de fabrique	211
			16 —	Arr. enseignement.....	211

COLONIES ET PROTECTORATS

1922			1922		
12 janv	D. forêts (Cameroun)....	223	29 mars	D. patentes (La Guade- loupe).....	224
13 —	D. pas géométriques (La Réunion).....	230	— —	D. tabac (Nouvelle-Calé- donie).....	229
21 —	D. pêche (Madagascar)...	227	4 mai	D. travail (Afrique occi- dentale).....	222
25 —	D. serment.....	217	6 —	D. santé publique (Afri- que occidentale).....	222
14 févr.	D. cultes (Afrique occi- dentale).....	221	11 —	D. douanes (La Martini- que).....	228, 229
—	D. substances vénéneuses (La Martinique).....	229	13 —	D. théâtres (Madagascar).	228
19 —	D. aéronautique.....	217	23 —	D. engagement et réenga- gement.....	221
3 mars	L. bien de famille.....	217	26 —	D. douanes (Cameroun)...	222
7 —	D. substances vénéneuses (Indo-Chine).....	227	27 —	D. cartes à jouer (Indo- Chine).....	225
8 —	D. assurances.....	217	— —	D. chambres de commerce (Indo-Chine).....	225
15 —	D. taux d'intérêt légal (Afrique occidentale)...	222	— —	D. timb.-quittance (Ind.)	225
16 —	L. forêts (La Martinique)	229	5 juin	D. pêche (Madagascar) ..	227
—	D. tribunaux mixtes (Ma- dagascar).....	228	9 —	D. conseil colonial (Co- chinchine).....	223
17 —	D. étrangers (Afrique occidentale).....	221			
25 —	D. loyers (Afrique occi- dentale).....	222			

		Pages			Pages
1922			1922		
9 juin	D. santé publique.....	220	30 oct.	D. contribution personnelle (La Guadeloupe)...	224
23 —	D. substances vénéneuses.	219	31 —	D. gouverneurs généraux	218
10 juill.	D. douanes (Afrique équatoriale).....	221	2 nov.	D. substances vénéneuses	223
— —	D. frais de justice (Océanie).....	230	3 —	D. assurances.....	217
— —	D. travaux publics.....	218	8 —	D. conseil du gouvernement (Indo-Chine)...	225
12 —	D. médecins et chirurgiens dentistes.....	219	— —	D. Douanes (Indo-Chine)	225
22 —	D. notariat (Inde).....	224	11 —	D. organisation judiciaire (Océanie).....	230
22 —	D. propriété.....	220	17 —	D. douanes (Togo).....	231
29 —	D. assurances.....	217	— —	D. marine commerciale (La Réunion).....	230
1 ^{er} août	D. cipahis (Inde).....	224	— —	D. pêche (Madagascar)...	227
4 —	D. concessions.....	218	18 —	D. taux de l'intérêt (Togo)	231
16 —	D. garde indigène (Somalis).....	230	22 —	D. contraventions (La Martinique).....	228
17 —	D. nationalité.....	219	— —	D. juridictions indigènes (Togo).....	231
25 —	D. juge de paix, compétence (Guyane).....	224	— —	D. mandats télégraphiques (Madagascar)...	227
31 —	D. armes et munitions (La Guadeloupe).....	224	21 —	D. gouverneur, poursuites (Indo-Chine).....	226
— —	D. douanes (Indo-Chine).	225	28 —	D. police sanitaire (Madagascar).....	228
— —	D. droit de stationnement (Indo-Chine).....	226	29 —	D. crédit agricole.....	218
— —	D. port de Saïgon, conseil d'administration.....	227	6 déc.	D. régime foncier domanial (Togo).....	231
— —	D. secret professionnel (La Guadeloupe).....	224	9 —	D. substances vénéneuses (La Guadeloupe).....	224
2 sept.	D. alcools (Togo). . . .	231	15 —	D. état civil.....	218
5 —	D. mariage.....	219	18 —	D. tribunaux d'enfants (Madagascar).....	227
— —	D. pourvoi en cassation.	220	19 —	D. traite (Togo).....	232
16 —	D. frais de justice (Indo-Chine).....	226	20 —	D. gendarmerie (Tahiti).	230
— —	D. infanticide.....	218	23 —	D. propriété (Togo).....	231
— —	D. justice indigène (Toukin).....	232	27 —	D. fraudes fiscales (Indo-Chine).....	226
— —	D. tribunaux correctionnels.....	221	29 —	D. contrat de travail (Togo).....	231
20 —	D. percepteurs.....	219	— —	D. finances.....	218
5 oct.	D. militaires.....	219	— —	D. finances (Afrique occidentale).....	222
10 —	D. chambres de commerce (Indo-Chine).....	225	— —	D. finances (Cameroun)...	223
— —	D. chambres de commerce (Océanie).....	230	— —	D. organisation judiciaire (Cameroun).....	223
11 —	D. médecine (Indo-Chine)	227	— —	D. pouvoirs publics (Togo)	231
13 —	D. finances.....	220	— —	D. presse (Nouvelle-Calédonie).....	229
— —	D. organisation administrative (Niger).....	229	— —	D. presse (Togo).....	231
19 —	D. successions.....	220	31 —	D. administration centrale	220

TABLE ANALYTIQUE

A.

ACCIDENTS DU TRAVAIL. — D. L. p. 20, 29, 149.

ACTES DÉCÈS. — L. p. 12.

ACTES ÉTAT-CIVIL. — L. pp. 13, 28, 101.

ACTES JUDICIAIRES. — Tchéco-Slovaquie, D. p. 4.

ACTES DE NAISSANCE. — V. ENFANCE.

ACTES DE PROCÉDURE. — Convention, Grande-Bretagne, D. p. 3.

AÉROSTATION. — V. ARMÉE.

AFRIQUE ÉQUATORIALE. — Douanes, D. p. 221.

AFRIQUE OCCIDENTALE. — Cultes, D. p. 221.

— Étrangers, D. p. 221. — Finances, D. p. 222. — Loyers, D. p. 222. — Santé publique, D. p. 222. — Taux d'intérêt légal, D. p. 222. — Travail, D. p. 222.

AGRICULTURE. — Accidents du travail, L. p. 18. — Blé et farines, L. p. 18. — Conseil supérieur, D. p. 18. — Crédit mutuel et coopération agricoles, L. p. 18. — Impôt bénéfice exploitation, L. p. 26. — Primes aux surfaces ensemençées, L. p. 18.

ALCOOLS. — L. p. 10.

ALGÉRIE. — Accidents travail, Arr. p. 202.

— Affiches, D. p. 198. — Agriculture : Institut agricole, Arr. p. 200. — V. CONTRATS. — Alcools, Arr. p. 201. — Armée :

Dispenses, D. p. 196. — Engagement et rengagement, D. p. 196. — Officiers, D. p. 196. — Soins médicaux et pharmaceutiques, D. p. 196. — Assistance publique, Arr. p. 201. — Brevets d'invention, D. p. 198. — Cartes d'identité, D. p. 197, 199. — Chemins de fer, L. p. 201.

— Contrats : Risques agricoles, D. p. 198. — Contribution directes, D. p. 198. — Contributions diverses, D. p. 199. — Coopératives ouvrières, D. p. 202. — Ecole coloniale d'apprentissage de Dellys, Arr. p. 201. — Enseignement : Collèges commerciaux, D. p. 197. — Bourses, Arr. pp. 196, 197. — Ecole nationale beaux-arts, Arr. p. 196. — Indemnités spéciales, Arr. p. 196. — Personnel, D. p. 197. — Traitements, D. p. 196. — Finances : Contributions, Arr. D. p. 197. — Droits, extraits d'arrêts et jugements, D. p. 197. — Droits, propriété, Arr. p.

197. — Impôt cartes à jouer, D. p. 197.

— Personnel, Arr. p. 197. — Taxes spéciales, D. p. 197. — Timbre, D. pp. 197, 198. — Habitations à bon marché

Arr. p. 202. — Hypothèques (conservateurs des), D. p. 196. — Immeubles, D. p. 198. — Impôt revenu, D. pp. 198, 199. — Indigénat, L. p. 195. — Loyers, L. p. 200. — Médecins, Arr. p. 199. — Miel, D. p. 201. — Mines, L. D. pp. 198, 199. — Navigation, D. p. 199. — Organisation administrative, Arr. D. L. pp. 198, 196. — Organisation judiciaire : D. p. 199. — Cadis du rite ibadhite, D. p. 199. — Juges de paix, D. p. 199. — Magistrats, Arr. p. 199. — Pêche, D. p. 199. — Régime pénitentiaire, Arr. p. 200. — Pensions, D. p. 199. — Police, D. p. 200. — Postes et télégraphes, D. p. 200. — Règlement transactionnel, D. p. 200. — Santé publique, Arr. D. p. 200. — Sociétés coopératives, D. p. 202. — Sociétés indigènes de prévoyance, Arr. p. 202. — Société reboisement, D. p. 198. — Substances vénéneuses, D. p. 201. — Tabacs, D. p. 202. — Téléphone, D. p. 198. — Travail, Arr. p. 202. — Vins, D. p. 201.

ALIMENTATION. — Convention, L. p. 2. — Convention internationale, D. p. 4. — Prix denrées, D. p. 30.

ALSACE ET LORRAINE. — Assurances, D. pp. 193, 194. — Avocats. V. ORGANISATION JUDICIAIRE. — Habitations à bon marché, D. p. 194. — Législation pénale, L. p. 192. — Loyers, D. L. p. 178. — Mines, D. p. 194. — Monnaie : Réforme, L. p. 183. — Organisation judiciaire : Avocats, L. p. 179. — Projet d'introduction des lois civiles (Examen du), p. 175. — Projet d'introduction de lois commerciales françaises, p. 176. — Projet d'introduction des codes et lois en vigueur en France, p. 173. — Travail, D. pp. 193, 194. — Tra-vaux publics, D. p. 193

AMNISTIE. — L. p. 14.

ARCHIVES. — L. p. 12.

ARMÉE. — Aérostation, L. p. 6. — Classe 1923, L. p. 6. — Commission supérieure : Chemins de fer, D. p. 7. — Conseils d'enquête, sous-officiers, D. p. 7. — Conseils de guerre, L. D. p. 7. — Elèves des écoles, L. p. 6. — Inspecteur général, D. p. 6. — Intendance, D. p. 7. — Légion d'honneur et médaille militaire, L. p. 6. — Médaille de la Victoire, L. p. 6. — Rengagement, L. p. 6. — Réserve spéciale : Officiers, D. p. 7. — Service de santé, D. p. 7. — V. PENSIONS, SÉPULTURES MILITAIRES.

ARTISTES. — Droit au profit des artistes, L. p. 99.
ASSISTANCE. — Invalidité, D. p. 22. — Assistance et prévoyance sociales : Convention Pologne, L. p. 2. — V. FAMILLES NOMBREUSES. — V. FEMMES EN COUCHE
ASSURANCES — Caisse, D. p. 22. — Sociétés, D. p. 21. — Assurances-Vie, D. p. 22, L. p. 20
AUTOMOBILES. — Recensement, L. p. 49.
AVIATION. — V. NAVIGATION.
AVOCATS. — V. ORGANISATION JUDICIAIRE.

B

BANQUE INDO-CHINE. — D. p. 29.
BANQUE INDUSTRIELLE CHINOISE. — L. p. 5.
BANQUES POPULAIRES. — Dotation, L. p. 25.
BEAUX-ARTS. — Droit d'entrée, L. p. 28. D. p. 31.
BÉNÉFICES DE GUERRE. — L. pp. 14, 27, 28.
BETTERAVES. — D. p. 30.

BIENS ET INTÉRÊTS PRIVÉS. — Office, D. p. 6.
BILLET A ORDRE. — L. p. 33.
BREVETS. — V. MARINE MARCHANDE.
BUDGET. — L. pp. 23, 29.
BUDGET DE 1922. — L. p. 25.
BUDGET SPÉCIAL. — D. p. 30.

C

CAFÉ. — Immunité fiscale, L. p. 26.
CAMEROUN. — Contrat de travail. — V. Togo. — Douanes, D. p. 222. — Finances, D. p. 223. — Forêts, D. p. 223. — Organisation judiciaire, D. p. 223. — Substances vénéneuses, D. p. 223.
CARTES D'IDENTITÉ. — D. p. 30.
CENTENAIRE DE PASTEUR. — L. pp. 40, 46.
CHAMBRES DE COMMERCE. — L. p. 27.
CHEMINS DE FER. — Impôt, L. p. 26. — Personnel, L. D. p. 49. — Vols, L. p. 44. — V. ARMÉE.
CHÈQUES POSTAUX. — D. p. 29.
CHICORÉE. — Immunité fiscale, L. p. 26.
CHIFFRE D'AFFAIRES. — D. p. 31.
CIRCULATION. — V. CODE DE LA ROUTE.
CLAUSES ÉCONOMIQUES. — Convention : Hongrie, L. D. pp. 2, 3.
COCHINCHINE. — Conseil colonial, D. p. 22.
CODE DE PROCÉDURE CIVILE. — D. p. 14, L. p. 37.
CODE DE LA ROUTE. — D. p. 20.
CODE TRAVAIL ET PRÉVOYANCE SOCIALE. — L. p. 22.
COLONIES. — Administration centrale, D. p. 220. — Aéronautique, D. p. 217. — Assurances, D. p. 217. — Bien de famille, L. p. 217. — Concessions, D. p. 218. — Crédit agricole, D. p. 218. — Engagement et réengagement, D. p. 221. — Chirurgiens-dentistes, D. p. 219. — Etat civil, D. p. 218. — Fi-

nances, D. pp. 218, 220. — Gouverneurs généraux, D. p. 218. — Infanticide, D. p. 218. — Mariage, D. p. 219. — Médecins, D. p. 219. — Militaires, D. p. 249. — Nationalité, D. p. 219. — Percepteurs, D. p. 219. — Pourvoi en cassation, D. p. 220. — Propriété, D. p. 220. — Santé publique, D. p. 220. — Serment, D. p. 217. — Substances vénéneuses, D. p. 219. — Successions, D. p. 220. — Travaux publics, D. p. 218. — Tribunaux correctionnels, D. p. 221.
COMMÉMORATION DE LA VICTOIRE. — L. p. 40.
COMMERCE. — Accord, Italie, D. p. 5. — Arrangement, Portugal, D. p. 3. — Carte de commerce, D. p. 31. — Convention, Espagne, D. p. 4. — Convention, Esthonie, D. p. 4. — Convention, Pologne, D. p. 3. — Sommes impayées, L. p. 14. — V. CHAMBRES DE COMMERCE, REGISTRE DE COMMERCE, RÈGLEMENT TRANSACTIONNEL, SPÉCULATION.
CONTRIBUTIONS DIRECTES, L. p. 27. — V. ORGANISATION ADMINISTRATIVE.
CONTRIBUTION INDIRECTES. — Bas-Rhin, Haut-Rhin et Moselle, L. p. 25
COOPÉRATIVES. — Sociétés (régions libérées) D. p. 16. — Sociétés, L. p. 21.
CORRESPONDANCES. — Ouverture, L. p. 14.
CRÉDIT AGRICOLE, L. p. 18.
CRÉDIT FONCIER DE FRANCE, L. p. 27.
CRÉDIT IMMOBILIER, L. p. 20.

D

DANUBE. — Convention internationale, L. p. 2.
 DÉCÈS. — V. ACTES.
 DÉCORATIONS. — V. ARMÉE, INSTRUCTION PUBLIQUE.
 DÉLAI DE VIDUITÉ. — L. p. 147.

DIPLOMES. — V. MARINE MARCHANDE.
 DIVORCE. — L. p. 145.
 DOMMAGES DE GUERRE. — D. L. pp. 15, 16.
 — Convention Belgique, L. D. p. 2.
 DOUANES. — L. p. 29, D. p. 30. — Droits, L. p. 17.

E

EAUX ET FORETS. — Personnel, D. p. 49.
 EAUX MINÉRALES. — D. p. 15.
 ÉCOLE NATIONALE DES PONTS ET CHAUSSEES. — D. p. 19.
 ÉCOLE POLYTECHNIQUE. — D. p. 7.
 ÉNERGIE ÉLECTRIQUE. — L. p. 19.
 ENFANCE. — Actes de naissance des enfants naturels, L. p. 77. — Droits de l'enfant légitimé, L. p. 74.

ENSEIGNEMENT. — V. INSTRUCTION PUBLIQUE.
 ÉTAT CIVIL. — D. pp. 5, 34, L. p. 12. — V. ACTES.
 ÉTRANGERS. — D. p. 10.
 EXPORTATION CAPITAUX. — V. FINANCES.
 EXPROPRIATION. — L. p. 27.

F

FAMILLES NOMBREUSES. — Assistance, D. p. 22, L. p. 24.
 FEMMES EN COUCHE. — Assistance, D. p. 22.
 FINANCES. — D. p. 30. — Avances Banque de France, L. p. 24. — Avances Gouvernement autrichien, L. p. 5. — Avances et subventions, L. p. 27. — Bons de la Défense nationale, Arr. p. 25. — Bons du Trésor, D. p. 32. — Comptes spéciaux Trésor, L. p. 28. — Dépenses, L. p. 28, D. p. 30. — Emprunts, Arr. p. 24, D. p. 31. — Exportation des capitaux, L. p. 25. — Im-

pôts Régions libérées, L. p. 27. — Indemnités Charges de famille, L. p. 28. — Indemnités exceptionnelles, L. p. 28, D. pp. 31, 32. — Indemnité aux incapables, L. p. 26. — Indemnités percepteurs, D. p. 29. — Indemnités personnel douanes, D. p. 29. — Indemnité vie chère, L. p. 27. — Timbre, D. p. 30. — V. AGRICULTURE, BUDGET, CONTRIBUTIONS DIRECTES, CONTRIBUTIONS INDIRECTES, ORGANISATION ADMINISTRATIVE.
 FORÊTS, L. p. 18. — V. EAUX.

G

GENDARMERIE, D. pp. 6, 7.
 GUADELOUPE (LA). — Armes et munitions, D. p. 224. — Contribution personnelle, D. p. 224. — Patentes, D. p. 224. —

Secret professionnel, D. p. 224. — Substances vénéneuses, D. p. 224.
 GUYANE. — Juge de paix (compétence), D. p. 224.

H

HABITATIONS A BON MARCHÉ. — D. pp. 21, 22, L. pp. 29, 21, 28, 107.
 HEURE. — Avance, L. p. 19.

HOPITAUX. — D. p. 21.
 HUILES. — Droits de douanes, D. p. 29.

I

IMPOTS. — V. CHEMINS DE FER.
 IMPORTATION. — Espagne, D. p. 5.
 IMPRIMERIE NATIONALE. — Comptabilité dépenses, D. p. 30.
 INCENDIE. — Recours du voisin, L. p. 104.
 INDE. — Cipahis, D. p. 224. — Notariat, D. p. 224. — Timbre-quittance, D. p. 225.

INDEMNITÉS. — V. FINANCES.
 INDO-CHINE. — Cartes à jouer, D. p. 225. — Chambres de Commerce, D. p. 225. — Conseil du Gouvernement, D. p. 225. — Douanes, D. p. 225. — Droit de stationnement, D. p. 226. — Frais de justice, D. p. 226. — Fraudes fiscales, D. p. 226. — Gouverneur (poursuites), D. p. 226. — Médecine,

D. p. 227. — Port de Saïgon (conseil d'administration), D. p. 227. — Substances vénéneuses, D. p. 227.
 INSCRIPTION MARITIME. — V. MARINE MARCHANDE.
 INSTITUT INTERNATIONAL DU FROID. — Convention, L. pp. 2, 3.
 INSTRUCTION PUBLIQUE. — Convention :

Enseignement Serbie, L. p. 4. — Ecole normale supérieure, D. p. 17. — Enseignement primaire, D. pp. 16, 17. — Enseignement supérieur, D. p. 16. — Licence en droit, D. p. 17. — Palmes académiques, D. p. 16. — Universités, contrôleurs, D. p. 17.
 INVENTIONS. — V. OFFICE NATIONAL.

J

JEUX OLYMPIQUES, L. p. 5.
 JUGES ASSESSEURS. — V. ORGANISATION JUDICIAIRE.

JUGES DE PAIX. — V. ORGANISATION JUDICIAIRE.
 JUGES SUPPLÉANTS. — V. ORGANISATION JUDICIAIRE.

L

LETTRE DE CHANGE, L. p. 33.
 LICENCE EN DROIT, D. p. 17.

LOYERS, L. pp. 44, 43, 44.

M

MADAGASCAR. — Mandats télégraphiques, D. p. 227. — Pêche, D. p. 227. — Police sanitaire, D. p. 228. — Théâtres, D. p. 228. — Tribunaux d'enfants, D. p. 227. — Tribunaux mixtes, D. p. 228.
 MAGISTRATS. — V. ORGANISATION JUDICIAIRE.
 MARIAGE, L. pp. 12, 35.

MARINE. — Attribution des prises, L. p. 8. — Défense des frontières, D. p. 9. — Direction des travaux personnels, D. p. 8. — Organisation militaire, L. p. 8. — Service à bord des bâtiments, D. p. 8. — Sports, L. p. 8. — Surveillance des ports, personnel, D. p. 9. — V. PENSIONS.

MARINE MARCHANDE, D. p. 9. — Brevets et diplômes, D. p. 9. — Comptes spéciaux, L. pp. 9, 28. — Conseil supérieur, D. p. 9. — Durée du travail, D. p. 9. — Etablissements de pêche, D. p. 9. — Inscription maritime, D. p. 9. — Personnel, D. p. 9. — Syndics et gardes maritimes, D. p. 9.

MAROC. — Agriculture, Arr. pp. 215, 215. — Alcool, Arr. pp. 215, 216. — Bière, Arr. p. 215. — Blés, Arr. D. p. 216. — Céréales, D. p. 215. — Chemins de fer, Arr. pp. 210, 215. — Code de commerce, D. p. 214. — Code de commerce maritime, D. p. 213. — Conseil de révision, Arr. p. 210. — Crédit immobilier, D. p. 215. — Douanes, Arr. D. pp. 214, 215, 216. — Eaux, D. p. 209. — Effets militaires, D. p. 214. — Emprunt, D. p. 211. — Enfance, D. p. 213. — Enseignement, Arr. pp. 210, 211.

— Etat civil, D. p. 213. — Explosifs, Arr. D. p. 211. — Finances, Arr. D. p. 211. — Forêts, D. p. 209. — Lettre de change, D. p. 214. — Magasins généraux, D. p. 216. — Marques de fabrique, Arr. p. 211. — Monnaie, Arr. p. 211. — Navigation, Arr. D. p. 212. — Organisation administrative, Arr. D. pp. 209, 210. — Organisation judiciaire, Arr. D. p. 212. — Magistrats, D. p. 212. — Patentes, D. p. 211. — Pêche, Arr. D. p. 212. — Service pénitentiaire, Arr. p. 210. — Postes et Télégraphes, Arr. pp. 212, 213. — Propriété foncière, D. p. 214. — Santé publique, Arr. p. 213. — Sociétés, D. p. 213. — Sociétés indigènes de prévoyance, D. p. 216. — Sociétés coopératives, D. p. 216. — Sports, Arr. p. 213. — Travaux publics, Arr. p. 210.

MARTINIQUE (LA). — Contraventions, D. p. 228. — Douanes, D. pp. 228, 229. — Forêts, L. p. 229. — Substances vénéneuses, D. p. 229.
 MÉDECINE (EXERCICE DE LA). — L. p. 21.

MINES. — L. pp. 19, 161. — Exportation, D. p. 31. — Retraites, D. p. 21. — Retraites, Convention Belgique, L. D. p. 2.

MINISTÈRE. — V. ORGANISATION ADMINISTRATIVE.

MONNAIE. — Convention, L. pp. 1, 26.

MONUMENTS. — Mémoire des soldats morts, D. p. 10.

N

NATIONALITÉ. — Arrangement Belgique, D. p. 3.
 NATURALISATION. — D. p. 13.
 NAVIGATION. — Equipage des bateaux rhénans, D. p. 4.
 NAVIGATION AÉRIENNE. — Convention, D. p. 4. — Subventions, D. p. 30.

NIGER. — Organisation administrative, D. p. 229.
 NOUVELLE-CALÉDONIE. — Presse, D. p. 229. — Tabac, D. p. 229.
 NOUVELLES-HÉBRIDES. — D. p. 3.

O

Océanie. — Chambres de commerce, D. p. 230. — Frais de justice, D. p. 230. — Organisation judiciaire, D. p. 230. —
 OFFICE NATIONAL DES RECHERCHES SCIENTIFIQUES ET INDUSTRIELLES DES INVENTIONS, L. p. 18.
 OPPOSITIONS. — V. SAISIES.
 ORGANISATION ADMINISTRATIVE. — Beaux-Arts, droit d'entrée, L. D. Arr. p. 17. — Budget des villes, L. p. 9. — Conseil supérieur défense nationale, L. p. 10. — Contributions directes, D. p. 30. — Ministère affaires étrangères, comptabilité dépenses, D. p. 30. — Ministère

finances, comptabilité, D. p. 31. — Ministère finances, comptabilité dépenses, D. p. 32. — Ministère guerre, comptabilité dépenses, D. p. 31. — Ministère du travail, contrôleurs, D. p. 22. — Préfectures, D. p. 10.
 ORGANISATION JUDICIAIRE. — Avocats, L., D. pp. 10, 11. — Cour permanente de justice internationale, D. p. 5. — Juges assesseurs, L. p. 11. — Juges de paix, L. p. 11. — Juges suppléants, L. p. 11. — Magistrats, L. D. p. 11. — Prud'hommes, D. p. 11.
 ORGANISATION MUNICIPALE, L. p. 10.

P

PARLEMENT. — Réduction du nombre des députés, L. p. 1.
 PÊCHE MARITIME. — Délits, D. p. 13.
 PENSIONS. — L. p. 20, D. p. 32. — Armée, L. D., pp. 7, 8. — Marine, D. pp. 8, 9. — Veuves de guerre, L. pp. 7, 28, D. p. 31.
 PENSIONS MILITAIRES. — L. p. 73.
 PHARMACIE. — L. p. 24.
 POIDS ET MESURES. — D. p. 48.
 POISSONS. — Pêche étrangère, D. p. 31.
 POSTES ET TÉLÉGRAPHES. — Colis postaux, D. p. 30. — Comptabilité des services,

D. p. 30. — Reprise du timbrage, D. p. 30. — Taxes, L. pp. 19, 27.
 PRÉFECTURES — V. ORGANISATION ADMINISTRATIVE.
 PROPRIÉTÉ (PETITE). — V. HABITATIONS A BON MARCHÉ.
 PROPRIÉTÉ IMMOBILIÈRE. — L. p. 28.
 PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE. — L. p. 17. — Convention internationale, L. p. 2.
 PRUD'HOMMES. — V. ORGANISATION JUDICIAIRE.
 PUPILLES DE LA NATION. — L. p. 89.

R

RECENSEMENT. — V. AUTOMOBILES.
 RECHERCHES SCIENTIFIQUES ET INDUSTRIELLES. — V. OFFICE NATIONAL.
 RÉGIONS LIBÉRÉES. — Services départementaux, D. p. 16.
 REGISTRE DE COMMERCE, L. p. 17.
 RÈGLEMENT TRANSACTIONNEL, L. p. 62.

RENTES VIAGÈRES, L. p. 20.
 RETRAITES OUVRIÈRES ET PAYSANNES, L. pp. 21, 26.
 RETRAITES. — V. MINEURS.
 RÉUNION (LA). — Marine commerciale, D. p. 230. — Pas géométriques, D. p. 230.

S

SAISIES-ARRÊTS. — L. p. 59.
 SÉPULTURES MILITAIRES. — L. p. 7.
 SÉQUESTRE. — D. p. 6.
 SOCIÉTÉS. — L. p. 14. — V. ASSURANCES COOPÉRATIVES.
 SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS, L. p. 20.

SOMALIS. — Garde indigène, D. p. 230.
 SPÉCULATION ILLICITE. — L. pp. 14, 79.
 SPIRITUEUX. — Convention, Afrique, D. p. 3.
 SUBSTANCES VÉNÉNEUSES. — L. pp. 14, 21.

T

TABACS. — D. p. 29.
 TAHITI. — Gendarmerie, D. p. 230.
 TIMBRE. — D. p. 31. — V. FINANCES.
 TOGO. — Alcools, D. p. 231. — Contrat
 de travail, D. p. 231. — Douanes, D.
 p. 231. — Juridictions indigènes, D.
 p. 231. — Pouvoirs publics, D. p. 231.
 — Presse, D. p. 231. — Propriété, D.
 p. 231. — Régime foncier domanial,
 D. p. 231. — Taux de l'intérêt, D.
 p. 231. — Traite, D. p. 232.
 TONKIN. — Justice indigène, D. p. 232.
 TRAITE DES FEMMES. — Délits, L. p.
 169.
 TRAITÉS DE PAIX. — D. p. 3.
 TRAVAIL. — Journée 8 heures, D. p.
 22. — V. CODE TRAVAIL, MARINE
 MARCHANDE, RETRAITES.
 TRAVAUX PUBLICS. — Allocations au
 personnel, L. p. 21.
 TUNISIE. — Agriculture, D. p. 206. —
 Assistance judiciaire, D. p. 203. —
 Assurances, Arr. D. pp. 206, 207. —

Blés, D. p. 207. — Code des obliga-
 tions et contrats, D. p. 206. — Contri-
 butions diverses, D. p. 205. — Cour-
 tiers maritimes inscrits, D. p. 206. —
 Crédit agricole, D. p. 206. — Cultes,
 Arr. D. p. 204. — Enseignement, Arr.
 p. 204. — Exhumations et inhuma-
 tions, D. p. 205. — Gendarmerie, D.
 p. 204. — Institut Pasteur, D. p. 205.
 — Loyers, D. p. 205. — Monnaie, D.
 pp. 204, 205. — Monopole des ché-
 chias, D. p. 207. — Mutilés, Arr. D.
 p. 207. — Notaires, Arr. p. 205. —
 Organisation administrative, Arr. D.
 pp. 203, 204. — Organisation judiciaire,
 D. p. 205. — Postes et télégraphes, D.
 p. 205. — Régime pénitentiaire, Arr.
 D. p. 206. — Règlement transaction-
 nel, D. p. 206. — Santé publique, D.
 p. 205. — Tabacs, D. p. 207. — Tou-
 ristes, D. p. 205. — Vaccination, D.
 p. 205. — Vins, D. p. 205.

U

UNIVERSITÉS. — V. INSTRUCTION PUBLIQUE.

V

VALEURS MOBILIÈRES. — Importation,
 L. p. 25.
 VALEURS MOBILIÈRES ÉTRANGÈRES, D.
 p. 31.

VEUVES DE GUERRE. — V. PENSIONS.
 VINS. — D. p. 6.